

(A)

(81)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1927.

RAPPORT

présenté par le Gouvernement aux Chambres législatives

SUR

L'EXÉCUTION DE LA LOI DU 16 JUILLET 1926

relative à certaines mesures

à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière

H

Les annexes au rapport n° 81 seront distribuées incessamment.

TABLE DES MATIÈRES

I. — MESURES FINANCIÈRES.

	Pages.
A. — La Trésorerie et la stabilisation monétaire	4
1° Consolidation de la dette flottante intérieure	4
2° Dette flottante extérieure	7
3° Dette de l'État envers la Banque Nationale	8
4° Choix du cours de stabilisation.	9
5° Modifications à la loi organique de la Banque Nationale	11
6° Convention avec la Banque Nationale.	12
7° Arrêté royal de stabilisation.	12
8° Convention entre la Banque Nationale et les grandes banques d'émission .	13
 B. — Mesures fiscales	 13
1° Bonification en vue du paiement anticipatif de la surtaxe foncière	13
2° Passeports	13
3° Droits d'inscription aux Universités	14
4° Étrangers	14
5° Retards dans le paiement des impôts.	14
6° Automobiles	15
 C. — Réalisation des biens domaniaux et liquidation des biens sous-sequestre	 15

II. — RESTRICTIONS.

1° Réglementation de la fabrication et de la vente des farines du pain et d'autres produits alimentaires	17
2° Charbons.	20
3° Produits agricoles et bétail	20
4° Etablissements publics	20
5° Crédit de l'État	21

III. — COMPRESSION DES DÉPENSES.

MESSIEURS,

La loi du 16 juillet 1926 « relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière » a autorisé le Roi, pendant un délai de six mois, à prendre des arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, en vue de poursuivre le relèvement financier du pays et la préparation de la stabilisation monétaire. Elle stipule que, à l'expiration de ce délai, il sera fait rapport aux Chambres sur les mesures prises par le Gouvernement, en vertu de la présente loi. En exécution de cette disposition, nous avons l'honneur de vous présenter ci-après le rapport ainsi prescrit.

La déclaration lue aux Chambres le 25 mai 1926 disait : « Le Gouvernement qui paraît devant vous est né de la crise financière et monétaire que traverse le pays. Son origine explique sa composition, comme elle conditionne son activité ». C'est à cette œuvre de salut du franc, que le Gouvernement, répondant à l'appel du Roi, a consacré méthodiquement tous ses efforts.

La situation était, à ce moment, dominée par le dérèglement des changes.

Depuis deux mois, la baisse du franc avait été continue, malgré quelques arrêts momentanés et quelques faibles reprises. De 107 francs en mars, la livre était passée, en mai, à plus de 150 francs et la chute avait une telle vitesse acquise que le franc devait tomber, quelques semaines plus tard, jusqu'à 237 francs pour une livre sterling.

Ce dérèglement des changes se répercutait sur les finances de l'État en provoquant une diminution progressive du pouvoir d'achat intérieur de la monnaie, devancé par la dévaluation de celle-ci à l'extérieur. Le Budget se trouvait donc complètement déséquilibré. D'autre part, des retraits considérables de bons du Trésor imposaient à l'État des décaissements imprévus particulièrement graves.

La situation critique de la Trésorerie se ressentait évidemment de cet état de choses et exigeait des mesures immédiates.

Aussi, le 19 mai, le Parlement avait-il dû voter la loi *autorisant la Banque Nationale à faire de nouvelles avances au Gouvernement, à concurrence de 1 1/2 milliard de francs*. Cette loi était, dans une certaine mesure, une loi de régularisation, puisque sur ce 1 1/2 milliard, plus de 600 millions étaient déjà engagés.

Nous étions donc devant l'inflation et nous savions tous, pour en avoir constaté ailleurs les terribles effets, ce que ce danger représentait. Nous savions qu'engagés plus loin sur la pente, il nous eût été impossible de la remonter. Aussi, le premier devoir qui s'est imposé à nous fut de lutter contre l'inflation par tous les moyens.

Nous nous sommes attaqués successivement aux diverses causes qui la provoquaient ou pouvaient la provoquer, avec le concours du Comité consultatif financier créé par arrêté royal du 9 juin 1926.

Équilibre budgétaire.

Tout d'abord, il fallait équilibrer le Budget, de façon telle que les recettes couvrirent largement les dépenses sans qu'aucun appel fut fait à la Trésorerie.

Ce fut l'œuvre du Pouvoir législatif. Celui-ci n'hésita pas à établir, à cette fin, de nouveaux impôts. Il se rendit compte, d'une part, que ces impôts étaient indispensables ; d'autre part, qu'ils atteignaient certainement la limite taxable

du contribuable belge. Aussi eurent-ils un caractère exceptionnel et, dès maintenant, certains de ceux-ci ont pu être réduits. Dans les dépenses du Budget ainsi mis en équilibre figurent d'ailleurs *1 1/2 milliard de francs destinés au Fonds d'amortissement, créé par la loi du 7 juin 1926*, en vue de réduire la Dette publique.

I. — MESURES FINANCIÈRES.

A. — LA TRÉSORERIE ET LA STABILISATION MONÉTAIRE.

Consolidation de la Dette flottante intérieure.

L'inflation pouvait également être provoquée par des remboursements précipités de la Dette flottante intérieure. Celle-ci, au 22 mai 1926, s'élevait à 6,350 millions, représentant les Bons du Trésor à trois ou six mois en circulation à cette date, ainsi que les Bons dits de Restauration monétaire, à l'échéance du 1^{er} décembre 1926. Elle ne comprenait pas la dette de l'État envers la Banque Nationale, qui s'élevait, à la même date, à 6,243,263,000 francs. Elle ne comprenait pas non plus les Bons du Trésor en devises étrangères ou à change garanti, dont il sera parlé plus loin.

Si les ressources manquaient pour payer les dépenses budgétaires normales, à plus forte raison faisaient-elles défaut pour assurer le remboursement des Bons du Trésor. Certes, des impôts nouveaux avaient été votés et la rentrée en était activée le plus possible; néanmoins, plusieurs mois devaient se passer avant qu'ils pussent procurer non seulement la couverture des besoins budgétaires, mais l'excédent nécessaire à l'alimentation régulière du Fonds d'amortissement. Il était donc certain qu'en cas de demandes massives de remboursements, le Gouvernement se trouverait acculé à cette inflation à laquelle il était décidé à ne jamais recourir.

Or, ces demandes de remboursements de Bons se multipliaient au point d'atteindre, dans le courant du seul mois de juillet, la somme de 300 millions, ce qui avait eu pour conséquence de porter à 4,023 millions les prélèvements faits sur le crédit spécial de 1 1/2 milliard voté par le Parlement. Il était indispensable de mettre fin d'urgence à cette situation, qui risquait de rendre vains tous les efforts déjà faits par le Parlement et le Gouvernement.

Les actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges fournirent au Gouvernement le moyen de délivrer le pays de cette menace pesant sur lui.

Le Parlement avait voté, le 23 juillet, la loi créant la *Société nationale des Chemins de fer belges*. Cette loi prévoyait l'émission, à concurrence de 10 milliards de francs, d'actions privilégiées de la nouvelle Société. Ces titres étaient assurés d'un intérêt fixe de 6 % l'an, garanti par l'État, et devaient, en outre, recevoir un dividende prélevé sur le produit bénéficiaire de l'exploitation que l'on évaluait approximativement à 2.70 %. Le Gouvernement décida de favoriser, par le mécanisme ci-après indiqué, l'échange des bons du Trésor contre ces actions privilégiées.

Ces dernières pouvaient également être utilisées à la conversion des rentes. Mais, à ce moment, il y avait lieu de sérier les questions selon leur degré d'urgence et les bons du Trésor, vu la proximité de leur échéance, nécessitaient

le premier effort. D'autre part, la consolidation de la dette flottante et la poursuite de l'œuvre d'assainissement financier devaient avoir — et eurent en fait — leur répercussion directe et immédiate sur la tenue des rentes. Les cours de celles-ci se raffermirent, puis s'élevèrent au point que le 6 % consolidé — pour ne prendre que cet exemple — enregistra en quelques semaines une hausse de 70 % environ. C'est là un résultat sensiblement identique à celui qu'aurait eu la conversion de ces titres en actions privilégiées du Chemin de fer. Ces cours ne cessèrent, d'ailleurs, de suivre une marche ascendante, ainsi qu'il résulte du tableau suivant :

	20 mai 1926.	28 janvier 1927.
Emprunt 1 ^{re} série, 3 %	41.—	59.—
Id. 2 ^e id. 3 %	40.—	59.50
Id. 3 ^e id. 3 %	43.50	59.—
Id. 4 ^e id. (25.40 la livre), 3 %	370.10	370.10
Id. (intér. à primes), 1 ^{er} mars	272.50	432.50
Id. (intér. à primes), 1 ^{er} mars	271.—	432.50
Id. Restauration Nationale 1919	50.05	83.50
Id. Id. 1919	50.05	83.50
Domages de guerre à primes 1921	117.50	181.25
Id. id. 1921	117.—	182.50
Id. id. 1922	140.—	217.50
Id. id. 1923	310.—	442.50
Emprunt de consolidation 1921, 6 %	55.—	92.25

C'est cette augmentation constante du cours de la rente qui nécessita l'arrêté du 4 décembre 1926, lequel stipule que les arriérés dus aux pensionnés cesseront d'être payés en titres de rente et le seront désormais en numéraire.

En ce qui concerne les bons du Trésor, seule l'inflation eût pu nous mettre à même de les rembourser. A supposer qu'elle eût été autorisée par le Parlement, elle aurait eu pour résultat que les porteurs de bons se fussent vu payer le montant nominal de leurs bons, mais en une monnaie chaque jour plus avilie. Aucun porteur n'aurait eu le droit, légalement, de se plaindre, mais ils eussent été ruinés et toute l'économie nationale eût souffert un immense préjudice.

Le Gouvernement a estimé qu'il était de son devoir de défendre les intérêts bien compris des porteurs de bons. Il a pensé que la meilleure protection qu'il pouvait leur apporter était le salut des francs qu'ils avaient confiés à l'État belge. Ce fut là l'objet même de l'opération de conversion.

Signalons, pour mémoire, qu'un arrêté du 24 août 1926 a prorogé le délai de remboursement de l'emprunt de l'Intercommunale du Tournaisis, prorogation rendue nécessaire pour éviter l'émission d'un nouvel emprunt qui eût influencé défavorablement la situation financière du pays.

Mécanisme de la Conversion.

L'arrêté royal du 31 juillet 1926 sur l'aménagement de la dette flottante donna aux porteurs de Bons du Trésor ou de Bons de Restauration monétaire l'option d'échanger leurs titres soit contre des actions privilégiées de la Société

Nationale des Chemins de fer, soit contre des Bons du Trésor nouveaux portant intérêt à 5 %, et remboursables par voie de tirage au sort, à l'intervention du Fonds d'amortissement de la Dette publique, dans les limites des disponibilités de celui-ci.

Quant aux caisses d'épargne et aux établissements de crédit et d'utilité publique, le Ministre des Finances fut autorisé à conclure avec eux, sur avis conforme du Comité du Trésor et dans la mesure où ils n'auraient pas converti leurs bons en actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges, des arrangements permettant d'échanger les titres qu'ils conservaient contre des bons du Trésor spéciaux. En exécution de cette disposition, le Ministre des Finances a remis aux dites institutions des bons à 7 % remboursables en douze trimestrialités. Cette mesure était indispensable pour mettre en mains des intéressés les liquidités nécessaires à l'économie générale du pays; le taux de 7 % était fixé d'une part à raison de ce que les caisses d'épargne et établissements de crédit devaient, pour faire face à leurs engagements vis-à-vis de leurs prêteurs et déposants, emprunter eux-mêmes à la Banque Nationale à un taux supérieur et contre la garantie des dits Bons; et, d'autre part, à raison de ce que les remboursements s'échelonnaient sur une période de trois ans.

La Banque Nationale de Belgique fut d'ailleurs autorisée à assimiler les actions privilégiées, ainsi que les Bons du Trésor nouveaux, créés en exécution de l'arrêté royal, aux fonds publics admis en gage pour tenir lieu d'une signature, conformément à l'article 21 de ses statuts.

De la sorte, le danger disparaissait de voir enlever à l'économie nationale les disponibilités nécessaires. Il fallait même éviter le danger opposé, qui aurait consisté dans la mobilisation trop aisée des titres nouveaux et n'aurait fait que retarder d'une étape l'inflation.

Une politique prudente, vigilante, de notre Institut d'émission, agissant d'accord avec le Gouvernement, rendit cette menace illusoire.

Résultats de la Conversion.

L'opération organisée par l'arrêté royal du 31 juillet 1926 donna les résultats suivants :

4,238 millions ont été convertis en actions privilégiées du chemin de fer;

330 millions de Bons ont été présentés à l'estampillage et transformés, de ce chef, en Bons 5 %, amortissables par le Fonds d'amortissement dans la mesure de ses disponibilités.

Enfin, 1,400 millions de Bons spéciaux destinés à la Caisse d'Épargne, aux établissements de crédit et aux institutions d'utilité publique, ont été émis.

Il est intéressant de constater qu'en dehors de ces derniers titres, dont nous avons indiqué ci-dessus l'affectation particulière, l'immense majorité de la dette flottante a été convertie par les intéressés en actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer.

Depuis ce moment d'ailleurs, des amortissements importants ont eu lieu.

C'est ainsi qu'au 15 janvier, les Bons estampillés étaient réduits à 309 millions et les Bons spéciaux à 1,207 millions.

Faut-il s'étonner de ce résultat? Nous ne le pensons pas. Au moment où nous avons procédé à l'aménagement nouveau de la Dette flottante, nous avions la

conviction, appuyée sur des faits et sur des chiffres, que les Bons du Trésor représentaient en grande partie, dans le pays économe que constitue la Belgique, de l'épargne latente. Un fait est significatif à cet égard : les Bons du Trésor émis depuis 1922 comportaient, à concurrence de 2,800 millions, de petites coupures uniquement.

Il est une autre indication qui justifie notre manière de voir. Nous avons parlé plus haut des facilités accordées aux porteurs d'actions privilégiées du Chemin de fer ou de Bons du Trésor nouveaux, pour se procurer les liquidités dont ils pourraient avoir besoin. Or, les avances consenties à l'heure actuelle sur ces actions et sur ces Bons par la Banque Nationale et la Caisse d'Épargne n'atteignent pas 7 millions de francs.

Ainsi que nous l'avons dit, l'opération d'aménagement de la Dette flottante était indispensable dans l'intérêt des porteurs et dans l'intérêt de l'économie nationale belge. Eut-elle dû avoir des conséquences sérieuses pour les porteurs, eut-elle dû créer chez eux une gêne momentanée, encore nous y fussions-nous résolus pour leur éviter un plus grand mal. En fait, rien de ce que certains ont pu craindre ne s'est produit. Rappelons qu'au moment où fut suspendue, pour préparer l'émission des titres nouveaux, la cotation des Bons du Trésor anciens, celle-ci était officiellement de 93 francs et qu'ils pouvaient être obtenus en dehors de la cote officielle, à 89 francs, ce qui correspond, pour une action privilégiée du Chemin de fer, de valeur nominale de 500 francs, à une cotation de 445 francs. Or, les actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer se sont cotées, tous ces jours-ci, à des taux qui, déduction faite de l'intérêt inclus dans la cotation, dépassent le pair.

Les porteurs de Bons du Trésor qui ont converti leurs titres en actions privilégiées du Chemin de fer, loin d'avoir été lésés ont donc fait une opération avantageuse.

Dette flottante extérieure.

Au 22 mai dernier, la Dette flottante extérieure (dette en livres, dollars, florins, francs suisses, etc.), atteignait la valeur de 54 millions de dollars, soit, au cours du change, à ce moment, près de 2 milliards de francs.

Cette dette constituait elle aussi une grave menace d'inflation ; en effet, pour acheter les devises nécessaires à son remboursement, seule l'émission de nouveaux billets de banque pouvait être utilisée dans l'état du Trésor.

La Dette flottante extérieure était redoutable, non seulement par son montant, mais par ses échéances. Les paiements en étaient, en effet, aménagés de telle sorte que les charges les plus lourdes frappaient les mois les plus proches. C'est ainsi que nous avons à payer les sommes suivantes :

	Dollars.
En juin	1,215,000
En juillet	12,843,867
En août	17,605,401
En septembre	22,388,295

L'échéance de septembre comprenait, à concurrence de 15 millions de dollars, le solde des crédits de stabilisation consentis à la Belgique à la fin de l'année précédente ; toutefois en contrepartie, il restait bloqué à la Banque Nationale,

au compte du Gouvernement belge, aux fins de remboursement de ces crédits, une somme de 280 millions de francs.

Le reste de la dette flottante extérieure était constitué essentiellement par des bons en devises ou des bons à change garanti.

Il fallut parer au plus pressé et tâcher d'obtenir des renouvellements dans la mesure du possible, ce qui fut fait. Mais, malgré cela, nous dûmes rembourser en août, 8,372,222 dollars et en septembre, 16,129,132 dollars.

Ces paiements furent rendus possible par l'action du Fonds d'amortissement.

La rentrée des impôts nouveaux et celle des recettes exceptionnelles avait, en effet, été poussée avec énergie et le Fonds d'amortissement en avait bénéficié. L'état du marché et la rentrée des capitaux avaient permis de transformer ces recettes en devises étrangères. Enfin, les émissions de deux tranches d'actions privilégiées du Chemin de fer, l'une en Hollande, l'autre en Suisse, avait fourni au Fonds d'amortissement quelques millions de dollars.

Ces mois d'août et de septembre furent ainsi particulièrement difficiles. Mais la situation générale alla s'améliorant. Les excédents de recettes sur les dépenses augmentèrent et le marché, la livre se stabilisant assez rapidement aux environs de 175 francs, permit des achats réguliers de devises. Ces achats durent être conduits avec une grande prudence, car le marché demeurait sensible et au moindre incident, les changes étrangers marquaient de nouveau une tendance à la hausse. Néanmoins, dès la fin du mois d'octobre, des devises étrangères en quantités importantes avaient pu être achetées par l'Institut d'émission.

Dette de l'État envers la Banque Nationale.

Si considérables qu'ils fussent, les efforts faits et les résultats obtenus étaient encore insuffisants. Pour avoir remboursé ou consolidé sa dette envers les porteurs belges et étrangers, l'État belge n'en restait pas moins sous le coup d'une dette flottante terriblement lourde : sa dette vis-à-vis de la Banque Nationale.

Peu importait que cette dette eut été contractée dans des conditions particulières; qu'il s'agit des 5,200 millions empruntés à la Banque après l'armistice pour assurer partiellement le remboursement des marks, qu'il s'agit des 480 millions de la contribution interprovinciale ou, enfin, des 1,025 millions prélevés sur le crédit spécial voté le 19 mai 1926, le fait était là : cette dette écrasante compromettait le crédit de l'État et compromettait du même coup le crédit de notre Institut d'émission; tant que son règlement n'était pas assuré, la monnaie belge ne pouvait pas être définitivement assainie.

Or, si les achats de devises auxquels la Banque Nationale avait procédé, avaient fortifié sa situation monétaire, ils n'avaient pas eu et ne pouvaient avoir pour effet de transférer ces devises à l'État pour lui permettre d'apurer le solde de sa dette flottante extérieure ou le mettre à même de rembourser notre Institut d'émission. L'État ne possédait pas de ressources suffisantes à cette fin. C'est à l'extérieur qu'il lui fallait chercher ses moyens de paiement.

Impossibilité d'obtenir un emprunt de consolidation.

Les pourparlers amorcés avec les banquiers étrangers prouvèrent, dès l'abord, qu'il fallait renoncer à l'idée d'obtenir un emprunt international pour tout autre objet que la stabilisation du franc.

D'autre part, toute temporisation était impossible : la menace de la Dette flottante extérieure et celle de l'instabilité des changes devaient être conjurées au plus tôt car, chargé au profit de l'étranger d'une lourde dette à court terme, notre pays risquait de perdre une partie de sa liberté d'action. Quels que fussent donc les sentiments bienveillants exprimés par nos créanciers, il fallait mettre fin à une situation aussi sérieuse et profiter de la bonne volonté témoignée par ceux-ci pour tenter d'obtenir un emprunt de stabilisation destiné à couvrir la Banque Nationale, de manière à résoudre simultanément la question du remboursement de la Dette flottante en monnaies étrangères et celle de la stabilisation du franc. Au surplus, le moment était favorable à l'émission de pareil emprunt, ainsi que son succès l'a prouvé.

Nécessité d'agir promptement.

Mais il fallait agir promptement, car les phénomènes saisonniers pouvaient se précipiter et amener, au cours des mois d'automne, une tension des changes étrangers.

Depuis que la stabilisation est effectuée, on perd le souvenir des angoisses de la période qui l'a précédée. Il n'est peut-être pas inutile de les rappeler ici.

Q'on se reporte en août 1926. Le Gouvernement, qui ne pouvait mettre le public au courant de ses conversations avec les financiers étrangers, était accusé d'inertie. De bons esprits proclamaient, à mesure que les semaines s'écoulaient, qu'il était trop tard pour procéder à la stabilisation, qu'il valait mieux attendre, jusqu'en janvier ou février, que les phénomènes saisonniers que nous signalions plus haut eussent produit tous leurs effets. Leurs inquiétudes parurent même fondées, quand le 22 septembre les monnaies-or esquissèrent une pointe de hausse qui mena la livre sterling de 175 francs à fr. 186.25, au point que le Gouvernement fut contraint de demander à la Banque Nationale d'intervenir sur le marché, bien que les devises qu'elle détenait ne représentassent qu'une partie des sommes nécessaires au paiement de la Dette flottante extérieure.

Choix du cours de stabilisation.

Le Gouvernement hâta donc l'opération. Tout d'abord, il fixa le taux de stabilisation. Ce point fit l'objet d'une étude approfondie et de nombreuses consultations furent prises auprès des personnalités compétentes, tant belges qu'étrangères. La conclusion de ces études et enquêtes fut qu'il fallait stabiliser au cours atteint normalement au jour choisi pour la stabilisation. La Banque Nationale s'exprima à cet égard avec la plus grande netteté. Aucune opinion discordante ne fut relevée.

Il était d'ailleurs évident, a priori, que le choix du cours fixé par les transactions normales devait être celui qui engendrerait le minimum de troubles économiques. Cette vérité est particulièrement certaine quand il s'agit de notre pays qui ne pouvait impunément prolonger davantage la situation financière inquiétante dans laquelle il se trouvait depuis plusieurs mois. Le cours du jour était le seul qui devait permettre d'adapter sans heurts les frais généraux à la valeur de la nouvelle unité monétaire; il donnait à ceux des industriels et commerçants qui avaient acquis des stocks de marchandises et de matières premières à des cours élevés, la possibilité de les liquider sans trop de pertes; il facilitait aux industries d'exportation le passage du régime de la dépréciation

continue à celui de la concurrence normale que ramène la fixité des prix ; il conjurait la crise de chômage qu'entraîne toujours nécessairement une revalorisation rapide, laquelle arrête les exportations et constitue une prime à l'achat des produits étrangers ; il évitait les lourdes difficultés de réadaptation des salaires ; enfin, il écartait le péril d'un déséquilibre nouveau et profond du Budget et par suite, la nécessité de nouveaux impôts.

Impossibilité d'aggraver les impôts.

Or, le total des impôts, en Belgique, atteint près de 7,000,000,000 de francs, soit approximativement 195 millions de dollars ou 25 dollars par tête d'habitant.

Était-il possible de concevoir une revalorisation dont le premier effet eût été de majorer, en valeur réelle, la charge des impôts belges, de la porter par exemple, à 29 dollars ou à 35 dollars par tête d'habitant ? C'eût été le cas si l'on avait adopté, au lieu du taux de 175 francs pour une livre, un taux de stabilisation de 150 francs ou de 125 francs. Pour répondre à cette question, il suffit de considérer qu'aux États-Unis, où les revenus par habitant sont quatre fois plus élevés que chez nous l'impôt par tête n'atteint que 22 dollars.

On ne peut objecter que la revalorisation aurait eu pour effet de restreindre le montant des dépenses de l'État, automatiquement en ce qui concerne les charges de la dette extérieure, avec un certain retard en ce qui concerne les dépenses intérieures ; car, si ce fait est vrai, il est non moins certain que les 1,400 millions de francs formant la charge de la dette intérieure ne seraient pas allégés, et que, d'autre part, il ne serait pas possible de réduire la somme au moins équivalente des traitements et indemnités portés au Budget.

Au surplus, le rendement des impôts devant nécessairement diminuer, en cas de revalorisation, par suite de la réduction du montant des sommes taxables, il était impossible de songer à les alléger ; il eut, au contraire, incontestablement fallu les augmenter.

La couverture-or nécessaire.

Dans un autre ordre d'idées, toute tentative de revalorisation préalable à la stabilisation apparaissait également vaine.

L'unanimité des techniciens en matière monétaire aussi bien que les dirigeants de la Banque Nationale de Belgique considéraient, comme une condition *sine qua non* de succès, la nécessité d'une proportion très élevée d'or et de devises étrangères par rapport aux engagements à vue de l'institut d'émission.

Or, le montant de l'emprunt extérieur destiné à servir de couverture à la monnaie belge était limité à 100 millions de dollars, tant pour les possibilités du marché international que pour la charge à imposer à la Belgique. C'était là une nouvelle raison, technique celle-ci, pour adopter le taux du jour. En effet, si l'on avait adopté un taux de stabilisation inférieur à celui de 175 francs pour une livre, 150 ou 125 francs par exemple, la couverture nécessaire des engagements à vue de la Banque n'aurait pas été réalisée.

On sait que cette couverture a été obtenue au moyen de deux éléments : le produit de l'emprunt extérieur et la couverture-or préexistante réévaluée.

Cette couverture préexistante atteignait 335 millions de francs-or. Elle a pu être portée dans le premier bilan après stabilisation pour 2,350,000,000 de francs environ, soit approximativement 23 % des engagements à vue de la Banque.

Il va de soi que si un cours de stabilisation inférieur à 175 francs par livre avait été admis, la valeur de cette couverture aurait dû être portée au bilan pour une somme moindre. Il aurait fallu, dès lors, réduire la couverture en dessous de la proportion reconnue nécessaire. Il était impossible d'y songer, alors que nous étions sous la menace de l'échéance d'une dette de plusieurs dizaines de millions de dollars, payable quelques semaines plus tard, et d'une crise économique de revalorisation. Le taux de stabilisation adopté est donc le seul qui fût compatible avec la faiblesse de notre couverture-or préexistante — 3 % seulement des engagements à vue — et l'importance de la dette flottante extérieure exigible à court terme.

Préparation des arrêtés royaux de stabilisation.

Muni de l'accord de principe des prêteurs étrangers, le Gouvernement prépara la stabilisation. A cette fin, il arrêta les modifications nécessaires à la loi organique de la Banque Nationale, son intervention dans les opérations de stabilisation et le processus de celle-ci.

Modifications à la loi organique de la Banque Nationale.

La réorganisation de la Banque Nationale se trouvait d'ailleurs facilitée par l'existence de la loi du 26 février 1926, à laquelle un simple arrêté royal pouvait donner force exécutoire; le Gouvernement en reprit les dispositions essentielles.

Le nouveau capital de la Banque avait été porté à 200 millions de francs et les principes devant présider à l'émission des titres nouveaux étaient fixés.

La constitution et le partage de la réserve étaient réglés, de même que la répartition des bénéfices.

Les opérations autorisées et défendues étaient définies.

Le Conseil d'administration devait comprendre, outre le gouverneur et les six anciens directeurs élus par l'Assemblée générale, trois membres désignés par les Conseils supérieurs du Gouvernement, lesquels devaient aussi choisir trois censeurs supplémentaires.

Enfin, la loi fixait des incompatibilités entre les fonctions de Gouverneur, administrateur ou censeur de la Banque Nationale et celle de membre d'une Chambre législative.

Le Gouvernement se vit dans l'obligation d'apporter quelques modifications à ces dispositions et d'y ajouter quelques clauses additionnelles dictées par l'expérience et de nature à renforcer la situation de l'institut d'émission au moment où il allait assumer un rôle décisif dans l'œuvre de stabilisation.

C'est ainsi que l'arrêté organique interdit d'attribuer des tantièmes sur les bénéfices à la direction, écarte le gouverneur et les directeurs de la Banque, de l'administration de toute entreprise industrielle, commerciale ou bancaire et sépare complètement la Société nationale de crédit à l'industrie de l'Institut d'émission.

Un Conseil de régence, comprenant, outre le Gouverneur, trois directeurs et les délégués des Conseils supérieurs du Gouvernement, des personnalités du monde de l'industrie, du commerce et des banques, averties par une expérience journalière des nécessités économiques véritables, fut substitué au Conseil d'administration.

Le contrôle du Commissaire du Gouvernement fut renforcé.

Enfin, la proportion de l'encaisse en or ou devises convertibles en or et des

engagements à vue de la Banque fut obligatoirement portée à 40 %, minimum dont au moins 30 % d'or.

A part ces modifications indispensables, toutes prises d'accord avec la Banque Nationale, les dispositions de la loi du 26 février 1926 furent respectées.

L'arrêté royal du 25 octobre ayant force de loi organique, met ainsi notre établissement d'émission au-dessus de toute critique et constitue pour les porteurs de billets la meilleure des garanties.

Un arrêté complémentaire du 26 octobre 1926 règle l'émission des monnaies divisionnaires destinées à remplacer les petites coupures.

Convention avec la Banque Nationale.

Il ne suffisait pas de réorganiser la Banque Nationale dont le Parlement avait prorogé le privilège jusqu'au 31 décembre 1932; il était nécessaire aussi de s'entendre avec elle au sujet de son intervention dans la stabilisation envisagée. Ce fut l'objet de la convention du 18 octobre 1926.

L'État cédait à la Banque le produit intégral de l'emprunt extérieur.

L'accroissement d'actif à résulter de la réévaluation, à la nouvelle parité, de la réserve métallique, était abandonné par la Banque à l'État.

L'État affectait au remboursement de sa dette envers la Banque le produit intégral de l'emprunt et l'accroissement d'actif à provenir de la réévaluation de la réserve métallique. Toutefois, de la réévaluation d'actif, une somme de 600 millions devait être soustraite pour être utilisée par l'État à l'achat de devises nécessaires au remboursement de sa dette flottante extérieure.

Deux problèmes étaient ainsi résolus du même coup : celui de la stabilisation et celui de la dette flottante extérieure.

Ajoutons que la Banque devait faire abandon à l'État du revenu des valeurs sur l'étranger qu'elle avait acquises ou qui lui avaient été remises par l'État, à titre de compensation des charges assumées par le Trésor, du fait de son emprunt à l'étranger.

La convention entre l'État et la Banque Nationale fut approuvée par un arrêté royal du 25 octobre 1926, pris en vertu de la loi du 16 juillet précédent.

Un arrêté d'exécution, du 30 octobre 1926, supprima la redevance payée par l'État à la Banque à titre d'intervention dans les frais de la trésorerie en province.

Arrêté royal de stabilisation.

Le travail préparatoire étant ainsi terminé, le Gouvernement prit, le même jour, un arrêté royal stabilisant le franc, abolissant le cours forcé et rétablissant la convertibilité sur une base nouvelle, des billets de la Banque.

Cet arrêté charge la Banque des opérations de la stabilisation et rappelle les dispositions essentielles de la Convention que nous venons d'analyser ainsi que quelques clauses de l'arrêté organique.

Il limite à 2 milliards de francs maximum le montant des avances à l'État.

Il crée, en vue de la cotation de la devise belge, une unité nouvelle, le Belga, multiple invariable du franc, et fixe une valeur or au Belga de 0.209211 grammes de métal, ce qui revient à donner au franc une parité de 0.041842 grammes d'or, puisque le Belga vaut et vaudra toujours 5 francs; il avait, en effet, été jugé utile de créer, pour les cotes internationales des changes, une unité de nom nouveau, attestant le passage de la devise belge à une base or.

Convention entre la Banque Nationale et les grandes banques d'émission.

Dans l'intervalle, le Gouverneur de la Banque Nationale avait signé avec les représentants des grands établissements d'émission d'Angleterre, de France, des États-Unis, du Japon, d'Allemagne, de Hollande, de Suède, de Hongrie, d'Autriche, d'Italie et de Suisse, une convention de crédit mettant, en cas de besoin, une somme de 30 millions de dollars à la disposition de la Banque, sous forme de réescompte.

Ce concours avait une portée morale plus considérable encore que sa valeur matérielle. Il montrait que les principaux milieux financiers du monde étaient prêts à soutenir notre effort et à nous aider à assurer le sauvetage du franc belge.

Outre l'or qu'elle possède, outre les devises qu'elle s'est procurée directement ou que lui a fournies l'emprunt, la Banque pouvait dès lors et grâce à ce concours, disposer de devises-or obtenues par transformation de son portefeuille d'effets, même nationaux. Jusqu'à présent, il n'a pas été nécessaire de recourir à cette faculté et rien ne permet de croire qu'il faudra l'utiliser à l'avenir.

Suites de la stabilisation.

Plus de trois mois se sont écoulés depuis que la stabilisation du franc belge est un fait accompli. La crise redoutée par certains ne s'est pas jusqu'ici produite encore; si cette éventualité se réalisait, elle ne pourrait désormais avoir les conséquences que l'on appréhendait. En effet, l'index des prix de gros est déjà en recul de cinq points. Les prix de détail s'adaptent insensiblement.

Nous pouvons donc légitimement espérer que l'opération si nécessaire qui a été effectuée n'entraînera plus de difficultés nouvelles. Mais c'est à la condition que la stabilisation soit consolidée avec le concours de toute la Nation et, grâce à une politique économique de grande envergure poursuivie dans l'union et la paix.

B. — MESURES FISCALES.

La loi du 16 juillet 1926 confère au Gouvernement le pouvoir d'affecter de coefficients de majoration les droits, taxes et impôts de toute nature, de manière à maintenir le niveau de leur rendement.

Bonification en vue du paiement anticipatif de la surtaxe foncière.

En présence des nécessités impérieuses auxquelles notre Trésorerie avait à faire face, il était indispensable de permettre au Fonds d'amortissement de la Dette publique de venir à son secours en lui assurant d'urgence des rentrées importantes et immédiates. L'article 3 de la loi du 7 juin 1926 avait accordé une bonification de 25 % au paiement anticipatif des quatre annuités de la surtaxe foncière. Il fut décidé que le taux de cette bonification serait porté à 30 %, si le paiement s'opérait avant le 1^{er} septembre 1926. (Arrêté du 27 juillet 1926.)

Passeports.

Le Gouvernement se préoccupa ensuite de rechercher les impôts fixes qui n'avaient pas encore été adaptés à la situation économique nouvelle et qui, à raison de la diminution du pouvoir d'achat de notre monnaie, ne représentaient

plus une imposition suffisante pour couvrir les dépenses auxquels ils devaient faire face.

Son attention se porta, d'abord, sur les passeports à l'étranger dont le prix était resté fixé à 8 *francs*, droit établi par l'article II, 4°, de la loi du 21 mars 1891.

Le maintien de ce chiffre était d'autant moins justifié que la durée de validité des passeports qui était auparavant d'une année, avait été portée à deux ans.

Tenant compte de cette double circonstance, un arrêté royal du 26 juillet 1926, publié au *Moniteur* du 6 août, porte à 50 francs le droit de timbre des passeports à l'étranger.

Soucieux de mettre en harmonie les taxes perçues dans nos chancelleries diplomatiques et consulaires pour la délivrance des passeports aux Belges avec les droits perçus de ce chef dans le Royaume, tels qu'ils sont fixés par l'arrêté du 26 juillet prémentionné, le Gouvernement soumit au Roi un arrêté portant à 8 *francs or* le prix du passeport ordinaire délivré aux sujets belges par nos agents du service extérieur. (Arrêté du 13 août 1926.)

Droits d'inscription aux Universités.

L'augmentation considérable des charges résultant de l'organisation des Universités de l'État d'une part, et d'autre part l'insuffisance évidente des droits d'inscription non encore adaptés aux conditions nouvelles, a justifié l'arrêté du 27 août 1926, qui porte de 15 à 30 francs le droit d'inscription au rôle des étudiants dans les Universités de l'État et de 200 à 600 francs le droit d'inscription aux cours. Le même arrêté élève de 20 à 40 francs le droit à payer pour l'entérinement des certificats et des diplômes académiques.

Étrangers.

L'affluence extraordinaire de voyageurs étrangers en Belgique et surtout d'étrangers appartenant à des pays à change apprécié attira également l'attention du Gouvernement.

Sans vouloir entraver ce mouvement, il estima qu'en période de crise monétaire, à un moment où les prix intérieurs ne correspondaient pas à la valeur intrinsèque des produits sur les marchés mondiaux, des mesures s'imposaient pour rétablir un certain équilibre et éviter un appauvrissement du pays, qui eût compromis le ravitaillement de la population. Le Gouvernement décida donc de relever, à charge des étrangers, la taxe de séjour et de consommation établie par l'article 17 de la loi du 8 juin 1926. Ce fut l'objet de l'arrêté royal du 13 août 1926; mais les raisons qui avaient déterminé cette mesure, toute de circonstance, étant venues à disparaître par suite de la stabilisation, elle fut rapportée. Cette abrogation est consacrée par l'arrêté du 14 janvier 1927.

Un arrêté royal du 13 août 1926 a assujéti à une taxe quotidienne de séjour de 10 francs les détenteurs de véhicules à moteur qui ne sont pas soumis de ce chef à la taxe annuelle ou semestrielle en Belgique ou dans le Grand-Duché de Luxembourg.

Retards dans le paiement des impôts.

Le préjudice que subissait le Trésor par le fait du retard mis par les contribuables à se libérer de leur dette d'impôts retint également l'attention du Gouvernement.

En période de dévalorisation progressive du franc, le paiement des impôts effectués tardivement n'a plus pour l'État le même effet utile, parce qu'il a pour conséquence un rendement inférieur en fait à celui qui avait été prévu lors de l'élaboration des Budgets. Cette constatation était vraie surtout en matière d'impôts directs. Afin de rétablir l'équilibre ainsi menacé et de hâter la rentrée des impôts, le Gouvernement décida, par arrêté royal du 28 août 1926, d'augmenter de 3 % par trimestre de retard les impôts et taxes dont le recouvrement est confié à l'Administration des Contributions directes et du Cadastre. Furent, toutefois, exonérés de cette majoration les contribuables qui se libéraient avant le 30 septembre 1926.

Cette mesure fut d'une grande efficacité et assura au Trésor d'importantes rentrées.

Un arrêté royal du 29 décembre 1926 a toutefois apporté en cette matière les modifications jugées indispensables ensuite de la stabilisation monétaire : le coefficient de majoration se trouve ramené à 1 % par mois et son application est limitée à ce qui était exigible du 1^{er} juillet 1926, c'est-à-dire à une époque voisine de la stabilisation.

Automobiles.

Il apparut nécessaire de parer aux inconvénients résultants du régime fiscal auquel se trouvaient soumis les véhicules à moteur et de l'influence défavorable que l'élévation des additionnels exerçait sur le développement de l'automobilisme.

Désireux d'apporter remède à cette situation, le Gouvernement décida, par arrêté du 29 décembre 1926, de réduire de moitié les centimes additionnels et même de les limiter à 10 centimes pour les véhicules industriels et les motocyclettes. Soucieux, d'autre part, de mettre l'imposition en relation avec le degré d'usure que les véhicules font subir aux routes, il appliqua la taxe de 10 % aux achats d'automobiles, yachts, etc., aux bandages et autres accessoires, aux réparations et aux ouvrages y relatifs. Il maintint toutefois la taxe de transmission de 2 % pour l'achat de véhicules servant exclusivement au transport de marchandises.

Le nouveau système ne réalisant pas complètement le but poursuivi, le Gouvernement s'attache à rechercher, en collaboration avec les représentants de l'industrie en cause, les formules nouvelles susceptibles de concilier tous les intérêts.

Un projet de loi y relatif sera déposé incessamment.

C. — RÉALISATION DES BIENS DOMANIAUX ET LIQUIDATION DES BIENS SOUS SÉQUESTRES.

Toujours dans le but de soutenir l'action du Trésor, le Gouvernement usa des droits que lui conférait la loi du 16 juillet 1926 lui permettant de procéder à l'aliénation des biens domaniaux.

C'est à cette fin qu'il soumit au Roi les divers arrêtés suivants :

1^o Le 21 septembre 1926, un arrêté relatif à la liquidation des biens séquestrés ayant pour but de mettre fin aux nombreuses difficultés et aux retards résultant de l'application de la liquidation envisagée. Cet arrêté vise en ordre principal :

a) A placer les biens séquestrés sous la direction de l'administration des

Domaines et à en autoriser la liquidation générale sans attendre la fin des procès en cours, sauf à reporter les droits des demandeurs sur le produit des réalisations;

b) A fixer au 24 décembre 1926 la date extrême de l'introduction tant des actions en main-levée de séquestre que des actions en revendication de biens séquestrés;

c) A permettre l'octroi de certaines faveurs spéciales, dans les cas intéressants précisés par l'arrêté, aux femmes d'origine belge, en dehors des avantages prévus par la loi du 17 novembre 1924;

d) A imposer un délai pour les déclarations de créances à charge des séquestrations;

e) A régler les droits des héritiers des séquestrés et à réglementer la procédure à observer par les bénéficiaires pour faire valoir leurs droits;

f) A préciser la portée de quelques-unes des dispositions de la législation des séquestrés et à édicter des mesures pour faciliter la reddition des comptes.

Cet arrêté royal a permis de mettre en vente de nombreux biens sous séquestre dont la réalisation a fait entrer dans les caisses de l'État en l'espace de trois mois près de 30 millions.

La question des titres au porteur séquestrés et possédés par des détenteurs de bonne foi soulevant des problèmes délicats, le Gouvernement a déposé à leur sujet un projet de loi actuellement soumis aux délibérations du Parlement. En attendant la décision de celui-ci, un arrêté royal du 23 décembre 1926 a prorogé jusqu'au 23 mars 1927 le délai général de prescription qui devait expirer le 24 décembre 1926.

2° Le 27 décembre 1926, un arrêté a mis fin au régime provisoire créé par la loi du 24 mars 1919 relative aux bois et forêts sous séquestre, et aux bois et forêts que des ressortissants ennemis avaient aliénés pendant la période du 4 août 1914 au 13 novembre 1918.

Cet arrêté permet aux propriétaires de nationalité belge, alliée ou neutre qui ont acquis des bois et forêts pendant la guerre, de libérer ces biens de toute mesure de séquestre, moyennant l'observation des formalités prescrites.

Les biens dont la main-levée serait refusée ou au sujet desquels la demande ne serait pas introduite dans le délai imparti seront liquidés au profit du Trésor selon la procédure ordinaire.

3° Le 14 janvier 1927, un arrêté a établi les règles à observer pour effectuer l'aliénation des biens domaniaux.

Il s'inspire de la nécessité de mettre l'administration des Domaines à même de procéder rapidement à cette aliénation. Un régime analogue a été institué en matière de biens sous séquestre, qui ne sont qu'une variété de biens domaniaux.

D'importantes réalisations ont été ainsi décidées. Certaines sont exécutées. D'autres seront parfaites, dès que les actes authentiques auront été signés, ainsi que le stipule l'arrêté du 14 janvier 1927, qui fixe au 1^{er} mai 1927 la date extrême à partir de laquelle les aliénations décidées en vertu de la loi du 16 juillet ne pourraient plus être réalisées par application de cette loi.

II. — RESTRICTIONS.

Les mesures d'ordre financier qui viennent d'être rappelées ne pouvaient, quelle que fut leur efficacité au point de vue de l'assainissement de la trésorerie, suffire à réaliser la restauration monétaire.

Il était indispensable qu'elles fussent complétées par d'autres qui avaient notamment pour objet : l'amélioration du moral de la population, le rétablissement de sa confiance dans le crédit public, la réduction du déficit de la balance commerciale et le ravitaillement du pays.

1° Réglementation de la fabrication et de la vente des farines, du pain et d'autres produits alimentaires.

La Belgique importe annuellement, pour ses besoins, environ 10 millions de quintaux de blés.

Le prix de 280 francs les 100 kilogrammes payé vers le 15 juillet 1926 pour le froment exotique pesait lourdement sur notre balance commerciale.

Le projet, envisagé plusieurs fois déjà antérieurement et tendant à prescrire un taux d'extraction des farines plus élevé que celui pratiqué par la meunerie, fut repris à nouveau et mis au point avec l'Association générale des meuniers belges qui comprenait la nécessité d'aider le Gouvernement dans son œuvre de redressement du franc.

De leur côté, les Associations de boulangers et de pâtisseries firent connaître au Gouvernement qu'elles lui apporteraient leur concours pour l'application des mesures de restrictions que les circonstances commanderaient.

Mesures prises.

A. — Un arrêté royal du 19 juillet 1926 prescrivit les mesures suivantes :

Création d'un type unique de farine dénommé « farine légale » ;

Interdiction de fabriquer ou de mettre en vente ou de vendre des farines d'un type supérieur à celui de la farine légale ; d'employer de telles farines dans les boulangeries, pâtisseries, fabriques de biscuits, de pâtes alimentaires et de pains d'épices, des dérogations étant toutefois prévues en faveur de celles de ces industries qui vivaient normalement du commerce d'exportation ou qui pouvaient être handicapées en Belgique par des concurrents étrangers ;

Autorisation donnée au Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale de prescrire la composition des mélanges des céréales à mettre en mouture, mélanges devant comprendre le maximum possible des céréales panifiables indigènes, ou de laisser employer en panification 5 % de farine de maïs. (Il n'a pas été fait usage de cette dernière autorisation ; l'emploi de farine de maïs aurait contribué à améliorer l'aspect du pain alors que de grandes boulangeries se plaignaient de la concurrence qui leur était faite par des boulangers employant des farines plus blanches.)

Indépendamment des mesures de contrôle strictement jugées indispensables, l'arrêté royal sanctionnait un projet déjà déposé au Parlement, ratifié en principe par les grandes corporations de boulangerie et qui réglementait la fabrication et la vente du pain par poids de $\frac{1}{2}$, 1, $1\frac{1}{2}$ et 2 kilogrammes.

Cet arrêté fut modifié et complété par un autre arrêté du 20 août 1926 qui renforçait, en les précisant, les mesures de contrôle jugées insuffisantes après un mois d'application des premières mesures.

B. — Un arrêté royal du 19 juillet 1926 donna aux Ministres de l'Agriculture et de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale le pouvoir de réglementer l'exportation des céréales panifiables, des farines et du pain et l'importation des farines.

Exécution des mesures prises.

a) *Farines* (arrêtés des 19 juillet 1926 et 20 août 1926).

Deux étapes furent prévues pour l'application des mesures :

PREMIÈRE ÉTAPE. — Fixation du type légal qui devait comprendre toute la farine contenue dans le blé, plus une quantité de remoulages et de rebulets suffisante pour permettre à un profane de distinguer à la vue la farine du type légal de la farine blanche.

Cette première mesure entra en vigueur le 26 juillet 1926.

A cette occasion, le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale lança un appel aux bourgmestres par la voie du *Moniteur*. Cet appel mettait en relief les raisons qu'il y avait pour les autorités d'insister auprès du public pour que soient respectées scrupuleusement les dispositions nouvelles sanctionnées par le Roi.

DEUXIÈME ÉTAPE. — Fin juillet, les céréales indigènes n'étaient pas encore sur le marché. Le type légal fut donc constitué au début avec de la farine provenant de froments exotiques. Une légère amélioration de ce type, constituant la deuxième étape, était prévue pour le moment où les céréales indigènes pourraient entrer dans la mouture, dans des proportions maxima de 20 % pour le froment et de 20 % pour le seigle.

Pour la détermination de ces pourcentages, il fut tenu compte des avis de la Commission des céréales indigènes qui fut nommée par les Ministres de l'Agriculture et de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.

Les conditions d'application de la deuxième étape sont exposées plus loin.

b) *Céréales indigènes*. — Différents arrêtés furent pris pour empêcher l'exportation des céréales indigènes, lesquelles auraient dû être remplacées par des céréales exotiques coûtant plus cher et pour réglementer les conditions d'achat et d'utilisation par la meunerie de ces céréales.

Un arrêté ministériel du 26 juillet 1926 subordonna à la production d'une licence l'exportation de ces céréales. Le même arrêté s'appliqua à l'exportation des farines, des sons et du pain et à l'importation des farines. Une exception pour ces produits aurait pu énerver l'action que le Gouvernement avait en vue par ses premières mesures.

Un arrêté ministériel du 27 août 1926 institua une Commission dite des Céréales indigènes. Elle était composée de deux meuniers, de quatre agriculteurs, de deux négociants en grains et du Commissaire du Gouvernement, à l'effet de fixer pour les céréales panifiables indigènes les bases d'achat eu égard au prix des céréales panifiables exotiques; de déterminer les règles pour résoudre, à l'amiable, quand les parties en cause s'y prêteraient, les différends portant entre vendeurs et acheteurs sur la qualité et les prix des céréales panifiables indigènes; de suggérer aux pouvoirs compétents, l'application de toutes mesures visant une meilleure utilisation des dites céréales.

L'arrêté ministériel du 26 juillet 1926 concernant l'exportation des céréales et de ses dérivés et l'importation des farines, de même qu'un arrêté ministériel du 20 août 1926, pris en vue de réglementer l'importation du pain qui prenait une extension de plus en plus grande, restèrent en vigueur jusqu'au 4 novembre

1926, date à laquelle fut rapportée l'obligation d'introduire dans la mouture du froment indigène.

Pendant toute la période intermédiaire, ces arrêtés furent strictement observés. Seules des autorisations d'exportation furent données pour quelques lots de froment de semence et des autorisations d'importation pour des farines blanches destinées à des usages spéciaux, et qui avaient fait l'objet de contrats passés avant le 19 juillet 1926.

c) *Composition des mélanges de céréales panifiables à mettre en mouture.* — La composition des mélanges fut réglée par différents arrêtés successifs :

Un arrêté ministériel du 19 août 1926 fixa les mélanges comme suit : froment, 90 %; seigle, 10 %.

Un arrêté ministériel du 8 septembre 1926 fixa les mélanges comme suit :

A partir du 13 septembre 1926 :

Seigle indigène ou étranger	15 %.
Froment indigène	10 % minimum.
Froment étranger	75 % maximum.

A partir du 20 septembre 1926 :

Seigle indigène ou étranger	15 %.
Froment indigène	15 % minimum.
Froment étranger	70 % maximum.

A partir du 27 septembre 1926 :

Seigle indigène ou étranger	15 %.
Froment indigène	20 % minimum.
Froment étranger	65 % maximum.

Un arrêté du 23 septembre 1926 suspendit jusqu'à nouvel avis les dispositions du paragraphe C de l'arrêté susdit, l'expérience ayant démontré l'impossibilité de trouver sur les marchés belges les quantités de froment nécessaires pour en incorporer 20 % dans la mouture.

Un arrêté du 8 octobre 1926 suspendit également les dispositions du paragraphe B de l'arrêté susdit, le ralentissement des fournitures de froments indigènes se faisant sentir par suite des travaux saisonniers et notamment de l'arrachage des betteraves.

Un arrêté du 4 novembre 1926 rendit facultatif l'emploi de froments indigènes à cause des difficultés, sans cesse croissantes, rencontrées par les meuniers dans leurs achats de froments indigènes, difficultés accentuées par les prix sensiblement supérieurs au prix (établi par la Commission des Céréales indigènes) qu'ils devaient payer pour cette céréale aux producteurs et aux négociants.

Le 10 septembre 1926, le taux de blutage fut ramené aux environs de 75 %. Cette mesure correspondait à une réduction du taux d'extraction d'environ 4 % sur le taux primitivement fixé pour la farine légale. Elle fut maintenue jusqu'au 16 janvier 1927.

Les mesures ainsi prises avaient notamment pour objet d'exercer une influence sérieuse sur le change, par suite des économies prévues dans l'emploi des céréales exotiques.

Le 15 juillet 1926, le prix du froment était exagérément élevé (280 francs les

100 kilos). Sur cette base et en employant les froments exotiques seulement, l'économie escomptée devait s'élever à 15 millions de francs par mois.

A la même époque et en envisageant l'hypothèse de l'incorporation dans la mouture de 20 % de froment indigène et de 20 % de seigle indigène et étranger, l'économie aurait pu s'élever à 42,500,000 francs par mois, l'écart des prix entre le froment et le seigle dépassant 100 francs.

L'amélioration du change, la réduction progressive de l'écart entre les prix du froment et du seigle qui ne fut plus à la fin que d'environ 50 francs les 100 kilos, la difficulté pour les meuniers de trouver sur les marchés les quantités prévues de froments indigènes et de seigles dont ils avaient besoin pour satisfaire aux prescriptions des arrêtés et la hausse des prix des froments indigènes ont nécessairement limité les effets des mesures prises. Toutefois, celles-ci ont exercé une influence salutaire sur le change et sur le moral de la population. Dès que ces résultats eurent été atteints, elles furent rapportées et la liberté commerciale reprit son empire.

2° Charbon.

La brusque dépréciation de la monnaie avait eu pour résultat d'augmenter considérablement les exportations de charbons belges. D'autre part, la grève anglaise avait encore aggravé la menace qui résultait déjà pour nous de cette situation. Des mesures s'imposaient donc pour assurer le ravitaillement de la population, tout en réduisant au minimum les entraves à l'exportation.

Le Gouvernement, déjà nanti d'ailleurs à cet effet des pouvoirs nécessaires, par la loi du 30 décembre 1925, s'est préoccupé de réglementer l'exportation de la houille, du coke et des agglomérés de houille. Il le fit par les arrêtés des 24 et 29 juillet, 6 août, 16 et 30 octobre 1926.

L'arrêté du 8 novembre 1926 fut pris pour remédier à la pénurie du charbon. Il prescrivit notamment des mesures destinées à réduire la consommation de celui-ci et à assurer le ravitaillement de certaines communes. Il chargea les bourgmestres d'édicter des règlements ayant pour but de réduire, dans toute la mesure compatible avec la sûreté et la sécurité, l'éclairage public, tant au gaz qu'à l'électricité et l'éclairage extérieur des établissements publics et privés ainsi que des étalages et l'usage de réclames lumineuses.

Dès que les circonstances se modifièrent, notamment par suite de la fin de la grève anglaise, le Gouvernement rapporta ces mesures par un arrêté du 14 janvier 1927.

3° Produits agricoles et bétail.

La réglementation de l'exportation des légumes, des animaux de l'espèce bovine, des viandes de boucherie, des pommes de terre, des betteraves, rendue nécessaire par le souci du ravitaillement de la population, ne rentre pas strictement dans les mesures d'exécution de la loi du 16 juillet 1926. Elle était, en effet, de la compétence du Gouvernement en vertu de la législation antérieure. Il est utile, cependant, d'en faire mention ici, parce que cette réglementation est connexe à l'un des buts poursuivis par la dite loi du 16 juillet 1926.

4° Établissements publics.

En même temps que la loi donnait au Gouvernement le pouvoir de veiller au ravitaillement de la population, elle lui accordait celui de remédier au mal

qu'entraîne l'excès de consommation de produits de luxe qui augmente le déficit de notre balance commerciale. Cet excès contribuait de plus, pendant les jours difficiles que traversait le pays, à atteindre le moral de la population.

Une des manifestations les plus choquantes de ces abus était la consommation de produits de luxe particulièrement chers dans les établissements ouverts au public, jusqu'aux heures les plus avancées de la nuit. Le Gouvernement y a mis fin, dans une certaine mesure, en prescrivant que, dans tout le pays, « les établissements publics (cafés, restaurants, dancings, etc.), seront fermés tous les jours à une heure du matin, sauf les exemptions nécessaires, telles que l'exception temporaire au profit des villes d'Ostende, Blankenberghe et Spa, les autorisations à donner par le collège des bourgmestres et échevins à l'occasion de réjouissances populaires ou de manifestations sportives ». (Arrêtés royaux des 24 juillet et 22 octobre 1926 et autres analogues.)

5° Crédit de l'État.

La loi du 16 juillet 1926 autorisait le Gouvernement à aviser aux mesures à prendre en vue de réprimer les avis ou informations de nature à ébranler le crédit de l'État.

En exécution de cette stipulation, un arrêté du 19 juillet 1926 décida que seraient punis de peines de trois mois à deux ans d'emprisonnement et de 500 à 10,000 francs ceux qui répandraient sciemment et volontairement quelque avis ou information de nature à ébranler le crédit de l'État. La peine était doublée quand le coupable avait agi dans un dessein de lucre.

III. — COMPRESSION DES DÉPENSES.

L'exposé ci-avant ne donnerait qu'un aspect incomplet de la tâche poursuivie par le Gouvernement dans la voie du redressement financier, si nous n'ajoutions ici quelques mots de la politique de compression des dépenses publiques, à laquelle il se consacra, pendant la période de la stabilisation et afin de ne pas compromettre celle-ci.

L'arrêté du 26 mai 1926 instituant le Comité du Trésor l'avait chargé du contrôle des dépenses de l'État. Un arrêté royal du 26 juin organisa l'exercice de cette mission de contrôle et précisa les devoirs et les obligations des divers services de l'État dans leurs rapports avec le Comité du Trésor.

Pour permettre à la Trésorerie de faire face à ses obligations les plus urgentes, il fut décidé de suspendre l'exécution de tous les travaux publics qui ne revêtaient pas un caractère d'urgence. D'autre part, l'octroi de subsides fut soumis à l'approbation du Comité du Trésor. Le contrôle rigoureux exercé par celui-ci a permis de réaliser entre le 1^{er} juin et le 31 décembre 1926 une économie de 25 millions de francs, en différant l'exécution des travaux non urgents et l'allocation de nombreux subsides.

Mais à ce chiffre, il faut ajouter le montant impossible à préciser des réductions beaucoup plus considérables qui furent la suite de cette politique de compression, les départements ministériels ayant nécessairement cessé de soumettre à l'examen du Comité du Trésor des propositions de dépenses qu'ils savaient devoir être écartées par celui-ci.

Le Gouvernement s'est particulièrement attaché à réduire les dépenses admi-

nistratives. Depuis l'armistice le nombre de fonctionnaires s'est accru dans des proportions très sensibles, par suite de la création de services nécessités par les suites de la guerre ou l'exécution de lois nouvelles.

Il fut décidé de suspendre le recrutement des agents de l'État, si ce n'est dans des cas tout à fait exceptionnels nominativement autorisés par le Conseil des Ministres, sur avis favorable du Comité du Trésor. Le licenciement des agents temporaires fut également décrété, en même temps que la mise en disponibilité par suppression d'emploi de certains agents définitifs. Ces mesures aboutirent à réduire de plus de un millier, le nombre des agents, indépendamment des réductions opérées dans le personnel des chemins de fer. D'autre part, une meilleure répartition des locaux a déjà permis la remise aux Domaines d'une vingtaine d'immeubles.

Ces mesures de réductions sont poursuivies méthodiquement. La Commission dite des économies continue l'étude, département par département, de la réorganisation des services de l'État qui permettra d'opérer une nouvelle et sensible diminution des fonctionnaires.

Dès à présent, il a été procédé à la dislocation du Ministère des Affaires Économiques et à la suppression du corps des torpilleurs et marins. Les écoles des pupilles ont été regroupées; et différents établissements de bienfaisance pour filles et pour garçons ont été centralisés. Diverses prisons ont été supprimées et remplacées par des maisons d'arrêt.

Un contrôle sévère a été prévu pour restreindre le déplacement des fonctionnaires; la liquidation par chèques-postaux des traitements des agents des services extérieurs a été organisée; les franchises postales ont été réduites; d'importantes économies ont été réalisées, notamment à la *Revue du Travail*, à l'Office de Vérification et de Compensation et à l'Office des Imprimés, etc.

Pour apprécier les résultats obtenus grâce à cette action énergique, il est indispensable de souligner d'abord que sur les projets de budgets pour l'exercice 1926, tels qu'ils furent déposés primitivement sur le bureau des Chambres, le Gouvernement put opérer, avant le vote, une nouvelle réduction de 193 millions. D'un autre côté, les projets de budgets des différents départements pour 1927, qui avaient déjà été établis suivant les instructions recommandant la plus stricte économie, ont été révisés et passés au crible d'un examen sévère, grâce auquel des réductions nouvelles ont pu être opérées. Pour pouvoir apprécier les résultats obtenus, il importe de remarquer que, sur le total des crédits portés dans le Budget ordinaire, soit 6,341,129,451 francs.

3,523,583,922 francs sont affectés au service de la
Dette publique et

529,916,000 francs pour les Non-Valeurs et Rem-
boursements,

Soit au total fr. 4,053,499,922

Restent seulement 2,287,629,429 francs pour l'ensemble des administrations.

Mais il est à noter qu'une notable partie des crédits prévus pour ce poste sont incompressibles, car ils sont affectés à des secours et subsides prévus par des lois. Si l'on déduit ces crédits, il ne reste, pour les dépenses d'administration, qu'une somme de 1 1/2 milliard. En tenant compte de l'augmentation de l'index depuis 1926, le Budget de 1926 étant établi sur la base de l'index de 503 et

celui de 1927 sur la base de l'index de 750, on peut affirmer que l'ensemble des dépenses administratives de l'État est en diminution réelle de 463 millions, soit 17 %.

Ces réductions systématiques des dépenses publiques complètent le travail de restauration financière auquel le Gouvernement s'est consacré en exécution de la mission que vous lui aviez confiée le 16 juillet 1926.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Colonies,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires étrangères,

ÉM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

PAUL HYMANS.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

M. VAUTHIER.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances,

B^{on} M. HOUTART.

Le Ministre de l'Agriculture et Ministre des Travaux publics,

H. BAELS.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense nationale,

Comte DE BROQUEVILLE.

(A)
(Nr 81)
—

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 FEBRUARI 1927.
—

VERSLAG

ingediend door de Regeering bij de Wetgevende Kamers

OVER

DE UITVOERING DER WET VAN 16 JULI 1926

betreffende zekere maatregelen te nemen met het oog
op de verbetering van den financiëleen toestand.

INHOUDSTAFEL

I. — FINANCIEELE MAATREGELEN.

	Bladz.
A. — De Schatkist en de Muntstabilisatie	4
1° Consolidatie der binnenlandsche vlottende schuld	4
2° Buitenlandsche vlottende schuld	8
3° Schuld van den Staat tegenover de Nationale Bank	9
4° Keus van den stabilisatiekoers	10
5° Wijzigingen in de inrichtingswet van de Nationale Bank	12
6° Overeenkomst met de Nationale Bank	13
7° Koninklijk besluit tot stabilisatie	13
8° Overeenkomst tusschen de Nationale Bank en de groote Uitgiftebanken	14
B. — Fiscale maatregelen	14
1° Verhooging van vergoeding verleend voor het betalen, vóór den tijd, van de bijslag-grondbelasting	15
2° Paspoorten	15
3° Rechten van inschrijving ter Hoogescholen	15
4° Vreemdelingen	16
5° Vertraging in de betaling der belastingen	16
6° Automobielen	16
C. — Tegeldemaking van de domaniale goederen en vereffening van de onder sekwester staande goederen.	17

II. — BEPERKINGEN.

1° Regeling van de bereiding en van den verkoop van meel, brood en andere eetwaren	18
2° Steenkolen	22
3° Landbouwproducten en vee.	22
4° Openbare inrichtingen	23
5° Krediet van den Staat.	23

III. — INKRIMPING DER UITGAVEN.

MIJNE HEEREN,

De wet van 16 Juli 1926 « betreffende zekere maatregelen te nemen met het oog op de verbetering van den geldelijken toestand » heeft er den Koning toe gemachtigd, gedurende een termijn van zes maanden, in den Ministerraad besproken besluiten te nemen, ten einde het financieel herstel van het Land en de voorbereiding der muntstabilisatie te bevorderen. Zij bepaalt dat er bij het verstrijken van dezen termijn aan de Kamers verslag zal worden uitgebracht over de door de Regeering krachtens deze wet genomen maatregelen. In uitvoering dezer beschikking, hebben wij de eer U hiernaast het aldus voorgeschreven verslag voor te leggen.

De verklaring gelezen in de Kamers op 25 Mei 1926 luidde als volgt : « De Regeering die vóór U verschijnt is ontstaan uit de monetaire en financieele crisis welke het land doormaakt. Haar oorsprong verklaart hare samenstelling zóóals zij hare werkzaamheid conditionneert. » Aan dit werk van redding van onzen frank heeft de Regeering, beantwoordend aan den oproep des Konings, op methodische wijze al hare krachten besteed.

Op dit tijdstip was de toestand door de onregelmatigheid der wisselkoersen beheerscht.

Sedert twee maanden, was de frank, ondanks enkele tijdelijke stilstanden en enkele zwakke stijgingsbewegingen, verder gedaald. Van 107 frank, in Maart, was het pond in Mei gestegen tot boven de 150 frank en de val had eene zoodanige verworven snelheid dat de frank eenige weken later tot den koers van 237 frank voor een pond sterling moest vallen.

Deze onregelmatigheid der wisselkoersen werkte na op de financiën van den Staat door eene progressieve vermindering van de koopkracht van het geld in het land te veroorzaken, welke vermindering voorafgegaan werd door de waardevermindering van het geld in het buitenland. De Begrooting was dus geheel buiten evenwicht. Anderzijds werd de Staat, door aanzienlijke terugvorderingen van Schatkistbons tot bijzonder ernstige uitgaven verplicht.

De kritieke toestand der Schatkist onderging natuurlijk de gevolgen van dezen staat van zaken en vergde onmiddellijke maatregelen.

Ook had het Parlement op 19 Mei de wet moeten stemmen *waarbij de Nationale Bank er toe gemachtigd werd nieuwe voorschotten aan de Regeering te doen tot een bedrag van 1 1/2 milliard frank*. Deze wet was in zekere mate eene regularisatiewet, vermits op deze 1 1/2 milliard meer dan 600 millioen reeds gebruikt waren.

Wij stonden dus vóór de inflatie en wij wisten allen, daar wij er trouwens de pijnlijke gevolgen van ondervonden hadden, wat dit gevaar beteekende. Wij wisten dat indien wij ons verder op de helling begaven, het ons onmogelijk zou geweest zijn er terug boven op te komen. Ook was onze eerste plicht met alle middelen tegen de inflatie te strijden.

Wij hebben opvolgenlijk den strijd aangeboden tegen de verscheidene oorzaken die ze teweeggebracht hebben of konden teweegbrengen, met de medewerking van het Financieel Raadgevend Comité ingesteld bij Koninklijk besluit van 9 Juli 1926.

Evenwicht der Begrooting.

In de eerste plaats, diende de Begrooting in evenwicht gebracht, derwijze dat de ontvangsten ruim de uitgaven zouden dekken zonder dat eenig beroep op de Schatkist gedaan werd.

Dit was het werk van de Wetgevende Macht. Deze aarzelde niet, te dien einde, nieuwe belastingen in te stellen. Zij gaf er zich rekenschap van, eenenzijds, dat deze belastingen onontbeerlijk waren; anderzijds, dat zij zeker de grens der belastbaarheid van den Belgischen belastingschuldige bereikten. Zij hadden dan ook een uitzonderlijk karakter en, van nu af reeds, konden enkele daarvan verminderd worden. In de aldus in evenwicht gebrachte uitgaven van de Begrooting, *komen overigens 1 1/2 milliard franken voor, die bestemd zijn voor het Delgingsfonds, ingesteld door de wet van 7 Juni 1926, ten einde de openbare schuld te verminderen.*

I. — FINANCIËELE MAATREGELEN.

A. — DE SCHATKIST EN DE MUNTSTABILISATIE.

Consolidatie der binnenlandsche vlottende schuld.

De inflatie kon insgelijks veroorzaakt worden door overijlde terugbetalingen der binnenlandsche vlottende schuld. Deze bedroeg op 22 Mei 1926, 6,350 miljoen vertegenwoordigend de Schatkistbons op drie of zes maanden op dien datum in omloop zijnde, evenals de bons genaamd van « muntherstel », vervallend op 1 December 1926. Zij omvatte niet de Staatschuld tegenover de Nationale Bank die op denzelfden datum 6,243,265,000 frank bedroeg. Zij omvatte ook niet de Schatkistbons in de buitenlandsche deviezen of met gewaarborgden wisselkoers, waarvan er later sprake zal zijn.

Indien de middelen ontbraken om de normale budgetaire uitgaven te betalen, waren er des te min voorhanden om de terugbetaling van de Schatkistbons te verzekeren. Wel waren er nieuwe belastingen aangenomen en het binnenkomen daarvan werd zooveel mogelijk bespoedigd; niettemin moesten er verscheidene maanden gewacht worden vooraleer die belastingen niet alleenlijk de dekking van de budgetaire eischen konden verzekeren, maar ook nog het overschot dat noodig was voor de regelmatige voeding van het Delgingsfonds konden opbrengen. Het was dus zeker dat in geval van massa-aanvragen van terugbetaling, de Regeering zou gedwongen zijn over te gaan tot de inflatie waartoe zij besloten had nooit haar toevlucht te nemen.

Welnu, deze aanvragen van terugbetaling vermenigvuldigden zich zoodanig dat zij gedurende de eene maand Juli de som van 300 miljoen bedroegen, wat voor gevolg had de afschrijvingen welke op het door het Parlement gestemde bijzonder krediet van 1 1/2 milliard gedaan waren tot 1,025 miljoen te doen stijgen. Het was absoluut noodig bij hoogdringendheid een einde te stellen aan dezen toestand, welke dreigde al de door Parlement en Regeering reeds gedane inspanningen vruchteloos te maken.

De preferentaandeelen der Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen

gaven aan de Regeering het middel in handen om het land van deze op hem drukkende bedreiging te verlossen.

Het Parlement had op 23 Juli de wet tot oprichting der Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen aangenomen. Deze wet voorzag de uitgifte, tot een bedrag van 10 milliard frank van preferentaandeelen der nieuwe Maatschappij. De titels waren verzekerd een vasten intrest van 6 t. h. per jaar gewaarborgd door den Staat op te brengen en zij moesten bovendien een dividend bekomen, op de winstvoortbrengst der exploitatie afgeschreven en hetwelk op ongeveer 2.70 t. h. geschat werd. De Regeering besloot door het hierna aangegeven mechanisme, de uitwisseling der Schatkistbons tegen deze preferentaandeelen te begunstigen.

Deze aandelen mochten eveneens gebruikt worden voor omzetting der renten. Maar, op dat oogenblik, kwam het er op aan de vraagstukken te rangschikken volgens hunne hoogdringendheid en de Schatkistbons, aangezien de nabijheid van hun vervaldag, dienden het voordeel der eerste inspanning te ontvangen. Anderzijds, moesten de consolidatie der vlottende schuld en de voortzetting van het werk van financiële gezondmaking noodzakelijkerwijze eenen rechtstreekschen en onmiddellijken terugslag uitoefenen op den stand der renten — hetgeen dan ook gebeurde. De koersen dezer werden vaster en stegen dermate dat het geconsolideerd 6 t. h. — om slechts dat voorbeeld aan te halen — in enkele weken eene stijging onderging van ongeveer 70 t. h. Zulks is een uitslag grootendeels te vergelijken met dezen welke de omzetting dezer titels in preferentaandeelen van den Spoorweg voor gevolg zou gehad hebben. Deze koersen bleven, trouwens, eenen stijgenden loop behouden, zooals blijkt uit de volgende tabel :

	20 Mei 1926.	28 Januari 1927.
Leening 1 ^{ste} reeks, 3 t. h.	41.—	59.—
Id. 2 ^{de} id. 3 t. h.	40.—	59.50
Id. 3 ^{de} id. 3 t. h.	43.50	59.—
Id. 4 ^{de} id. (25.40 het pond sterling), 3 t. h.	370.10	370.10
Id. (binnenlandsche met premie), 1 Maart	272.50	432.50
Id. (id. id.), id.	271.—	432.50
Id. Nationaal herstel, 1919	50.05	83.50
Id. id. id. 1919	50.05	83.50
Oorlogsschade met premie, 1921	117.50	181.25
Id. id. 1921	117.—	182.50
Id. id. 1922	140.—	217.50
Id. id. 1923	310.—	442.50
Consolidatieleening, 1921, 6 t. h.	55.—	92.25

't Is deze aanhoudende vermeerdering van den koers der rente, welke het besluit van 4 December 1926 noodzaakte, houdende de bepaling dat de aan gepensioneerden verschuldigde achterstallen zullen ophouden in titels der rente te worden betaald en dat de betaling voortaan in geldspeciën zal geschieden.

Wat de Schatkistbons betreft, de inflatie alleen had ons kunnen bij machte stellen deze terug te betalen. In de veronderstelling dat zij de goedkeuring van het Parlement zou verworpen hebben, dan had zij voor gevolg gehad dat de hou-

ders dezer bons, hunne bons in de nominale waarde hadden zien uitbetalen doch met eene steeds minderwaardige munt. Geen enkel houder zou het wettelijk recht gehad hebben te klagen, doch zij waren geruïneerd geweest en 's Lands gansche economie had er grootelijks door te lijden gehad.

De Regeering was van meening dat het hare plicht was de welbegrepen belangen der bonshouders te verdedigen. Het kwam haar voor dat de beste waarborg welke zij hun kon verleen en het heil was der franken welke zij aan den Belgischen Staat hadden toevertrouwd. Zulks was het voorwerp zelf van de verrichting der omzetting.

Laat ons voor memorie aanduiden dat een besluit van 24 Augustus 1926 het uitstel heeft verlengd voor de terugbetaling van de leening der « Intercommunale du Tournaisis », verlenging welke noodig bleek om de uitschrijving te vermijden van eene nieuwe leening die op 's Lands geldelijken toestand eenen slechten invloed zou hebben uitgeoefend.

Werkwijze der omzetting.

Het Koninklijk besluit van 31 Juli 1926, op het inrichten der vlottende schuld, liet aan de houders der Schatkistbons of der bons tot Muntherstel de keus hunne titels om te ruilen hetzij tegen preferent-aandeelen van de Nationale Maatschappij der Spoorwegen, hetzij tegen nieuwe Schatkistbons eenen interest gevende van 5 t. h. en terugbetaalbaar bijwege van loting, ter bemiddeling van het Delgingsfonds der Openbare Schuld binnen de perken dezes beschikbaarheden.

Wat de spaarkassen betreft alsmede de inrichtingen tot krediet en openbaar nut, werd de Minister van Financiën gemachtigd met deze, op eensluidend advies van het Comité der Schatkist en in de mate waarin zij hunne bons niet zouden hebben omgezet, in preferente-aandeelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, overeenkomsten aan te gaan houdende toelating de titels welke zij behielden, om te ruilen tegen bijzondere Schatkistbons.

Ter uitvoering dezer beschikking, overhandigde de Minister van Financiën aan gezegde inrichtingen bons aan 7 t. h. terugbetaalbaar in twaalf driemaandelijksche stortingen.

Deze maatregel was onmisbaar om in handen der belanghebbenden de tot 's Lands algemeene economie noodige uitkeeringen te doen; het bedrag van 7 t. h. was, eenerzijds, vastgesteld om reden dat de spaarkassen en de krediet-instellingen, om hunne verplichtingen tegenover hunne geldleeners en geldbeleggers na te komen, zelf ter Nationale Bank leeningen moesten aangaan tegen een hooger bedrag en onder waarborg van gezegde bons; en anderzijds, om reden dat de terugbetalingen over eene periode van drie jaar liepen.

De Nationale Bank van België werd trouwens gerechtigd de preferente-aandeelen alsmede de nieuwe ter uitvoering van het Koninklijk besluit uitgegeven Schatkistbons, op denzelfden voet te stellen als de openbare fondsen die, overeenkomstig artikel 24 uit hare strandregelen, als pand kunnen beschouwd worden om in de plaats van een handteeken te worden gesteld.

Aldus verdween het gevaar 's Lands economie van de noodige beschikbare gelden beroofd te zien. Het tegenovergesteld gevaar, gekenmerkt door het te gemakkelijk mobiliseeren der nieuwe titels en die de inflatie slechts voor korten duur zou verdaagd hebben, diende insgelijks geweerd.

Eene voorzichtige, waakzame politiek van ons Uitgifte-Instituut, handelend in overeenstemming met de Regeering, vrijdelde deze bedrijging.

Uitslagen der omzetting.

De bij Koninklijk besluit van 31 Juli 1926 voorgeschreven verrichting, leverde de volgende uitslagen :

4,238 miljoen werden omgezet in preferent-aandeelen van den Spoorweg.

330 miljoen bons werden ter stempeling aangeboden en, uit dien hoofde, omgezet in bons 5 f. h., delgbaar door het Delgingsfonds in de mate zijner beschikbaarheden.

Eindelijk, werden 1,400 miljoen bijzondere, tot de Spaarkas, de kredietinstellingen en de instellingen van algemeen nut bestemde bons, uitgegeven.

Het is belangrijk vast te stellen dat, buiten deze laatste titels waarvan wij hierboven de bijzondere bestemming aanwezen, het overgroot gedeelte der vlottende schuld door de belanghebbenden in preferent-aandeelen van de Nationale Maatschappij der Spoorwegen werd omgezet.

Van dit oogenblik af hebben, trouwens, belangrijke aflossingen plaats gehad.

Zoo waren, op 15 Januari, de gestempelde bons tot 309 miljoen, en de bijzondere bons tot 1,207 miljoen herleid.

Dient men zich om dien uitslag te verwonderen? Wij denken het niet. Op het oogenblik waarop wij tot de nieuwe inrichting der Vlottende Schuld overgingen, hadden wij de overtuiging, trouwens door feiten en cijfers gestaafd, dat, in een spaarzaam land als België, de Schatkistbons in groot gedeelte het rustend spaargeld uitmaakten. Te dien opzichte is één feit kenschetsend : de sedert 1922 uitgegeven Schatkistbons behelsden, tot een beloop van 2,800 miljoen, alleenlijk kleine insneden.

Eene andere aanwijziging wettigt deze zienswijze. Hierboven spraken wij van de aan houders van preferent-aandeelen van de Spoorwegen of van nieuwe Schatkistbons verleende gemakkelikheden om zich de gelden die zij zouden kunnen noodig hebben, aan te schaffen. Welnu, de thans op deze aandelen en op deze bons, door de Nationale Bank en de Spaarkas toegestane voorschotten, bedragen geen 7 miljoen frank.

Zooals wij het zegden, was de verrichting strekkende tot inrichting der Vlottende Schuld onontbeerlijk in het belang der houders en tevens in het belang van 's Lands economie. Al had zij voor de houders ernstige gevolgen gehad, al had zij hen tijdelijk in het nauwe moeten brengen, dan zelfs hadden wij er ons in getroost om een grooter onheil te vermijden. Feitelijk greep niets van wat sommigen hebben kunnen vreezen, plaats. Herinneren wij dat op het oogenblik wanneer de prijsnoteering der vroegere Schatkistbons werd gestaakt ten einde de uitgifte der nieuwe titels te kunnen voorbereiden, deze eerste, officieel, 93 frank werden gekwoteerd en dat zij, buiten de officieele prijsnoteering, aan 89 frank te verkrijgen waren, hetgeen overeenkomt, voor een preferent-aandeel der Spoorwegen met eene nominale waarde van 500 frank, met eene kwoteering aan 445 frank. Al deze laatste dagen, evenwel, werden de bevoorrechte aandelen der Nationale Maatschappij van de Spoorwegen gekwoteerd aan bedragen welke, indien men de in de kwoteering begrepen interest afrekent, pari overtreffen.

Verre dus van benadeeld te worden, deden de houders van Schatkistbons die hunne titels in bevoorrechte aandelen van de Spoorwegen hebben omgezet, eene voordeelige verrichting.

Buitenlandsche vlottende schuld.

Op 22 Mei laatstleden, bereikte de buitenlandsche vlottende schuld (schuld in pond sterling, dollars, gulden, Zwitsersche franks, enz.) de waarde van 54 miljoen dollars, hetzij, aan den toenmaligen wisselkoers, ongeveer 2 milliard frank.

Ook deze schuld was eene zware bedreiging voor inflatie; om, inderdaad, de tot hare terugbetaling onmishare deviezen aan te koopen, kon alleenlijk, aangezien den toestand der Schatkist, uit het uitgeven van nieuwe bankbiljetten worden nut getrokken.

De Buitenlandsche Vlottende Schuld was zwaar van bedreiging, niet alleen door haar bedrag, maar ook hare vervalltermijnen.

Hare betalingen waren, inderdaad, dusdanig aangelegd dat de zwaarste lasten de eerstkomende maanden troffen. Wij moesten tot het verheffen der volgende sommen overgaan :

	Dollars.
In Juni	1,215,000
In Juli	12,843,867
In Augustus	17,605,401
In September	22,388,295

De vervalltermijn van September bevatte, tot een beloop van 15 miljoen dollars, het saldo van de op het einde van voorgaand jaar aan België verleende kredieten voor de stabilisatie; als tegenpartij bleef, evenwel, bij de Nationale Bank, op de rekening van de Belgische Regeering, eene som van 280 miljoen frank vastgelegd met het doel deze kredieten te vereffenen.

Het overige der buitenlandsche vlottende schuld bestond, in hooge mate, uit bons in deviezen of uit bons met gewaarborgden wisselkoers.

Het dringendste diende voorkomen en er moest worden getracht, in de mate van het mogelijke, hernieuwingen te verkrijgen. Dit werd gedaan. Niettegenstaande dat, moesten wij, in Augustus 8,372,222 dollars en in September, 16,129,132 dollars terugbetalen.

Deze betalingen werden mogelijk gemaakt dank zij de bemiddeling van het Delgingsfonds.

Het innen der nieuwe belastingen en deze der buitengewone inkomsten werd, inderdaad, met kracht doorgezet en het Delgingsfonds trok er voordeel uit.

De toestand der markt en het terugkomen der kapitalen lieten toe deze inkomsten in vreemde deviezen om te zetten.

Eindelijk leverden de uitgiften van twee sneden preferentaandeelen van den Spoorweg, de eene in Holland, de andere in Zwitserland, enkele miljoenen dollars aan het Delgingsfonds.

Deze maanden Augustus en September waren, aldus, uiterst moeilijk. Maar de algemeene toestand beterde. De inkomsten overtroffen steeds de uitgaven en dank zij het tamelijk vlug stabiliseeren der markt (het pond, aan ongeveer 175 frank), konden regelmatig deviezen worden aangekocht.

Deze aankopen moesten met groote voorzichtigheid worden geleid, de markt bleef steeds gevoelig en bij het minste incident toonden de vreemde wisselkoersen eene nieuwe neiging tot het steigen. Niettegenstaande dit, konden,

vanaf einde October, in belangrijke hoeveelheden, door onze bank van uitgifte, vreemde devisen worden aangekocht.

Schuld van den Staat tegenover de Nationale Bank.

Hoe groot ook, waren de gedane pogingen en de bekomen uitslagen onvoldoende. Alhoewel de Belgische Staat zijne schuld tegenover de Belgische en buitenlandsche houders terugbetaald of geconsolideerd had, bleef hij niettemin beladen met eene vreeselijk zware vlottende schuld : zijne schuld tegenover de Nationale Bank.

Het kwam er niet op aan dat deze schuld in bijzondere omstandigheden aangegeven geweest was; dat het gaat om de 5 milliard 200 millioen welke na den wapenstilstand aan de Bank ontleend werden om gedeeltelijk de terugbetaling der marken te verzekeren, dat het gaat om de 480 millioen der interprovinciale belasting of, eindelijk, om de 1,025 millioen afgenomen van het bijzonder op 19 Mei 1926 gestemde krediet, het feit stond vast : deze verpletterende schuld bracht het krediet van den Staat en terzelfdertijd het krediet van ons Instituut van Uitgifte in gevaar; zoolang hare regeling niet verzekerd was, kon het Belgisch geld niet voor goed gezond gemaakt worden.

Nu, indien de aankopen van deviezen waartoe de Nationale Bank overgegaan was, haren geldelijken toestand versterkt hadden, hadden zij niet als uitwensel gehad en konden zij niet als uitwensel hebben deze deviezen aan den Staat over te dragen om hem toe te laten het saldo zijner buitenlandsche vlottende schuld aan te zuiveren of hem in staat te stellen zijne schuld aan het Instituut van Uitgifte terug te betalen. De Staat bezat daartoe de voldoende middelen niet. Zijne betaalmiddelen moest hij in het buitenland zoeken.

Onmogelijkheid om een Consolidatie-Leening te bekomen.

De onderhandelingen die met de vreemde bankiers aangevangen waren bewezen, van het begin af aan, dat men moest afzien van de gedachte om een internationale leening voor elk ander doel dan voor de stabilisatie van den frank te bekomen.

Anderzijds was elk uitstel onmogelijk; de bedreiging van de buitenlandsche vlottende schuld en die van de onstandvastigheid van den wisselkoers moesten zoo spoedig mogelijk bezworen worden want, indien ons land met een zware schuld op korten termijn ten voordeele van den vreemde belast was, liep het gevaar een gedeelte van zijn vrijheid van handelen te verliezen. Hoe welwillend de gevoelens dan ook waren die door onze schuldvaarders werden uitgedrukt, moest men aan een zoo ernstigen toestand een einde stellen en van den goeden wil door dezen betuigd, gebruik maken om te trachten een stabilisatie-leening te bekomen bestemd om de Nationale Bank te dekken, op zoodanige wijze dat ter zelfder tijd de kwestie van de terugbetaling der vlottende schuld in vreemde munt en die van de stabilisatie van den frank zouden opgelost zijn. Daarenboven was het oogenblik gunstig voor het uitschrijven van zulke leening, zooals hare bijval het bewees.

Noodzakelijkheid om vlug te handelen.

Maar men moest vlug te werk gaan. Want de verschijnselen die zich elk seizoen voordoen konden thans overijld komen en aldus, tijdens de herfstmaanden, een spanning van de vreemde munt te weeg brengen.

Sedert de stabilisatie gedaan is, heeft men de herinnering verloren van den angst van het tijdperk dat toen onmiddellijk voorafging. Het is misschien niet overbodig dit hier te herinneren.

Men denke zich eens terug in Augustus 1926. De Regeering, die het publiek niet op de hoogte van haar onderhandelingen met de vreemde financiers kon stellen, werd van werkeloosheid beschuldigd. Weldenkende lieden lieten hooren, naarmate de weken verliepen, dat het te laat was om nog tot de stabilisatie over te gaan, dat het beter was tot in Januari of Februari te wachten tot dat de seizoen-verschijnselen waarvan we hooger spraken reeds hun gevolgen hadden doen voelen. Hun ongerustheid scheen zelfs gegrond toen, op 22 September, de goudmunten een begin van stijging schenen te vertoonen welke het pond sterling van 175 frank op fr. 185.26 bracht; in zooverre dat de Regeering verplicht was aan de Nationale Bank te vragen dat deze op de markt zou ingrijpen, ofschoon de deviezen welke zij in bezit had slechts een deel vertegenwoordigden van de sommen welke er noodig waren tot de betaling van de buitenlandsche vlottende schuld.

Keus van den stabilisatiekoers.

De Regeering bespoedigde dus de bewerking. Zij stelde vooreerst den voet der stabilisatie vast. Dit punt maakte het voorwerp uit eener grondige studie en er werd veelvuldig te rade gegaan bij gevoegde personaliteiten, zoowel Belgische als vreemde. Het besluit dezer studies en enkwesten was dat men moest stabiliseeren aan den koers die normaal bereikt werd op den dag verkozen voor de stabilisatie. De Nationale Bank sprak zich te dien opzichte uit met de meeste klaarheid. Geene enkele tegenstrijdige meening werd vooruitgezet.

Het was trouwens, *a priori*, van zelf sprekend, dat de keus van den door de normale transacties bepaalde koers, deze moest zijn die een minimum van economische verwickelingen zou veroorzaken. De waarheid is bijzonder vast en zeker daar het ons Land betreft, dat niet straffeloos nog langer den onrustwekkenden financieëlen toestand mocht doen duren, in denwelke het zich sinds verscheidene maanden bevond. De koers van den dag was de eenige die moest toelaten de algemeene onkosten geleidelijk aan te passen aan de waarde der nieuwe munteenheid; aan de nijveraars en handelaars, die voorraden koopwaren en grondstoffen aankochten aan hooge prijzen, schonk hij de mogelijkheid van ze zonder te veel verlies aan den man te brengen; aan de uitvoernijverheid vergemakkelijkte hij den overgang van het stelsel der gedurige waardevermindering naar dat der normale concurrentie gevolg van prijzenvastheid; hij wendde het gevaar af der werklozenkrisis, die een spoedige revalorisatie immer noodzakelijkerwijze medebrengt, gezien zij den uitvoer belemmert en den aankoop der vreemde producten bevoordeelt; hij vermeed de zware moeilijkheden van eene heraanpassing der loonen; eindelijk hij verwijderde het gevaar van een nieuwe en aanzienlijke verstoring van het evenwicht der Begrooting en dienvolgens van de noodzakelijkheid van nieuwe belastingen.

Onmogelijkheid om de belastingen te verzwaren.

Welnu, het totaalbedrag van de belastingen in België bedraagt bij de 7,000,000,000 frank, zegge ongeveer 195 miljoen dollar of 25 dollar per inwoner.

Was het mogelijk een revalorisatie te beseffen waarvan het eerste uitwerksel zou geweest zijn het totaalbedrag van de Belgische belastingen, in zijn werkelijke waarde, te verhoogen, tot bij voorbeeld 29 dollar of 35 dollar per inwoner? Dat ware gebeurd indien men, in plaats van den frank te stabiliseeren op voet van 175 frank per pond, gestabiliseerd had aan 150 of aan 125 frank. Om op die vraag te antwoorden zal het volstaan er op te wijzen dat in de Vereenigde-Staten, waar de inkomsten per inwoner viermaal meer bedragen dan in België, de belastingen per inwoner slechts 22 dollars per inwoner bedragen.

Men kan niet aanvoeren dat de revalorisatie voor gevolg zou hebben gehad het bedrag van de Staatsuitgaven te verminderen, automatisch wat de lasten der buitenlandsche schuld betreft, met een zekere vertraging wat betreft de binnenlandsche uitgaven; want, indien dat feitelijk zoo is, is het niet minder zeker dat de 1,400 millioen frank die den last van de binnenlandsche schuld uitmaken niet verlicht zouden zijn, en het anderzijds niet mogelijk zou zijn het bedrag van de ten minste gelijkstaande som van de wedden en vergoedingen, die op de Begrooting zijn uitgetrokken, te verminderen.

Ten andere, daar de opbrengst van de belastingen in geval van revalorisatie noodzakelijk moet verminderen in verband met de vermindering van het bedrag der belastbare sommen, was het onmogelijk er aan te denken ze te verlichten; het ware, integendeel, ontegensprekelijk geweest ze te verzwaren.

De noodige gouddekking.

In een andere orde van gedachten bleek elke poging tot revalorisatie voor de stabilisatie, eveneens vruchteloos te moeten zijn.

Zoowel de technici op het stuk van muntzaken als de leiders van de Nationale Bank van België beschouwen eenpariglijk de noodzakelijkheid van een zeer hooge verhouding goud en vreemde deviezen tegenover de verbintenissen op zicht van het Instituut van Uitgifte als eene voorwaarde *sine qua non* tot succes.

Nu was het bedrag van de buitenlandsche leening, bestemd om de Belgische munt te dekken, beperkt tot 100 millioen dollar, zoo voor de mogelijkheden van de internationale markt als voor den België op te leggen last. Dit was een nieuwe reden, dit maal van technischen aard, om den dagkoers aan te nemen. Immers, zoo men een lageren stabilisatiekoers dan 175 frank voor een pond, zegge 150 of 125 frank bij voorbeeld, had aangenomen, dan zou de vereischte dekking van de verbintenissen op zicht van de Bank niet verwezenlijkt geworden zijn.

Men weet dat deze dekking werd verkregen door middel van twee factoren: de opbrengst van de buitenlandsche leening en de opnieuw geraamde, vroeger bestaande gouddekking.

Deze vroeger bestaande dekking bedroeg 335 millioen goud-frank. Zij is in den eersten bilan na de stabilisatie voor een bedrag van 2,350,000,000 ongeveer kunnen in rekening gebracht worden, zegge voor nagenoeg 23 t. h. van de verbintenissen op zicht van de Bank. Het spreekt vanzelf dat, zoo een lager stabilisatiekoers dan 175 frank ware aangenomen geworden, de waarde van deze dekking voor een lager bedrag in den bilan zou moeten gebracht worden zijn. De dekking zou derhalve beneden de noodig erkende verhouding moeten gebracht worden zijn. Het was onmogelijk daaraan te denken, dewijl de vervalldag van eene schuld van verscheiden tientallen van millioenen dollar, eenige weken later betaalbaar, en een economische revalorisatiekrisis voor de

deur stonden. De aangenomen stabilisatievoet is dus de eenige die vereenbaar was met de geringheid van onze vroeger bestaande gouddekking — slechts 3 t. h. van de verbintenissen op zicht — en met de belangrijkheid van de buitenlandse vlottende schuld invorderbaar op korten termijn.

Voorbereiding van de Koninklijke besluiten betreffende de stabilisatie.

In het bezit van het accoord der vreemde geldschietters omtrent de beginselkwestie, bereidde de Regeering de stabilisatie voor. Te dien einde stelde zij de wijzigingen vast, welke in de inrichtingswet van de Nationale Bank dienden aangebracht; deze tusschenkomst in de stabilisatieverrichtingen, en het ontwikkelingsproces van de stabilisatie zelf.

Wijzigingen in de inrichtingswet van de Nationale Bank.

De herinrichting van de Nationale Bank werd trouwens vergemakkelijkt door de reeds bestaande wet van 26 Februari 1926, welke bij een eenvoudig Koninklijk besluit uitvoerbaar kon worden verklaard; de Regeering nam de hoofdbepalingen er van over.

Het nieuwe kapitaal van de Bank was op 200 millioen frank gebracht en de beginselen voor de uitgifte van nieuwe titels vastgesteld.

Samenstelling en voordeeling van de reserve waren geregeld evenals de verdeeling van de winsten.

De toegelaten en verboden verrichtingen waren omschreven.

Een beheerraad moest, buiten den Gouverneur en dezès vroegere door de algemeene vergadering gekozen bestuurders, bestaan uit drie leden, aangewezen door de hooge raden van de Regeering, welke eveneens drie bijkomende censoren hadden te kiezen.

Ten slotte, bepaalde de wet de gevallen van onvereinigbaarheid tusschen de functies van Gouverneur, beheerder of censor van de Nationale Bank en die van lid eener Wetgevende Kamer.

De Regeering zag zich verplicht in die bepalingen enkele wijzigingen aan te brengen, onder bijvoeging tevens van eenige, door de ervaring ingegeven bijkomende bepalingen, welke van aard waren om den toestand van het Instituut van Uitgifte steviger te maken op het oogenblik dat het op zich ging nemen een beslissende rol in het stabilisatiewerk.

Het is aldus dat bij het besluit tot inrichting, verboden is zooveelsten in de winst aan het Bestuur uit te keeren, de Gouverneur en de bestuurders der Bank geen deel mogen uitmaken van het beheer van om 't even welke nijverheids-, handels- of bankonderneming en de Nationale Maatschappij voor crediet aan de nijverheid volkomen gescheiden is van het Instituut voor uitgifte.

De beheerraad werd vervangen door een Regentenraad welke, buiten en behalve den Gouverneur, drie bestuurders en de afgevaardigden van de hoogere raden der Regeering, persoonlijkheden telt uit de nijverheids-, handels- en bankwereld, die door dagelijksche ondervinding, op de hoogte zijn van de wezenlijke economische behoeften.

Het toezicht van den Regeeringscommissaris wordt vergroot.

Eindelijk, de verhouding van den voorraad goud of in goud omzetbare

deviezen en van de verbintenissen op zicht der Bank werd verplichtend gebracht op minimum 40 t. h. waarvan ten minste 30 t. h. goud.

Behoudens deze onontbeerlijke wijzigingen, allen genomen in overeenstemming met de Nationale Bank, werden de bepalingen der wet van 26 Februari 1926 geërbiedigd.

Het Koninklijk besluit van 25 October hebbende kracht van wet tot inrichting, stelt aldus onze inrichting voor uitgifte boven alle kritiek en is voor de houders van biljetten de beste der waarborgen.

Een aanvullend besluit van 26 October 1926 regelt de uitgifte van de in de plaats der kleine speciën te stellen deelmuntten.

Overeenkomst met de Nationale Bank.

Het volstond niet de Nationale Bank herinterichten waarvan het voorrecht door het Parlement verlengd werd tot 31 December 1932; het was ook noodig zich met haar te verstaan betreffende hare tusschenkomst in de voorgenomen stabilisatie. Zulks gaf aanleiding tot de overeenkomst van 18 October 1926.

De Staat stond aan de Bank de volle opbrengst af van de buitenlandsche leening.

De vergrooting van het actief, voort te spruiten uit de herleiding van den metaalvoorraad tot de nieuwe pariteit, werd door de Bank aan den Staat afgestaan.

De Staat bestemde de geheele opbrengst van de leening en de vergrooting van het actief voort te spruiten uit de herleiding van de metaalvoorraad tot het terugbetalen van zijne schuld jegens de Bank. Van de herleiding van het actief moest echter eene som van 600 millioen afgetrokken worden, om door den Staat gebezigd te worden voor het aankopen van de noodige deviezen voor het betalen van zijne buitenlandsche vlottende schuld.

Twee vraagstukken waren aldus in eens opgelost : dit van de stabilisatie en dit van de buitenlandsche vlottende schuld.

Voegen wij daaraan toe dat de Bank de opbrengst van de waarden op het buitenland welke zij had aangekocht of welke haar door den Staat werden afgegeven, als vergoeding van de door de Schatkist gedragen lasten wegens hare leening in het buitenland aan den Staat moest afstaan.

De overeenkomst tusschen den Staat en de Nationale Bank werd bekrachtigd door een Koninklijk besluit van 25 October 1926, genomen krachtens de wet van 16 Juli van hetzelfde jaar.

Een besluit tot uitvoering van 30 October 1926 schafte de vergoeding af welke door den Staat aan de Bank werd betaald, wegens de tusschenkomst in de kosten van de thesaurie in de provincie.

Koninklijk besluit tot stabilisatie.

Daar het voorbereidend werk aldus geëindigd was, nam de Regeering denzelfden dag een Koninklijk besluit dat den frank stabiliseerde, den gedwongen koers afschafte en de uitkeerbaarheid van de bankbiljetten opnieuw instelde op een nieuwe basis.

Dit besluit belast de Bank met de stabilisatieverrichtingen en herhaalt de voornaamste bepalingen van de overeenkomst die wij daareven ontleed hebben, alsmede eenige bepalingen van het besluit tot inrichting.

Het beperkt tot 2 milliard frank maximum het bedrag der voorschotten aan den Staat.

Met het oog op de kwoteering van de Belgische devies sticht het eene nieuwe eenheid, den Belga, onveranderlijk veelvoud van den frank, en geeft aan den Belga eene goudwaarde van 0.209211 gram metaal, wat overeenkomt met het geven aan den frank van eene pariteit van 0.041842 gram goud, vermits de Belga 5 frank bedraagt en immer bedragen zal; het werd inderdaad nuttig geacht voor de internationale wisselnoteeringen eene eenheid met nieuwen naam te stichten om den overgang van de Belgische devies tot goudstandaard te doen blijken.

Overeenkomst tusschen de Nationale Bank en de groote uitgiftebanken.

Ondertusschen had de Gouverneur der Nationale Bank met de vertegenwoordigers der groote uitgifte-inrichtingen van Engeland, Frankrijk, de Vereenigde Staten, Japan, Duitschland, Holland, Zweden, Hongarië, Oostenrijk, Italië en Zwitserland, eene krediet-overeenkomst gesloten waarbij, in geval van nood, eene som van 30 millioen dollar, in vorm van herdisconteering ter beschikking van de Bank werd gesteld.

De zedelijke draagwijdte van deze medewerking was nog aanzienlijker dan hare materiele waarde. Daaruit bleek immers dat de bijzonderste financieele middens der wereld bereid waren onze poging te steunen en ons te helpen bij het redden van den Belgischen frank.

Buiten het goud dat zij bezit, buiten de deviezen welke zij zich rechtstreeks heeft aangeschaft of die haar door de leening werden bezorgd, kon de Bank dan ook, dank aan deze medewerking, beschikken over goud-deviezen, bekomen door omzetting van hare portefeuille en zelfs nationale waarden.

Tot hiertoe was het niet noodig tot die mogelijkheid over te gaan en niets veroorlooft te denken dat er in de toekomst zal hoeven gebruik van gemaakt.

Gevolgen van de stabilisatie.

Reeds meer dan drie maanden zijn verlopen sinds de stabilisatie van den Belgischen frank is ingetreden. De door sommigen gevreesde crisis heeft zich tot nog toe niet voorgedaan; moest zij intreden, dan zou zij in de toekomst niet de gevreesde gevolgen kunnen hebben. Immers het indexcijfer voor de groot-handelsprijzen is reeds met vijf punten gedaald. De kleinhandelsprijzen passen zich onmerkbaar aan.

Wij mogen dus met recht en reden verhoplen dat de zoo noodige verrichting die plaats heeft gehad geen nieuwe moeilijkheden voor gevolg zal hebben. Op een voorwaarde echter, namelijk dat de stabilisatie op nog steviger gronden wordt gevestigd door de medehulp van de gansche natie en door het voeren van een breed opgevatte economische politiek gesteund op vrede en eendracht.

B. — FISCALE MAATREGELEN.

De wet van 16 Juli 1926 verleent aan de Regeering de macht om verhoogings-coëfficiënten toe te passen op de rechten, taksen en belastingen van allen aard, derwijze dat de opbrengst op hetzelfde peil wordt gehouden.

Verhooging van vergoeding verleend voor het betalen, vóór den tijd, van de bijslag-grondbelasting.

In verband met de dringende behoeften waarin onze Schatkist moest voorzien, drong de noodzakelijkheid zich op het Fonds tot delging van de openbare schuld in de mogelijkheid te stellen om de Schatkist ter hulp te komen door onverwijld aanzienlijke belastingen in haar kassen te doen vloeien. Artikel 3 van de wet van 7 Juni 1926 had een vergoeding van 25 t. h. verbonden aan de betaling, vóór den tijd, van de vier annuïteiten van de bijslag-grondbelasting. Er werd besloten die vergoeding te brengen op 30 t. h. indien de betaling geschiedde vóór 1 September 1926 (besluit van 27 Juli 1926).

Paspoorten.

De Regeering hield zich daarna bezig met het onderzoek naar de vaste belastingen die nog niet aan den nieuwen economischen toestand waren aangepast en die, wegens de vermindering van de koopkracht van onze munt, geen voldoende aanslag meer uitmaakten om de uitgaven te dekken welke ze moesten vergoeden.

Zij wijdde eerst hare aandacht aan de paspoorten voor het buitenland, waarvan de prijs op 8 frank was bepaald gebleven, welk recht werd vastgesteld bij artikel 11, 4^o, van de wet van 21 Maart 1891.

Het behoud van dit cijfer was des te minder gerechtvaardigd, dat de geldigheidsduur van de paspoorten, eertijds een jaar bedragende, op twee jaar werd gebracht.

Rekening houdend met deze twee omstandigheden, brengt een Koninklijk besluit van 26 Juli 1926, verschenen in den *Moniteur* van 6 Augustus, het zegelrecht voor paspoorten voor het buitenland op 50 frank.

Bezorgd om de rechten, in onze diplomatieke en consulaire kantelarijen geheven voor de aflevering van paspoorten aan Belgen in overeenstemming te brengen met de rechten uit dien hoofde binnen het Rijk geheven en zooals zij bij hoogergeremd besluit van 26 Juli vastgesteld zijn, legde de Regeering den Koning een besluit voor waarbij de prijs van het gewoon paspoort, aan Belgische onderdanen afgeleverd door onze agenten van den buitenlandschen dienst op 8 goudfrank is gebracht (besluit van 13 Augustus 1926).

Rechten van inschrijving ter Hoogescholen.

De aanzienlijke verhooging van de lasten voortspruitend eenerzijds uit de inrichting der Staatshoogescholen en anderzijds uit de klaarblijkend en voldoende rechten van inschrijving welke nog niet aan de nieuwe voorwaarden aangepast waren, heeft het besluit van 27 Augustus 1926 gerechtvaardigd, dat het inschrijvingsrecht ter studentenrolle in de Staatshoogescholen van 15 op 30 frank brengt, en het inschrijvingsrecht op de leergangen van 200 frank op 600 frank. Hetzelfde besluit brengt het recht te betalen voor het bekrachtigen van de getuigschriften en van de academische diplomas van 20 op 40 frank.

Vreemdelingen.

De buitengewone toevloed van vreemde reizigers in België, en vooral van vreemdelingen uit landen met hoogen wisselkoers, heeft eveneens de aandacht van de Regeering gevestigd.

Zonder deze beweging te willen belemmeren heeft zij gemeend dat, in tijdperk van monetaire crisis, op een oogenblik dat de binnenlandsche prijzen niet overeenstemden met de wezenlijke waarde van de producten op de wereldmarkten, het noodig was maatregelen te nemen om een zeker evenwicht te herstellen en een verarming van het Land te vermijden die de bevoorrading van de bevolking in gevaar had gebracht. De Regeering besloot dus, ten laste van de vreemdelingen de verblijfs- en verbruiks-taxes te verhoogen, ingesteld bij artikel 17 der wet van 8 Juni 1926. Dit was het voorwerp van het Koninklijk besluit van 13 Augustus 1926; maar, daar de redenen welke dezen maatregel hadden doen nemen geheel van de omstandigheden afhingen en in gevolge de stabilisatie verdwenen zijn, werd deze maatregel ingetrokken. Deze intrekking wordt bekrachtigd door het besluit van 14 Januari 1927.

Een Koninklijk besluit van 13 Augustus 1926 heeft de bezitters van motorvoertuigen, welke uit dien hoofde niet onderworpen zijn aan de jaarlijksche of semestriele taxen in België of in het Groot-Hertogdom Luxemburg, onderworpen aan een dagelijksche verblijfstaxe van 10 frank.

Vertraging in de betaling der belastingen.

Het nadeel dat de Schatkist ondergaat door het feit van de vertraging waarmee de belastingplichtigen hun belastingsschuld voldoen, maakte eveneens de aandacht van de Regeering gaande.

Bij trapsgewijze waarde vermindering van den frank, heeft de betaling van de belastingen die laattijdig geschiedt voor den Staat niet meer dezelfde waarde, omdat zij voor gevolg heeft feitelijk minder te doen opbrengen dan wat voorzien werd bij het opmaken van de Begrootingen. Die vaststelling gold vooral in zake rechtstreeksche belasting. Om het aldus bedreigd evenwicht te herstellen en de inning van de belastingen te verzekeren, besliste de Regeering, bij Koninklijk besluit van 28 Augustus 1926, de belastingen en taxes waarvan de invordering bij het Beheer van de rechtstreeksche belastingen en het kadaster berust, met 3 t. h. te verhoogen. De belastingsschuldigen, die vóór 30 September 1926 hun belasting betaalden, werden echter van die vermeerdering ontslagen.

Die maatregel was zeer doeltreffend en hij bezorgde aan de Schatkist aanzienlijke inkomsten.

Bij Koninklijk besluit van 29 December 1926, werden echter de wijzigingen voorzien welke vervolgens, in verband met de muntstabilisatie, noodig werden geacht; het verhoogingscoëfficiënt werd daarbij teruggebracht tot 1 t. h. per maand en de toepassing er van wordt beperkt bij wat eischbaar was op 1 Juli 1926, d. w. z. op een tijdstip nabij de stabilisatie.

Automobielen.

Het bleek noodig te voorzien in de bezwaren welke voortspruiten uit het fiscaal stelsel waaraan de motorrijtuigen onderworpen waren en uit den ongun-

stigen invloed door de verhooging van de opcentiemen uitgeoefend op de ontwikkeling van het automobilisme.

Wenschende in dien toestand te verhelpen, besloot de Regeering, bij besluit van 29 December 1926, de opcentiemen met de helft te verminderen en ze zelfs tot 10 centiemen te beperken voor de nijverheidsvoertuigen en de motorfietsen. Van een anderen kant er om bezorgd de belasting in verhouding te brengen tot de sleet, welke de voertuigen aan de wegen veroorzaken, paste zij de taxe van 10 t. h. toe op den aankoop van automobielen, jachten, enz., op de wielbanden en ander toebehoorten, op de herstellingen en de daarop betrekking hebbende werken. Zij behield evenwel de overdrachtstaxe van 2 t. h. voor den aankoop van voertuigen, die uitsluitend tot het vervoer van goederen dienen.

Daar het nieuwe stelsel niet toelaat het beoogde doel volkomen te bereiken, legt de Regeering er zich op toe, in samenwerking met de vertegenwoordigers van de betrokken nijverheid nieuwe formules op te sporen, waardoor al de belangen in overeenstemming zullen kunnen gebracht worden.

Een wetsontwerp dienaangaande wordt binnenkort ingediend.

C. — TEGELDEMAKING VAN DE DOMANIALE GOEDEREN EN VEREFFENING VAN DE ONDER SEKWESTER STAANDE GOEDEREN.

Immer met het doel de werking van de Schatkist te steunen, maakt de Regeering gebruik van de rechten haar verleend bij de wet van 16 Juli 1926, welke haar toeliet tot de vervreemding der domaniale goederen over te gaan.

Te dien einde heeft zij aan den Koning de volgende besluiten voorgelegd :

1^o Op 21 September 1926, een besluit betreffende de vereffeningen van de sekwestergoederen, met het doel een einde te maken aan de talrijke moeilijkheden en de vertragingen voortspruitende uit de toepassing van de voorgenomen vereffening. Dit besluit beoogt in hoofdzaak :

a) De sekwestergoederen onder het bestuur van het Beheer der Domeinen te plaatsen en de algemeene vereffening er van toe te laten zonder het einde der hangende processen af te wachten, doch onder beding de rechten van de eischers over te dragen op de opbrengst van den verkoop;

b) Den uitersten datum voor het indienen zoo van de rechtsvorderingen tot verheffing van sekwester als van de rechtsvorderingen tot teruggave van gesekwestreerde goederen vast te stellen op 24 December 1926;

c) Toe te laten dat, in de bij het besluit bepaalde belangwekkende gevallen, aan vrouwen van Belgischen oorsprong, buiten de bij de wet van 17 November 1921 voorziene voordeelen, sommige bijzondere gunsten worden toegestaan;

d) Eenen termijn verplichtend te maken voor de afgiften van schuldvorderingen ten laste van de sekwestraties;

e) De rechten van de ergenamen der gesekwestreerden te regelen en de rechtspleging vast te stellen, welke de nemers te volgen hebben om hunne rechten te doen gelden;

f) De beteekenis van enkele der bepalingen van de wetgeving over de sekwesters te bepalen en maatregelen uit te schrijven om het opmaken van de rekeningen te vergemakkelijken.

Ingevolge dit Koninklijk besluit is het mogelijk geweest tot den verkoop over te gaan van talrijke onder sekwester staande goederen, welke verkoop binnen

eene tijdruimte van drie maanden nagenoeg 30 miljoen in de Staatskassen heeft doen vloeien

Wijl het vraagstuk van de gesequestreerde titels aan houder, welke in handen waren van ter goeder trouw zijnde bezitters, kiesche moeilijkheden doet oprijzen, heeft de Regeering dienaangaande een ontwerp van wet ingediend, dat thans aan de beraadslagingen van het Parlement is onderworpen. In afwachting van diens beslissing, werd, bij Koninklijk besluit van 23 December 1926, de algemeene termijn voor verjaring, welke op 24 December 1926 verliep, tot 23 Maart 1927 verlengd.

2° Den 27 December 1926 werd door een besluit een einde gesteld aan het voorloopig regiem geschapen door de wet van 24 Maart 1919 aangaande de bosschen en wouden onder dwangbeheer en aangaande de bosschen en wouden welke door vijandelijke onderhoorigen gedurende het tijdperk van 4 Augustus 1914 tot 13 November 1918 verkocht waren.

Dit besluit laat toe aan de eigenaars van Belgische, geallieerde of onzijdige nationaliteit die gedurende den oorlog bosschen en wouden verworven hebben deze eigendommen van alle dwangbeheermaatregelen te bevrijden, mits inachtneming der voorgeschreven formaliteiten.

De eigendommen waarvan de ontheffing zou geweigerd worden of voor dewelke de aanvraag tot ontheffing niet binnen het opgelegd termijn zou ingediend zijn, zullen ten voordeele van de Schatkist volgens de gewone procedure vereffend worden.

3° Den 14 Januari 1927 werden door een besluit de te volgen regelen vastgesteld om tot den verkoop van domaniale eigendommen over te gaan.

Het is ingegeven door de noodzakelijkheid het Beheer der Domeinen in staat te stellen met spoed over te gaan tot dezen verkoop. Een dergelijk regiem werd ook ingesteld in zake eigendommen onder dwangbeheer, welke slechts een andere soort domaniale eigendommen uitmaken.

Aldus werd er tot belangrijke te gelde makingen besloten. Enkele werden uitgevoerd. Andere zullen volbracht worden zoodra de authentieke akten zullen ondertekend zijn, zooals bepaald door het besluit van 14 Januari 1927, dat den 1 Mei 1927 vastgesteld als uitersten datum te rekenen van welken de verkoopingen waartoe krachtens de wet van 16 Juli besloten werd, niet meer door toepassing van deze wet zouden mogen verwezentlijkt worden.

II. — BEPERKINGEN.

De hiervoren bedoelde financieele maatregelen konden, hoe doelmatig ze voor de saneering der thesaurie ook waren, niet volstaan voor de verwezenlijking van het muntherstel.

Ze moesten onvermijdelijk aangesteld worden door andere betreffende inzonderheid : de verbetering van het moraal der bevolking, het herstellen van haar vertrouwen in 's landkrediet, de vermindering van het tekort van de handelsbalans en de bevoorrading van het land.

1° Regeling van de bereiding en van den verkoop van meel, brood en andere eetwaren.

België voert jaarlijks, voor zijne behoeften, ongeveer 10 miljoen centenaar graan in.

De prijs van 280 frank de 100 kilogram, betaald rond 15 Juli 1926 voor buitenlandsch koren woog zwaar op onze handelsbalans.

Het vroeger reeds herhaaldelijk te gemoet geziene ontwerp van een hooger uittrekkingscijfer van meel voor te schrijven dan dat aangenomen in de maaldery, werd hernomen en bijgewerkt in medewerking met de Algemeene Vereeniging van Belgische Maalders welke de noodzakelijkheid begreep de Regeering te helpen in haar werk van herstel van den frank.

Hunnerzijds lieten de Vereenigingen van bakkers en pasteibakkers aan de Regeering weten dat zij haar hunne medewerking toezegden voor de toepassing der door de omstandigheden opgelegde maatregelen van beperking.

Getroffen maatregelen.

A. — Een Koninklijk besluit van 19 Juli 1926 schreef de volgende maatregelen voor :

Invoering van een eenige type van meel, genaamd « wettelijk meel ».

Verbod van meel van een beter type dan dat van het « wettelijk meel » te vervaardigen, te koop aan te bieden of te verkoopen; van dergelijk meel in de brood — en banketbakkerijen alsmede in de biscuit —, voedingsdeegfabrieken en de koekbakkerijen te gebruiken; — nochtans werden afwijkingen voorzien ten voordeele van diegene onder deze nijverheden die op normale wijze leefden van den uitvoerhandel of die in België door vreemde mededingers konden achtergesteld worden;

Machtiging gegeven aan den Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg tot het voorschrijven van de samenstelling^e van het te malen broodkorenmengsel, dat zooveel mogelijk inlandsche broodkoren moet bevatten, of tot het laten benuttigen van 5 % maïsbloem in de broodbereiding. (Er werd geen gebruik gemaakt van deze laatste machtiging; het benuttigen van maïsbloem zou het uitzicht van het brood helpen verbeteren hebben dan wanneer groote bakkerijen klaagden over de mededinging van bakkers die witter meel gebruikten.)

Behoudens de controlemaatregelen die strikt noodzakelijk werden geacht, bekrachtigde het Koninklijk besluit een Ontwerp dat reeds in het Parlement ter tafel was gelegd, in principieel door de groote bakkersverenigingen was goedgekeurd en dat het vervaardigen en den verkoop van brood per gewicht van een $\frac{1}{2}$, 1, $1\frac{1}{2}$ en 2 kilogram regelde.

Dit besluit werd gewijzigd en aangevuld door een ander besluit van 20 Augustus 1926, dat de controlemaatregelen, onvoldoende geacht na een maand toepassing der eerste maatregelen, nauwer bepaalde en kracht bijzette.

B. — Een Koninklijk besluit van 19 Juli 1926 gaf aan de Ministers van Landbouw en van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg de macht den uitvoer te regelen van broodkoren, bloem en brood en den invoer van bloem.

Uitvoering van de getroffen maatregelen.

a) *Bloem* (besluiten van 19 Juli 1926 en 20 Augustus 1926).

Twee tijdperken werden voorzien bij de toepassing van deze maatregelen :

EERSTE TIJDPERK. — Vaststelling van het wettelijk type, dat bestond uit al het meel verrat in het graan, plus eene voldoende hoeveelheid gruttezemelen en kortmeel om een oningewijde in staat te stellen de bloem van het wettelijk type op het zicht te onderscheiden van de witte bloem.

Deze eerste maatregel kwam in voege op 26 Juli 1926.

Bij deze gelegenheid stuurde de Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg door middel van den *Moniteur* een oproep tot de burge-meesters. Deze oproep deed de redens uitschijnen die de overheden aanzetten, bij het publiek aan te dringen opdat de nieuwe, door den Koning bekrachtigde bepalingen stipt zouden nagekomen worden.

TWEDE TIJDPERK. — Einde Juli was het inlandsch koren nog niet op de markt. Het wettelijk type werd dus aanvankelijk samengesteld uit meel van uitheemsche tarwe. Een lichte verbetering van dit type, als tweede tijdperk, was voorzien voor het oogenblik waarop de inlandsche granen bij het gemaal zouden komen in de maxima-verhouding van 20 t. h. voor de tarwe en 20 t. h. voor de rogge.

Om dit perhonderd vast te stellen, werd er rekening gehouden met het advies van de Commissie voor inlandsch graan welke door de Ministers van Landbouw en Nijverheid, van Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg werd benoemd.

De voorwaarden tot toepassing van het tweede stadium zijn verder uiteen gezet.

b) *Inlandsch graan.* — Verschillende besluiten werden genomen om den uitvoer van inlandsch graan te beletten, hetwelk zou moeten vervangen worden door vreemd graan dat veel duurder zou kosten, en om de voorwaarden tot het aankopen en benuttigen van dit graan door de maalderij, aan reglementen te onderwerpen.

Een ministerieel besluit van 26 Juli 1926 maakt den uitvoer van dit graan ondergeschikt aan het voorleggen van een vergunning. Hetzelfde besluit is toepasselijk op den uitvoer van meel, van zemelen en van brood en op den invoer van meel. Een uitzondering voor deze producten zou de uitwerking kunnen ontzenuwen welke de Regeering met haar eerste maatregelen beoogde.

Een ministerieel besluit van 27 Augustus 1926, stelt een Commissie in, genoemd der « inlandsche granen ». Zij bestond uit twee ministers, vier landbouwers, twee graanhandelaars en uit den Regeeringscommissaris, ten einde voor de binnenlandsche broodkorens de grondslagen tot den aankoop vast te stellen, rekening houdende met den prijs van de buitenlandsche broodkorens, om de regelen te bepalen tot het oplossen in der minne, als de betrokken partijen zich daartoe leenen, van de geschillen welke er tusschen de koopers en verkoopers zouden kunnen ontstaan over de hoedanigheid en den prijs van de inlandsche broodkorens; om aan de bevoegde overheidspersonen de toepassing aan te raden van alle maatregelen welke een betere benutting van gezegde koren voor doel zouden hebben.

Het ministerieel besluit van 26 Juli 1926 betreffende den uitvoer van graangewassen en van zijn nevenproducten en den invoer van meel, evenals een ministerieel besluit van 20 Augustus 1926, genomen met het oog op de regeling van den invoer van brood dat een steeds grooter uitbreiding nam, bleven van kracht tot 4 November 1926, dag waarop de verplichting werd opgeheven om in het meel inlandsche tarwe te mengen.

Gansch dien tusschentijd werden besluiten stipt nageleefd. Alleen werden uitvoervergunningen verleend voor eenige loten zaaitarwe alsmede invoervergunningen voor wit meel dat bestemd was voor bijzondere doeleinden en waarover een contract was gemaakt vóór 19 Juli 1926.

e) *Samenstelling der mengsels van het te malen broodkoren.* --- De samenstelling van de mengsels werd geregeld bij verschillende achtereenvolgende besluiten :

Een ministerieel besluit van 19 Augustus 1926 bepaalde dat de mengsels dienden samengesteld als volgt : tarwe 90 t. h., rogge 10 t. h.

Een ministerieel besluit van 8 September 1926 bepaalde dat de mengsels dienden samengesteld als volgt :

Van 13 September 1926 af :

Inlandsche of vreemde rogge	15 t. h.
Inlandsche tarwe	10 t. h. minimum.
Vreemde tarwe	75 t. h. maximum.

Van 20 September 1926 af :

Inlandsche of vreemde rogge	15 t. h.
Inlandsche tarwe	15 t. h. minimum.
Vreemde tarwe	70 t. h. maximum.

Van 27 September 1926 af :

Inlandsche of vreemde rogge	15 t. h.
Inlandsche tarwe	20 t. h. minimum.
Vreemde tarwe	65 t. h. maximum.

Bij besluit van 23 September 1926 werden de beschikkingen van paragraaf C van voornoemd besluit tot nader order opgeheven, daar de ondervinding bewezen had dat het onmogelijk was op de Belgische markten de hoeveelheid tarwe te vinden die noodig is om 20 t. h. daarvan bij het maalsel te mengen.

Bij besluit van 8 October 1926 werden de beschikkingen van paragraaf B van voornoemd besluit eveneens opgeheven, daar de vertraging in de leveringen van inlandsche tarwe zich liet gevoelen ten gevolge van den seizoenarbeid en inzonderheid door het uitdoen der beetwortels.

Bij besluit van 4 November 1926 werd het gebruik van inlandsche tarwe facultatief gemaakt, naar aanleiding van de steeds toenemende moeilijkheden welke de molenaars bij hunne aankopen van inlandsch graan ontmoetten, welke moeilijkheden nog vergroot werden door de prijzen, aanzienlijk hooger dan den prijs (vastgesteld door de Commissie van het inlandsch graan), welke zij voor dit graangewas aan de voortbrengers en aan de handelaars moeten betalen.

Op 10 September 1926, werd het builpercentage weer op ongeveer 75 t. h. gebracht. Deze maatregel stemde overeen met eene vermindering van het uittrekkingscijfer met nagenoeg 4 t. h. op het eerst vastgesteld percentage voor wettelijk meel. Hij werd gehandhaafd tot 16 Januari 1927.

De aldus getroffen maatregelen hadden onder meer tot doel een ernstigen invloed op den wissel uit te oefenen, ten gevolge van de besparingen voorzien in het gebruik van uitheemsch koren.

Op 15 Juli 1926, was de prijs van de tarwe overdreven hoog (280 frank voor 100 kilos). Op dien grondslag en door het gebruik van louter uitheemsche tarwe moest de voorziene bezuiniging 15,000,000 frank per maand bedragen.

Op hetzelfde tijdstip en in de onderstelling dat bij gemalen koren 20 t. h. inheemsche tarwe en 20 t. h. inheemsche en uitheemsche rogge werden gevoegd, zou de besparing 42,500,000 frank per maand kunnen bedragen, daar het verschil tusschen den prijs van de tarwe en die van de rogge meer dan 100 frank bedroeg.

De verbetering van den wissel, het geleidelijk kleiner wordend verschil tusschen den prijs van de tarwe en dien van de rogge welk verschil op het einde maar ongeveer 50 frank meer bedroeg, de moeilijkheid, voor de molenaars, om op de markt de voorziene hoeveelheden inheemsche tarwe en rogge te vinden welke zij noodig hadden om te voldoen aan de voorschriften van de besluiten, en de verhooging van den prijs der inheemsche tarwe, hebben de gevolgen van de genomen maatregelen noodzakelijk beperkt. Deze hebben nochtans een heilzamen invloed uitgeoefend op den wissel en op den geest der bevolking. Zoodra deze uitlagen bekomen waren, werden reedsbedeelde maatregelen ingetrokken en kreeg de handel zijn vrijheid terug.

2. Steenkolen.

De plotselinge waardevermindering van de munt had tot gevolg den uitvoer van Belgische steenkolen aanmerkelijk te vermeerderen. Anderdeels had de werkstaking in Engeland de bedreiging nog verergerd die reeds voor ons uit dien toestand voortspoot. Er waren dus dringende maatregelen noodig om de bevoorrading der bevolking te verzekeren, terwijl tevens de belemmeringen voor den uitvoer tot het minimum moesten worden gebracht.

De Regeering die trouwens reeds daartoe de noodige bevoegdheden bezit op grond van de wet van 30 December 1925, was bezorgd om het regelen van den uitvoer van steenkool, van cokes en van steenkoolbriketten. Zij trof die regeling bij de besluiten van 24 en 29 Juli, 6 Augustus en 16 en 30 October 1926.

Het besluit van 8 November 1926 werd genomen om te verhelpen aan de kolenschaarste. Het schreef onder meer maatregelen voor die bestemd waren om het verbruik van steenkool te beperken en om sommige gemeenten van steenkool te voorzien. Het belaste de burgemeesters verordeningen uit te vaardigen voor doel hebbend het beperken, voor zooveel de zekerheid en de veiligheid het toelieten van de openbare verlichting, zoowel gasverlichting als electrische verlichting, en van de buitenverlichting van de openbare en particuliere gebouwen alsmede van de uitstalverlichting en van het gebruik van lichttreklames.

Zoodra er verandering was gekomen in den toestand, namelijk ten gevolge van het eindigen van de staking in Engeland, heeft de Regeering die maatregelen ingetrokken bij besluit van 14 Januari 1927.

3° Landbouwproducten en vee.

De regeling van den uitvoer van groenten, van runderen, van slachtvleesch, van aardappelen, van bieten, die geboden was met het oog op de bevoorrading van de bevolking, valt eigenlijk niet onder de uitvoeringsmaatregelen van de wet van 16 Juli 1926. Immers, zij hoorde tot de bevoegheid van de Regeering krachtens de vroegere wetgeving toe. Het past nochtans er hier melding van te maken omdat die regeling verband houdt met een van de doeleinden nagestreefd door de voornoemde wet van 16 Juli 1926.

4° Openbare inrichtingen.

Ter zelfdertijd als de wet aan de Regeering de macht gaf te waken over de bevoorrading van de bevolking, kende hij haar de macht toe het kwaad te verhelpen dat volgt uit het overdreven verbruik van weeldeproducten, hetwelk het

tekort van onze handelsbalans vergroot. Die overdaad hielp ook, tijdens de moeilijke dagen die ons land doormaakte, het moraal van de bevolking aantasten.

Eene der meest aanstoot gevende uitingen dezer overdaden, was het verbruik van bijzonder dure weeldeproducten in de inrichtingen die voor het publiek open zijn tot in de laatste uren van den nacht. De Regeering heeft daar in zekere mate een einde aan gesteld, door voor te schrijven dat « de openbare inrichtingen (koffiehuizen, spijshuizen, dansings, enz.) in heel het land alle dagen moeten gesloten zijn om één uur 's nachts buiten de noodige ontslagingen, zooals de tijdelijke uitzondering ten voordeele van de steden Oostende, Blankenberghe en Spa, de toelatingen te geven door het College van Burgemeester en Schepenen ter gelegenheid van openbare vermakelijkheden of sportmeetingen (Koninklijke besluiten van 24 Juli en 22 October 1926) en andere dergelijke.

5° Krediet van den Staat.

De wet van 16 Juli 1926 machtigde de Regeering uit te zien naar de te nemen maatregelen om voor het onderdrukken van de berichten en inlichtingen die van aard zijn het krediet van den Staat aan 't wankelen te brengen.

In uitvoering van deze bepaling, bepaalde een Koninklijk besluit van 19 Juni 1926 dat zouden gestraft worden met drie maanden tot twee jaar gevangenzitting en met 500 tot 10,000 frank boete, diegenen welke willens en wetens en opzettelijk eenig bericht of inlichting verspreiden van aard om het krediet van den Staat te doen wankelen. De straf werd verdubbeld wanneer de schuldige uit winstbejag had gehandeld.

III. — INKRIMPING DER UITGAVEN.

Voorgaande uiteenzetting zou slechts een onvolledig gedacht geven van de door de Regeering op den weg van het financieel herstel nagestreefde taak, indien wij hier niet enkele woorden bijvoegden betreffende de politiek van inkrimping der openbare uitgaven, waaraan zij zich toewijdde gedurende het tijdperk van de stabilisatie en ten einde deze niet in gevaar te brengen.

Het besluit van 26 Mei 1926, dat het Comité der Schatkist instelde had dit laatste met het toezicht op de uitgaven van den Staat belast. Een Koninklijk besluit van 26 Juni heeft de uitoefening van deze taak van toezicht geregeld en heeft de plichten en de verplichtingen der verschillende Staatsdiensten in hunne betrekkingen met het Comité der Schatkist nader bepaald.

Ten einde aan de Schatkist toe te laten aan hare dringendste verplichtingen na te komen, werd besloten de uitvoering van al de openbare werken, die van geen dringenden aard waren, te schorsen. Anderzijds werd de verleening van toelagen aan de goedkeuring van het Comité der Schatkist onderworpen. Het door dit laatste uitgeoefende streng toezicht heeft toegelaten tusschen 1 Juni en 31 December 1926 eene besparing van 25 miljoen frank te verwezenlijken, door de uitvoering der niet dringende werken en het toekennen van talrijke toelagen uit te stellen.

Maar bij dit cijfer moet het bedrag gevoegd worden, dat onmogelijk nauwkeurig opgegeven kan worden, van de veel belangrijker verminderingen, dit het gevolg van deze politiek van inkrimping waren, daar de ministerieële departementen noodzakelijk opgehouden hebben aan het onderzoek van het Comité der Schatkist voorstellen van uitgaven te onderwerpen waarvan zij wisten dat dit laatste ze ter zijde zou moeten stellen.

De Regeering heeft zich vooral beijverd de bestuurlijke uitgaven te verminderen. Sedert den wapenstilstand is het aantal ambtenaren aanzienlijk vermeerderd, ten gevolge van het oprichten van diensten noodig gemaakt door de gevolgen van den oorlog of door de uitvoering van nieuwe wetten.

Er werd besloten de aanwerving van Staatsagenten te schorsen, tenzij in geheel uitzonderlijke gevallen, waartoe de Ministerraad op gunstig advies van het Comité der Schatkist voor elk geval afzonderlijk toelating geeft. Tot afdanking der tijdelijk aangestelde agenten werd eveneens besloten, terzelfder tijd als tot de inbeschikbaarheidstelling wegens ambtsafschaffing van zekere vastbenoemde agenten. Deze maatregelen hadden als gevolg dat het aantal ambtenaren met duizend verminderd werd, zonder te gewagen over de verminderingen die in het personeel der spoorwegen plaats hadden. Anderzijds heeft eene betere verdeling der lokalen reeds toegelaten een twintigtal gebouwen ter beschikking van de Domeinen te stellen.

Deze maatregelen tot vermindering worden methodisch voortgezet. De zoogenaamde Commissie der Bezuinigingen zet, departement per departement, de studie der herinrichting der Staatsdiensten voort om eene nieuwe en voelbare vermindering der ambtenaren te bewerkstelligen.

Reeds werd er overgegaan tot ontbinding van het Ministerie van Economische Zaken en tot afschaffing van het korps der torpedobootten en matrozen. De pupillenscholen werden opnieuw gegroepeerd en verschillende weldadigheids-gestichten voor jongens en voor meisjes werden gecentraliseerd. Verscheidene gevangenen werden afgeschaft en door arresthuizen vervangen.

Een scherp toezicht werd voorzien om de verplaatsing der ambtenaren te verminderen; de betaling per postcheek van de wedden der agenten van de buitendiensten werd ingericht; de portvrijdommen werden verminderd; belangrijke bezuinigingen werden verwezenlijkt onder andere aan het *Arbeidsblad*, aan den Afrekeningsdienst en aan den Dienst der drukwerken, enz.

Om de uitslagen die, dank zij deze krachtdadige werking, bereikt werden, te schatten, is het onontbeerlijk vooreerst te doen uitkomen dat de Begrootingsontwerpen voor het dienstjaar 1926, zooals zij eerst op het Bureau der Kamers werden nedergelegd, de Regeering vóór de stemming, eene nieuwe vermindering van 193 miljoen kon bewerkstelligen.

Van eenen anderen kant, werden de Begrootingsontwerpen der verschillende Departementen voor 1927 die reeds volgens de onderrichtingen de meest strikte spaarzaamheid voorschrijvend, herzien en aan een streng onderzoek onderworpen, waaraan het toe te schrijven is dat nieuwe verminderingen konden worden verwezenlijkt. Om de bekomen uitslagen te schatten, dient opgemerkt dat, op het totaal der op de Gewone Begrooting gebrachte kredieten, zijnde 6,341,129,451 frank,

3,523,583,922 frank, zijn besteed voor den
dienst der Openbare Schuld, en
529,916,000 frank, voor de Onwaarden en
Terugbetalingen,

zijnde voor het totaal . . . 4,053,499,922 frank.

Blijft slechts 2,287,629,429 frank voor de algeheelheid der Beheeren.

Maar er dient nadruk op gelegd dat een belangrijk deel der voor dezen post voorziene kredieten niet vatbaar zijn voor compressie, want zij zijn besteed tot bij de wet voorziene hulp gelden en toelagen, Zoo men er deze kredieten inkort, blijft er voor de Beheersuitgaven slechts eene som van 1 $\frac{1}{2}$ milliard.

Rekening houdende met de verhooging van het index van af 1926 — de Begrooting voor 1926 zijnde opgesteld op den grond van het index aan 503 en deze voor 1927 op den grond van het index aan 750 — kan men bevestigen dat de algeheelheid der administratieve uitgaven van den Staat in merkelijke vermindering is met 463 miljoen frank, hetzij 17 t. h.

Deze stelselmatige verminderingen der openbare uitgaven volledige het werk van geldelijk herstel waaraan de Regeering zich toewijdde ter uitvoering der opdracht waarmede zij door U op 16 Juli 1926 belast werd.

*De Eerste Minister,
Minister van Koloniën,
HENRI JASPAR.*

*De Minister van Buitenlandsche Zaken,
EM. VANDERVELDE.*

*De Minister van Justitie,
PAUL HYMANS.*

*De Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,
M. VAUTIER.*

*De Minister van Wetenschappen en Kunsten,
CAM. HUYSMANS.*

*De Minister van Financiën,
B^{re} M. HOUTART.*

*De Minister van Landbouw en Minister van Openbare Werken,
H. BAELS.*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg,
J. WAUTERS.*

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegraafen,
Telefonen en Luchtvaart,
E. ANSEELE.*

*De Minister van Landsverdediging,
Graaf DE BROQUEVILLE.*

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

TEXTES DES ARRÊTÉS
pris en exécution
de la loi du 16 juillet 1926.

TEKST DER TER UITVOERING
van de wet van 16 Juli 1926
genomen besluiten.

	Pages.		Bladz.
1. 16-7-1926. — Loi des pleins pouvoirs.	3	1. 16 Juli 1926. — Wet op de volle macht	3
2. 19-7-1926. — Fabrication et vente des farines, du pain, etc.	5	2. 19-7-1926. — Vervaardiging en verkoop van meel, brood, enz.	5
3. 19-7-1926. — Répression contre les avis et informations de nature à ébranler le crédit de l'État.	40	3. 19-7-1926. — Betrugeling der berichten en tijdingen die uiteraard 's Lands krediet kunnen ondermijnen	40
4. 24-7-1926. — Exportation de la houille, etc.	41	4. 24-7-1926. — Uitvoer van steenkolen, enz.	41
5. 24-7-1926. — Prix maxima de vente du charbon	43	5. 24-7-1926. — Maxima-verkoopprijzen der kolen	43
6. 24-7-1926. — Heure de fermeture des établissements publics.	44	6. 24-7-1926. — Sluittingsuur van de openbare gelegenheden.	44
7. 26-7-1926. — Passeports; augmentation du droit de timbre	46	7. 26-7-1926. — Paspoorten; vermeerdering van het zegelrecht	46
8. 27-7-1926. — Bonification sur les paiements anticipatifs de la surtaxe foncière.	47	8. 27-7-1926. — Verhooging van vergoeding voor het betalen, vóór den tijd, van den ingevoerden bijslag in zake grondbelasting	47
9. 31-7-1926. — Émission d'actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges.	49	9. 31-7-1926. — Uitgifte van preferentiaandelen der Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen	49
10. 31-7-1926. — Aménagement de la dette flottante	28	10. 31-7-1926. — Regeling van de inrichting der vlottende schuld	28
11. 7-8-1926. — Statuts de la Société Nationale des Chemins de fer belges	32	11. 7-8-1926. — Statuten van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.	32
12. 9-8-1926. — Farine. Prise d'échantillons et examens	46	12. 9-8-1926. — Meel. Het nemen van stalen en het onderzoeken	46
13. 13-8-1926. — Taxe spéciale de séjour	49	13. 13-8-1926. — Bijzondere verblijfsaks.	49
14. 13-8-1926. — Taxe de séjour sur les véhicules à moteur des étrangers	52	14. 13-8-1926. — Verblijfsaks op de motorvoertuigen der vreemdelingen	52
15. 13-8-1926. — Prix du passeport belge à l'étranger	54	15. 13-8-1926. — Prijs van de Belgische paspoorten in den vreemde	54
16. 14-8-1926. — Émission d'actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer belges. Modification	56	16. 14-8-1926. — Uitgifte van preferentiaandelen der Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen. Wijziging	56
17. 20-8-1926. — Fabrication et vente des farines, du pain, etc. Modifications à l'arrêté royal du 19 juillet 1926	58	17. 20-8-1926. — Vervaardiging en verkoop van meel, brood, enz. Wijz gingen aan het Koninklijk besluit van 19 Juli 1926.	58
18. 24-8-1926. — Emprunt de l'Intercommunale du Tournais. Prorogation du délai de remboursement.	62	18. 24-8-1926. — Leening van de « Intercommunale du Tournais ». Verlenging van het uitstel tot terugbetaling	62
19. 27-8-1926. — Droits d'inscription dans les Universités de l'État.	64	19. 27-8-1926. — Inschrijvingsrechten bij de Staatshoogescholen	64
20. 27-8-1926. — Achat de céréales panifiables indigènes. Commission de fixation des prix.	66	20. 27-8-1926. — Aankoop der inlandsche broodgranen. Commissie tot prijsvaststelling	66
21. 28-8-1926. — Application d'un coefficient de majoration aux impôts directs et taxes y assimilées, payés tardivement	68	21. 28-8-1926. — Toepassing van een verhoogingscoëfficiënt op de te laat betaalde rechtstreekse belastingen en daarmee gelijkgestelde taksen.	68
22. 29-8-1926. — Aménagement de la dette flottante. Modifications	72	22. 29-8-1926. — Regeling van de inrichting der vlottende schuld. Wijzigingen.	72
23. 21-9-1926. — Séquestres	74	23. 21-9-1926. — Sequesters	74
24. 8-10-1926. — Achat, par la Banque Nationale, des monnaies d'or et d'argent.	88	24. 8-10-1926. — Aankoop door de Nationale Bank van goud- en zilvermunten	88

	Pages.		Bladz.
25. 20-10-1926. — Autorisation au Ministre des Finances à contracter un emprunt à l'étranger . . .	96	25. 20-10-1926. — Machtiging aan den Minister van Financiën verleend om eene leening in het buitenland aan te gaan . . .	96
26. 22-10-1926. — Modification à l'arrêté royal du 24 juillet 1926 fixant l'heure de fermeture des établissements publics . . .	98	26. 22-10-1926. — Wijziging aan het Koninklijk besluit van 24 Juli 1926 tot vaststelling van het sluitingsuur van de openbare gelegenheden. . .	98
27. 25-10-1926. — Approbation de la convention entre la Banque Nationale de Belgique et l'État belge . . .	99	27. 25-10-1926. — Goedkeuring van de overeenkomst gesloten tusschen de Nationale Bank van België en den Belgischen Staat . . .	99
Convention entre l'État et la Banque Nationale.		Overeenkomst tusschen den Staat en de Nationale Bank.	
28. 25-10-1926. — Prorogation de la durée de la Banque Nationale de Belgique et modification de certaines dispositions des lois combinées, relatives à cette institution . . .	103	28. 25-10-1926. — Verlenging van den duur der Nationale Bank van België en wijziging aan sommige bepalingen van de gecombineerde wetten deze inrichting betreffende. . .	103
29. 25-10-1926. — Stabilisation monétaire . . .	111	29. 25-10-1926. — Muntstabilisatie . . .	111
30. 26-10-1926. — Émission, par l'État, de monnaies divisionnaires destinées à remplacer les petites coupures mises en circulation par la Banque Nationale . . .	114	30. 26-10-1926. — Uitgifte door den Staat van pasmunt, ter vervanging van door de Nationale Bank in omloop gebrachte kleine biljetten . . .	114
31. 30-10-1926. — Service du caissier de l'État. . .	118	31. 30-10-1926. — Dienst van den Staatskassier . . .	118
32. 8-11-1926. — Restriction de la consommation et répartition des combustibles . . .	121	32. 8-11-1926. — Bepierking van het verbruik en de verdeling der brandstoffen . . .	121
33. 26-11-1926. — Aménagement de la dette flottante. Bons du Trésor estampillés. Intérêts escomptés. Exonération d'impôts . . .	123	33. 26-11-1926. — Inrichting van de vlottende schuld. Afgestempelde Schatkistbons. Gedisconteerde interesten. Vrijstelling van belastingen . . .	123
34. 4-12-1926. — Péréquation des pensions de retraite servies par le Trésor public, etc. . .	125	34. 4-12-1926. — Perequatie der rustpensioenen uitgekeerd door de Staatskas, enz. . .	125
35. 11-12-1926. — Application de l'article 10 de l'arrêté royal du 25 octobre 1926 stipulant que la loi du 25 janvier 1923 est abrogée en ce qui concerne l'exportation et l'importation des valeurs . . .	128	35. 15-12-1926. — Toepassing van artikel 10 uit het Koninklijk besluit van 25 October 1926 houdende dat de wet van 25 Januari 1923 wordt ingetrokken wat den uitvoer en den invoer van de valuta betreft. . .	128
36. 22-12-1926. — Modifications à la loi organique de la Banque Nationale . . .	129	36. 22-12-1926. — Wijzigingen aan de wet tot inrichting der Nationale Bank . . .	129
37. 23-12-1926. — Séquestres. Modifications à l'arrêté royal du 21 septembre 1926 . . .	132	37. 23-12-1926. — Sequesters. Wijzigingen aan het Koninklijk besluit van 21 September 1926 . . .	132
38. 27-12-1926. — Bois et forêts sous séquestre. . .	135	38. 27-12-1926. — Onder dwangbeheer staande bosschen en wouden. . .	135
39. 29-12-1926. — Réduction des additionnels à la taxe sur les automobiles et extension d'application de la taxe sur les achats de ces véhicules . . .	140	39. 29-12-1926. — Vermindering der opcentiemen op de taks op automobielen en uitbreiding der toepassing van de taks op de aankopen dezer voertuige. . .	140
40. 29-12-1926. — Coefficient de majoration aux impôts directs et taxes y assimilées payés tardivement . . .	146	40. 29-12-1926. — Verhoogingscoëfficiënt op de te laat betaalde rechtstreeksche belastingen en daarmee gelijkgestelde taksen . . .	146
41. 14-1-1927. — Banque Nationale. Émission des actions nouvelles. Conditions . . .	150	41. 14-1-1927. — Nationale Bank. Uitgifte der nieuwe aandelen. Voorwaarden . . .	150
42. 14-1-1927. — Banque Nationale. Émission des actions nouvelles. Participation des mineurs, incapables et séquestrés et des établissements publics. . .	152	42. 14-1-1927. — Nationale Bank. Uitgifte der nieuwe aandelen. Deelneming der minderjarigen, onbekwamen en gesequestreerden en der openbare inrichtingen . . .	152
43. 14-1-1927. — Société Nationale des Chemins de fer belges. Actions privilégiées; émission. Statuts; modifications . . .	156	43. 14-1-1927. — Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen. Preferentiaandelen; uitgifte. Statuten; wijzigingen . . .	156
44. 14-1-1927. — Biens domaniaux. Aliénation par application de la loi du 16 juillet 1926 . . .	160	44. 14-1-1927. — Domeingoederen. Vervreemding bij toepassing van de wet van 16 Juli 1926. . .	160
45. 14-1-1927. — Taxe de séjour et de consommation. . .	163	45. 14-1-1927. — Verblijf- en verbruikstaksen . . .	163
46. 14-1-1927. — Fabrication, vente et emploi des farines . . .	164	46. 14-1-1927. — Vervaardiging, verkoop en verbruik van meel . . .	164
47. 14-1-1927. — Charbons; restrictions; réquisitions. . .	166	47. 14-1-1927. — Steenkolen; beperkingen en opeischingen. . .	166

**LOIS, ARRÊTÉS ROYAUX ET ACTES
DU GOUVERNEMENT.**

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'HYGIÈNE.**

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

Loi relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière (1).

ALBERT, Roi des Belges.

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. En vue de poursuivre le relèvement financier du pays et la préparation de la stabilisation monétaire, le Roi peut, pendant un délai de six mois, par des arrêtés délibérés en Conseil des Ministres :

Modifier ou compléter toutes dispositions en vigueur concernant la circulation fiduciaire;

Contracter des emprunts, en régler les modalités, établir toutes exemptions fiscales y afférentes et prendre toutes mesures aux fins d'arrêter ou de réduire l'inflation, de parer aux conséquences de celle-ci et d'assurer le rapatriement des capitaux;

Exercer un contrôle rigoureux sur le commerce des devises étrangères;

Approuver toutes modifications, dérogations ou additions aux statuts de la Banque Nationale, qui seraient requises

(1) Session de 1925-1926.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, n° 398. Séance du 13 juillet 1926. — Rapport, n° 400. Séance du 13 juillet 1926.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 13 et 15 juillet 1926.

SÉNAT.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 15 juillet 1926.

WETTEN, KONINKLIJKE BESLUITEN EN AKTEN DER REGERING.

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN
EN VOLSGEZONDHEID.**

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

Wet betreffende maatregelen te nemen ter verbetering van den financiëleen toestand (1).

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Ter bevordering van 's Lands financieel herstel en te voorbereiding van de muntstabilisatie, kan de Koning gedurende een termijn van zes maanden, bij door den Ministerraad beraamde besluiten :

Elke in zake geldomloop van kracht zijnde beschikking wijzigen of aanvullen;

Leeningen aangaan, de modaliteiten er van regelen, alle daarbij behorende fiskale vrijstellingen bepalen en alle maatregelen treffen om de inflatie te stuiten of te beperken, de gevolgen er van af te wenden en de repatriëring van de kapitaal te verzekeren;

Een streng toezicht uitoefenen op den handel in buitenlandse deviezen;

Alle wijzigingen, afwijkingen van of toevoegingen aan de statuten van de Nationale Bank, ter verwezenlijking van

(1) Zitting 1925-1926.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Parlementaire bescheiden. — Memorie van toelichting en tekst van het wetsontwerp, n° 398. Vergadering van 13 Juli 1926. — Verslag, n° 400. Vergadering van 13 Juli 1926.

Annales parlementaires. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 13 en 15 Juli 1926.

SENAAT.

Annales parlementaires. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 15 Juli 1926.

pour la réalisation des objets prévus par le présent article;

Affecter, de coefficients de majoration, les droits, taxes et impôts de toute nature, de manière à maintenir, s'il y a lieu, le niveau de leur rendement;

Reconnaître la validité des stipulations sur la base de l'or dans tous les actes publics ou privés;

Prescrire toutes règles propres à rétablir la fixité des évaluations portées aux inventaires et bilans;

Procéder à des allénations de biens domaniaux;

Régler la liquidation, la vente et la disposition des biens des ressortissants, ex-ennemis, mis sous séquestre;

Prendre toutes mesures destinées à réprimer les avis ou informations de nature à ébranler le crédit de l'Etat;

Prendre toutes mesures relatives au ravitaillement de la population et à la réduction de la consommation des produits de luxe.

Les contraventions aux arrêtés pris en vertu de la présente loi sont punies de peines correctionnelles, à moins que l'arrêté ne dispose que la sanction est réduite aux peines de police ou qu'il y lieu à applications des lois fiscales.

A l'expiration du délai de six mois, il sera fait rapport aux Chambres sur les mesures prises par le Gouvernement, en vertu de la présente loi.

Art. 2. La présente loi sera obligatoire le jour même de sa publication.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 16 juillet 1926.

ALBERT

PAR LE ROI :
*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

*Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,
EM. VANDERVEIDE.*

de in dit artikel voorziene oogmerken, goedkeuren;

Op de rechten, taxes en belastingen van allen aard, verhoogings-coëfficiënten toepassen, derwijze dat, zoo noodig, hun opbrengst op peil blijft;

De geldigheid erkennen van op de goudwaarde rustende bepalingen in alle openbare of private akten;

Alle regelen voorschrijven om de vastheid der waarde-bepalingen die in inventarissen en balansen voorkomen, te herstellen;

Domeingoederen vervreemden;

De liquidatie, den verkoop van en de beschikking over de onder sequester geplaatste goederen behorende aan de onderhoorigen van vroeger vijandelijke Staten regelen;

Alle geschikte maatregelen treffen tegen berichten of tijdingen om het krediet van den Staat te ondermijnen;

Alle maatregelen treffen met het oog op de bevoorrading van de bevolking en de vermindering van het verbruik der weeldeproducten.

De overtredingen van de uit kracht dezer wet genomen besluiten worden gestraft met correctionele straffen, tenzij door het besluit wordt bepaald dat de straf verminderd is tot politiestraffen of dat er grond bestaat tot toepassing van de fiskale wetten.

Bij het verstrijken van den termijn van zes maanden, wordt aan de Kamers verslag uitgebracht over de door de Regeering naar luid van deze wet genomen maatregelen.

Art. 2. Deze wet zal bindend zijn van af den dag harer bekendmaking.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den *Moniteur* bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 16 Juli 1926.

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

Le Ministre, membre du Conseil, | *De Minister, lid van den Raad,*
E. FRANCOUL

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*
PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,* | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*
CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,* | *De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*
B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,* | *De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*
H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale.* | *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Sociale Voorzorg,*
J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,* | *De Minister van Spoorwegen, Zeezezen,
Posterijen, Telegrafen, Telefoenen
en Luchtvaart,*
E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*
CH. DE BROQUEVILLE.

Scellé du sceau de l'État : | Met 's Lands zegel gezegeld :
Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*
PAUL HYMANS.

2

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

**Arrêté royal relatif à la fabrication et
à la vente des farines, du pain et
d'autres produits alimentaires.**

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative
à certaines mesures à prendre en vue
de l'amélioration de la situation finan-
cière;

Sur la proposition de Nos Ministres,
délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Il est créé un type de
farine, dénommé « farine légale ».

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

**Koninklijk besluit betreffende de ver-
vaardiging en den verkoop van meel,
brood en andere voedingswaren.**

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HALT.

Gelet op de wet van 16 Juli 1926
betreffende sommige maatregelen te
nemen met het oog op het verbeteren
van den financiëlen toestand;

Op de voordracht van Onze in Raad
vereëinigde Ministers :

Wij hebben besloten en Wij beslui-
ten :

Artikel 1. Er wordt een type van
meel ingevoerd genaamd « wettelijk
meel ».

Ce produit doit renfermer au moins toute la farine contenue dans les céréales mises en mouture.

Le type de « farine légale » sera fixé par Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.

Art. 2. Des échantillons de « farine légale » seront envoyés par le Département de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale à tout meunier qui en fera la demande.

Art. 3. Sauf les exceptions prévues aux articles 4 et 5, il est interdit :

a) De fabriquer, mettre en vente ou vendre des farines d'un type supérieur à celui de la « farine légale » ;

b) D'employer de telles farines dans les boulangeries, pâtisseries, fabriques de biscuits, de pâtes alimentaires et de pain d'épices.

Art. 4. Les fabricants de biscuits, de pâtes alimentaires et de pain d'épices, pourront, dans les conditions à déterminer par Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, faire fabriquer, dans les meuneries belges, pour leurs besoins exclusifs, des farines spéciales dont le taux d'extraction ne pourra être inférieur à 65 % pour le froment, à 60 % pour le seigle.

Art. 5. Les meuniers pourront fabriquer, pour l'exportation, des farines d'un type supérieur à celui de la farine légale, à la condition d'en obtenir préalablement l'autorisation du Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale et de n'employer que des froments ou seigles exotiques dont l'importation devra être établie par des documents.

La demande d'autorisation mentionnera le type et la quantité de farine à fabriquer, le nom et le domicile de l'acheteur, le pays de destination, ainsi que les jours de fabrication.

Art. 6. Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale est autorisé à prescrire la composition des mélanges des céréales à mettre en mouture, mélanges qui comprendront le maximum possible de céréales panifiables indigènes (froment, épeautre, seigle, méteil).

Dit product dient minstens al het meel te bevatten, dat in het te malen graan te vinden is.

Het type van « wettelijk meel » wordt door Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg bepaald.

Art. 2. Stalen van het type « wettelijk meel » worden, op aanvraag door het Departement van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg aan elken molenaar toegezonden.

Art. 3. Behoudens de uitzonderingen voorzien bij de artikelen 4 en 5, is het verboden :

a) Meel van een beter type dan dat van het « wettelijk meel » te vervaardigen, te koop aan te bieden of te verkoopen ;

b) Dergelijk meel in de brood- en banketbakkerijen alsmede in de biscuit-, voedingsdeegfabrieken en de koekbakkerijen te gebruiken.

Art. 4. De biscuits-, voedingsdeeg- en koekfabrikanten mogen, onder de door Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg vast te stellen voorwaarden, in de Belgische maalderijen, en uitsluitend voor hun behoeften, speciaal meel laten vervaardigen dat niet minder mag bevatten dan voor de tarwe 65 t. h., voor den rogge 60 t. h. gebuild meel.

Art. 5. Voor den uitvoer, mogen de molenaars een beter type dan het wettelijk meel vervaardigen, op voorwaarde dat zij de voorafgaande vergunning van den Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg hebben verkregen en dat zij daarvoor enkel vreemde tarwe of rogge gebruiken, waarvan de invoer door documenten dient bewezen.

De vergunningsaanvraag dient het type en de hoeveelheid van het te vervaardigen meel te vermelden, alsmede den naam en de woonplaats van den kooper, het land van bestemming, alsook het aantal dagen noodig voor de vervaardiging.

Art. 6. Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg is er toe gemachtigd de samenstelling voor te schrijven van de mengsels van het te malen graan, mengsels welke zoover mogelijk uit inlandsch broodkoorn dienen (tarwe, spelt, rogge, masteluin) te bestaan.

Il peut autoriser l'emploi en panification de 5 % de farine de maïs.

Art 7. Sous peine de confiscation de la farine vendue et de l'application des sanctions prévues à l'article 14; il est défendu aux meuniers, aux négociants et à tous les industriels utilisant des farines, de vendre, à partir de la publication du présent arrêté, des farines blanches à des particuliers, sauf par quantité de 1 kilogramme au maximum.

Art. 8. Un commissaire du gouvernement, à nommer par Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, sera chargé d'organiser et d'assurer le contrôle de la fabrication et de la vente des farines.

Il aura en tout temps la libre entrée des moulins à l'effet de :

1° Contrôler la fabrication et consulter les livres de fabrication et les factures d'achat des céréales ;

2° Prélever contradictoirement des échantillons à soumettre à l'analyse.

Il sera aidé par les inspecteurs des denrées alimentaires et les contrôleurs du travail, qui auront pour mission exclusive de prélever contradictoirement des échantillons de farine.

Les meuniers sont tenus de fournir au commissaire du gouvernement, ainsi qu'aux inspecteurs des denrées alimentaires et contrôleurs du travail, les renseignements qu'ils demandent pour s'assurer de l'observation du présent arrêté.

Art. 9. Le pain de ménage ne peut être fabriqué, exposé en vente ou vendu que par poids de $\frac{1}{2}$ kilogramme, de 1 kilogramme, de $1\frac{1}{2}$ kilogramme et de 2 kilogrammes.

Les pains dits « de fantaisie », tels que « pain platine », « pain galette », « pain boulot » ne peuvent être fabriqués, exposés en vente ou vendus que par les mêmes poids ou par poids de 450 grammes, 900 grammes, 1,350 grammes et 1,800 grammes.

Art. 10. Une tolérance de poids de 4 % au maximum est admise pour perte de poids après la cuisson. En

Hij mag voor de vervaardiging van het brood het gebruik van 5 t. h. maïs-meel toelaten.

Art. 7. Op straf van verbeurdverklaring van het verkochte meel en toepassing van de bij artikel 14 voorziene strafbepalingen, is het den molenaars, handelaars en alle nijveraars die meel gebruiken, verboden, van af den dag der bekendmaking van dit besluit, wit meel te verkoopen aan particulieren, uitgezonderd met hoogstens een hoeveelheid van 1 kilogram.

Art. 8. Een Regeeringscommissaris door Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg te benoemen, wordt belast met het inrichten en het verzekeren van de controle over de vervaardiging en den verkoop van het meel.

Hij heeft te allen tijd vrijen toegang tot de molens om :

1° De vervaardiging te controleren en de boeken voor de vervaardiging, alsmede de facturen betreffende den aankoop van graan, te onderzoeken ;

2° Ten overstaan van partijen stalen te nemen, ten einde die aan een ontleding te onderwerpen.

Hij wordt bijgestaan door de opzieners der voedingswaren en de arbeidscontroleurs, die uitsluitend in opdracht hebben meelstalen ten overstaan van de betrokken partijen te nemen.

De molenaars zijn ertoe gehouden aan den Regeeringscommissaris, alsmede aan de opzieners der voedingswaren en de arbeidscontroleurs, de inlichtingen te verstrekken, waarom zij verzoeken, ten einde zich van de naleving van dit besluit te verzekeren.

Art. 9. Het brood mag enkel per gewicht van een $\frac{1}{2}$ kilogram, 1 kilogram, $1\frac{1}{2}$ kilogram en 2 kilogrammen, worden vervaardigd, te koop uitgesteld of verkocht.

Het brood genaamd « fantaisie », « plaat », « galet » en « boulotbrood » mag enkel met hetzelfde gewicht of met 450, 900, 1,350 en 1,800 gram worden vervaardigd, te koop uitgesteld of verkocht.

Art. 10. Na het bakken wordt een gewichtverlies van hoogstens 4 t. h. geduld. In geen geval mag het gewicht

aucun cas, le poids des matières sèches ne pourra être inférieur à :

	Grammes.
288 grammes pour un pain dit de	450
320 id. id.	500
576 id. id.	900
640 id. id.	1,000
864 id. id.	1,350
960 id. id.	1,500
1,152 id. id.	1,800
1,280 id. id.	2,000

Art. 11. Les inspecteurs des denrées alimentaires, désignés par le gouvernement, les agents du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, chargés de relever les prix servant à établir mensuellement le nombre-index de l'augmentation ou de la diminution des prix de détail, les officiers de la police judiciaire et les agents spéciaux, chargés habituellement par les bourgmestres du contrôle des denrées alimentaires, pourront, sur présentation de leur commission, et sous les conditions et restrictions prévues par leur arrêté de nomination ou de délégation, inspecter :

1° En tout temps, les locaux utilisés pour la préparation et la fabrication du pain, de la pâtisserie, des biscuits, du pain d'épices et des pâtes alimentaires;

2° Pendant le temps qu'ils sont accessibles au public, les magasins ou boutiques affectés au dépôt, à l'exposition ou à la mise en vente des farines et des produits énumérés à l'alinéa précédent.

Ils constateront les infractions aux règlements sur la matière par des procès-verbaux. Une copie du procès-verbal sera remise au contrevenant, dans les vingt-quatre heures au plus tard, de la constatation de l'infraction, à peine de nullité.

Art. 12. Si le contrevenant est en aveu, l'agent verbalisant fera signer par le premier une déclaration à joindre au procès-verbal.

Si le contrevenant prétend prouver sa bonne foi, l'expertise des laboratoires chargés de l'analyse établira s'il y a infraction.

der droge stoffen minder bedragen dan :

	gram.
288 voor een brood genaamd brood van	450
320 id. id.	500
576 id. id.	900
640 id. id.	1,000
864 id. id.	1,350
960 id. id.	1,500
1,152 id. id.	1,800
1,280 id. id.	2,000

Art. 11. De opzieners der voedingswaren, aangesteld door de Regeering, het personeel bij het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg, belast met het opnemen van de prijzen, welke dienen om maandelijks het indexcijfer van de stijging of daling der kleinhandelsprijzen vast te stellen, de officieren der rechterlijke politie en het bijzonder personeel door de burgemeesters gewoonlijk belast met de controle over de voedingswaren, mogen op de overlegging van het bewijs waarbij zij opdracht hebben gekregen, en onder de voorwaarden en beperkingen voorzien bij hun benoemings- of machtigingsbesluit, inspecteren :

1° Te allen tijde, de lokalen gebruikt voor het bereiden en het vervaardigen van brood, banket, biscuits, peperkoek en voedingsdeeg;

2° Gedurende den tijd, dat zij voor het publiek open zijn, de magazijnen en de winkels waar meelsoorten, of in de vorige alinea opgesomde producten worden opgestlagen, uitgesteld of te koop aan aangeboden.

Zij stellen de inbreuken op desbetreffende reglementen vast door middel van verbalen. Een afschrift van het verbaal wordt den overtreder, uiterlijk binnen de vier en twintig uren, na de vaststelling der inbreuk overhandigd, op straffe van nietigheid.

Art. 12. Zoo de overtreder bekennenissen doet, dan laat de persoon die verbaliseert, door eerstgenoemde een verklaring teekenen die bij het verbaal dient gevoegd.

Zoo de overtreder verlangt te bewijzen dat hij te goedertrouw heeft gehandeld, dan wordt bij het onderzoek van de met de ontleding belaste laboratoria vastgesteld of er een inbreuk wordt gepleegd.

Pour ce qui concerne le pain, la pesée se fera sur dix pains avec maximum de deux pains dits « de côte ».

Les frais d'envoi des pains au laboratoire et les frais d'analyse seront supportés par le contrevenant.

Art. 13. Les conditions dans lesquelles s'opéreront les prises d'échantillons, la désignation des laboratoires d'analyse, de même que l'élaboration des méthodes pour déterminer le type de farine et le poids des matières sèches du pain seront réglés par arrêté du Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.

Art. 14. Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 francs à 10,000 francs,

Toutes les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal leur sont applicables.

Art. 15. Le présent arrêté entrera en vigueur le 26 juillet 1926.

Art. 16. Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 1926.

Wat betreft het brood, dienen er tien brooden, met hoogsten twee brooden, genaamd « zijde-brooden », in een keer gewogen.

De kosten van het verzenden der brooden naar de laboratoria en die betreffende de ontleding, worden door den overtreder gedekt.

Art. 13. De voorwaarden, waarin de stalen dienen genomen, de aanduiding van de laboratoria voor de ontleding, alsmede de vaststelling van de wijzen, voor het bepalen van het meel-type en het gewicht van de droge stoffen van het brood, worden geregeld bij besluit van den Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg.

Art. 14. De inbreuken op de bepalingen van dit besluit worden gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met geldboete van 100 frank tot 10,000 frank.

Al de bepalingen van boek I van het Wetboek van Strafrecht zijn van toepassing op die inbreuken.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 26 Juli 1926.

Art. 16. Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 19 Juli 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Minister,
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | De Minister, lid van den Raad,
E. FRANQUIL.

Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,
PAUL HYMANS.

Le Ministre des Sciences | De Minister van Wetenschappen
et des Arts, | en Kunsten,

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances | De Minister van Financiën
et Ministre des Colonies, | en Minister van Koloniën,

B^{on} HOUTART.

Le Ministre de l'Agriculture | De Minister van Landbouw
et Ministre des Travaux publics, | en Minister van Openbare Werken,

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Sociale Voorzorg,*

J. WAUTERS,

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeezezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

3

Mesures destinées à réprimer les avis
ou informations de nature à ébranler
le crédit de l'Etat.

Maatregelen bestemd om de berichten
of tijdingen, die uiteraard's Lands
krediet kunnen ondermijnen, te
beteugelen.

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, HEIL.

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative
à certaines mesures à prendre en vue de
l'amélioration de la situation financière;

Gezien de wet van 16 Juli 1926,
betreffende sommige maatregelen die te
nemen zijn ter verbetering van den
financieelen toestand;

Considérant que, sans porter atteinte
aux principes consacrés par l'article 98
de la Constitution qui établit le jury
pour tous délits politiques et de la
presse, il y a lieu de réprimer les avis
et informations qui sont de nature à
ébranler le crédit de l'Etat;

Overwegende dat zonder inbreuk te
maken op de beginselen die zijn vast-
gelegd in artikel 98 der Grondwet,
waarbij de jury wordt ingesteld voor al
de politieke misdrijven en persmisdrijven
er termen zijn om de berichten en tij-
dingen, die uiteraard's Lands krediet
kunnen ondermijnen, te beteugelen;

Sur la proposition de Nos Ministres
délibérée en Conseil,

Op voorstel van Onze in Raad veree-
nigde Ministers,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten et Wij be-
sluiten :

Article 1^{er}. Quiconque répand sciemment et volontairement quelque avis ou information de nature à ébranler le crédit de l'Etat est puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs ou d'une de ces peines seulement.

Artikel 1. Hij die opzettelijk en vrij-
willig eenig bericht of eenige tijding
verspreidt die uiteraard's Lands krediet
kunnen ondermijnen, wordt gestraft
met gevangenisstraf van drie maanden
tot twee jaar en met geldboete van vijf-
honderd frank tot tien duizend frank of
met een van die straffen alleen.

Le minimum de ces peines est doublé
lorsque le coupable a agi dans un des-
sein de lucre ou pour procurer un profit
à autrui.

Het minimum van die straffen wordt
verdubbeld wanneer de schuldige heeft
gehandeld uit winstbejag of om aan een
ander voordeel te verschaffen.

Art. 2. Toutes les dispositions du
livre I^{er} du Code pénal sont applicables
aux infractions prévues par le présent
arrêté.

Art. 2. Al de bepalingen van boek I
van het Wetboek van Strafrecht zijn van
toepassing op de bij dit besluit voor-
ziene misdrijven.

Art. 3. Les tribunaux correctionnels
connaissent de ces infractions, sous

Art. 3. Van die misdrijven nemen de
correctioneele rechtbanken kennis onder

réserve de l'application du titre I^{er} de la loi du 15 juin 1899.

Art. 4. Le présent arrêté sera exécutoire dès le jour de sa publication.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 1926.

voorbehoud van de toepassing van titel I der wet van 15 Juni 1899.

Art. 4. Dit besluit wordt van kracht op den dag zijner bekendmaking.

Gegeven te Brussel, den 19^e Juli 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
E. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | *De Minister, lid van den Raad,*
E. FRANCOUL.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*
PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,* | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAMILLE HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,* | *De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*

Bon. M. HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,* | *De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*
H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,* | *De Minister van Nijverheid, Arbeid,
en Sociale Voorzorg,*
J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,* | *De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegrafien, Telefonen
en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*
CH. DE BROQUEVILLE.

4

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

Arrêté royal relatif à l'exportation de la houille, du coke et des agglomérés de houille.

ALBERT, Roi des Belges,
A tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 30 décembre 1925, portant prorogation de la loi du 23 jan-

CABINET VAN DEN EERTEN MINISTER.

Koninklijk besluit betreffende den uitvoer van steenkool, van cokes en van steenkoolbriketten.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de wet van 30 December 1925, houdenden verlenging der wet van

vier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'exportation de la houille, du coke et des agglomérés de houille peut être limitée et réglementée par Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.

Art. 2. Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 24 juillet 1926.

25 Januari 1923, omtrent den in-, uit- en doorvoer van goederen en effecten;

Op het door Onze in Raad vereenigde Ministers beraamde voorstel,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De uitvoer van steenkool, van cokes en van steenkoolbriketten kan beperkt en geregeld worden door Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg.

Art. 2. Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit, dat in werking treedt den dag der bekendmaking er van in den *Moniteur*,

Gegeven te Brussel, den 24^e Juli 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :
*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

VAN 'S KONINGS WEGE :
*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASRPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
E. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | *De Minister, lid van den Raad,*
E. FRANQUIL.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie.*
P. HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,* | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,* | *De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën.*

B^{ou} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,* | *De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,* | *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Sociale Voorzorg,*

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,* | *De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*
CH. DE BROQUEVILLE.

5

**Prix maxima de vente du charbon
pour la consommation intérieure.**

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT,

Vu la loi du 16 juillet 1926, relative
à certaines mesures à prendre en vue de
l'amélioration de la situation financière ;

Considérant qu'il est d'intérêt gé-
néral que des mesures soient prises pour
assurer le ravitaillement de la popula-
tion en charbon ;

Sur la proposition de nos Ministres,
délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. Notre Ministre de
l'Industrie, du Travail et de la Pré-
voyance sociale est chargé de fixer les
prix maxima de vente des charbons
pour la consommation intérieure.

Donné à Bruxelles, le 21 juillet 1926.

**Maxima verkoopprijzen van kolen
voor binnenlandsch verbruik.**

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, HEIL,

Gezien de wet van 16 Juli 1926, be-
treffende maatregelen te nemen ter ver-
betering van de financieele toestand ;

Overwegende dat er in het algemeen
belang maatregelen dienen getroffen
opdat de bevolking zich van de noodige
kolen kunne voorzien ;

Op het door Onze in Raad vereenigde
Ministers beraamde voorstel,

Wij hebben besloten en Wij be-
sluiten :

Eenig artikel. Onze Minister van
Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke
Voorzorg is belast met het bepalen van
de maximaprijzen voor den verkoop van
kolen voor binnenlandsch verbruik.

Gegeven te Brussel, den 24 Juli 1926.

ALBERT

PAR LE ROI :
*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

VAN 'S KONINGS WEGE :
*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,
E. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | De Minister, lid van den Raad,
E. FRANCOU.

Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,
PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences | De Minister van Wetenschappen
et des Arts, en Kunsten,*
CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances | De Minister van Financiën
et Ministre des Colonies, en Minister van Koloniën,*
B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture | De Minister van Landbouw
et Ministre des Travaux publics, en Minister van Openbare Werken,*
H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail | De Minister van Nijverheid, Arbeid
et de la Prévoyance sociale, en Maatschappelijke Voorzorg,*
J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegraafen, Telefonen
en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

*Le Ministre de la Défense Nationale, De Minister van Landsverdediging,
Cu. DE BROQUEVILLE.*

6

Arrêté royal fixant l'heure de fermeture des établissements publics.

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière;

Considérant que, dans la période difficile que traverse le pays, le devoir de réaliser des économies incombe aux particuliers, au même titre qu'aux pouvoirs publics, et qu'il convient, notamment, de réduire les dépenses de luxe;

Considérant qu'à ce point de vue, il importe de fixer, d'une manière générale, l'heure de fermeture des établissements publics (cafés, restaurants, dancings, etc.);

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêtés et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans toutes les villes et communes du pays, les établissements publics (cafés, restaurants, dancings, etc.) seront fermés, tous les jours, à une heure du matin.

Toutefois, les hôteliers peuvent recevoir, après cette heure, les voyageurs qui se présentent pour loger.

Jusqu'au 1^{er} octobre 1926, la disposition de l'alinéa 1^{er} ne sera pas appliquée dans les villes d'Ostende, Blankenberghe et Spa.

L'autorisation de tenir les établissements ouverts après une heure du matin, peut également être accordée, à titre exceptionnel, par le collège des bourgmestre et échevins, pendant sept jours au plus chaque année, à l'occasion de kermesses ou de réjouissances populaires.

Koninklijk besluit tot vaststelling van het sluitingsuur van de openbare gelegenheden.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de wet van 16 Juli 1926 betreffende maatregelen, te nemen ter verbetering van den financieelen toestand;

Overwegende dat, in de moeilijke tijden die het land doormaakt, de bezuinigingsplicht op de private personen evenals op de openbare besturen rust en het inzonderheid past, de weelde-uitgaven te verminderen;

Overwegende dat het er, in verband daarmee, op aankomt het sluitingsuur te bepalen van de openbare gelegenheden in het algemeen (koffiehuizen, restauraties, dansgelegenheden, enz.);

Op het door Onze, in Raad vereenigde, Ministers beraamde voorstel,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Voor al de steden en gemeenten van het land, wordt het sluitingsuur voor de openbare gelegenheden (koffiehuizen, restauraties, dansgelegenheden, enz.) vastgesteld op één uur 's morgens, elken dag.

De hotelhouders mogen echter, ook na dit uur, de reizigers toelaten die zich aanmelden om te overnachten.

Tot 10 October 1926, geldt de bepaling van artikel 1 niet voor de steden Oostende, Blankenberghe en Spa.

De toelating om gelegenheden open te houden na één uur 's morgens kan bij uitzondering ook verleend worden door het college van burgemeester en schepenen, gedurende ten hoogste zeven daags ieder jaar, ter gelegenheid van kermissen of volksvermakelijkheden.

Art. 2. Tout tenancier qui contrevient à l'article précédent sera condamné à une amende de 100 à 1,000 francs.

La peine sera doublée, en cas de récidive, dans les six mois qui suivent la condamnation.

Art. 3. Le texte du présent arrêté sera affiché, d'une manière apparente, dans tous les établissements publics, par les soins et aux frais du tenancier de l'établissement.

Toute infraction à cette disposition sera punie des peines de police.

Art. 4. Le présent arrêté sera obligatoire le jour même de sa publication.

Donné à Bruxelles, le 24 juillet 1926.

Art. 2. De houder van een openbare gelegenheid, die het vorig artikel overtreedt, wordt gestraft met geldboete van 100 tot 1,000 frank.

Bij herhaling binnen zes maand na de veroordeeling, wordt de straf verdubbeld.

Art. 3. De tekst van dit besluit wordt, op een zichtbare plaats, in al de openbare gelegenheden aangeplakt door toedoen en op kosten van den houder der gelegenheid.

Elke inbreuk op deze bepaling wordt met de politiestrafen gestraft.

Art. 4. Dit besluit wordt van kracht op den dag van zijn bekendmaking.

Gegeven te Brussel, den 24 Juli 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :
*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

VAN 'S KONINGS WEGE :
*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | *De Minister, lid van den Raad,*
E. FRANQUI.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*
PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences,
et des Arts,* | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,* | *De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*

B^{ou} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,* | *De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,* | *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Sociale Voorzorg,*

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,* | *De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegraafen, Telefonen
en Luchtvaart,*

E. ANSÉELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*
CH. DE BROQUEVILLE.

MINISTÈRE DES FINANCES
ET MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Droit de timbre sur les passeports
à l'étranger.

ALBERT, Roi des Belges,
A tous présents et à venir, SALUT,

Vu la loi du 16 juillet 1926 portant notamment qu'en vue de poursuivre le relèvement financier du pays et la préparation de la stabilisation monétaire, le Roi peut, pendant une période de six mois, par des arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, affecter, de coefficients de majoration, les droits, taxes et impôts de toute nature, de manière à maintenir, s'il y a lieu, le niveau de leur rendement;

Considérant que les passeports à l'étranger sont frappés d'un droit de timbre fixe de 8 francs par l'article 11, 4^o, de la loi du 21 mars 1891:

Considérant que ce droit n'a pas été relevé jusqu'ici, bien que, depuis 1921, le pouvoir d'achat de notre monnaie ait sensiblement diminué et que la durée de validité des passeports qui était auparavant d'une année ait été portée à deux années;

Considérant qu'il y a lieu d'augmenter le dit impôt en tenant compte de cette double circonstance;

Sur la proposition de Nos Ministres réunis en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le droit de timbre est fixé, pour les passeports à l'étranger, à 50 francs.

Art. 2. Le présent arrêté entrera en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Nos Ministres des Affaires étrangères et des Finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 juillet 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur,
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

MINISTERIE VAN FINANCIËN
EN MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN.

Zegelrecht op de reispassen
naar den vreemde.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEN.

Gezien de wet van 16 Juli 1926 houdende inzonderheid dat de Koning kan, ter bevordering van 's Lands financieel herstel en ter voorbereiding van de muntstabilisatie, gedurende een termijn van zes maanden, bij door den Ministerraad beraamde besluiten, op de rechten, taxes en belastingen van allen aard, verhoogingscoëfficiënten toepassen, derwijze dat zoo noodig, hun opbrengst op peil blijft;

Overwegende dat, bij artikel 11, 4^o, der wet van 21 Maart 1891, de reispassen naar den vreemde belast worden met een vast recht van 8 frank;

Overwegende dat dit recht tot nog toe niet verhoogd werd, alhoewel sedert 1921, het aanwervingsvermogen van onze munt merkkelijk gedaald is, en de geldigheidsduur der reispassen die certijds één jaar bedroeg tot op twee jaar gebracht werd;

Overwegende dat bedoelde helasting onder inachtneming dezer dubbele omstandigheid dient vermeerderd te worden;

Op de voordracht van Onzen Ministeraad,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Het zegelrecht wordt voor de reispassen naar den vreemde op 50 frank gesteld.

Art. 2. Het huidig besluit zal in voege treden den dag na zijne bekendmaking in den *Moniteur belge*.

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Financiën worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 26ⁿ Juli 1926

VAN 'S KONINGSWEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | De Minister, lid van den Raad,
E. FRANCOU.

Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,
PAUL HYMANS.

Le Ministre des Sciences | De Minister van Wetenschappen
et des Arts, | en Kunsten,
CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances | De Minister van Financiën
et Ministre des Colonies, | en Minister van Koloniën,
B^{on} HOUTART.

Le Ministre de l'Agriculture | De Minister van Landbouw
et Ministre des Travaux publics, | en Minister van Openbare Werken,
H. BAELS.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail | De Minister van Nijverheid, Arbeid
et de la Prévoyance sociale, | en Sociale Voorzorg,
J. WAUTERS.

Le Ministre des Chemins de fer, Marine, | De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Postes, Télégraphes, Téléphones | Posterijen, Telegrafen, Telefonen
et Aéronautique, | en Luchtvaart,
E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale. | De Minister van Landsverdediging,
CH. DE BROQUEVILLE.

8

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

Arrêté royal augmentant la bonification sur les paiements anticipatifs de la surtaxe foncière établie par la loi du 7 juin 1926.

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1^{er}, 3 et 8 de la loi du 7 juin 1926, portant modification des lois sur la contribution foncière, la taxe sur les jeux et paris, la taxe sur les spectacles ou divertissements publics, la taxe sur les automobiles et la contribution personnelle;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 16 juillet 1926 donnant au Roi le pouvoir de prendre, par des arrêtés délibérés en Conseil des ministres, notamment « toutes mesures aux fins d'arrêter ou de réduire l'inflation »;

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

Koninklijk besluit houdende dat een verhooging van vergoeding wordt verleend voor het betalen, vóór den tijd, van de bij wet van 7 Juni 1926 ingevoerde bijslag-grondbelasting.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 1, 3 en 8 van de wet van 7 Juni 1926, tot wijziging van de wetten op de grondbelasting, de taxe op het spel en de weddenschappen, de taxe op de openbare vertooningen of vermakelijkheden, de taxe op de automobielen en de personeele belasting.

Gelet op artikel 1 van de wet van 16 Juli 1926 waarbij aan den Koning de macht verleend wordt om, bij door den Ministerraad beraamde besluiten, onder meer : « alle maatregelen te treffen om de inflatie te stuiten of te beperken » ;

Considérant que, dans ce but, il est urgent d'assurer au Fonds d'amortissement de la dette publique des rentrées importantes et immédiates;

Sur la proposition de Nos Ministres, en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La bonification de 25 % prévue par l'article 3 de la loi du 7 juin 1926 sera portée à 30 %, si les intéressés acquittent, avant le 1^{er} septembre prochain, les quatre annuités de la surtaxe foncière sur la base de l'impôt soit de 1925, soit de 1926, si celui-ci est déjà établi.

La dite réduction sera également accordée pour le supplément éventuellement exigible, si le paiement en est effectué dans le mois de la délivrance de l'avertissement-extrait du rôle y relatif.

Art. 2. Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 juillet 1926.

Overwegende dat het, met het oog daarop, dringend noodig is aan het Fonds tot delging der Staatsschuld zonder verwijl belangrijke inkomsten te verzekeren;

Op het door Onze in Raad vereenigde Ministers beraamde voorstel,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De bij artikel 3 van de wet van 7 Juni 1926 voorziene vergoeding van 25 t. h. wordt tot 30 t. h. vermeerderd, indien de belanghebbenden vóór 1 September a. s. de vier annuïteiten afbetalen van de bijslag-grondbelasting, berekend hetzij naar de belasting voor 1925, hetzij naar die voor 1926, indien deze reeds vastgesteld werd.

Voormelde vergoeding wordt eveneens verleend voor het eventueel invorderbaar aanvullend bedrag, indien dit wordt bepaald binnen de maand na de aflevering van het waarschuwing-uitreksel uit de daarop betrekking hebbende rol.

Art. 2. Dit besluit wordt van kracht op den dag van zijn bekendmaking.

Art. 3. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 27 Juli 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur,
et de l'Hygiène,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,
Em. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | De Minister, lid van den Raad,
E. FRANCQUI.

Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,
PAUL HYMANS.

Le Ministre des Sciences | De Minister van Wetenschappen
et des Arts, en Kunsten,

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances | De Minister van Financiën
et Ministre des Colonies, en Minister van Koloniën,

B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Sociale Voorzorg,*

J. WAUTERS,

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique.*

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegraafen, Telefonen
en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

9

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

RAPPORT AU ROI.

VERSLAG AAN DEN KONING.

SIRE,

SIRE,

La loi du 16 juillet 1926 a autorisé le gouvernement à prendre toutes mesures aux fins d'arrêter ou de réduire l'inflation fiduciaire.

Les variations désordonnées du change ont dérégulé toutes les transactions, tous les contrats, toutes les conventions de salaires; il en découle des situations toujours difficiles, souvent graves et qui peuvent devenir désastreuses; il importe d'y mettre fin dans le plus bref délai par la stabilisation de notre monnaie; le salut du pays est à ce prix et l'accord est unanime sur ce point.

Mais il n'y a pas de stabilisation possible sous la menace permanente d'une dette flottante exagérée.

Or, la dette flottante intérieure, seule, atteint en petites coupures de 1,000 et de 5,000 francs, 3 milliards 100 millions, et en grosses coupures, 900 millions, qui peuvent, à tout moment, être réclamés, sans compter les Bons à 5 ans, venant à échéance le 1^{er} décembre prochain, et dont le chiffre atteint plus de 1 milliard 800 millions.

L'Etat pourra se trouver ainsi placé, au cours des quatre mois qui vont

De wet van 16 Juli 1926 heeft er de Regeering toe gemachtigd alle maatregelen te nemen ten einde de geldinflatie te stuiten of te verminderen.

De buitensporige veranderingen van den wisselkoers hebben al de transacties, al de contracten, al de salaris-overeenkomsten in de war gebracht; daardoor ontstaan er toestanden die altijd moeilijk en vaak ernstig zijn en die rampzalig kunnen worden; het is noodig daaraan zoo spoedig mogelijk een einde te stellen door de stabilisatie van onze munt; het heil van het land hangt er van af en daarover is iedereen het eens.

Maar er is geen stabilisatie mogelijk onder de aanhoudende bedreiging van eene overdreven vlottende schuld.

Nu, de binnenlandsche vlottende schuld alleen bereikt in kleine coupures van 1,000 en van 5,000 frank, 3 milliard 100 millioen, en in groote coupures, 900 millioen, welke sommen ieder oogenblik kunnen opgeëischt worden, zonder te spreken van de bons op vijf jaar, vervallend op 1 December aanstaande en die een cijfer van meer dan 1 milliard 800 millioen overschrijden.

De Staat kan zich aldus, in den loop der vier eerstvolgende maanden, ge-

suivre, devant l'éventualité du remboursement d'une somme totale de plus de 5 milliards 800 millions, sans compter la dette flottante extérieure.

Chacun sait que le Trésor ne dispose pas de sommes aussi considérables. Certes, l'équilibre du Budget a été assuré pour 1926 et le sera pour 1927; mais toutes les disponibilités sont nécessaires pour maintenir cet équilibre, pour payer les travaux extraordinaires en cours (bien qu'ils aient cependant été réduits à l'extrême), pour parfaire la liquidation des dommages de guerre et pour assurer les pensions dues aux invalides et aux victimes de la guerre.

En présence de cette situation, le Parlement se vit, lors de la crise d'il y a trois mois, dans la nécessité de voter la loi du 19 mai 1926 permettant à la Banque Nationale d'augmenter de 1,500 millions le montant à concurrence duquel elle est autorisée à escompter des Bons du Trésor. C'était par voie de conséquence autoriser une émission nouvelle de billets de banque pouvant atteindre un milliard et demi. Au moment de ce vote, la Banque Nationale avait déjà avancé à l'Etat plus de 600 millions de francs. Depuis lors, par suite de remboursements de Bons du Trésor, ces avances ont dépassé 1 milliard, soit une augmentation de plus de 400 millions.

Pour faire face à cette aggravation continue du découvert de l'Etat, il est impossible de recourir à une nouvelle émission de billets. Pareille mesure serait mortelle pour notre franc. Les événements qui se sont déroulés, il y a peu d'années, en Allemagne et en Autriche, démontrent, d'une façon lumineuse, que, dès qu'on se laisse entraîner par l'inflation, la chute de la monnaie s'accélère avec une rapidité vertigineuse. Il a fallu huit ans environ pour que le marc allemand tombât à 200 mares pour une livre sterling; il n'a plus fallu déjà que neuf mois pour qu'il tombât de 200 à 1,500 mares pour une livre; et quand il eût atteint ce degré de dépréciation, il a suffi de quelques jours pour qu'il s'écroulât et atteignit le taux de

plaatst zien voor de eventualiteit van het terugbetalen eener totale som van meer dan 5 milliard 800 millioen, zonder van de buitenlandsche vlottende schuld te spreken.

Het is eenieder bekend dat de Schatkist niet over zoo aanzienlijke sommen beschikt. Voorzeker werd het evenwicht der Begrooting voor 1926 verzekerd en zal het voor 1927 verzekerd zijn, maar al de beschikbare gelden zijn noodig om dit evenwicht te behouden om de ingang zijnde buitengewone werken te betalen (alhoewel dezès aantal tot het uiterste verminderd werd), om de vereffening der oorlogsschade te volcindigen en om de pensioenen verschuldigd aan de invaliden en aan de oorlogsslachtoffers te verzekeren.

Gezien deze toestand, zag het Parlement zich verplicht, ten tijde van de crisis van voor drie maanden, de wet van 19 Mei 1926 aan te nemen, waarbij de Nationale Bank er toe gemachtigd werd het bedrag tot het beloop waarvan het haar toegelaten is Schatkistbons te disconteeren, met 1,500 millioen te vermeerderen. Dit kwam er op neer eene nieuwe uitgifte van bankbiljetten, welke 1 milliard 500 millioen kon bereiken, toe te laten. Op het oogenblik dezer stemming had de Nationale Bank aan den Staat reeds meer dan 600 millioen frank voorgeschooten. Sedertdien hebben deze voorschotten, ten gevolge van terugbetalingen van Schatkistbons, 1 milliard overschreden, hetzij eene vermeerdering van meer dan 400 millioen.

Ten einde het hoofd te bieden aan deze aanhoudende vermeerdering van het te kort van den Staat, is het onmogelijk tot eene nieuwe uitgifte van biljetten over te gaan. Een dergelijke maatregel zou dooddelijk zijn voor onzen frank. De gebeurtenissen die zich voor enkele jaren in Duischland en in Oostenrijk afgespeeld hebben, toonen duideijk aan dat, zoodra men zich door de inflatie laat medeslepen, de val van de munt met duizelingwekkenden spoed versnelt. Er zijn ongeveer acht jaren noodig geweest om de Deutsche mark tot 200 mark voor een pond sterling te zien vallen; maar negen maanden waren genoeg om ze van 200 tot 1,500 mark voor een pond te zien vallen; en wanneer ze dezen graad van waardevermin-

plusieurs millions de mares pour une livre.

Où mène l'inflation, il n'est plus nécessaire aujourd'hui de le montrer : diminution progressive du pouvoir d'achat intérieur de la monnaie devancé par la dévaluation de celle-ci à l'extérieur; déséquilibre du budget ayant comme conséquence une inflation nouvelle; appauvrissement de l'ensemble du pays au profit de l'étranger qui, à la faveur de la dépréciation de la monnaie, accapare une importante portion de la richesse nationale. Telle est la pente fatale sur laquelle la population belge — industriels, cultivateurs, commerçants, ouvriers — n'admettra jamais qu'on la laisse glisser. Pour cela, il faut, non seulement se refuser à tout prix à l'émission de nouveaux billets de banque, mais rembourser au plus tôt ceux qui ont déjà été émis en trop.

Dans le but d'opérer cet amortissement indispensable, le Parlement a voté récemment des impôts extraordinaires, se montant à 1,500 millions par an et ce, pour une durée de quatre années. Ces impôts rentrent à raison de 125 à 150 millions de francs par mois, mais un calcul sommaire démontre que ces rentrées ne suffiraient pas à faire face immédiatement à tous les besoins, dont les plus pressants et les plus importants viennent surtout des demandes de remboursement de Bons du Trésor. Ces demandes se sont accentuées sous l'influence de la récente crise des changes.

En vue d'amortir ces Bons du Trésor, le Gouvernement a obtenu de la quasi-unanimité du Parlement que l'exploitation de nos chemins de fer fût confiée à une société nationale, gérée industriellement, et dont la majeure partie du capital, soit 10 milliards sur 11, pût être offerte au public sous forme d'actions privilégiées.

Ces actions privilégiées rapporteront un intérêt fixe de 6 %, payé par l'État, plus une participation de 50 % dans les

dering bereikt had, zijn enkele dagen voldoende geweest om ze te doen ineensorten en een waarde van verschillende millioenen marken voor een pond te doen bereiken.

Het is thans niet meer noodig aan te toonen waartoe de inflatie leidt : progressieve vermindering van de binnenslandsche koopkracht der munt, die voorbijgelopen wordt door hare waardevermindering in het buitenland; verstoord evenwicht der Begrooting dat eene nieuwe inflatie voor gevolg heeft; verarming van het land in het algemeen ten bate van den vreemdeling die, dank zij de waardevermindering van de munt, zich een aanzienlijk deel van 's lands rijkdom toeïgent. Ziedaar de gevaarlijke helling waarop de Belgische bevolking — nijveraars, landbouwers, handelaars, werklieden — nooit zal toelaten dat men haar late glijden. Daarom dient men, niet alleen kost wat kost te weigeren dat nieuwe bankbiljetten worden uitgegeven, maar ook zoo spoedig mogelijk deze welke reeds te veel uitgegeven zijn, terug te betalen.

Met het doel deze noodzakelijke delging zoo spoedig mogelijk uit te voeren, heeft het Parlement onlangs buitengewone belastingen aangenomen voor een bedrag van 1,500 miljoen per jaar, en dit voor een duur van vier jaren. Deze belastingen komen binnen met 125 à 150 miljoen per maand, maar een vlugge berekening doet zien dat deze ontvangsten niet voldoende zouden zijn om onmiddellijk aan al de behoeften, waarvan de dringendste en de belangrijkste voornamelijk ontstaan door de vragen om terugbetaling van Schatkistbons, het hoofd te bieden. Deze vragen zijn toegenomen onder den invloed van de jongste crisis der wisselkoersen.

Met het oog op de aflossing van deze Schatkistbons heeft de Regeering met bijna algemeene stemmen van het Parlement verkregen dat de uitbating van onze spoorwegen toevertrouwd werd aan een op industriele wijze beheerde nationale maatschappij, van wier kapitaal het grootste gedeelte, namelijk 10 milliard op de 11, aan het publiek onder den vorm van preferente aandelen kon worden aangeboden.

Deze preferente aandelen zullen een vasten door den Staat betaalden interest van 6 t. h. opbrengen, met boven-

bénéfices éventuels, ce qui pourra représenter de 2 à 3 % de supplément. Cet intérêt fixe et ce dividende seront exempts de l'impôt sur les revenus. De plus, les actions ainsi créées jouiront d'un avantage considérable : la garantie de change.

Résolu à poursuivre la lutte contre le péril mortel d'une inflation nouvelle, le Gouvernement a décidé de convertir en actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges tous les Bons du Trésor intérieurs à six mois et ceux échéant le 1^{er} décembre 1926.

Cette opération, non seulement aura pour résultat d'enrayer radicalement toute émission de nouveaux billets de banque pour compte de l'État, mais elle assurera, grâce au Fonds d'amortissement, la réduction du nombre des billets en cours. D'autre part, elle ne cause aucun préjudice à l'épargne, bien au contraire, elle substitue à un Bon du Trésor intérieur, dont les intérêts vont, du reste, être réduits, une nouvelle valeur dont la stabilité est garantie et dont le rendement, supérieur à celui des Bons du Trésor, est garanti lui-même contre les risques du change.

Toutefois, il sera loisible aux détenteurs de Bons du Trésor qui n'accepteront pas cette conversion, d'échanger leurs titres actuels contre des bons nouveaux; à cette fin, il pourront faire estampiller ceux qu'ils possèdent du 9 au 14 août inclusivement et il leur sera remis, ultérieurement en échange, des bons nouveaux à 5 %, remboursables par le Fonds d'amortissement de la dette publique, qui s'enrichit chaque mois d'une somme de 125 à 150 millions.

D'autre part, comme certains détenteurs de Bons du Trésor, tels les caisses d'épargne, les établissements d'utilité publique et les institutions de crédit, pourraient se trouver dans la nécessité de mobiliser une partie de leurs bons, notamment en vue d'accorder des avances nécessitées par les besoins du commerce et de l'industrie, ils pourront, après estampillage dans le délai ci-dessus

dien een deel van 50 t. h. in de eventuele winsten, wat een supplement van 2 tot 3 t. h. zal kunnen vertegenwoordigen. Deze vaste interest en dit dividend zullen vrijgesteld zijn van de belasting op de inkomsten. Bovendien zullen de aldus uitgegeven aandelen een aanzienlijk voordeel genieten : den waarborg van den wisselkoers.

Vast besloten den strijd tegen het doodelijk gevaar van eene nieuwe inflatie voort te zetten, heeft de Regering het besluit genomen al de binnenlandsche Schatkistbons op zes maanden, en die welke op 1 December 1926 vervallen om te zetten in preferente aandelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

Deze verrichting zal niet alleen voor nitslag hebben op radicale wijze alle uitgifte van nieuwe bankbiljetten voor rekening van den Staat te stuiten, maar zij zal, dank zij het Delgingsfonds, de vermindering van het aantal der thans in omloop zijnde bankbiljetten verzekeren. Van den anderen kan benadeelt zij op geenerlei wijze de spaarders; wel integendeel, zij vervangt den binnenlandsche Schatkistbon, waarvan trouwens de interesten verminderd zullen worden, door een nieuwe waarde, waarvan de stabiliteit gewaarborgd is en waarvan de opbrengst, welke grooter dan die der Schatkistbons is, zelf tegen de risico's van den wisselkoers gewaarborgd is.

Echter zullen de houders van binnenlandsche Schatkistbons, die deze omzetting niet aanvaarden, vrij zijn hunne huidige titels tegen nieuwe bons te ruilen; te dien einde zullen zij de titels die zij bezitten, van 9 tot en met 14 Augustus kunnen doen afstempelen en zullen hun later, in ruil, nieuwe bons aan 5 t. h., terugbetaalbaar door het Delgingsfonds der Staatsschuld, dat elke maand met eene som van 125 tot 150 millioen verrijkt wordt overhandigd worden.

Daar van den anderen kant zekere houders van binnenlandsche Schatkistbons, zooals de spaarkassen, de inrichtingen van openbaar nut en de kredietinstellingen, zich in de noodzakelijkheid zouden kunnen bevinden een gedeelte hunner bons te mobiliseeren, inzonderheid ten einde de voorschotten door de behoeften van den handel of de nijverheid noodig gemaakt, te kunnen ver-

indiqué, conclure avec le Ministre des Finances, le Comité du Trésor entendu, des arrangements particuliers leur permettant de recevoir les titres spéciaux qui leur assureront éventuellement les disponibilités nécessaires.

Le Gouvernement ne procédera pas à cette conversion, sans donner aux porteurs de rente, qui, depuis l'armistice, ont particulièrement souffert de la dévalorisation du franc, la possibilité de participer à l'émission des actions de la Société des Chemins de fer dans des conditions compensant partiellement le dommage qu'ils ont subi.

Cette seconde opération se poursuivra aussitôt après la première et sera annoncée aux intéressés par la voie du *Moniteur belge* et de la presse.

Moyennant le versement d'un léger supplément, les détenteurs de rente pourront échanger leurs obligations contre des actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges; cet échange sera basé sur un cours nettement supérieur à celui auquel leurs titres de rente seront, à ce moment, cotés en bourse. Les actions qu'ils recevront bénéficieront, naturellement, de tous les avantages qui y sont attachés : change garanti, intérêt fixe, dividende et exemption d'impôts sur les revenus.

Telle est l'économie du plan dont la réalisation apparaît au Gouvernement — il tient à le répéter — comme une des conditions essentielles à l'accomplissement de la tâche qu'il s'est imposé de mener à bonne fin.

L'arrêté royal ci-après consacre ces mesures; il prévoit — sous la réserve de la faculté d'estampillage — l'échange de tous les Bons du Trésor intérieur en circulation arrivant en échéance d'ici au 31 janvier 1927 contre des actions privilégiées de la *Société nationale des Chemins de fer belges*; il assure à ces derniers titres le bénéfice du change garanti, en même temps qu'il accorde aux intérêts y afférents une immunité

leenen, zullen zij, na afstempeling binnen den hierboven aangeduiden tijd, met het Ministerie van Financiën, het Comité der Schatkist gehoord zijnde, afzonderlijke schikkingen kunnen treffen, waardoor zij in staat worden gesteld bijzondere titels te ontvangen die hun eventueel de noodige beschikbare gelden zullen verzekeren.

De Regeering zal niet tot deze omzetting overgaan zonder de houders van rentetitels, die sedert den wapenstilstand, bijzonder geleden hebben door de waardevermindering van den frank, in de gelegenheid te stellen aan de uitgifte der aandelen van de Maatschappij der Spoorwegen deel te nemen in voorwaarden waardoor de door hen geleden schade gedeeltelijk vergoed wordt.

Deze tweede verrichting zal onmiddellijk na de eerste worden uitgevoerd en zal aan de belanghebbenden door het *Belgisch Staatsblad* en de pers worden bekend gemaakt.

Mits de storting van een klein supplement, zullen de houders van rentetitels hunne schuldbrieven kunnen inruilen tegen preferente aandelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen; deze ruiling zal gebaseerd zijn op een beslist hooger koers dan dien waaraan hunne rentetitels dan ter Beurze zullen genoteerd staan.

De aandelen die zij zullen ontvangen zullen natuurlijk al de voordeelen genieten die er aan verbonden zijn : gewaarborgde wissel, vaste interest, dividend en vrijstelling van belastingen op de inkomsten.

Ziedaar de economie van het plan waarvan de verwezenlijking aan de Regeering — zij houdt er aan het te herhalen — voorkomt als eene der noodzakelijke voorwaarden tot vervulling van de taak die zij zich opgelegd heeft tot een goed einde te brengen.

Het navolgend Koninklijk besluit huldigt deze maatregelen; het voorziet — onder voorbehoud van het recht van afstempeling — de uitwisseling van al de in omloop zijnde binnenlandsche Schatkistbons die van nu tot 31 Januari 1927 vervallen tegen preferente aandelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen; het verzekert aan deze laatste titels het voordeel van den gewaarborgden wissel, terwijl het

complète en matière d'impôts sur les revenus.

Le Gouvernement a la conviction que cette opération de vaste envergure aura une influence décisive sur le relèvement de la valeur de notre monnaie et qu'elle est absolument indispensable pour préparer la stabilisation de celle-ci; il espère que la population tout entière en comprendra l'importance primordiale et qu'elle en facilitera, avec confiance, la réalisation.

Nous avons l'honneur d'être,

SIRE,

De Votre Majesté,
les très respectueux et fidèles serviteurs,

*Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil,

E. FRANCOU.

Le Ministre de la Justice,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,*

B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

CH. DE BROQUEVILLE.

aan de daaraan verbonden interesten eene volledige immuniteit in zake belasting op de inkomsten verleent.

De Regeering is er van overtuigd dat deze verrichting van grooten omvang een beslissenden invloed hebben zal op de stijging van de waarde onzer munt en dat zij volstrekt onontbeerlijk is om de muntstabilisatie voor te bereiden; zij hoopt dat de gansche bevolking het allerhoogste belang dezer operatie zal begrijpen en dat zij met vertrouwen de verwezenlijking daarvan zal vergemakkelijken.

Wij hebben de eer te zijn,

SIRE,

van Uwe Majesteit
de zeer eerbiedige en getrouwe dienaars,

*De Eerste Minister,
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

De Minister, lid van den Raad,

De Minister van Justitie,

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

*De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Sociale Voorzorg,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posterijen, Telegrafen,
Telefonen en Luchtvaart,*

De Minister van Landsverdediging,

Emission d'actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges.

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 1^{er} de la loi du 16 juillet 1926 relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière et aux fins d'arrêter ou de réduire l'inflation ;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 23 juillet 1926 autorisant le Gouvernement à créer la Société nationale des Chemins de fer belges ;

Considérant que le capital de cette société est fixé à 11 milliards de francs, et est représenté par dix millions d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 francs chacune et vingt millions d'actions privilégiées d'une valeur nominale de 500 francs chacune ;

Vu l'article 9 de la loi précitée attribuant à ces actions privilégiées un intérêt fixe et la moitié du solde des bénéfices nets après les prélèvements fixés par les statuts ;

Vu l'article 11 de la dite loi stipulant que ces actions privilégiées seront remises par l'Etat au Fonds d'amortissement de la Dette publique, qui en fera l'émission en les offrant de préférence aux porteurs de titres de la Dette publique consolidée ou à court terme ;

Vu la décision de Notre Ministre des Finances fixant, après avoir pris l'avis du Fonds d'amortissement de la Dette publique, la date et les conditions d'une première émission de ces actions privilégiées ;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Conformément à l'article 11 de la loi du 23 juillet 1926, le Fonds d'amortissement de la Dette publique procédera, à partir du 9 août 1926, à l'émission d'une première tranche d'actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges.

Ces titres seront émis au pair de leur valeur nominale, soit 500 francs, avec

Uitgifte van preferente aandelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEN.

Gelet op artikel 1 der wet van 16 Juli 1926, betreffende maatregelen te nemen ter verbetering van den financieelen toestand en om de inflatie tegen te houden of te verminderen ;

Gelet op artikel 1 der wet van 23 Juli 1926, waarbij de Regeering er toe gemachtigd is de *Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen* op te richten ;

Overwegende dat het kapitaal dezer maatschappij vastgesteld is op 11 miljard frank, en vertegenwoordigd is door tien miljoen gewone aandelen ter nominale waarde van 100 frank elk en door twintig miljoen preferente aandelen ter nominale waarde van 500 frank elk ;

Gelet op artikel 9 der voornoemde wet, waarbij aan deze preferente aandelen een vasten interest en de helft van het overschot der netto-winst, na de door de statuten bepaalde afhoudingen, toegekend wordt ;

Gelet op artikel 11 van gezegde wet, waarbij bepaald wordt dat deze preferente aandelen door den Staat afgegeven worden aan het Fonds tot delging van de Staatsschuld dat er de uitgifte van doet en ze bij voorkeur aan de houders van titels der Staatsschuld, geconsolideerd of op korten termijn, aanbiedt ;

Gelet op het besluit van Onzen Minister van Financiën dat, na ingewonnen advies van het Fonds tot delging van de Staatsschuld, den datum en de voorwaarden eener eerste uitgifte dezer preferente aandelen vaststelt ;

Op het in Raad beraamde voorstel Onzer Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 11 der wet van 23 Juli 1926, gaat het Fonds tot delging der Staatsschuld, te rekenen van 9 Augustus over tot de uitgifte van een eerste reeks preferente aandelen van de *Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen*.

Deze titels worden uitgegeven aan pari van hunne nominale waarde, hetzij

jouissance à partir du 1^{er} septembre 1926.

Le prix d'émission sera payable, soit en espèces, soit en Bons du Trésor escomptés ou en Bons du Trésor 5 % à cinq ans, échéant le 1^{er} décembre 1926.

Art. 2. Ces actions privilégiées ont droit :

1° A un intérêt fixe de 6 % l'an à charge de l'Etat, soit 30 francs par action de 500 francs, payable le 1^{er} septembre de chaque année;

2° A la moitié du solde des bénéfices nets de la Société nationale des Chemins de fer belges, après les prélèvements statutaires.

Art. 3. Ces actions sont amortissables au pair de la valeur nominale, par voie de tirages au sort, à partir de la onzième année, soit à partir du 1^{er} septembre 1937, à raison d'un 65^e au moins par année du capital nominal émis; elles pourront également être amorties par voie de rachat à la Bourse.

Art. 4. Chaque action privilégiée amortie sera remplacée par une action de jouissance qui aura les mêmes droits que l'action privilégiée, sauf le droit à l'intérêt fixe et au remboursement.

Art. 5. L'intérêt fixe de 6 % l'an, le dividende variable et, éventuellement, la prime de remboursement afférents aux actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges faisant l'objet de la présente émission sont exonérés de tous impôts sur le revenu, présents et futurs.

Art. 6. L'Etat belge accorde, tant pour l'intérêt fixe de 6 % l'an que pour le remboursement du capital de 500 francs des actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges, faisant l'objet de la présente émission, une garantie de change sur la base du cours de 175 francs pour une livre sterling. L'intérêt fixe de 6 % ne pourra, en aucun cas, être inférieur à 30 francs par action de 500 francs; cette somme de 30 francs sera majorée proportionnellement à la hausse de la livre sterling si le cours moyen officiel de celle-ci à la Bourse de Bruxelles, pendant les huit premiers jours de la

500 frank, met renteopbrengst van 1 September 1926 af.

De uitgifteprijs is betaalbaar, hetzij in baargeld, hetzij in gediscoteerde Schatkistbons of in Schatkistbons 5 t. h. op vijf jaar vervallend op 1 December 1926.

Art. 2. Deze preferente aandelen geven recht :

1° Op een vasten interest van 6 t. h. 's jaars ten laste van den Staat, hetzij 30 frank per aandeel van 500 frank, betaalbaar op 1 September van elk jaar;

2° Op de helft van het overschot der netto-winst van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, na de door de statuten bepaalde afhoudingen.

Art. 3. Deze aandelen zijn aflosbaar aan pari der nominale waarde, bij wijze van trekkingen, te rekenen van het elfde jaar, hetzij te rekenen van 1 September 1937, op den voet van ten minste een vijf en zestigste per jaar van het uitgegeven nominale kapitaal; zij kunnen eveneens bij wijze van terugkoop ter Beurze afgelost worden.

Art. 4. Ieder afgelost preferent aandeel wordt vervangen door een bewijs van deelgerechtigheid dat dezelfde rechten geeft als het preferent aandeel, behalve het recht op een vasten interest en op terugbetaling.

Art. 5. De vaste interest van 6 t. h. 's jaars, het veranderlijk dividend en, eventueel, de premie van terugbetaling verbonden aan de preferente aandelen der Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, die het voorwerp dezer uitgifte uitmaken, zijn van elke belasting op het inkomen, huidige en toekomstige, vrijgesteld.

Art. 6. De Belgische Staat verleent, zoowel voor den vasten interest van 6 t. h. 's jaars als voor de terugbetaling van het kapitaal van 500 frank der preferente aandelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen; die het voorwerp dezer uitgifte uitmaken, een wissel-waarborg op de basis van den koers van 175 frank voor een pond sterling. De vaste interest van 6 t. h. mag, in geen geval, lager zijn dan 30 frank per aandeel van 500 frank; deze som van 30 frank wordt naar verhouding van de stijging van het pond sterling vermeerderd, indien de officieele gemiddelde koers van hetzelfde ter Beurze van

quinzaine précédant l'échéance du coupon, ressort à un chiffre supérieur au cours de base de 175 francs pour une livre sterling. Ce mode de calcul sera appliqué également pour le remboursement du capital nominal de 500 francs par action privilégiée amortie.

Art. 7. Les signatures à apposer sur les actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges pourront l'être au moyen d'une griffe.

Art. 8. Du 9 au 28 août 1926, il pourra être souscrit en espèces, par tranche de 1,000 francs minimum, au pair de la valeur nominale, soit 500 fr. par titre, des actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges portant la jouissance du 1^{er} septembre 1926; l'Etat belge versera aux souscripteurs les intérêts à 7 % l'an sur le montant de leur souscription, depuis la date de celle-ci, jusqu'au 31 août 1926.

En représentation de leurs souscriptions, il sera délivré à ces souscripteurs des bons qui seront échangés contre des actions privilégiées dès que celles-ci seront imprimées.

Art. 9. La Banque Nationale de Belgique pourra assimiler les actions privilégiées, ainsi que tous les bons servant de titres provisoires, aux fonds publics admis en gage pour tenir lieu d'une signature conformément à l'article 24 de ses statuts.

Art. 10. Sont exempts de droits de timbre et d'enregistrement tous les actes, bordereaux et reçus quelconques ayant trait à toutes les opérations nécessitées par l'exécution du présent arrêté.

Les proratas d'intérêt qui seront payés aux intéressés au moment de l'échange de leurs bons seront exempts de la taxe mobilière.

Art. 11. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera obligatoire le jour de sa publication.

Brussel, gedurende de acht eerste dagen der twee weken die het vervallen van de coupon voorafgaan, wijst op een hooger cijfer dan de basis-koers van 175 frank voor een pond sterling. Deze wijze van berekening wordt eveneens toegepast voor de terugbetaling van het nominale kapitaal van 500 frank per afgelost preferent aandeel.

Art. 7. De op de preferente aandelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen te stellen handteekeningen mogen er door middel van naamstempels op aangebracht worden.

Art. 8. Van 9 tot 28 Augustus 1926 kan er in baargeld, per gedeelte van ten minste 1,000 frank, aan pari van de nominale waarde, hetzij 500 frank per titel, ingeschreven worden op preferente aandelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen met renteopbrengst van 1 September 1926 af; de Belgische Staat stort aan de inschrijvers de interesten aan 7 t. h. per jaar op het bedrag hunner inschrijving, te rekenen van den datum dezer inschrijving tot op 31 Augustus 1926.

Als bewijs van hunne inschrijvingen worden er aan deze inschrijvers bons afgeleverd die tegen preferente aandelen zullen uitgewisseld worden, zoodra deze gedrukt zijn.

Art. 9. De Nationale Bank van België mag de preferente aandelen, alsook de als voorloopige titels dienende bons, gelijkstellen met de publieke fondsen die, overeenkomstig artikel 24 harer statuten, in vervanging van eene handteekening als pand aanvaard worden.

Art. 10. Zijn vrijgesteld van zegelen registratierechten alle akten, bordereellen en ontvangstbewijzen die betrekking hebben tot alle verrichtingen die door de uitvoering van dit besluit noodig gemaakt worden.

De interestbedragen die bij de uitwisseling van hunne bons aan de belanghebbende zullen betaald worden, zijn vrijgesteld van de belasting op roerende goederen.

Art. 11. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit, dat den dag zijner bekendmaking verplichtend is.

Donné à Bruxelles, le 31 juillet 1926. | Gegeven te Brussel, den 31 Juli 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène.

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Minister,
De Minister van Binnenlandse Zaken
en Volksgezondheid,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandse Zaken,
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | De Minister, lid van den Raad,
E. FRANCQUI.

Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,
PAUL HYMANS.

Le Ministre des Sciences
et des Arts, | De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,
CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies, | De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,
B^{on} HOUTART.

Le Ministre de l'Agriculture
et des Travaux publics, | De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,
H. BAEELS.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale, | De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Sociale Voorzorg,
J. WAUTERS.

Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique, | De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,
E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | De Minister van Landsverdediging,
CH. DE BROQUEVILLE.

10

Arrêté royal réglant l'aménagement
de la dette flottante.

Koninklijk besluit tot regeling
van de inrichting der vlottende schuld.

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT,

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, HEIL.

Vu l'article 1^{er} de la loi du 16 juillet 1926 relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière et aux fins d'arrêter ou de réduire l'inflation;

Gelet op artikel 1 der wet van 16 Juli 1926, betreffende maatregelen te nemen ter verbetering van den financiëleen toestand en om de inflatie te stuiten of te verminderen;

Revu Nos arrêtés concernant l'émission, le réescompte et le remboursement des Bons du Trésor escomptés,

Herzien Onze besluiten betreffende de uitgifte, de herdisconteering en de terugbetaling der gediscoteerde Schat-

ainsi que Notre arrêté du 30 juillet 1921 concernant l'émission et le remboursement des Bons du Trésor à 5 % échéant le 1^{er} décembre 1926 ;

Vu Notre arrêté de ce jour concernant l'émission d'une première tranche d'actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges ;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A partir du 2 août 1926 les règles en vigueur concernant l'émission, le remboursement et le réescompte des Bons du Trésor intérieurs à six mois, escomptés, sont remplacés par les dispositions suivantes :

Ces Bons constitueront de plein droit, sauf dans les cas d'estampillage visés aux articles 3 et 4 ci-après, des certificats donnant droit à des actions privilégiées de 500 francs chacune de la Société nationale des Chemins de fer belges, avec jouissance à partir du 1^{er} septembre 1926, l'échange se faisant au pair de la valeur nominale des dits Bons.

Les Bons non estampillés demeureront en mains des porteurs et serviront de titres provisoires ; ils seront échangés contre des actions privilégiées définitives de la Société nationale des Chemins de fer belges, dès que celles-ci seront imprimées.

Art. 2. Au moment de l'échange prévu à l'article premier, les porteurs de Bons émis depuis le 1^{er} mars 1926 bonifieront au Trésor, au taux de 6 % ou de 7 % l'an, suivant que ces Bons ont été émis avant le 12 mars 1926 ou à partir de cette date, les intérêts payés d'avance et se rapportant à la période commençant le 1^{er} septembre 1926.

Par contre, le Trésor paiera sur les Bons qui arriveront à échéance du 2 au 31 août 1926 inclusivement, un intérêt de 7 % l'an depuis l'échéance jusqu'à cette dernière date.

Sur les Bons échus antérieurement au 2 août 1926 et non présentés au

kisbons, alsmede Ons besluit van 30 Juli 1921 betreffende de uitgifte en terugbetaling der Schatkistbons aan 5 t. h., vervallend den 1^{ste} December 1926 ;

Gelet op Ons besluit van heden betreffende de uitgifte eener eerste reeks preferente aandeelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ;

Op het in Raad beraamde voorstel Onze Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Te rekenen van 2 Augustus 1926 zijn de van kracht zijnde regelen betreffende de uitgifte, de terugbetaling en de herdisconteering der gediscoteerde binnenlandsche Schatkistbons op zes maand, door de navolgende beschikkingen vervangen :

Behalve in de bij navolgende artikelen 2 en 3 bedoelde gevallen van afstempling, maken deze Bons van rechtswege bewijzen uit, welke recht geven op preferente aandeelen van 500 frank elk van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, met rente-opbrengst van 1 September 1926 af, de uitwisseling geschiedend aan pari van de nominale waarde van gezegde Bons.

De niet-afgestempelde Bons blijven in handen der houders en dienen als voorloopige titels ; zij zullen tegen definitieve preferente aandeelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, zoodra deze gedrukt zijn, uitgewisseld worden.

Art 2. Op het oogenblik van de in artikel 1 voorziene uitwisseling, vergoeden de houders van sedert den 1^{er} Maart 1926 uitgegeven Bons, aan de Schatkist, op den rentevoet van 6 t. h. of 7 t. h. per jaar, naar gelang deze Bons uitgegeven werden vóór den 12 Maart 1926 of na dezen datum, de interesten die op voorhand betaald werden en betrekking hebben op de periode die op 1 September 1926 aanvangt.

Daarentegen, betaalt de Schatkist op de Bons die van 2 tot en met 31 Augustus 1926 vervallen, een interest van 7 t. h. per jaar, te rekenen van den vervaldag tot op dezen laatsten datum.

Op de vóór den 2 Augustus 1926 vervallen Bons die niet ter terugbetaling

remboursement, le Trésor paiera un intérêt de 7 % l'an depuis cette date jusqu'au 31 août 1926 inclusivement.

Art. 3. Les porteurs qui ne voudraient pas échanger leurs Bons intérieurs contre des actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges devront, pendant la période du 9 au 14 août inclusivement, déposer leurs titres, aux fins d'estampillage, à la Banque Nationale de Belgique, à Bruxelles, ou dans l'une de ses succursales et agences en province.

Les Bons estampillés seront échangés ultérieurement contre des Bons du Trésor portant intérêt à 5 % l'an à partir du 1^{er} décembre 1926, remboursables par voie de tirage au sort, à l'intervention du Fonds d'amortissement de la Dette publique, au fur et à mesure que les disponibilités de celui-ci le permettront; ces Bons, au capital nominal de 1,000 francs chacun, seront munis de coupons d'intérêts semestriels payables par anticipation.

Les porteurs de Bons venant à échéance avant le 1^{er} décembre 1926 auront droit, depuis l'échéance jusqu'au 30 novembre 1926, à un intérêt de 7 % l'an qui leur sera décompté le jour de l'échange.

Les porteurs de Bons venant à échéance après le 1^{er} décembre 1926 bénéficieront au Trésor un intérêt de 5 % l'an depuis le 1^{er} décembre 1926, jusqu'à la date d'échéance des Bons.

Art. 4. Par dérogation aux dispositions qui précèdent, le Ministre des Finances aura la faculté de conclure, aux conditions qu'il déterminera, sur avis conforme du Comité du Trésor, avec les caisses d'épargne, les établissements de crédit et d'utilité publique qui auront fait estampiller leurs titres, des arrangements particuliers en vertu desquels lesdits titres seront échangés contre des Bons du Trésor spéciaux.

Art. 5. Les dispositions des articles 1^{er}, 3 et 4, s'appliquent également aux Bons du Trésor intérieurs à 5 % à cinq ans, échéant le 1^{er} décembre 1926.

Dans le cas d'échange de ces Bons contre des actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer

aangeboden werden, betaalt de Schatkist een interest van 7 t. h. per jaar te rekenen van dezen datum tot en met den 31^{en} Augustus 1926.

Art. 3. De houders die hunne binnenlandsche Bons niet zouden willen uitwisselen tegen preferente aandeelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen moeten, gedurende de periode van 9 tot en met 14 Augustus, hunne titels voor afstempeling nederleggen in de Nationale Bank van België, te Brussel, of in een harer bijhuizen of agentschappen in de provincie.

De afgestempelde Bons worden later uitgewisseld tegen Schatkistbons welke interest opbrengen aan 5 t. h. per jaar te beginnen van 1 December 1926, terugbetaalbaar bij middel van trekkingen, door de tusschenkomst van het Fonds tot delging der Staatsschuld, naarmate de beschikbare sommen van dit laatste het toelaten; deze Bons, van een nominaal kapitaal van 1,000 frank elk, worden voorzien van zesmaandelijksche op voorhand betaalbare interest-coupons.

De houders van Bons die vóór den 1^{en} December 1926 vervallen, hebben, van den vervaldag af tot den 30^{en} November 1926, recht op een interest van 7 t. h. per jaar die hun op den vervaldag uitbetaald zal worden.

De houders van Bons die na 1 December 1926 vervallen, vergoeden aan de Schatkist een interest van 5 t. h. per jaar te rekenen van den 1^{en} December 1926 tot op den vervaldag der Bons.

Art. 4. Bij afwijking van de voorgaande beschikkingen, is de Minister van Financiën bevoegd om, aan de door hem te bepalen voorwaarden, op eensluidend advies van het Comité der Schatkist, met de spaarkassen, de instellingen van krediet en van openbaar nut die hunne titels hebben doen afstempen, bijzondere schikkingen te sluiten krachtens welke gezegde titels uitgewisseld zullen worden tegen bijzondere Schatkistbons.

Art. 5. De bepalingen van artikel 1, 3 en 4 zijn ook van toepassing op de binnenlandsche Schatkistbons aan 5 t. h., op vijf jaar, die op 1 December 1926 vervallen.

Ingeval deze Bons uitgewisseld worden tegen preferente aandeelen van de Nationale Maatschappij der Belgische

belges, l'échange se fera au pair de la valeur nominale, soit 500 francs.

Les intérêts à 5 %, afférents à la période du 1^{er} juin au 31 août 1926 seront payables le 1^{er} septembre 1926 contre remise du coupon échéant le 1^{er} décembre 1926, et à concurrence de la moitié de la valeur inscrite sur ce coupon.

Les Bons demeureront en mains des porteurs et serviront de titres provisoires; ils seront échangés contre des actions privilégiées définitives de la Société nationale des Chemins de fer belges dès que celles-ci seront imprimées.

Dans le cas d'estampillage aux fins d'échange contre les Bons du Trésor prévus à l'article 3 et portant intérêt à 5 %, l'an à partir du 1^{er} décembre 1926, il n'y aura lieu à aucun décompte d'intérêt.

Les coupures de 100 francs ne pourront être converties que par groupe de 5 ou de 10 titres, suivant qu'elles seront échangées contre des actions privilégiées ou contre les Bons du Trésor prévus à l'article 3.

Art. 6. Notre Ministre des Finances fixera les dates à partir desquelles il sera procédé à la délivrance des actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges, ainsi qu'à celles des Bons du Trésor, créés en exécution du présent arrêté.

Art. 7. La Banque Nationale de Belgique pourra assimiler les actions privilégiées, ainsi que les Bons du Trésor créés en exécution du présent arrêté et les Bons servant de titres provisoires, aux fonds publics admis en gage pour tenir lieu d'une signature conformément à l'article 21 de ses statuts.

Art. 8. Sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement tous les actes, bordereaux et reçus quelconques, ayant trait à toutes opérations nécessitées par l'exécution du présent arrêté.

Les proratas d'intérêt qui seront payés aux intéressés au moment de l'échange de leurs Bons seront exempts de la taxe mobilière.

Art. 9. Notre Ministre des Finances

Spoorwegen, geschiedt de uitwisseling aan pari van de nominale waarde, hetzij 500 frank.

De interesten aan 5 t. h. voor de periode van 1 Juni tot 31 Augustus 1926 zijn op 1 September 1926 betaalbaar tegen afgifte van den koepoon op 1 December 1926, vervallend en tot het bedrag van de helft der op dezen koepoon aangegeven waarde.

De Bons blijven in handen van de houders en dienen als voorloopige titels; zij worden uitgewisseld tegen definitieve preferente aandelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, zoodra deze gedrukt zijn.

In geval van afstempeling voor uitwisseling tegen de Schatkistbons door artikel 3 voorzien en interest dragende aan 5 t. h. per jaar, van 1 December 1926 af, heeft er geen interestafrekening plaats.

De coupures van 100 frank kunnen enkel omgezet worden per reeks van 5 of van 10 titels, volgens zij tegen preferente aandelen of tegen de door artikel 3 voorziene Schatkistbons uitgewisseld worden.

Art. 6. Onze Minister van Financiën stelt de datums vast te rekenen van welke er tot de aangifte van preferente aandelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, alsook tot de afgifte der in uitvoering van dit besluit uitgegeven Schatkistbons overgegaan wordt.

Art. 7. De Nationale Bank van België mag de preferente aandelen, alsook de Schatkistbons uitgegeven in uitvoering van dit besluit en de Bons dienende als voorloopige titels, gelijkstellen met de publieke fondsen die, overeenkomstig artikel 21 van hare statuten, in vervanging van eene handteekening als pand aanvaard worden.

Art. 8. Zijn vrijgesteld van zegel- en registratierechten alle akten, bordereaux en ontvangstbewijzen die betrekking hebben op alle verrichtingen die door de uitvoering van dit besluit noodig gemaakt worden.

De interestbedragen die aan de belanghebbenden uitbetaald worden bij de uitwisseling van hunne Bons, zijn vrijgesteld van de belasting op roerende goederen.

Art. 9. Onze Minister van Financiën

est chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera obligatoire le jour de sa publication.

Donné à Bruxelles, le 31 juillet 1926.

is belast met de uitvoering van dit besluit, dat op den dag zijner bekendmaking verplichtend is.

Gegeven te Brussel, den 31^e Juli 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Minister,
De Minister van Binnenlandsche Zaken,
en Volksgezondheid,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,
Em. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | De Minister, lid van den Raad,
E. FRANCOUL.

Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,
PAUL HYMANS.

Le Ministre des Sciences | De Minister van Wetenschappen
et des Arts, | en Kunsten,

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances | De Minister van Financiën
et Ministre des Colonies, | en Minister van Koloniën,

Bon HOUTART.

Le Ministre de l'Agriculture | De Minister van Landbouw
et Ministre des Travaux publics, | en Minister van Openbare Werken,

H. BAELS.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail | De Minister van Nijverheid, Arbeid
et de la Prévoyance Sociale, | en Sociale Voorzorg,

J. WAUTERS.

Le Ministre des Chemins de fer, | De Minister van Spoorwegen,
Marine, Postes, Télégraphes, | Zeewezen, Posterijen, Telegrafien,
Téléphones et Aéronautiques, | Telefonen en Luchtvaart,

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | De Minister van Landsverdediging,
Ch. DE BROQUEVILLE.

11

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

Société nationale des Chemins de fer
belges. — Statuts.

ALBERT, Roi des Belges.
A tous, présents et à venir, **SALUT.**

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative
à certaines mesures à prendre en vue de

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

Nationale Maatschappij der Belgische
Spoorwegen. Statuten.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, **HEIL.**

Gezien de wet van 16 Juli 1927 be-
treffende maatregelen te nemen met het

l'amélioration de la situation financière;

Vu la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des Chemins de fer belges;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Les statuts de la Société nationale des Chemins de fer belges sont établis comme suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dénomination, siège, objet et durée de la société.*

Article 1^{er}. Il est créé une société, jouissant de la personnalité civile, sous la dénomination de *Société nationale des Chemins de fer belges*.

Ses engagements sont réputés commerciaux.

Sa situation juridique est régie par la loi du 23 juillet 1926, relative à la Société nationale des Chemins de fer belges et par les présents statuts.

Art. 2. Son siège est établi à Bruxelles.

Il pourra être établi, par le Conseil d'administration, des bureaux ou des sièges auxiliaires dans toutes les autres localités de Belgique et des agences à l'étranger.

Art. 3. Sont applicables à la Société nationale des Chemins de fer belges, les dispositions du cahier des charges de 1886, en vigueur pour les concessions de chemins de fer en Belgique en tant qu'elles ne sont pas contraires à la loi du 23 juillet 1926 et aux présents statuts.

Art. 4. La société a pour objet d'administrer et d'exploiter, suivant les méthodes industrielles, mais tout en sauvegardant les intérêts de l'économie nationale, les chemins de fer actuellement administrés et exploités par l'Etat.

Elle pourra également, d'accord avec l'Etat, administrer et exploiter toutes autres lignes de chemins de fer construites ou à construire en Belgique, demander toutes concessions de nouvelles lignes de chemins de fer, construire et exploiter ces lignes.

Art. 5. La durée de la société est fixée à soixante-quinze années à compter du 1^{er} août 1926.

oog op de verbetering van den financiëleen toestand;

Gezien de wet van 23 Juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgischen Spoorwegen;

Op het in Raad besproken voorstel van Onze Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

De statuten van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen zijn vastgesteld als volgt :

HOOFDSTUK I. — *Benaming, zetel, doel en duur der Maatschappij.*

Artikel 1. Er wordt een maatschappij opgericht, welke rechtspersoonlijkheid geniet, onder de benaming van *Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen*.

Hare verbintenissen worden geacht handelsverbintenissen te zijn.

Haar juridische toestand is beheerscht door de wet van 23 Juli 1926 betreffende de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en door deze statuten.

Art. 2. Haar zetel is gevestigd te Brussel.

Door den Beheerraad kunnen hulpbureelen of -zetels in al de andere plaatsen van België en agentschappen in het buitenland gevestigd worden.

Art. 3. De beschikkingen van het lastkohier van 1886, welke van kracht zijn voor de spoorwegvergunningen in België, zijn van toepassing op de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, in zooverre zij niet strijdig zijn met de wet van 23 Juli 1926 en met deze statuten.

Art. 4. De maatschappij heeft voor doel de thans door den Staat beheerde en geëxploiteerde spoorwegen, volgens de industriële methodes, maar onder vrijwaring van de belangen der nationale economie, te beheeren en te exploiteeren.

Zij zal eveneens, in overleg met den Staat, alle andere in België aangelegde of aan te leggen spoorlijnen mogen beheeren en exploiteeren, alle vergunningen van nieuwe spoorlijnen mogen aanvragen, deze lijnen mogen aanleggen en exploiteeren.

Art. 5. De duur der maatschappij is vastgesteld op vijf en zeventig jaar te rekenen van 1 Augustus 1926.

La société peut être dissoute anticipativement par l'exercice du droit de reprise prévu à l'article 16.

CHAPITRE II. — *Capital social, apports, actions, obligations.*

Art. 6. Le capital social est fixé à 11 milliards de francs; il est représenté par 20 millions d'actions privilégiées d'une valeur nominale de 500 francs chacune et par 10 millions d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 francs chacune.

Art. 7. L'État belge fait apport à la Société du droit d'exploiter, à partir du 1^{er} septembre 1926, toutes les lignes de chemins de fer actuellement exploitées par lui, à un titre quelconque. L'apport comprend la jouissance, dans le sens le plus étendu, de tous les terrains à l'usage des chemins de fer et leurs dépendances, des bâtiments occupés par l'administration centrale, à l'exception de ceux nécessaires aux services du Ministre des Chemins de fer, des ateliers, de tout le matériel fixe ou roulant, de tout l'outillage et tout le mobilier des ateliers, stations, magasins, bureaux, remises des approvisionnements, marchandises et objets en magasins ou en fabrication ou en commande, de tous baux et contrats quelconques conclus dans l'intérêt de l'exploitation, en un mot, de tous les biens meubles et immeubles nécessaires à l'exploitation des chemins de fer de l'État, l'énumération ci-dessus étant énonciative et non limitative.

Il sera dressé, dans le plus bref délai, un inventaire contradictoire de ces biens et des charges qui les grèvent. Dans cet inventaire ne seront pas compris les immeubles qui ne sont pas nécessaires à l'exploitation.

Art. 8. La société sera tenue d'effectuer les réparations de tous genres, y compris les grosses réparations, qui deviendraient nécessaires pendant la durée de sa jouissance.

Elle devra, au besoin, effectuer les renouvellements et les achats de matériel nécessaire pour faire face au trafic.

De maatschappij mag bij vervroeging ontbonden worden door uitoefening van het recht van overname voorzien in artikel 16.

HOOFDSTUK II. — *Maatschappelijk kapitaal, inbreng, aandeelen, obligations.*

Art. 6. Het maatschappelijk kapitaal is vastgesteld op 11 milliard frank; het is vertegenwoordigd door 20 miljoen preferente aandeelen ter nominale waarde van 500 frank elk en door 10 miljoen gewone aandeelen ter nominale waarde van 100 frank elk.

Art. 7. De Belgische Staat geeft als inbreng in de Maatschappij het recht al de thans door hem, met om het even welk recht, geëxploiteerde spoorlijnen, te beginnen van 1 September 1926 te exploiteeren. De inbreng omvat het genot, in den meest uitgebreiden zin, van al de terreinen ten gebruike der spoorwegen met hunne aanhoorigheden, van de door het middenbeheer betrokken gebouwen, met uitzondering van die welke noodig zijn voor de diensten vanden Minister van Spoorwegen, van de werkhuizen, van al het vast en rollend materieel, van al de werktuigen en van al het mobilaar der werkhuizen, stations, magazijnen, bureellen, remises der voorraden, koopwaren en voorwerpen in magazijnen of in de maak of in bestelling, van alle om het even welke pachten en contracten gesloten in het belang van de exploitatie, in een woord, van al de roerende en onroerende goederen die voor de exploitatie der Staatsspoorwegen noodig zijn, voorgaande opsomming zijnde verklarend en niet beperkend.

Er zal in den kortst mogelijken tijd een tegensprekelijke inventaris dezer goederen en der lasten die ze bezwaren, opgemaakt worden. In dezen inventaris zullen de onroerende goederen, die voor de exploitatie niet noodig zijn, niet begrepen zijn.

Art. 8. De maatschappij is er toe gehouden de herstellingen van allen aard te doen, met inbegrip van de groote herstellingen, die tijdens den duur van haar genot noodzakelijk zouden worden.

Zij moet, zoo noodig, de hernieuwingen en de aankopen van materieel doen welke noodig zijn om in de behoeften

Elle sera autorisée à aliéner le matériel sans emploi. Elle devra restituer, à l'expiration de sa jouissance, les immeubles, le matériel et les approvisionnements dans un état tel qu'ils puissent assurer l'exploitation normale du réseau au moment de cette restitution.

Art. 9. La société sera tenue, pour l'avenir, notamment, envers les gouvernements étrangers et toutes compagnies de chemins de fer, de toutes les charges quelconques du réseau apporté ainsi que de l'exécution de toutes les conventions conclues antérieurement par l'Etat belge et relatives à l'exploitation de certaines lignes et de certains raccordements privés, conventions dont les profits écherront à la société.

Elle ne sera tenue d'aucune des obligations incombant à l'Etat belge, quant au passé, relativement à l'apport ci-dessus décrit, sauf pour les contrats en cours et les pensions dont elle supportera la charge à partir de la date fixée à l'alinéa 1^{er} de l'article 7.

Art. 10. La société ne peut transférer à des tiers, en tout ni en partie, son droit d'exploiter le réseau.

Art. 11. En rémunération de l'apport défini ci-dessus, il est attribué à l'Etat les 20 millions d'actions privilégiées d'une valeur nominale de 500 francs chacune et les 40 millions d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 francs chacune, représentant le le capital social, toutes entièrement libérées. Les droits afférents à ces actions sont déterminés par les articles 3 et 9 de la loi du 23 juillet 1926.

Art. 12. Les actionnaires ne sont tenus qu'à concurrence de leur mise.

Art. 13. Les actions ordinaires sont représentées par un certificat d'inscription nominative; elles ne peuvent être converties en actions au porteur et sont inaliénables.

Les actions privilégiées sont au porteur.

van het verkeer te voorzien. Zij is er toe gemachtigd het materieel te vervreemden dat niet meer gebruikt wordt.

Zij moet, bij het vervallen van haar genot, de gebouwen, het materieel en de voorraden teruggeven in zulken staat dat zij de normale exploitatie van het net op het oogenblik dezer teruggave kunnen verzekeren.

Art. 9. De maatschappij moet voor de toekomst, in het bijzonder tegenover de vreemde regeeringen en al des poortwagemaatschappijen, al de om het even welke lasten van het aangebrachte net op zich nemen alsmede de uitvoering van al de overeenkomsten vroeger door den Belgischen Staat gesloten en betrekking hebbende op de exploitatie van zekere lijnen en zekere private aansluitingen, overeenkomsten waarvan de profijten ten bate der maatschappij komen.

Zij is door geen enkele der verplichtingen gebonden die op den Belgischen Staat rusten wat het verleden betreft, aangaande den hierboven beschreven inbreng, behalve voor de loopende contracten en de pensioenen waarvan zij den last zal dragen te rekenen van den in alinea 1 van artikel 7 vastgestellten datum.

Art. 10. De maatschappij mag haar recht om het net te exploiteeren, noch geheel, noch gedeeltelijk, aan derden overdragen.

Art. 11. Als vergoeding voor den hierboven bepaalden inbreng, worden aan den Staat de 20 miljoen preferente aandeelen ter nominale waarde van 500 frank elk en de 40 miljoen gewone aandeelen ter nominale waarde van 100 frank elk, die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, als volgestort, toegekend. De aan deze aandeelen verbonden rechten worden vastgesteld door artikels 3 en 9, der wet van 23 Juli 1926.

Art. 12. De aandeelhouders zijn slechts gebonden voor het bedrag van hun ingebracht kapitaal.

Art. 13. De gewone aandeelen zijn vertegenwoordigd door een getuigschrift van inschrijving op naam; zij mogen niet omgezet worden in aandeelen aan houder en zijn onvervreemdbaar.

De preferente aandeelen zijn aan houder.

Art. 14. Les actions au porteur et le certificat d'inscription nominative sont signés par deux administrateurs. Les deux signatures peuvent être apposées au moyen d'une griffe. Les actions portent le visa du Trésor. Elles peuvent être réunies en titres de plusieurs unités.

La cession de l'action au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Art. 15. Sur pied de l'article 9 de la loi du 23 juillet 1926, les actions privilégiées auront droit :

1° A un intérêt fixe déterminé par le Gouvernement, lors de chaque émission, le fonds d'amortissement entendu. Cet intérêt est calculé sur la valeur nominale du titre. Il est à charge de l'État qui, aux échéances des coupons, fera remise à la société des sommes nécessaires pour faire face au paiement de l'intérêt fixe;

2° A titre de dividende, à la moitié du solde des bénéfices nets, après les prélèvements fixés par les statuts.

Elles seront remboursées en soixante-cinq ans, par voie de tirage au sort ou de rachat en Bourse, à partir de la onzième année qui suivra la constitution de la société; les actions remboursées seront remplacées par des actions de jouissance qui auront les mêmes droits que les actions privilégiées, sauf le droit à l'intérêt fixe et au remboursement.

L'État prendra à sa charge le remboursement des actions privilégiées et sera tenu, en conséquence, de remettre chaque année, à partir de la onzième, à la disposition de la société, l'annuité nécessaire calculée sur le nombre des actions privilégiées en circulation.

Art. 16. L'État se réserve la faculté de reprendre à tout moment, à partir de la vingt et unième année et moyennant préavis d'un an, les droits dont il a fait apport à la société.

S'il exerce cette faculté, il devra, à l'expiration du délai du préavis, rembourser au pair les actions privilégiées non amorties et payer en outre une prime de remboursement destinée à

Art. 14. De aandeelen aan houder en het getuigschrift van inschrijving op naam worden door twee beheerders onderteekend. De twee onderteekeningen mogen door middel van een naamstempel gesteld worden. De aandeelen dragen het visum der Schatkist. Zij mogen vereenigd worden in titels van verschillende eenheden.

De afstand van het aandeel aan houder geschiedt door de eenvoudige ter handstelling van den titel.

Art. 15. Op voet van artikel 9 der wet van 23 Juli 1926, geven de preferente aandeelen recht :

1° Op een vaste intrest, door de Regeering bij elke uitgifte te bepalen, het Delgingsfonds gehoord. De intrest wordt berekend op de nominale waarde van den titel. Hij valt ten laste van den titel. Hij valt ten laste van den Staat die, bij het vervallen van de koepons, aan de maatschappij de geldsom verstrekt die noodig is om in de betaling van het vast dividend te voorzien;

2° Ten titel van dividend, op de helft van het overschot der netto-winst, na de door de statuten bepaalde afhoudingen.

Zij worden terugbetaald in vijf en zestig jaar, door trekking of door afkoop ter Beurze, met ingang van het elfde jaar na de oprichting van de maatschappij; de terugbetaalde aandeelen worden vervangen door bewijzen van deelgerechtigdheid, waaraan dezelfde rechten verbonden zijn als aan de preferente aandeelen, behalve het recht op vasten interest en terugbetaling.

De Staat neemt voor zijn rekening de terugbetaling van de preferente aandeelen en behoort diensgevolge, ieder jaar, met ingang van het elfde jaar, de noodige annuïteit berekend op het getal der in omloop zijnde preferente aandeelen, ter beschikking van de maatschappij te stellen.

Art. 16. De Staat behoudt zich het recht voor te allen tijde, met ingang van het een en twintigste jaar, en mits kennisgeving één jaar te voren, de door hem in de maatschappij ingebrachte rechten terug te nemen.

Indien hij van dit recht gebruik maakt, moet hij, bij het verstrijken van den termijn van opzegging, de niet afgeloste preferente aandeelen aan pari terugbetalen en daarenboven een terug-

compenser la perte du droit au dividende variable subie par les actions privilégiées et les actions de jouissance. Cette prime sera établie sur la base du supplément d'intérêt moyen qui aura été payé aux actions privilégiées pendant les cinq meilleures années choisies parmi les dix dernières qui précèdent le rachat. Ce supplément d'intérêt sera multiplié par le nombre d'années restant à courir depuis la date fixée pour le remboursement jusqu'au jour de l'expiration de la société; la somme ainsi obtenue sera ramenée à sa valeur au jour du rachat au taux de six pour cent. La prime de remboursement ne pourra pas être inférieure à 250 francs, si le rachat se fait pendant les dix premières années qui suivent la vingt et unième année et à 225 francs, s'il se fait pendant les dix années qui suivent la trente et unième année, et ainsi de suite, pour atteindre 150 francs si le rachat a lieu pendant les cinq dernières années.

Art. 17. La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action privilégiée. S'il y a plusieurs propriétaires d'un titre, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard le propriétaire de l'action.

Art. 18. La Société ne peut emprunter que si une loi l'y autorise. Toutefois, le Fonds d'amortissement de la Dette publique, agissant pour compte de l'Etat, mettra à la disposition de la Société nationale des Chemins de fer belges 10 % du produit du placement des actions privilégiées, en vue de constituer le fonds de roulement de la société et de lui procurer les ressources nécessaires au développement du réseau. L'Etat et la société arrêteront de commun accord les conditions d'intérêt et d'amortissement de ces avoirs.

CHAPITRE III. — Administration, surveillance.

Art. 19. La société est administrée par un conseil d'administration com-

betalingspremie uitkeeren als vergoeding voor het door de preferente en genootendeelen geleden verlies van het recht op het veranderlijk dividend. Deze premie zal vastgesteld worden op de basis van het gemiddelde intrestsupplement dat, gedurende de vijf beste jaren gekozen onder de tien laatste aan den terugkoop voorafgaande jaren, aan de preferente aandelen betaald werd. Dit intrestsupplement zal vermenigvuldigd worden door het getal jaren die blijven te loopen van den voor de terugbetaling vastgestellten dag tot op den dag waarop de maatschappij ophoudt te bestaan; de aldus verkregen som zal tot hare waarde op den dag van den terugkoop worden teruggebracht op den voet van zes ten honderd. De terugbetalingspremie zal niet minder dan 250 frank mogen bedragen indien de terugkoop geschiedt in den loop van de eerste tien jaren na het een en twintigste jaar en niet minder dan 225 frank indien hij geschiedt in den loop der tien jaren na het een en dertigste jaar en zoo voorts, om 150 frank te bereiken indien de terugkoop geschiedt in den loop der vijf laatste jaren.

Art. 17. — De maatschappij erkent slechts een enkelen eigenaar per preferent aandeel. Indien er voor eenen titel verschillende eigenaars zijn, heeft de maatschappij het recht de uitoefening van de daaraan verbonden rechten te schorsen tot dat een enkele persoon is aangeduid als zijnde te haren opzichte de eigenaar van het aandeel.

Art. 18. De maatschappij mag geene leeningen aangaan tenzij eene wet haar daartoe machtigt. Echter zal het Fonds tot Delging van de Openbare Schuld, handelend voor rekening van den Staat, 10 t. h. van de opbrengst der plaatsing van de preferente aandelen ter beschikking van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen stellen, om het bedrijfskapitaal der maatschappij te vormen en haar de noodige middelen voor de uitbreiding van het net te verschaffen. De Staat en de maatschappij zullen in gemeen overleg de voorwaarden van intrest en van aflossing dezer activa vaststellen.

HOOFDSTUK III. — Beheer, toezicht.

Art. 19. De maatschappij wordt beheerd door een Raad van beheer be-

posé de vingt et un membres, de nationalité belge, nommés pour six ans, de la manière suivante :

1° Dix membres seront nommés par le Roi et choisis en raison de leur compétence particulière. A la fin de leur mandat, en cas de démission ou de révocation, ou lorsqu'ils ont atteint la limite d'âge ci-après fixée, le Gouvernement nommera les titulaires sur présentation du conseil. En cas de conflit, la Chambre des Représentants procédera à la nomination à la majorité des trois quarts;

2° Cinq membres seront nommés par le Roi, sur une liste double de candidats présentés, à chaque vacance, par le Conseil d'administration du Fonds d'amortissement de la Dette publique;

3° Trois membres seront nommés par le Roi, sur une liste double de candidats présentés à chaque vacance :

a) Par les membres conseillers de groupe élus par les délégués de classe du Conseil supérieur de l'industrie et du commerce et par les membres du Conseil supérieur des métiers et négociés, chacun de ces conseils présentant un candidat;

b) Par les membres ouvriers et employés du Conseil supérieur du travail;

c) Par les membres élus et cooptés du Conseil supérieur de l'agriculture;

4° Trois membres seront nommés et, en cas de vacance, remplacés par le personnel.

Les fonctions de membre du conseil d'administration sont incompatibles avec celles de ministre et de membre des Chambres législatives. Cette incompatibilité subsistera pendant les deux années qui suivront l'expiration de leur fonction ou mandat publics.

Le Ministre ayant les chemins de fer dans ses attributions assiste, avec voix délibérative, lorsqu'il le juge convenable, aux réunions du Conseil d'administration; dans ce cas, il préside la réunion.

Le Roi nomme un premier et un second vice-président.

En cas d'absence du Ministre, celui-ci peut désigner un délégué qui assiste à la réunion sans voix délibérative.

L'administrateur nommé en rempla-

staande uit een en twintig leden, van Belgische nationaliteit, benoemd voor zes jaar op de volgende wijze :

1° Tien leden worden benoemd door den Koning en gekozen op grond van hun bijzondere bevoegdheid. Bij het verstrijken van hun mandaat, bij ontslagneming of bij afzetting of wanneer zij hierna de vastgestelde ouderdomsgrens bereikt hebben, benoemt de Regering op voordracht van den Raad. Is er meeningsverschil, dan benoemt de Kamer der Volksvertegenwoordigers bij meerderheid van drie vierden;

2° Vijf leden worden benoemd door den Koning op een lijst van twee kandidaten, bij elke vacature voorgedragen door den Raad van beheer van het Fonds tot delging van de Staatsschuld;

3° Drie leden worden benoemd door den Koning, op een lijst van twee kandidaten, bij elke vacature voorgedragen :

a) Door de leden-groepsadviseurs, gekozen door de klasse-afgevaardigden van den Hoogen Raad van handel en nijverheid en door de leden van den Hoogen Raad van neringen en ambachten, waarbij ieder van die raden een candidaat voordraagt;

b) Door de leden werklieden en bedienden van den Hoogen Arbeidsraad;

c) Door de gekozen en gecoöpteerde leden van den Hoogen Landbouwråd;

4° Drie leden worden door het personeel benoemd en bij vacature vervangen.

De functie van lid van den Raad van beheer is onvereinbaar met die van Minister en van lid van de Wetgevende Kamers. Die onvereinbaarheid blijft bestaan gedurende twee jaar na het verstrijken van hun openbaar ambt of hun openbaar mandaat.

De Minister tot wiens bevoegdheid de spoorwegen behooren, woont, wanneer hij het wenschelijk acht, de vergaderingen van den Raad van beheer bij en is stemgerechtigd; in dat geval zit hij de vergadering voor.

De Koning benoemt een eersten en een tweeden ondervoorzitter.

In geval van afwezigheid van den Minister, kan deze laatste een afgevaardigde aanduiden die, zonder stemgerechtigd te zijn, de vergadering bijwoont.

De beheerder ter vervanging van een

cement d'un autre achève le mandat de celui qu'il remplace.

Les administrateurs cessent de faire partie du Conseil d'administration à l'âge de 65 ans révolus.

Le directeur général assiste aux réunions du Conseil d'administration, mais avec voix consultative seulement.

Art. 20. Les administrateurs recevront un traitement fixe de mille francs par mois.

Art. 21. Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'exige l'intérêt de la société, et au moins une fois par mois.

Il doit être convoqué sur la demande du Ministre ou de cinq administrateurs.

Art. 22. Le Conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres assiste à la réunion.

Si le Conseil ne se trouve pas en nombre, une seconde réunion, tenue au plus tard dans la quinzaine, avec le même ordre du jour que la première, pourra valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des membres présents.

En cas de partage, la voix de celui qui préside le Conseil est prépondérante.

Art. 23. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux administrateurs.

ART. 24. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour gérer et administrer la société, notamment :

Il fait tout traités, achats et marchés nécessaires à l'exploitation des chemins de fer et aux extensions du réseau.

Il fournit les garanties pour sûreté des engagements contractés par la société et accepte les garanties offertes pour sûreté des engagements pris envers celle-ci.

Il acquiert, vend, cède ou transfère,

anderen benoemd, veeindigt het mandaat van dengene dien hij vervangt.

De beheerders houden op van den Raad van beheer deel uit te maken op den ouderdom van ten volle 65 jaar.

De directeur-generaal woont de vergaderingen van den Raad van beheer bij, maar slechts met raadgevende stem.

Art. 20. De beheerders zullen eene vaste wedde van duizend frank per maand ontvangen.

Art. 21. De Raad van beheer vergadert zoo dikwijls als het belang der maatschappij het vergt en ten minste eenmaal per maand.

Hij moet samengeroepen worden op verzoek van den Minister of van vijf beheerders.

Art. 22. De Raad van beheer kan slechts geldige besluiten nemen indien de meerderheid zijner leden de vergadering bijwoont.

Indien geen voldoende aantal leden in den Raad aanwezig is, kan eene tweede, ten laatste binnen de veertien dagen gehouden vergadering, met dezelfde dagorde als de eerste, geldige besluiten nemen, welk ook het aantal aanwezige leden zij.

De besluiten van den Raad van beheer worden bij meerderheid van stemmen der aanwezige leden genomen.

Bij staking van stemmen, is de stem van dengene die den Raad voorziet, beslissend.

Art. 23. De processen-verbaal der zittingen van den Raad van beheer worden onderteekend door de leden die aan de bespreking hebben deelgenomen.

De in rechten of anderzins over te leggen afschriften of uittreksels worden door twee beheerders onderteekend.

Art. 24. De Raad van beheer beschikt over de meest uitgebreide macht om de maatschappij te beheeren en te besturen, namelijk :

Hij sluit alle verdragen, koopen en koopkontrakten die voor de exploitatie der spoorwegen en voor de uitbreidingen van het net noodig zijn.

Het levert de waarborgen voor de zekerheid der door de maatschappij aangegane verplichtingen en aanvaardt de waarborgen aangeboden voor de zekerheid der tegenover haar aangegane verplichtingen.

Hij koopt, verkoopt, doet afstaan of

prend ou donne en location tous biens mobiliers.

Il prend ou donne en location tous biens immobiliers pour un terme ne dépassant pas neuf ans.

A sa demande, l'État vend, cède ou transfère tous biens immobiliers compris parmi ceux dont la société a la jouissance et qui ne sont pas nécessaires à la bonne marche de l'exploitation; l'affectation du prix à en provenir fera l'objet d'un accord entre l'État et la société.

A sa demande, l'État acquiert aux frais et risques de la société et met à la disposition de celle-ci tous biens immobiliers jugés nécessaires à la bonne marche de l'exploitation ou à l'exécution des travaux d'extension. La mise en possession de ces biens aura lieu, le cas échéant, comme en matière de travaux décrétés d'utilité publique, au nom de l'État, mais à la diligence et aux frais exclusifs de la société.

Le Conseil détermine, sous l'approbation du Ministre des Finances, le placement des fonds disponibles et dispose des fonds que la société possède en dépôt ou en compte courant.

Il arrête les règlements relatifs à l'organisation des services, ainsi que les règlements d'administration ou d'ordre intérieur.

Il fixe et modifie les tarifs en observant les prescriptions légales en vigueur, notamment celles de la loi du 25 août 1891, concernant le contrat de transport et celles du 23 juillet 1926; toutefois, il est tenu de les abaisser lorsque le Ministre le demande. Les tarifs nouveaux ou modifiés et, le cas échéant, l'arrêté d'approbation seront publiés au *Moniteur* et n'entreront en vigueur qu'après cette publication.

Il nomme tous agents et employés, détermine leurs attributions, fixe leurs traitements, salaires et gratifications et, s'il y a lieu, le chiffre de leur cautionnement; il consent la restitution des cautionnements. Il suspend et révoque les agents et employés, sous réserve de

overdracht, huurt en verhuurt alle roerende goederen.

Hij huurt en verhuurt alle onroerende goederen voor een termijn van ten hoogste negen jaar.

Op zijne aanvraag verkoopt de Staat, of doet hij afstaan of overdracht van alle onroerende goederen begrepen onder deze waarvan de maatschappij het genot heeft en die niet noodig zijn voor den goeden gang der exploitatie; de bestemming van den daarvan voortkomenden prijs zal het voorwerp van een akkoord tusschen den Staat en de maatschappij uitmaken.

Op zijne aanvraag koopt de Staat op kosten en gevaar van de maatschappij en stelt hij te harer beschikking alle onroerende goederen die noodig worden geacht voor den goeden gang der exploitatie of voor de uitvoering van de uitbreidingswerken. De inbezitstelling van goederen geschiedt, in voorkomend geval, zooals voor de werken die van openbaar nut verklaard worden, in naam van den Staat, maar door de zorgen en uitsluitend op kosten van de maatschappij.

De Raad bepaalt, mits goedkeuring van den Minister van Financiën, de belegging der beschikbare gelden en beschikt over de gelden die de maatschappij in bewaring of op loopende rekening bezit.

Hij stelt de reglementen betreffende de inrichting der diensten alsmede de reglementen van beheer of de huishoudelijke reglementen vast.

Hij stelt de tarieven vast en wijziget ze met inachtneming van de van kracht zijnde wettelijke voorschriften, inzonderheid deze van de wet van 25 Augustus 1891 betreffende de overeenkomst van vervoer en deze van 23 Juli 1926; hij is echter gehouden ze te verminderen als de Minister het vraagt. De nieuwe of gewijzigde tarieven en, in voorkomend geval, het besluit tot goedkeuring, zullen door den *Moniteur* bekendgemaakt worden en slechts na deze bekendmaking in werking treden.

Hij benoemt al de agenten en beambten, bepaalt hunne bevoegdheid, stelt hunne wedden, dagloonen en gratificaties vast en zoo noodig het cijfer van hunne borgtocht; hij stemt toe in de teruggave der borgtochten. Hij schorst de agenten en beambten en zet hen af

l'application de l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926.

Il autorise toutes actions judiciaires.

Il traite, transige et compromet sur tous les intérêts de la société.

Il donne mainlevée de toutes inscriptions hypothécaires et renonce aux droits réels consacrés par ces inscriptions; il donne également mainlevée des saisies et oppositions, le tout sans devoir justifier de l'extinction des créances de la société.

Par dérogation à ce qui précède, seront soumises à l'approbation du Ministre, les délibérations du Conseil d'administration sur les objets suivants:

1^o Les aliénations, acquisitions, échanges de biens ou de droits immobiliers, si la valeur dépasse un million de francs;

2^o Les contrats d'adjudication conclus pour un terme de plus de dix ans ou dont l'import atteint un million de francs et les marchés de gré à gré, dont l'import atteint 500,000 francs.

Le Gouvernement règle la police et assure la sécurité des chemins de fer et des services des transports automobiles qui relèvent de la société. Il peut faire assermenter des agents de la société et leur conférer les fonctions et la compétence d'agents de la police judiciaire, suivant les règles tracées au titre II de la loi du 25 juillet 1891 sur la police des chemins de fer.

La société est soumise à toutes les dispositions de la loi du 31 juillet 1921 sur l'emploi des langues en matière administrative et des arrêtés royaux pris en exécution des articles 2, 5, 6 et 12 de la dite loi.

Aucune extension du réseau (lignes nouvelles) ne pourra être entreprise par la société, si celle-ci n'y est autorisée par une loi.

Art. 25. Le Conseil d'administration peut élire dans son sein un comité permanent de quatre membres, dont un représentant le personnel, chargé de la préparation des questions à soumettre au Conseil.

onder voorbehoud der toepassing van artikel 13 der wet van 23 Juli 1926.

Hij geeft machtiging tot alle rechtsvorderingen. Hij onderhandelt, treft dadingen en gaat compromissen aan met betrekking tot al de belangen van de maatschappij.

Hij geeft opheffing van alle hypothecaire inschrijvingen en ziet af van de zakelijke rechten door deze inschrijvingen bevestigd; hij geeft eveneens opheffing van inbeslagnemingen en van verzet, dit alles zonder te moeten doen blijken van de aflossing der schuldvorderingen der maatschappij.

Bij afwijking van hetgeen voorafgaat zij aan de goedkeuring van den Minister onderworpen de beslissingen van den Raad van beheer nopens de volgende voorwerpen:

1^o De vervreemdingen, aanwervingen, ruilingen van onroerende goederen of rechten, indien de waarde een millioen frank te boven gaat;

2^o De aanbestedingscontracten; gesloten voor een termijn van meer dan tien jaar of waarvan het bedrag een millioen frank beloopt en de koopovereenkomsten uit ter hand waarvan het bedrag 500,000 frank beloopt.

De Regeering regelt de politie en verzekert de veiligheid der spoorwegen en der diensten van auto-vervoer die van de maatschappij afhangen. Zij kan agenten van de maatschappij beëdigen en hun de ambtsbezigheden en de bevoegdheid van agenten van de gerechtelijke politie toekennen volgens de regelen opgegeven in titel II der wet van 25 Juli 1891 op de politie der spoorwegen.

De maatschappij is onderworpen aan al de bepalingen der wet van 31 Juli 1921 op het gebruik der talen in bestuurszaken en van de Koninklijke besluiten genomen tot uitvoering der artikels 2, 5, 6 en 12 van gezegde wet.

Geen uitbreiding van het net (nieuwe lijnen) zal door de maatschappij mogen ondernomen worden, indien deze er niet door eene wet toe gemachtigd is.

Art. 25. De Raad van beheer mag in zijn schoot een bestendig komiteit van vier leden kiezen, waaronder een lid het personeel vertegenwoordigt, en die belast zijn met de voorbereiding der aan den Raad voor te leggen vraagstukken.

Art. 26. Le Conseil choisit hors son sein un directeur général lequel, assisté de directeurs généraux adjoints, exerce les pouvoirs que lui délègue le Conseil d'administration.

Dans les limites que détermine celui-ci, ils peuvent sous-déléguer leurs pouvoirs.

Art. 27. La surveillance de la société est confiée à un collège de six commissaires de nationalité belge, nommés pour six ans, dont trois par la Chambre des Représentants et trois par le Sénat et révocables à tout moment par l'assemblée qui les aura nommés.

L'incompatibilité établie à l'article 19 existera également pour les membres du collège des commissaires.

Les commissaires ont le droit d'investigation et de contrôle sur tout ce qui se rapporte aux comptes de la société. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être soumis à leur inspection vingt jours au moins avant la date de l'assemblée générale.

Art. 28. Il est attribué aux commissaires des émoluments fixés à 500 francs par mois.

CHAPITRE IV. — Assemblées générales.

Art. 29. L'assemblée générale des actionnaires se compose des propriétaires d'au moins dix actions privilégiées ou de jouissance et du titulaire des actions ordinaires.

Les actionnaires ont droit à une voix par action ordinaire et à une voix par dix actions privilégiées ou de jouissance sans limitation.

Art. 30. L'assemblée générale peut valablement délibérer quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées. Elle ne peut délibérer que sur les objets portés à son ordre du jour. Les résolutions sont prises à la majorité des voix.

Art. 31. Les assemblées générales se tiennent à Bruxelles ou dans une commune de l'agglomération bruxelloise, dans le local fixé par les avis de convocation.

Art. 26. De Raad kiest buiten zijn schoot een directeur-generaal welke, bijgestaan door adjunct-directeurs-generaal, de volmacht uitoefent die hem door den Raad van beheer opgedragen wordt.

Binnen de grenzen door dezen Raad bepaald, mogen zij ondervolmacht geven.

Art. 27. Het toezicht op de maatschappij is toevertrouwd aan een college van zes commissarissen van Belgische nationaliteit, benoemd voor zes jaar, waarvan drie door de Kamer der Volksvertegenwoordigers en drie door den Senaat, en die op elk oogenblik afzetbaar zijn door de vergadering die hen benoemd heeft.

De onvereinigbaarheid vastgesteld door artikel 19 bestaat eveneens voor de leden van het college van commissarissen.

De commissarissen hebben het recht van onderzoek en toezicht in en op alles wat betrekking heeft op de rekeningen der maatschappij. De balans en de winst- en verliesrekening moeten aan hun toezicht onderworpen worden ten minste twintig dagen vóór den datum van de algemeene vergadering.

Art. 28. Er worden aan de commissarissen traktementen, vastgesteld op 500 frank per maand, toegekend.

HOOFDSTUK IV. — Algemeene vergaderingen.

Art. 29. De algemeene vergadering der aandeelhouders bestaat uit de bezitters van ten minste tien prefente of genootaandeelen en uit den titularis der gewone aandeelen.

De aandeelhouders hebben recht op eene stem per gewoon aandeel en op eene stem per tien preferente of genootaandeelen zonder beperking.

Art. 30. De algemeene vergadering kan geldige besluiten nemen welk ook het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandeelen zij. Zij mag slechts besluiten nemen over de op de dagorde gebrachte onderwerpen. De besluiten worden bij meerderheid van stemmen genomen.

Art. 31. De algemeene vergaderingen worden te Brussel of in eene gemeente der Brusselsche agglomeratie in het door de berichten van bijeenroeping vastgestelde lokaal gehouden.

Art. 32. Il est tenu chaque année, avant le 31 mai et pour la première fois en 1928, une assemblée générale des actionnaires de la société.

Le conseil d'administration peut convoquer des assemblées générales extraordinaires. Il doit les convoquer sur la demande du collège des commissaires ou d'actionnaires représentant le cinquième au moins du nombre des actions privilégiées ou de jouissance.

Les convocations sont faites par des annonces publiées deux fois, à huit jours d'intervalle au moins et huit jours au moins avant l'assemblée générale, dans le *Moniteur belge* et dans cinq journaux belges au moins.

Art. 33. Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les porteurs d'actions privilégiées et de jouissance sont tenus de déposer leurs actions au moins quinze jours avant l'assemblée dans les établissements désignés par les avis de convocation. Les actionnaires ne peuvent se faire représenter que par d'autres actionnaires membres de l'assemblée.

Art. 34. L'assemblée est présidée par le Ministre ou par un des vice-présidents du Conseil d'administration, à leur défaut par un administrateur désigné par ses collègues.

Le bureau de l'assemblée est composé des membres présents du Conseil d'administration.

Le Ministre des Chemins de fer peut désigner un délégué qui assiste à l'assemblée générale sans voix délibérative.

Art. 35. Les procès-verbaux de l'assemblée sont signés par les membres du bureau.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux administrateurs.

Les engagements pris au nom de la société doivent être souscrits par deux administrateurs ou par un administrateur et le directeur général ou un autre fondé de pouvoirs.

Art. 32. Er wordt elk jaar, vóór den 31 Mei en voor de eerste maal in 1928, eene algemeene vergadering der aandeelhouders van de maatschappij gehouden.

De Raad van beheer mag buitengewone algemeene vergaderingen samenroepen. Hij moet ze samenroepen op verzoek van het college van commissarissen of van aandeelhouders die ten minste het vijfde van het aantal preferente of genotaandeelen vertegenwoordigen.

De bijeenroepingen geschieden door aankondigingen tweemaal gepubliceerd, met ten minste acht dagen tusschenruimte en ten minste acht dagen vóór de algemeene vergadering, in den *Moniteur belge* en in ten minste vijf Belgische dagbladen.

Art. 33. Om de algemeene vergadering te mogen bijwonen, zijn de houders van preferente en genotaandeelen gehouden, hunne aandelen ten minste vijftien dagen vóór de vergadering in de door de berichten van bijeenroeping aangeduide instellingen neder te leggen. De aandeelhouders mogen zich slechts door andere aandeelhouders leden van de vergadering, doen vertegenwoordigen.

Art. 34. De vergadering wordt voorzeten door den Minister of door een der ondervoorzitters van den Raad van beheer, en bij dezer ontstentenis door een door zijne collega's aangeduiden beheerder.

Het bureel der vergadering bestaat uit de aanwezige leden van den Raad van beheer.

De Minister van Spoorwegen kan een afgevaardigde aanduiden, die de algemeene vergadering bijwoont zonder stemgerechtigd te zijn.

Art. 35. De processen-verbaal van de vergadering worden onderteekend door de leden van het bureel.

De in rechten of anderzins over te leggen afschriften of uittreksels worden door twee beheerders geteekend.

De in naam der maatschappij aangegane verbintenissen moeten door twee beheerders of door eenen beheerder en den directeur-generaal of een anderen gevolmachtigde onderteekend zijn.

CHAPITRE V. — *Modifications
aux statuts.*

Art. 36. Aucune modification ne peut être apportée aux statuts de la société que conformément aux dispositions de la loi du 23 juillet 1926.

CHAPITRE VI. — *Inventaire, bilan,
répartition, réserves.*

Art. 37. L'année sociale commence le 1^{er} janvier; toutefois, le premier exercice prendra cours le 1^{er} août 1926 et finira le 31 décembre 1927.

Chaque année, le 31 décembre, et pour la première fois le 31 décembre 1927, les écritures sociales sont clôturées et le Conseil d'administration dresse un inventaire, un bilan, un compte d'exploitation et un compte de profits et pertes.

Le bilan et le compte de profits et pertes seront, chaque année, communiqués aux Chambres, à l'intervention du Ministre, après avoir été soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

Art. 38. Des prélèvements destinés à alimenter le fonds de renouvellement des installations et du matériel et la réserve d'amortissement seront portés chaque année au compte de l'exploitation. Ils seront calculés de façon à représenter l'amortissement industriel normal des voies, du matériel, de l'outillage, des bâtiments et ouvrages d'art, suivant des formules arrêtées de commun accord entre le Ministre et le Conseil d'administration.

Art. 39. Il est fait annuellement sur les recettes brutes un prélèvement de 2 1/2 % au moins pour la constitution d'un fonds de réserve destiné à parer éventuellement aux malis du compte annuel.

Ce fonds sera alimenté en outre par le produit du placement de son propre avoir.

Lorsque le fonds de réserve atteindra 20 % de la recette brute moyenne des cinq derniers exercices, il sera sursis à tout nouveau prélèvement sur les bénéfices.

Art. 40. Les bénéfices nets de chaque exercice, après les prélèvements prévus

HOOFDSTUK V. — *Wijziging
der statuten.*

Art. 36. Aan de statuten der maatschappij mag geene wijziging worden toegebracht dan overeenkomstig de beschikkingen der wet van 23 Juli 1926.

HOOFDSTUK VI. — *Inventaris, balans,
verdeeling, reserves.*

Art. 37. Het maatschappelijk jaar begint op 1 Januari; echter zal het eerste boekjaar beginnen te loopen op 1 Augustus 1926 en eindigen op 31 December 1927.

Elk jaar, worden op 31 December en voor de eerste maal op 31 December 1927 de boeken afgesloten en maakt de Raad van beheer een inventaris, een balans, een exploitatierekening en een winst- en verliesrekening op.

De balans en de winst- en verliesrekening zullen elk jaar aan de Kamers, door tussenkomst van den Minister, worden medegedeeld, na vooraf aan de goedkeuring van de algemeene vergadering te zijn onderworpen.

Art. 38. De afhoudingen bestemd om het fonds tot hernieuwing van de inrichtingen en van het materieel en de aflossingsreserve te stijven zullen elk jaar op de exploitatierekening gebracht worden. Zij zullen derwijze berekend worden dat zij de normale industrieele aflossing van de wegen, het materieel, de werktuigen, de gebouwen en kunstwerken vertegenwoordigen, volgens de in gemeen overleg tusschen den Minister en den Raad van beheer vastgestelde formules.

Art. 39. Jaarlijks wordt er op de bruto-ontvangsten eene afneming van ten minste 2 1/2 t. h. gedaan voor het vormen van een reservefonds dat bestemd is om eventueel in de tekorten van de jaarlijksche rekening te voorzien.

Dit fonds zal bovendien door de opbrengst van de belegging van zijn eigen actief gestijfd worden.

Wanneer het reservefonds 20 t. h. der gemiddelde bruto-ontvangst van de vijf laatste boekjaren zal bereiken, zal er niet meer tot eene nieuwe afneming op de winsten worden overgegaan.

Art. 40. Nadat de in de twee voorgaande artikelen voorziene afnemingen,

aux deux articles précédents, ainsi que ceux nécessités par les charges financières de l'entreprise (telles que : intérêt sur les sommes remises par le Fonds d'amortissement en exécution de l'article 18 ci-dessus, service des emprunts, etc.) seront répartis comme suit :

1° Une somme égale à 5 % sera allouée à la direction et au personnel, dans les proportions que décidera le Conseil d'administration; la répartition de l'allocation réservée au personnel se fera conformément aux règles fixées par le statut de celui-ci;

2° Le solde sera attribué à concurrence de :

50 % comme dividende aux actions privilégiées et aux actions de jouissance, et

50 % aux actions ordinaires.

Tout dividende afférent aux actions privilégiées non placées appartiendra à l'Etat.

Donné à Bruxelles, le 7 août 1926.

alsook degene die noodig zijn voor de financieele lasten der onderneming (zooals de interest op de sommen overhandigd door het Delgingsfonds ter uitvoering van bovenstaand artikel 18, dienst der leeningen, enz.), geschiedt zijn, zullen de netto-winsten van elk boekjaar als volgt verdeeld worden :

1° Eene som gelijk aan 5 t. h. zal toegekend worden aan het bestuur en aan het personeel, in de verhoudingen die door den Raad van beheer zullen vastgesteld worden; de verdeling van de voor het personeel voorbehouden toelage zal overeenkomstig de door het statuut van dit laatste vastgestelde regelen geschieden;

2° Het saldo zal toegekend worden tot een beloop van :

50 t. h. als dividend aan de preferente aandeelen en aan de genootaandeelen, en

50 t. h. aan de gewone aandeelen.

Elk aan de niet geplaatste preferente aandeelen toekomend dividend zal aan den Staat vervallen.

Gegeven te Brussel, den 7ⁿ Augustus 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

*Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,
ÉM. VANDERVELDE.*

*Le Ministre, membre du Conseil, | De Minister, lid van den Raad,
E. FRANCOU.*

*Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,
PAUL HYMANS.*

*Le Ministre des Sciences
et des Arts, | De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies, | De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*

B^{ON} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics, | De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marines, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,*

ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

12

Arrêté ministériel relatif à la prise et à l'examen ou à l'analyse d'échantillons de farines et de produits fabriqués avec des farines.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière;

Vu l'arrêté royal du 19 juillet 1926 concernant la fabrication et la vente des farines, du pain et d'autres produits alimentaires,

Arrête :

Article 1^{er}. Le commissaire du Gouvernement et les agents chargés du contrôle des moulins prélèveront, dans chaque cas, trois échantillons de farine.

Ces échantillons seront mis en sachets et scellés du sceau de l'agent, de manière à éviter toute substitution, toute soustraction ou toute addition.

Le meunier ou son délégué sera invité à y apposer son cachet ou une marque quelconque.

Chaque échantillon de farine devra peser environ 200 grammes.

Les sachets porteront les inscriptions suivantes :

- a) Nom de l'agent;
- b) Firme du moulin;
- c) Qualité de la farine déclarée par le meunier;
- d) Date de la prise d'échantillons.

L'un des trois échantillons, au choix du meunier, sera laissé à celui-ci.

Les deux autres échantillons prélevés par les agents chargés du contrôle

Ministerieel besluit betreffende het nemen, onderzoeken of ontleden van stalen van meel en van meelproducten.

De Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

Gelet op de wet dd. 16 Juli 1926 betreffende sommige maatregelen te nemen ter verbetering van den financiëleen toestand;

Gelet op het Koninklijk besluit dd. 19 Juli 1926 betreffende de vervaardiging en den verkoop van meel, brood en andere voedingsmiddelen,

Besluit :

Artikel 1. De Regeeringscommissaris en het personeel belast met de contrôle in de molens nemen telkens drie meelstalen.

Die stalen worden in zakjes geborgen en met het zegel van den ambtenaar verzegeld, ten einde elke vervanging, elke ontvreemding of elke toevoeging te verhinderen.

De molenaar of zijn vertegenwoordiger wordt verzocht er zijn zegel of een of ander merk op aan te brengen.

Ieder meelstaal dient nagenoeg 200 gram te wegen.

Op de zakjes dient vermeld :

- a) De naam van den ambtenaar;
- b) De naam van den molen;
- c) De door den molenaar opgegeven hoedanigheid van het meel;
- d) De dagteekening, waarop het staal werd genomen.

Volgens keus van den molenaar wordt één der drie stalen in zijn bezit gelaten.

De twee andere stalen, door het controlepersoneel genomen, worden ge-

seront transmis au Commissaire du Gouvernement. L'un des échantillons sera examiné par lui. Si la farine est de qualité supérieure à celle du type de farine légale, le Commissaire du Gouvernement dressera procès-verbal et le transmettra au Procureur du Roi avec le troisième échantillon.

Art. 2. Le Commissaire du Gouvernement et les agents chargés du contrôle dans les locaux, magasins et boutiques mentionnés à l'article 11 de l'arrêté royal susvisé, saisiront des échantillons des produits qui leur paraîtront fabriqués avec des farines dont l'emploi n'aura pas été autorisé, ainsi que des échantillons de ces farines.

Les échantillons de farine doivent être prélevés dans les sacs plombés du moulin ou du négociant fournisseur, ou à défaut de sacs plombés, dans les sacs non plombés ou entamés. Les plombs seront annexés au procès-verbal de saisie.

Trois échantillons des produits et des farines seront prélevés dans chaque cas.

Ils seront enveloppés et scellés du sceau de l'agent de manière à éviter toute substitution, toute soustraction ou toute addition.

L'intéressé sera invité à y apposer son cachet ou une marque quelconque.

Chaque échantillon de farine devra peser environ 200 grammes.

Les enveloppes extérieures porteront, selon le cas, les inscriptions suivantes :

- a) Nom de l'agent;
- b) Nom du fabricant des produits et du détenteur de la farine;
- c) Qualité ou type de celle-ci et nom du fournisseur;
- d) Date de la prise d'échantillons.

Dans le cas de saisie de produits, l'échantillon de farine suspecte ayant servi à les fabriquer, sera placé dans la même enveloppe extérieure que celle qui entoure les produits saisis.

Dans tous les cas qui précèdent, l'un des trois échantillons, au choix de l'intéressé, sera laissé à celui-ci.

Les deux autres échantillons et le

stuurd naar den Regeeringscommissaris. Een der stalen wordt door hem onderzocht. Zoo het meel fijner is dan het wettelijk meel maakt de Regeeringscommissaris verbaal op en stuurt dit naar den Procureur des Konings met het derde staal.

Art. 2. De Regeeringscommissaris en het personeel belast met de contrôle in de lokalen, magazijnen en winkels, aangeduid in artikel 11 van bedoeld koninklijk besluit, nemen stalen van de meelproducten, die schijnen vervaardigd uit meel, waarvan het gebruik niet is toegelaten, alsmede stalen van dat meel zelf.

Die meelstalen dienen genomen uit geplombeerde zakken van den molen of van den handelaar, die het meel heeft geleverd, of bij gebrek aan geplombeerde zakken, uit ongeplombeerde zakken of nog enkel gedeeltelijk gevulde zakken. De loodjes worden bij het verbaal van inbeslagneming gevoegd.

In ieder geval worden drie stalen van de meelproducten en van het meel zelf genomen.

Zij worden zoodanig ingepakt en verzegeld met het zegel van den ambtenaar, dat elke vervanging, elke ontvreemding of elke toevoeging wordt verhinderd.

De belanghebbende wordt verzocht er zijn zegel of een of ander merk op aan te brengen.

Ieder meelstaal dient nagenoeg 200 gram te wegen.

Volgens het geval dient op de buitenverpakking vermeld :

- a) De naam van den ambtenaar;
- b) De naam van den fabrikant der producten en van dengene die het meel in zijn bezit heeft;
- c) De hoedanigheid of type van het meel en de naam van den leverancier;
- d) De datum, waarop het staal werd genomen.

In geval van inbeslagneming der meelproducten, dient het staal van het verdacht meel, dat tot de vervaardiging werd gebruikt, geborgen in een verpakking, waarvan het buitenste omslag hetzelfde is als dat der in beslaggenomen producten.

In al de voorafgaande gevallen wordt, naar keuze van den belanghebbende, een der drie stalen in zijn bezit gelaten.

De twee andere stalen en het verhaal

procès-verbal de saisie seront transmis au commissaire du Gouvernement. L'un des échantillons sera examiné par lui. Si la farine saisie ou celle qui a servi à la fabrication du produit est de qualité supérieure à celle du type de farine légale ou si le produit a été fabriqué sans autorisation avec une farine de qualité supérieure à celle du type de farine légale, le commissaire du gouvernement dressera procès-verbal et transmettra celui-ci au procureur du Roi avec le troisième échantillon et le procès-verbal de saisie.

Art. 3. L'examen de la farine se fera par la méthode de l'essai à l'eau (procédé Pekar).

Art. 4. Les laboratoires d'analyse prévus par l'article 12 de l'arrêté royal susvisé sont désignés comme suit :

Le laboratoire de la ville de Courtrai, sous la direction de M. Kindt;

Le laboratoire de la ville de Gand, sous la direction de M. Vandeveld;

Le laboratoire de la ville de Saint-Nicolas, sous la direction de M. Castille;

Le laboratoire de l'École d'agriculture de La Louvière, sous la direction de M. Estienne;

Le laboratoire de l'Université de Gand (laboratoire de pharmacie et de chimie appliquée à l'hygiène), sous la direction de M. Daels;

Le laboratoire du « Vrij Eigenaars- en Landbouwersbond », à Bruges (quai Long, 22), sous la direction de M. Alliaume;

Le laboratoire de M. Broquet, à Nivelles (rue de Charleroi, 14);

Le laboratoire de M. Wauters, à Ixelles (rue Souveraine, 83);

Le laboratoire de M. Mainsbrecq, à Ixelles (rue Keyenveld, 95);

Le laboratoire de M. Decroës, à Louvain (rue des Récollets, 29);

Le laboratoire de M. Castille, à Louvain (boulevard de Tirlemont, 39);

Le laboratoire de M. Moens, à Malines (Grand'Place, 15);

Le laboratoire de M. Delhalle, à Saint-Trond (rue de Liège, 16);

Le laboratoire de M. Biot, à Mont-sur-Marchienne;

van inbeslagneming worden naar den Reeringscommissaris gestuurd. Een der stalen wordt door hem onderzocht. Zoo het inbeslaggenomen meel of het meel dat tot het vervaardigen van het product gediend heeft fijner is dan het wettelijk meel, of wanneer het product zonder vergunning is vervaardigd uit fijner meel dan het wettelijk meel, maakt de Regeeringcommissaris verbaal op en stuurt dit naar den Procureur des Konings met het derde staal en het verbaal van inbeslagneming.

Art. 3. Het onderzoek van het meel dient gedaan volgens de waterproefmethode (behandeling Pekar).

Art. 4. De ontledingslaboratoria, voorzien bij artikel 12 van bovenbedoeld Koninklijk besluit worden vastgesteld als volgt :

Het laboratorium der stad Kortrijk, onder het bestuur van den heer Kindt;

Het laboratorium der stad Gent, onder het bestuur van den heer Vandeveld;

Het laboratorium der stad Sint-Nikolaas, onder het bestuur van den heer Castille;

Het laboratorium der Landbouwschool van La Louvière, onder het bestuur van den heer Estienne;

Het laboratorium der Hoogeschool te Gent (laboratorium voor arts- en scheikunde op de hygiëne toegepast), onder het bestuur van den heer Daels;

Het laboratorium van de Vrije Eigenaars- en Landbouwersbond, te Brugge (Lange Kaai, 22), onder het bestuur van den heer Alliaume.

Het laboratorium van den heer Broquet, te Nijvel (rue de Charleroi, 14);

Het laboratorium van den heer Wauters, te Elsene (rue Souveraine);

Het laboratorium van den heer Mainsbrecq, te Elsene (rue Keyenveld, 95);

Het laboratorium van den heer Decroës, te Leuven (Minderbroederstraat, 29);

Het laboratorium van den heer Castille, te Leuven (Thiensche Vest, 39);

Het laboratorium van den heer Moens, te Mechelen (Groote Markt, 15);

Het laboratorium van den heer Delhalle, te Sint-Truiden (Luiksche straat, 16).

Het laboratorium van den heer Biot, te Mont-sur-Marchienne;

Le laboratoire de M. Renaux, à Charleroi (rue de la Science);

Le laboratoire de M. Crispo, à Anvers (rue Klapdorp, 10);

Le laboratoire de M. Delaite, à Liège (rue Hors-Château, 50);

Le laboratoire de M. Delporte, à Liège (rue de la Cathédrale, 40);

Le laboratoire de M. Ramlot, à Namur (rue du But);

Le laboratoire de M. Legros, à Arlon.

Art. 5. Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

Bruxelles, le 9 août 1926.

Pour le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale, absent :

Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique,

Het laboratorium van den heer Renaux, te Charleroi (rue de la Science);

Het laboratorium van den heer Crispo, te Antwerpen (Klapdorp, 10);

Het laboratorium van den heer Delaite, te Luik (rue Hors-Château, 50);

Het laboratorium van den heer Delporte, te Luik (rue de la Cathédrale, 40);

Het laboratorium van den heer Ramlot, te Namen (rue du But);

Het laboratorium van den heer Legros, te Aarlen.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking den dag der uitgifte er van in den *Moniteur belge*.

Brussel, den 9 Augustus 1926.

Voor den Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg, afwezig :

De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafien, Telefonen en Luchtvaart,

E. ANSEELE.

13

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

Taxe spéciale de séjour.

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

La Belgique, par le large accueil qu'elle a toujours réservé aux étrangers, s'est acquis dans le monde la réputation d'un pays hospitalier. Le Gouvernement n'entend, en aucune façon, porter atteinte à cette légitime réputation.

Mais, dans une période de crise monétaire où les prix intérieurs ne correspondent pas à la valeur intrinsèque des produits sur les marchés mondiaux, des mesures paraissent s'imposer pour rétablir un certain équilibre et éviter un appauvrissement du pays.

Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement a pensé qu'il s'indiquait, à l'heure présente, de relever dans une légère mesure, à charge des étrangers, la taxe

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

Bijzondere verblijftaxe.

VERSLAG AAN DEN KONING.

SIRE,

Door de gulle wijze waarop België steeds de vreemdelingen onthaald heeft, is het in de wereld als een gastvrij land bekend geworden. De Regeering is geen zins voornemens aan deze gewettigde faam op eenige wijze afbreuk te doen.

Maar, in een periode van geldcrisis gedurende welke de binnenlandsche prijzen niet overeenstemmen met de werkelijke waarde der voortbrengsels op de wereldmarkten, blijken maatregelen zich op te dringen om een zeker evenwicht te herstellen en een verarming van het land te vermijden.

In dezen gedachtengang heeft de Regeering gemeend dat het op het huidige oogenblik gepast was de bij artikel 17 der wet van 8 Juni 1926

de séjour et de consommation établie par l'article 17 de la loi du 8 juin 1926.

Le projet d'arrêté que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à Votre Majesté porte de 10 à 20 % la taxe perçue sur le prix de location de chambre ou d'appartement et de 10 à 15 % la taxe afférente au prix de la pension complète comprenant à la fois le logement et la nourriture.

Toutefois, une exception a été prévue en faveur des étrangers qui, comme nous, résident dans un pays défavorisé par le change.

On le remarquera, la surtaxe proposée est extrêmement modérée, si on la calcule en devises appréciées ou si on la compare aux taxes exceptionnelles qui ont été établies par d'autres pays qui ont traversé des difficultés financières.

Par le fait que cette surtaxe s'applique à une taxe de séjour qui n'atteint que les dépenses dépassant un certain minimum, l'aggravation proposée reste sans effet vis-à-vis des étrangers qui viennent, dans des conditions modestes, travailler dans le pays.

Nous avons l'honneur d'être,

SIRE,

de Votre Majesté,
les très respectueux et fidèles serviteurs,

*Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | *De Minister, lid van den Raad,*
E. FRANCQUI.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*
PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,* | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*
CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,* | *De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*

B^{on} HOUTART.

ingestelde verblijf- en verbruikstaxe, in lichte mate, ten laste der vreemdelingen te verhoogen.

Het ontwerp van besluit dat de Regering de eer heeft aan Uwe Majesteit voor te leggen, brengt van 10 op 20 t. h. de taxe geheven op den prijs van kamer- of appartementverhuring en van 10 op 15 t. h. de taxe verbonden aan den prijs van het volledig pensioen omvattend tegelijk logement en voeding,

Echter werd een uitzondering voorzien ten gunste van vreemdelingen die, gelijk wij, in een land met ongunstigen wisselkoers verblijven.

Men zal bemerken dat de voorgestelde surtaxe uiterst gematigd is, wanneer men ze berekent in geld met gunstigen wisselkoers of wanneer men ze vergelijkt met de buitengewone taxen die door andere landen, welke financieele moeilijkheden hebben doorgemaakt, ingesteld werden.

Door het feit dat deze surtaxe toepasbaar is op een verblijfstaxe die slechts de uitgaven boven een zeker minimum treft, blijkt de voorgestelde verzwaring zonder invloed ten opzichte van de vreemdelingen die, in bescheiden omstandigheden, in het land komen werken.

Wij hebben de eer te zijn,

SIRE,

van Uwe Majesteit,
de zeer onderdanige en getrouwe
dienaren,

*De Eerste Minister,
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegrafen, Telefoenen
en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière du pays;

Vu l'article 17 de la loi du 8 juin 1926;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. La taxe de séjour et de consommation dans les hôtels, etc., établie par l'article 17 de la loi du 8 juin 1926, est portée de 10 à 20 %, pour la location de chambre ou d'appartement, et de 10 à 15 % pour la pension complète, comprenant le logement et la nourriture, lorsque les locataires ou pensionnaires ne peuvent justifier de leur résidence habituelle en Belgique ou dans un pays à change déprécié.

Ces pays seront déterminés par Notre Ministre des Finances.

Art. 2. La justification de la résidence résulte des indications portée à la carte d'identité ou au passeport des locataires ou pensionnaires.

L'hôtelier doit mentionner au registre de logement : la nature, la date et le numéro de la pièce produite, ainsi que l'autorité qui l'a délivrée.

A défaut de ces mentions, la justification est présumée n'avoir pas été fournie.

Les dispositions de Notre arrêté du 15 juillet 1925 relatives à la communi-

ALBERT, Koning der Belgen.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstende, HEIL.

Gezien de wet van 16 Juli 1926 betreffende maatregelen te nemen ter verbetering van 's Lands financiële toestand;

Gezien artikel 17 der wet van 8 Juni 1926;

Op het in Raad besproken voorstel Onzer Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De bij artikel 17 der wet van 8 Juni 1926 ingestelde taxe voor verblijf en verbruik in hotels, enz., wordt van 10 op 20 t. h. gebracht voor kamer- of appartementverhuur en van 10 op 15 t. h. voor het volledig pensioen omvattend logement en voeding, indien de huurders of kostgangers van hun gewoonlijk verblijf in België of in een der landen met ongunstigen wisselkoers niet kunnen doen blijken.

Deze landen zullen door Onzen Minister van Financiën bepaald worden.

Art. 2. Het bewijs van het verblijf blijkt uit de op de eenzelvigheidskaart of op den reispas van huurder of kostganger voorkomende aanduidingen.

De hotelhouder dient den aard, den datum en het nummer van het overgelegde stuk in het hotelregister te vermelden, alsmede de overheid die bedoeld stuk afgeleverd heeft.

Bij gebrek aan deze vermeldingen, wordt er vermoed dat het bewijs niet geleverd werd.

De bepalingen van Ons besluit van 15 Juli 1925, betreffende het mededee-

cation des documents dont la loi impose la représentation, ainsi qu'à la fausse mention dans ces documents, sont rendues applicables au registre de logement.

Art. 3. Le présent arrêté entrera en vigueur le 16 août 1926.

Donné à Bruxelles, le 13 août 1926.

len der bescheiden waarvan de wet het vertoon oplegt, alsmede de valsche aanduiding in deze bescheiden, worden op het hotelregister toepasselijk gemaakt.

Art. 3. Dit besluit zal op 16 Augustus 1926 in werking treden.

Gegeven te Brussel, den 13 Augustus 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Minister,
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | De Minister, lid van den Raad,
E. FRANCQUI.

Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,
PAUL HYMANS.

Le Ministre des Sciences
et des Arts, | De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies, | De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,

B^{on} HOUTART.

Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics, | De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,

H. BAELS.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale, | De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,

J. WAUTERS.

Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique, | De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegrafen, Telefonen
en Luchtvaart,

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | De Minister van Landsverdediging,
CH. DE BROQUEVILLE.

14

Arrêté royal établissant une taxe de séjour sur les véhicules à moteur des étrangers.

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT,

Vu la loi 16 juillet 1926 relative

Koninklijk besluit tot instelling van een verblijfstaxe op de motorvoertuigen van vreemdelingen.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de wet van 16 Juli 1926

à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière ;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les détenteurs de véhicules à moteur qui ne sont pas soumis de ce chef à la taxe annuelle ou semestrielle, en Belgique ou dans le Grand-Duché de Luxembourg, sont assujettis, à raison du séjour dans le pays de leurs véhicules à moteur, à une taxe quotidienne de séjour fixée à dix francs par voiture automobile et à quatre francs par motocycle ou motocyclette.

La taxe est due, quelle que soit la nationalité de l'intéressé. Elle est payable avant la sortie du pays.

Art. 2. Le jour de l'entrée des véhicules et celui de leur sortie sont comptés chacun pour un jour.

Art. 3. Les articles 10, 11 et 13 de la loi du 28 mars 1923 relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur, sont applicables aux dispositions qui précèdent.

Art. 4. Le présent arrêté est obligatoire le lendemain de sa publication.

Art. 5. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 août 1926.

betreffende maatregelen te nemen ter verbetering van den financieelen toestand ;

Op het in Raad besproken voorstel Onze Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De bezitters van motorvoertuigen die uit dien hoofde in België of in het Groot-Hertogdom Luxemburg de jaarlijksche of de zesmaandelijksche taxe niet betalen, zijn wegens het verblijf in het land van hunne motorvoertuigen aan een dagelijksche verblijftaxe, vastgesteld op tien frank per automobielrijtuig en op vier frank per motorcycle of per motorfiets, onderworpen.

De taxe is verschuldigd, welke ook de nationaliteit van den betrokken persoon zij. Zij is betaalbaar vóór het verlaten van het land.

Art. 2. De dag van het binnenkomen der voertuigen en die waarop zij het land verlaten, worden elk voor een dag gerekend.

Art. 3. De artikelen 10, 11 en 13 der wet van 28 Maart 1923 betreffende de taxe op de automobielen en andere stoom- en motorvoertuigen zijn op de voorafgaande beschikkingen toepasselijk.

Art. 4. Dit besluit is verplichtend den dag na zijne bekendmaking.

Art. 5. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 13 Augustus 1926.

ALBERT.

*Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil,

E. FRANCOU.

Le Ministre de la Justice,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

CAM. HUYSMANS.

*De Eerste Minister,
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

De Minister, lid van den Raad,

De Minister van Justitie,

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,*

*De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*

B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeewegen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

15

**Modification au tarif consulaire.
Prix du passeport belge à l'étranger.**

**Wijziging aan het consulaire tarief.
Prijs van Belgische paspoorten
in den vreemde.**

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir. SALUT.

ALBERT, Koning des Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden. HEIL.

Vu la loi du 16 juillet 1926, portant, notamment, qu'en vue de poursuivre le relèvement financier du pays et la préparation de la stabilisation monétaire, le Roi peut, pendant une période de six mois, par des arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, affecter de coefficients de majoration les droits, taxes et impôts de toute nature, de manière à maintenir, s'il y a lieu, le niveau de leur rendement.

Vu Notre arrêté royal du 6 avril 1921 fixant à trois francs-or le prix du passeport ordinaire délivré à l'étranger par nos agents du service extérieur;

Considérant que le droit de timbre fixe auquel sont soumis les passeports pour l'étranger délivrés dans le Royaume a, par arrêté royal du 26 juillet 1926 modifiant l'article 11, 4^e, de la loi du 21 mars 1891, été porté de 8 francs-papier à 50 francs-papier;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en harmonie les taxes perçues dans nos

Gezien de wet van 16 Juli 1926, waarbij onder meer wordt bepaald dat, ter bevordering van 's Lands financieel herstel en ter voorbereiding der muntstabilisatie, de Koning gedurende eenen termijn van zes maanden, bij door den Ministerraad besproken besluiten, op de rechten, taxen en belastingen van allen aard verhoogingscoëfficiënten toe-
passen kan, derwijze dat, zoo noodig, hun opbrengst op peil blijft;

Gezien Ons Koninklijk besluit van 6 April 1921, waarbij de prijs van een gewoon paspoort afgeleverd in den vreemde door onze agenten van den buitenlandschen dienst, op drie frank goud vastgesteld werd;

Overwegende dat het vaste zegelrecht waaraan de in het Koninkrijk afgeleverde paspoorten voor den vreemde onderworpen zijn, bij Koninklijk besluit van 26 Juli 1926 tot wijziging van artikel 11, 4^e, der wet van 21 Maart 1891, van 8 frank papier op 50 frank papier gebracht werd;

Overwegende dat het noodig is de taxen geïnd in onze diplomatieke en

chancelleries diplomatiques et consulaires pour la délivrance des passeports aux Belges avec les droits de timbre perçus de ce chef dans le Royaume;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le prix du passeport ordinaire délivré aux sujets belges par nos agents du service extérieur est porté à 8 francs-or.

Art. 2. Le présent arrêté sera obligatoire le lendemain de sa publication au *Moniteur belge* ou le jour de la réception d'une copie du dit arrêté par nos agents du service extérieur.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 août 1926.

consulaire kanselarijen voor aflevering van paspoorten aan Belgen in overeenstemming te brengen met de uit dien hoofde in het Koninkrijk geïnde zegelrechten;

Op het in Raad besproken voorstel Onze Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De prijs van het gewoon paspoort afgeleverd aan Belgische onderdanen door onze agenten van den buitenlandschen dienst wordt op 8 frank goud gebracht.

Art. 2. Dit besluit zal verplichtend worden daags na zijne bekendmaking in den *Moniteur belge* of op den dag dat onze agenten van den buitenland-schen dienst een afschrift van dit besluit ontvangen.

Art. 3. Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is met de uitvoering van dit besluit belast.

Gegeven te Brussel, den 13 Augustus 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,
E. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | De Minister, lid van den Raad,
E. FRANCOU.

Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,
P. HYMANS.

Le Ministre des Sciences | De Minister van Wetenschappen
et des Arts, | en Kunsten,

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances | De Minister van Financiën
et Ministre des Colonies, | en Minister van Koloniën,

B^{on} HOUTART.

Le Ministre de l'Agriculture | De Minister van Landbouw
et Ministre des Travaux publics, | en Minister van Openbare Werken,

H. BAEELS.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail | De Minister van Nijverheid, Arbeid
et de la Prévoyance Sociale, | en Maatschappelijke Voorzorg,

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posterijen, Telegrafen,
Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | De Minister van Landsverdediging,
CH. DE BROQUEVILLE.

16

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

**Émission d'actions privilégiées de la
Société nationale des Chemins de fer
belges. — Modification.**

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 1^{er} de la loi du 16 juillet 1926, relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière et aux fins d'arrêter ou de réduire l'inflation ;

Vu la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des Chemins de fer belges ;

Revu Notre arrêté du 31 juillet 1926 concernant l'émission d'actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges ;

Vu la décision de Notre Ministre des Finances fixant, après avoir pris l'avis du Fonds d'amortissement de la dette publique, la date et les conditions d'une première émission de ces actions privilégiées ;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 6 de l'arrêté royal du 31 juillet 1926 concernant l'émission d'actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges est complété par l'alinéa ci-après :

« Pour les actions privilégiées à émettre à l'étranger, les montants en francs belges à payer en vertu de la garantie de change dont il s'agit ci-dessus pourront être calculés d'après

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

**Uitgifte van preferente aandeele van
de Nationale Maatschappij der Bel-
gische Spoorwegen. — Wijziging.**

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, HEIL.

Gezien artikel 1 der wet van 16 Juli 1926, betreffende maatregelen te nemen ter verbetering van den financieelen toestand en om de inflatie te stuiten of te verminderen ;

Gezien de wet van 23 Juli 1926 waarbij de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen wordt opgericht ;

Herzien Ons besluit van 31 Juli 1926 betreffende de uitgifte van preferente aandeele van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ;

Gezien het besluit van Onzen Minister van Financiën, waarbij, na de meening van het Fonds tot Delging der Staatsschuld te hebben ingewonnen, den datum en de voorwaarden van een eerste uitgifte dezer preferente aandeele worden vastgesteld ;

Op het in Raad besproken voorstel Onzer Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Artikel 6 van het Koninklijk besluit van 31 Juli 1926 betreffende de uitgifte van preferente aandeele van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen wordt met de volgende alinea aangevuld :

« Voor de in het buitenland uit te geven aandeele kunnen de in Belgische franken, krachtens den wissel-waARBORG, waarvan hierboven sprake, te betalen bedragen berekend worden volgens de

les cotations moyennes du franc belge
aux bourses étrangères. »

Art. 2. Notre Ministre des Finances
est chargé de l'exécution du présent
arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 août 1926.

gemiddelde noteeringen van den Bel-
gischen frank op de buitenlandse
beurzen. »

Art. 2. Onze Minister van Financiën
is met de uitvoering van dit besluit
belast.

Gegeven te Brussel, den 14 Augustus
1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :
*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

VAN 'S KONINGS WEGE :
*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Pour le Ministre
des Affaires étrangères, absent :
Le Ministre de la Justice,

Voor den Minister
van Buitenlandsche Zaken, afwezig :
De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

Le Ministre, membre du Conseil,

De Minister, lid van den Raad,

E. FRANQUI.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences,
et des Arts,*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,*

*De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*

B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegrafien, Telefonen
en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Pour le Ministre de la Défense
Nationale, absent :

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

Voor den Minister van Landsverdedi-
ging, afwezig :

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'HYGIÈNE.

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

Arrêté royal relatif à la fabrication
et à la vente des farines, du pain,
et d'autres produits alimentaires. —
Modifications.

ALBERT, Roi des Belges.

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative
à certaines mesures à prendre en vue
de l'amélioration de la situation finan-
cière;

Revu Notre arrêté du 19 juillet 1926
concernant la fabrication et la vente des
farines, du pain, et d'autres produits
alimentaires;

Sur la proposition de Nos Ministres,
délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de Notre
arrêté du 19 juillet 1926 est complété
comme suit :

« Toute modification du type de
« farine légale » sera annoncée par un
avis publié au *Moniteur* et un échan-
tillon du type nouveau pourra être
examiné dans les bureaux du Ministère
de l'Industrie, du Travail et de la Pré-
voyance sociale. »

Art. 2. Les articles 3, 4, 8, 11, 12
et 14 de Notre arrêté du 19 juillet 1926
sont respectivement remplacés comme
suit :

« Art. 3. Sauf les exceptions prévues
aux articles 4 et 5, il est interdit :

» a) De fabriquer, mettre en vente
ou vendre, des farines d'un type supé-
rieur à celui de la « farine légale »;

» b) D'employer de telles farines
dans un but industriel ou commercial.

» La détention même en est inter-
dite aux industriels et commerçants à
partir du 25 août 1926.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN
EN VOLKSGEZONDHEID.

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

Koninklijk besluit betreffende de ver-
vaardiging en den verkoop van meel,
brood en andere voedingswaren. —
Wijzigingen.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL.

Gelet op de wet van 16 Juli 1926,
betreffende sommige maatregelen te
nemen ter verbetering van den finan-
cieelen toestand;

Herzien Ons besluit dd. 19 Juli 1926,
betreffende de vervaardiging en den ver-
koop van meel, brood en andere voe-
dingsmiddelen;

Op het in Raad besproken voorstel
Onzer Ministers,

Wij hebben besloten en Wij beslui-
ten :

Artikel 1. Artikel 1 van Ons besluit
van 19 Juli 1926 wordt aangevuld als
volgt :

« Elke wijziging van het type « wet-
telijk meel » dient bekendgemaakt door
een bericht in den *Moniteur* en een staal
van het nieuw type zal kunnen onder-
zocht worden in de burelen van het
Ministerie van Nijverheid, Arbeid en
Maatschappelijke Voorzorg. »

Art. 2. De artikelen 3, 4, 8, 11, 12
en 14 van Ons besluit van 19 Juli
1926 worden onderscheidenlijk vervan-
gen door de volgende teksten :

« Art. 3. Behoudens de uitzonde-
ringen voorzien bij de artikelen 4 en 5
is het verboden :

» a) Meel van een beter type dan
dat van het « wettelijk meel » te ver-
vaardigen, te koop aan te bieden of te
verkoopen;

» b) Zulk meel met een nijverheids-
of handelsdoel te gebruiken;

» Van 25 Augustus 1926 af mag
zulk meel zelfs niet meer in het bezit
worden gevonden van nijveraars en han-
delaars.

» Art. 4. Les industriels autres que les boulangers et les pâtisseries pourront, dans les conditions à déterminer par Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, obtenir pour les besoins exclusifs de leur industrie, une autorisation d'achat et d'emploi de farines spéciales dont le taux d'extraction ne pourra être inférieur à 65 % pour le froment, à 60 % pour le seigle.

» Art. 8. Un commissaire du Gouvernement, nommé par Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, est chargé d'organiser et d'assurer le contrôle de la fabrication, de la vente et de l'emploi des farines.

» Il a en tout temps la libre entrée dans les moulins, à l'effet de :

» 1° Contrôler la fabrication et consulter les livres de fabrication et les factures d'achats de céréales ;

» 2° Prélever contradictoirement des échantillons à soumettre à l'analyse.

» Les contrôleurs du travail ont en tout temps la libre entrée des moulins, mais seulement à l'effet d'y prélever des échantillons de farine.

» Les meuniers sont tenus :

» 1° De se conformer aux instructions écrites qui leur sont données par le commissaire du Gouvernement en vue d'assurer le contrôle de la fabrication et de la vente des farines ;

» 2° De fournir au commissaire du Gouvernement les renseignements que celui-ci demande pour s'assurer de l'observation du présent arrêté.

» Art. 11. Le commissaire du Gouvernement pour la fabrication, la vente et l'emploi des farines, les inspecteurs des denrées alimentaires, désignés par le Gouvernement ou par les autorités communales, les agents du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale chargés de relever les prix qui servent à établir mensuellement le nombre-indice de l'augmentation ou de la diminution des prix de détail, les officiers de la police judiciaire, les agents de police que les bourgmestres auront spécialement délégués à cette fin, les sous-officiers et brigadiers de gendarmerie, pourront, sous les conditions et restrictions pré-

» Art. 4. Nijveraars, andere dan brood- en banketbakkers kunnen, onder door Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg te bepalen voorwaarden, uitsluitend voor de behoeften van hun bedrijf, een vergunning bekomen om speciaal meel te koopen en te gebruiken dat niet minder mag bevatten dan, voor de tarwe 65 t. h., voor de rogge 60 t. h. gebuild meel.

» Art. 8. Een door Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg benoemde Regeeringscommissaris wordt belast met het inrichten en het verzekeren vande controle over de vervaardiging, den verkoop en het gebruik van meel.

» Hij heeft te allen tijde vrijen toegang tot de molens om :

» 1° De vervaardiging te controleren en de vervaardigingsboeken, alsmede de graanaankoopfacturen te onderzoeken ;

» 2° Ten overstaan van partijen stalen te nemen ten einde die te laten ontleden.

» De arbeidscontroleurs hebben te allen tijde vrijen toegang tot de molens, doch enkel om er stalen te nemen van het meel.

» De molenaars zijn er toe gehouden :

» 1° De schriftelijke onderrichtingen, hun door den Regeeringscommissaris gegeven, na te leven ten einde de controle te verzekeren over de vervaardiging en den verkoop van meel ;

» 2° Aan den Regeeringscommissaris de inlichtingen te verstrekken die hij vraagt om zich van de naleving van dit besluit te verzekeren.

» Art. 11. De Regeeringscommissaris voor de vervaardiging, den verkoop en het gebruik van meel, de opzieners der voedingswaren door de Regearing of de gemeenteoverheid daartoe aangesteld, het personeel bij het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg belast met het opnemen van de prijzen, welke dienen om maandelijks het indexcijfer van de stijging of daling der kleinhandels-prijzen vast te stellen, de officieren der rechterlijke politie, de politieagenten daartoe door de burgemeesters speciaal gemachtigd, de onderofficieren en brigadiers der gendarmerie, mogen, onder de voorwaarden en beperkingen voor-

vues par leur arrêté de nomination ou de délégation, inspecter :

» 1° En tout temps, les locaux utilisés pour la préparation et la fabrication de tous produits nécessitant l'emploi de farine, pour autant qu'il s'agisse de préparation et de fabrication ayant un but industriel et commercial;

2° Pendant le temps qu'ils sont accessibles au public, les magasins ou boutiques affectés au dépôt, à l'exposition ou à la mise en vente des farines ou des produits fabriqués avec celles-ci.

» Ils constatent les infractions par des procès-verbaux. Une copie du procès-verbal est adressée au contrevenant, dans les quarante-huit heures au plus tard de la constatation de l'infraction, à peine du nullité.

» Ils saisissent la farine et les produits fabriqués, mis en vente, vendus ou détenus en contravention au présent arrêté.

» Les produits sont remis aux commissions d'assistance publiques. La farine, après transformation en farine légale par les soins du commissaire du gouvernement, est vendue par lui et le prix, déduction faite des frais, est versé à la Caisse des dépôts et consignations pour, en cas de condamnation, être versé aux domaines et, en cas de non-lieu, d'acquiescement ou d'absolution, être remis à l'inculpé.

» Art. 12. Si le contrevenant est en aveu, l'agent verbalisant fera signer par le premier une déclaration à joindre au procès-verbal.

» Si le tribunal, saisi d'une poursuite exercée en vertu du présent arrêté ou des arrêtés ministériels pris en exécution de celui-ci, ordonne une expertise, il y sera procédé par l'un des laboratoires chargés de l'analyse.

» Pour ce qui concerne le pain, la pesée se fera sur dix pains avec maximum de deux pains dits « de côté ».

» Les frais d'envoi des pains aux laboratoires et les frais d'analyse seront supportés par le contrevenant.

zien bij hun benoemings- of machtigingsbesluit, inspecteeren :

» 1° Te allen tijde, de lokalen gebruikt voor het bereiden en het vervaardigen van alle produkten, waarvoor meel moet worden benut, voor zooveel het bereiding en vervaardiging, een nijverheids- of handelsdoel hebbende, betreft;

» 2° Gedurende den tijd, dat zij toegankelijk zijn voor het publiek, de magazijnen en de winkels, waar meel of daarmede vervaardigde produkten worden opgeslagen, uitgesteld of te koop aangeboden.

» Zij stellen de inbreuken vast door middel van verbaalen. Uiterlijk binnen acht en veertig uren na de vaststelling van de overtreding dient, op straffe van nietigheid, een afschrift van het verbaal aan den overtreder gezonden.

» Zij leggen beslag op het meel en de produkten, die in overtreding van dit besluit werden vervaardigd, te koop aangeboden, verkocht of bewaard.

» De produkten worden overgemaakt aan de Commissies van openbaren onderstand. Het meel, na door de zorgen van de Regeeringscommissaris te zijn omgewerkt tot het type « wettelijk meel », wordt door hem verkocht en de prijs ervan, onder afrekening der kosten, wordt gestort in de Deposito- en Consignatiekas, om, in geval van veroordeeling, te worden overgemaakt aan de domeinen en, in geval van niet-berechting, van vrijspraak of van kwijtschelding, aan den beschuldigde te worden uitgekeerd.

» Art. 12. Doet de overtreder bekennen, den laat de persoon die verbaliseert, door den eerstgenoemde een verklaring onderteekenen, die bij het verbaal dient gevoegd.

» Beveelt de rechtbank, waarbij de vervolging op grond van dit besluit of van tot uitvoering daarvan genomen ministerieele besluiten aanhangig is, een expertise, zoo zal daartoe worden overgegaan door een der laboratoria met de ontleding belast.

» Wat betreft het brood, dienen er en brooden, met hoogstens twee brooden genaamd « kant-brooden » in een keer gewogen.

» De kosten voor het verzenden der brooden naar de laboratoria en de ontledingskosten worden door den overtreder gedekt.

» Art. 14. Les infractions au dernier alinéa de l'article 8 sont punies d'une amende de 100 francs à 1,000 francs.

» Les infractions à toutes les autres dispositions du présent arrêté sont punies d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 francs à 10,000 francs. La confiscation des farines et produits fabriqués, mis en vente, vendus ou détenus en contravention au présent arrêté, est prononcée.

» Toutes les dispositions du livre I^{er} du Code pénal sont applicables à toutes les infractions susvisées. »

Art. 3. L'article 7 de Notre arrêté du 19 juillet 1926 est supprimé.

Art. 4. Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

Art. 5. Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 août 1926.

» Art. 14. Voor inbreuk op de laatste alinea van artikel 8 wordt gestraft met een geldboete van 100 tot 1,000 frank.

» Voor inbreuk op al de overige bepalingen van dit besluit wordt gestraft met acht dagen tot een jaar hechtenis en met een geldboete van 100 frank tot 10,000 frank. Het meel en de vervaardigde produkten, in overtreding van dit besluit te koop aangeboden, verkocht of in bewaring gehouden, worden verbeurd verklaard.

» Al de bepalingen van boek I van het Strafwetboek zijn van toepassing op al de bovenbedoelde inbreuken. »

Art. 3. Artikel 7 van Ons besluit van 19 Juli 1926 is opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking den dag van de uitgifte er van in den *Moniteur*.

Art. 5. Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 20 Augustus 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :
*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur,
et de l'Hygiène,*

VAN 'S KONINGS WEGE :
*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | *De Minister, lid van den Raad,*
E. FRANCOU.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*
PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,* | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*
CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,* | *De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*
B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,* | *De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*
H. BAELS.

Pour le Ministre de l'Industrie,
du Travail et de la Prévoyance sociale,
absent :

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

Voor den Minister van Nijverheid,
Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,
afgezig :

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegrafien, Telefonen
en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegrafien, Telefonen
en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

18

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'HYGIÈNE.

ADMINISTRATION DES AFFAIRES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Loi du 16 juillet 1926. — Emprunt de
l'intercommunale du Tournaisis. —
Prorogation du délai de rembourse-
ment.

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 1^{er} de la loi du 16 juillet 1926 relative à certaines mesures à prendre pour l'amélioration de la situation financière et aux fins d'arrêter ou de réduire l'inflation;

Attendu que l'emprunt de 42,750,000 francs, représenté par 85,000 obligations de 500 francs, conclu en 1918 par l'Intercommunale du Tournaisis (société coopérative actuellement en liquidation), arrive à échéance le 1^{er} septembre 1926;

Attendu que l'intérêt de 4 1/2 % auquel ces obligations ont été émises a été porté à 6 % net d'impôt à partir du 1^{er} septembre 1923;

Considérant que le remboursement de cet emprunt ne pourrait être opéré à la date de l'échéance que par l'émission d'un nouvel emprunt qui influencerait défavorablement la situation financière du pays;

MINISTERIE VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN EN VOLKSGEZONDHEID.

PROVINCIE- EN GEMEENTEZAKEN.

Wet van 16 Juli 1926. — Leening opgenomen door de « Intercommunale du Tournaisis ». — Verlenging van den terugbetalingstermijn.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op artikel 1 der wet van 16 Juli 1926 betreffende sommige te nemen maatregelen ter verbetering van den financieele toestand en om de inflatie stop te zetten of te verminderen.

Overwegende dat de leening van 42,750,000 frank, vertegenwoordigd door 85,000 schuldbrieven van 500 frank, in 1918 opgenomen door de « Intercommunale du Tournaisis » (coöperatieve vereeniging thans in liquidatie), den 1^{er} September 1926 vervalt;

Overwegende dat de interest van 4 1/2 t. h., waaraan deze schuldbrieven werden uitgegeven, van af 1 September 1923, gebracht werd op 6 t. h., vrij van belastingen;

Aangezien de terugbetaling dezer leening op den vervaldag slechts zou kunnen gedaan worden, dank zij het opnemen eener nieuwe leening, die eenen nadeelingen invloed zou hebben op den financieelen toestand des Lands;

Sur la proposition de Nos Ministres,
délibérée en Conseil,

Nous avons arrêtés et arrêtons :

Article 1^{er}. La date de remboursement des obligations de 500 fr., représentatives de l'emprunt de 42,750,000 francs de l'Intercommunale du Tournaisis (société coopérative en liquidation) et pour lesquelles il est payé actuellement un intérêt de 6 % net d'impôt, est prorogée au 1^{er} septembre 1927.

Art. 2. Les porteurs de ces obligations auront droit, depuis l'échéance du 1^{er} septembre 1926 jusqu'au 1^{er} septembre 1927, à un intérêt de 7 % l'an net d'impôt.

Art. 3. Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, et Notre Ministre des Finances sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 août 1926.

Op de voordracht van Onze in Raad
vergaderde Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De terugbetalingsdatum der schuldbrieven van 500 frank, vertegenwoordigend de leening van 42,750,000 frank der « Intercommunale du Tournaisis » (coöperatieve vereeniging in liquidatie), en waarvoor thans een interest van 6 t. h., vrij van belastingen, wordt uitbetaald, is verlengd tot 1 September 1927.

Art. 2. De houders dezer schuldbrieven zullen recht hebben, van af den vervaldag van 1 September 1926 tot 1 September 1927, op den interest van 7 t. h. 's jaars, vrij van belastingen.

Art. 3. Onze Eerste Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 24 Augustus 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Ministre,
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

*Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,
E. VANDERVELDE.*

*Le Ministre, membre du Conseil, | De Minister, lid van den Raad,
E. FRANQUIL.*

*Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,
PAUL HYMANS.*

*Le Ministre des Sciences | De Minister van Wetenschappen
et des Arts, en Kunsten,
CAMILLE HUYSMANS.*

*Le Ministre des Finances | De Minister van Financiën
et Ministre des Colonies, en Minister van Koloniën,
B^{on} M. HOUTART.*

*Le Ministre de l'Agriculture | De Minister van Landbouw
et Ministre des Travaux publics, en Minister van Openbare Werken,
H. BAELS.*

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail | De Minister van Nijverheid, Arbeid,
et de la Prévoyance Sociale, en Maatschappelijke Voorzorg,
J. WAUTERS.*

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine, De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Postes, Télégraphes, Téléphones Posterijen, Telegrafen, Telefonen
et Aéronautique, en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

*Le Ministre de la Défense Nationale, | De Minister van Landsverdediging,
CH. DE BROQUEVILLE.*

19

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

Droits d'inscription dans les universités de l'Etat.

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents, et à venir, SALUT.

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière;

Vu l'article 18 de la loi du 15 juillet 1849, organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat, fixant à 15 francs le droit d'inscription au rôle des étudiants dans les universités de l'Etat;

Vu l'article 19 de la même loi fixant à 200 ou 250 francs le droit d'inscription aux cours dans les universités de l'Etat;

Vu l'article 43 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, fixant à 20 francs le droit à payer pour l'entérinement des certificats et des diplômes académiques;

Considérant que, dans les circonstances présentes, il y a lieu de relever les dits droits;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le droit d'inscription au rôle prévu par l'article 18 de la loi du 15 juillet 1849 prérapplée est porté à 30 francs.

Art. 2. Le droit d'inscription aux cours prévu par l'article 19 de la même loi est porté à 600 francs pour les facultés et écoles ou instituts y annexés.

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

Inschrijvingsrechten voor de rijksuniversiteiten.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 16 Juli 1926 waarbij zekere maatregelen mogen getroffen met het oog op het verbeteren van den fincieelen toestand;

Gelet op artikel 18 der wet van 15 Juli 1849, tot regeling van het op Rijkskosten gegeven hooger onderwijs, waarbij het inschrijvingsrecht op de rol der studenten voor de Rijksuniversiteiten wordt vastgesteld op 15 frank;

Gelet op artikel 19 derzelfde wet, waarbij het inschrijvingsrecht voor de cursussen in de Rijksuniversiteiten op 200 of 250 frank wordt vastgesteld;

Gelet op artikel 43 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 op de bevestiging der academische graden en het programma der universitaire examens, waarbij het te betalen recht voor de bekrachtiging der getuigschriften en academische diploma's wordt vastgesteld op 20 frank;

Overwegende dat in de huidige omstandigheden bedoelde rechten dienen verhoogd;

Op het in raad beraamde voorstel Onzer Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Het op de rol artikel 18 der voornoemde wet van 15 Juli 1849 voorziene inschrijvingsrecht wordt gebracht op 30 frank.

Art. 2. Het inschrijvingsrecht voor de cursussen voorzien bij artikel 19 derzelfde wet, wordt gebracht op 600 frank voor al de faculteiten en scholen of gestichten die eraan verbonden zijn.

Art. 3. Le droit prévu par l'article 43 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 pour l'entérinement des certificats et des diplômes académiques est porté à 40 francs.

Art. 4. Notre Ministre des Sciences et des Arts est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 août 1926.

Art. 3. Het bij artikel 43 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 voorziene recht voor de bekrachtiging der getuig-schriften en academische diploma's wordt gebracht op 40 frank.

Art. 4. Onze Minister van Kunsten en Wetenschappen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 27 Augustus 1926.

ALBERT

PAR LE ROI :
*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

VAN 'S KONINGS WEGE :
*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Pour le Ministre
des Affaires étrangères, absent :
Le Ministre de la Justice,

Voor den Minister
van Buitenlandsche Zaken, afwezig :
De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

Le Ministre, membre du Conseil,

De Minister, lid van den Raad,

E. FRANCOU.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,*

*De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*

Bⁿ HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.

Pour le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes, Télé-
phones et Aéronautique, absent :

Voor den Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart, afwezig :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.

Pour le Ministre de la Défense Nationale,
absent :

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

Voor den Minister van Landsverdedi-
ging, afwezig :

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

20

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Achat de céréales panifiables indigènes.
Commission de fixation des prix.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT,

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative
à certaines mesures à prendre en vue de
l'amélioration de la situation financière;

Vu les arrêtés royaux des 19 juillet
et 20 août 1926 relatifs à la fabrication
et à la vente des farines, du pain et
d'autres produits alimentaires;

Vu l'arrêté royal du 19 juillet 1926
relatif à l'exportation des céréales pani-
fiables et des farines et à l'importation
des farines;

Sur la proposition de Notre Ministre
de l'Agriculture et de Notre Ministre
de l'Industrie, du Travail et de la Pré-
voyance sociale.

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Il est constitué une commis-
sion chargée :

1° De fixer, pour les céréales pani-
fiables indigènes, les bases d'achat en
égard aux prix des céréales panifiables
exotiques;

2° De déterminer les règles pour
résoudre à l'amiable, quand les parties
en cause s'y prêteront, les différends
portant entre vendeurs et acheteurs sur
la qualité et les prix des céréales pani-
fiables indigènes;

3° De suggérer aux pouvoirs compé-
tents l'application de toute mesure
visant une meilleure utilisation des
dites céréales.

MINISTERIE VAN LANDBOUW.

Aankoop der inlandsche broodgranen.
Commissie voor vaststelling
der aankooprijzen.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, HEIL,

Gezien de wet van 16 Juli 1926, be-
treffende zekere maatregelen te nemen
ter verbetering van den financieelen
toestand;

Gezien de Koninklijke besluiten van
19 Juli en 20 Augustus 1926, betref-
fende het fabricceeren en verkoopen van
meel, brood en andere voedingswaren;

Gezien het Koninklijk besluit van
19 Juni 1926, betreffende den uitvoer
van broodgranen en meel en den uit-
voer van meel;

Op voorstel van Onzen Minister van
Landbouw en Onzen Minister van Nij-
verheid, Arbeid en Maatschappelijke
Voorzorg,

Wij hebben besloten en Wij beslui-
ten :

Artikel 1. Er wordt eene commissie
ingesteld, belast :

1° Met het vaststellen, voor de in-
landsche broodgranen, van de aankoop-
grondslagen, in aanmerking genomen
de prijzen der vreemde broodgranen;

2° Met het bepalen van de regels tot
het in der minne oplossen, wanneer de
betrokken partijen daartoe geneigd zijn,
van de geschillen tusschen verkoopers
en koopers ontstaan over de hoedanig-
heid en de prijzen der inlandsche brood-
granen;

3° Met het voorstellen aan de be-
voegde overheden van het toepassen
van alle maatregelen tot betere benut-
ting der voormelde granen.

Art. 2. Cette commission est composée comme suit :

Président : M. Op de Beeck, H., commissaire du gouvernement pour la fabrication, la vente et l'emploi des farines à Bruxelles.

Vice-Président : M. Mullie, G., sénateur, membre du Conseil supérieur de l'Agriculture, à Bruxelles.

Membres : MM. Van Kan, A., président de l'Association générale des Meuniers belges, à Deynze ;

Charlier, F., administrateur-directeur de la Société anonyme du Moulin de Trois-Fontaines, à Vilvorde ;

Dossaer, A., administrateur de la Société anonyme Comptoir commercial anversoïis, 19, rue Kipdorp, Anvers ;

Théo Alen, président de la Fédération des Négociants en Grains indigènes, à Court-Saint-Etienne (suppléant : M. Théo Wéry, négociant en grains, à Waremmes) ;

Jabon, A., président de la Fédération des Unions professionnelles agricoles, à Momalle ;

Nickmans, ingénieur agricole, directeur au Boerenbond belge, à Anvers ;

Petit, Ch., administrateur de la Ligue agricole belge, à Upigny.

Art. 3. L'exercice de tous ces mandats se fait à titre gratuit.

Art. 4. Notre Ministre de l'Agriculture et Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 août 1926.

Art. 2. Die commissie wordt samengesteld als volgt :

Voorzitter : De heer Op de Beeck, H., Regeeringscommissaris voor het fabriceren, verkoopen en benuttigen van het meel, te Brussel.

Onder-Voorzitter : De heer Mullie, G., lid van den Hoogerem Landbouwwaad, te Brussel.

Leden : De heeren Van Kan, A., voorzitter van de Algemeene Vereeniging der Belgische Maalders, te Deynze ;

Charlier, F., beheerder-bestuurder van de « Société anonyme du Moulin des Trois-Fontaines », te Vilvoorde ;

Dossaer, A., beheerder van de « Société anonyme Comptoir commercial anversoïis », 19, Kipdorpstraat, Antwerpen ;

Théo Alen, voorzitter van het Verbond der Handelaars in Inlandsche Granen, te Court-Saint-Etienne (plaatsvervanger : de heer Théo Wéry, graanhandelaar, te Borgworm) ;

Jabon, A., voorzitter van het Verbond der Landbouwberoepsverenigingen, te Momalle ;

Nickmans, landbouwingenieur, bestuurder bij den Belgischen Boerenbond, te Antwerpen ;

Petit, K., beheerder van de « Ligue agricole belge », te Upigny.

Art. 3. Het vervullen van al die opdrachten geschiedt zonder vergoeding.

Art. 4. Onze Minister van Landbouw en Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 27^e Augustus 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Agriculture,

H. BAELS.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail, et de la Prévoyance sociale,

J. WAUTERS.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Landbouw,

De Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

21

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

Application d'un coefficient de majoration aux impôts directs et taxes y assimilées, payés tardivement.

RAPPORT AU ROI

SIRE,

La loi du 16 juillet 1926 permet au Roi « d'affecter de coefficients de majoration, les droits, taxes et impôts de toute nature, de manière à maintenir, s'il y a lieu, le niveau de leur rendement ».

Par suite de la dévalorisation du franc, les paiements effectués tardivement, surtout en matière d'impôts directs, n'ont plus le même effet en ce sens qu'ils n'assurent aux impôts qu'un rendement inférieur en fait à celui qui avait été prévu lors de l'élaboration des Budgets.

Afin de rétablir l'équilibre ainsi rompu, le Conseil des Ministres a estimé, après délibération, qu'il convenait, en cas de paiement tardif d'impôts directs et de taxes y assimilées, d'augmenter de 3 %, par trimestre de retard, le montant de ces impôts, y compris les additionnels et les intérêts de retard.

La majoration sera perçue au profit exclusif de l'Etat. Elle ne s'appliquera pas :

1° Aux sommes n'atteignant pas 100 francs ;

2° Aux amendes et aux accroissements d'impôts réclamés à titre de pénalité ;

3° Aux taxes provinciales ou communales perçues à l'intervention des receveurs des contributions ;

4° A la partie contestée des impositions faisant l'objet d'un recours en justice au moment de la publication du présent arrêté ;

5° Aux cotisations et parties de cotisation pour le paiement desquelles un sursis a été régulièrement accordé.

Seront aussi exonérés de cette majo-

KABINET VAN DEN EERSTE MINISTER.

Toepassing van een verhoogingscoëfficiënt op te laat betaalde rechtstreeksche belastingen en daarmede gelijkgestelde taxen.

VERSLAG AAN DEN KONING

SIRE,

De wet van 16 Juli 1926 laat aan den Koning toe « op de rechten, taxen en belastingen van allen aard, verhoogingscoëfficiënten toe te passen, derwijze dat, zoo noodig, hun opbrengst op peil blijft ».

Ten gevolge van de waardevermindering van den frank hebben de te laat verrichte betalingen, vooral in zake rechtstreeksche belastingen, niet meer dezelfde uitwerking, in dien zin dat zij aan de belastingen slechts een opbrengst verzekeren die in feite geringer is dan die welke voorzien was bij het opmaken der Begrootingen.

Ten einde het aldus verbroken evenwicht te herstellen, heeft de Minister-raad na beraadslaging geoordeeld dat, in geval van te laat gedane betaling van rechtstreeksche belastingen en daarmede gelijkgestelde taxen, het bedrag dezer belastingen, met inbegrip der opcentiemen en der interesten wegens verwijl, met 3 t. h. per trimester vertraging verhoogd behoorden te worden.

De verhoging zal uitsluitend ten bate van den Staat geheven worden. Zij zal niet van toepassing zijn :

1° Op bedragen de 100 frank niet bereiken ;

2° Op de boeten en de vermeederingen van belasting bij wijze van straf gevorderd ;

3° Op de provinciale of gemeentelijke taxen door bemiddeling van de ontvangers der belastingen geïnd ;

4° Op het betwiste gedeelte der aanslagen die op het oogenblik van de bekendmaking van dit besluit het voorwerp van een verhaal in rechte uitmaken ;

5° Op de aanslagen en gedeelten van aanslagen voor welke betaling een uitsstel regelmatig verleend is.

De belastingplichtigen die hunne

ration les redevables qui se libèrent de leurs arriérés d'impôt avant le 30 septembre prochain.

Pour que les intéressés ne soient pas pris au dépourvu, un avis sera adressé par pli recommandé à la poste aux redevables d'impôts qui sont actuellement exigibles et auxquels les coefficients de majoration s'appliqueraient, en cas de paiement après le 30 septembre. D'autre part, il est stipulé que les avertissements-extraits de rôle et les avis de cotisation seront désormais expédiés par pli recommandé à la poste, qu'ils indiqueront la date d'exigibilité des impôts qui y sont repris et qu'ils contiendront avis aux redevables des sanctions auxquelles ils s'exposent en cas de paiement tardif.

Nous avons l'honneur d'être,

SIRE,

De Votre Majesté,
les très respectueux et fidèles serviteurs,

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur,
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | *De Minister, lid van den Raad,*
E. FRANCOU.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*
PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,* | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*
CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,* | *De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*

B^{re} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,* | *De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*
H. BAEELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,* | *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*
J. WAUTERS,

achterstallige belastingen vóór 30 September aanstaande betalen, zullen eveneens van deze verhooging vrijgesteld zijn.

Opdat de belanghebbenden niet overvallen zouden worden, zal er per bij de post aangeteekenden brief een bericht gezonden worden aan de personen verplicht tot betaling van belastingen welke thans invorderbaar zijn en waarop de verhoogingscoëfficiënten in geval van betaling na 30 September toepasselijk zouden zijn. Van den anderen kant is er bepaald dat de waarschuwings-uittreksels uit het kohier en de berichten van aanslag in het vervolg per bij de post aangeteekenden brief zullen verzonden worden, dat zij den datum van invorderbaarheid der belastingen die er in vermeld zijn zullen aangeven en dat zij een bericht aan de belastingplichtigen zullen bevatten betreffende de straffen waaraan deze zich in geval van vertraagde betaling blootstellen.

Wij hebben de eer te zijn,

SIRE,

van Uwe Majesteit,
de zeer onderdanige en zeer getrouwe
dienaren,

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeezezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*
CH. DE BROQUEVILLE.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT,

Vu la loi du 16 juillet 1926 donnant au Roi le pouvoir notamment d'affecter de coefficients de majoration, les droits, taxes et impôts de toute nature, de manière à maintenir, s'il y a lieu, le niveau de leur rendement;

Considérant que les paiements effectués tardivement en matière d'impôts directs, n'ont plus le même effet en ce sens qu'ils n'assurent aux impôts qu'un rendement inférieur en fait à celui qui avait été prévu lors de l'élaboration des Budgets;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les impôts et taxes, tous additionnels et intérêts de retard compris, dont le recouvrement est confié à l'Administration des contributions directes et du cadastre, sont affectés, au produit exclusif de l'Etat, d'un coefficient de majoration s'ils sont payés tardivement après le 30 septembre 1926.

Ce coefficient est fixé à 3 % par trimestre de retard, tout trimestre commencé étant compté comme entièrement écoulé.

Sont considérés comme tardifs les paiements effectués après la date de l'exigibilité des impôts auxquels ils se rapportent.

Art. 2. Pour le calcul de la majoration résultant de l'application du coefficient prévu à l'article 1^{er}, les sommes dues sont arrondies à la centaine supérieure.

Art. 3. Les coefficients de majoration ne sont pas applicables :

1° A toute somme versée en apure-

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de wet van 16 Juli 1926, waarbij aan den Koning onder meer de macht wordt gegeven om op de rechten, taxen en belastingen van allen aard, verhoogingscoëfficiënten toe te passen, derwijze dat, zoo noodig, hun opbrengst op peil blijft;

Overwegende dat de in zake rechtstreeksche belastingen te laat verrichte betalingen niet meer dezelfde uitwerking hebben, in dien zin dat zij slechts aan de belastingen een opbrengst verzekeren die in feite geringer is dan die welke voorzien was bij het opmaken der Begrootingen;

Op het in Raad besproken voorstel Onzer Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Op de belastingen en taxen, alle opcentiemen en interesten wegens verwijl inbegrepen, waarvan de invordering aan het Beheer der rechtstreeksche belastingen en van het kadaster toevertrouwd is, wordt, uitsluitend ten bate van den Staat, indien zij na 30 September 1926 te laat betaald worden, een verhoogingscoëfficiënt toegepast.

Dit coëfficiënt wordt op 3 t. h. per trimester vertraging vastgesteld, waarbij elk begonnen trimester als geheel verstreken beschouwd wordt.

Worden als te laat verricht beschouwd alle betalingen gedaan na den datum van invorderbaarheid der belastingen waarop zij betrekking hebben.

Art. 2. Voor de berekening der verhoging voortvloeiende uit de toepassing van de bij artikel 1 voorziene coëfficiënten, worden de verschuldigde bedragen tot het volgende honderdtal afgerond.

Art. 3. De verhoogingscoëfficiënten zijn niet toepasselijk :

1° Op elke som gestort ter aanzuive-

ment d'une cotisation dont le montant non encore acquitté n'atteint pas 100 francs au moment du paiement;

2° Aux amendes et aux accroissements d'impôts réclamés à titre de pénalité;

3° Aux taxes provinciales ou communales perçues à l'intervention des receveurs des contributions;

4° A la partie contestée des impositions faisant l'objet d'un recours en justice au moment de la publication du présent arrêté;

5° Aux cotisations ou parties de cotisation pour le paiement desquelles un sursis a été régulièrement accordé.

Art. 4. Les receveurs des contributions adresseront, par pli recommandé à la poste, un avis spécial aux redevables d'impôts qui sont actuellement exigibles et auxquels les coefficients de majoration s'appliqueraient en cas de paiement après le 30 septembre.

A l'avenir, les avertissements-extraits de rôle ou les avis de cotisation mentionneront la date d'exigibilité des impôts et inviteront les contribuables à se libérer, pour cette date, sous peine de déduction des intérêts de retard et de la majoration résultant de l'application du coefficient visé à l'article 1^{er}.

Les dits avertissements-extraits ou avis, relatifs à des impôts atteignant au moins 100 francs, non compris les amendes et accroissements réclamés à titre de pénalité, seront envoyés par pli recommandé à la poste.

Art. 5. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 août 1926.

ring van een aanslag waarvan het nog niet betaalde bedrag op het oogenblik der betaling 100 frank niet bereikt;

2° Op de boeten en op de vermeerderingen van belasting bij wijze van straf gevorderd;

3° Op de provinciale of gemeentelijke taxes door tusschenkomst van de ontvangers der belastingen geïnd;

4° Op het betwiste gedeelte der aanslagen die op het oogenblik van de bekendmaking van dit besluit het voorwerp van een verhaal in rechte uitmaken;

5° Op de aanslagen of gedeelten van aanslagen voor welke betaling een uitstel regelmatig verleend is.

Art. 4. De ontvangers der belastingen zullen per bij de post aangeteekenden brief een bijzonder bericht zenden aan de personen die belastingen verschuldigd zijn, welke thans invorderbaar zijn, en waarop de verhoogingscoëfficiënten in geval van betaling na 30 September toepasselijk zouden zijn.

In het vervolg zullen de waarschuwingsuittreksels uit het kohier of de berichten van aanslag den datum van invorderbaarheid der belastingen vermelden en de belastingplichtigen aanzetten hunne belastingen vóór dezen datum te betalen op straffe van de intresten wegens verwijl en de verhooging voortvloeiend uit de toepassing van het bij artikel 1 bedoelde coëfficiënt verschuldigd te zijn.

Gezegde waarschuwingsuittreksels of berichten betreffende belastingen welke ten minste 100 frank bedragen, de bij wijze van strafgevoerde boeten en vermeerderingen niet inbegrepen, zullen per bij de post aangeteekende brieven worden toegezonden.

Art. 5. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 28 Augustus 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène.

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Minister,
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,
E.M. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | *De Minister, lid van den Raad,*
E. FRANCQUI.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*
PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,* | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*
CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,* | *De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*
B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et des Travaux publics,* | *De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*
H. BAEIS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,* | *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*
J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,* | *De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,*
E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*
CH. DE BROQUEVILLE.

22

Aménagement de la dette flottante. Modifications.

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 1^{er} de la loi du 16 juillet 1926, relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière et aux fins d'arrêter ou de réduire l'inflation;

Revu Nos arrêtés concernant l'émission, le réescompte et le remboursement des Bons du Trésor escomptés, ainsi que Notre arrêté du 30 juillet 1924 concernant l'émission et le remboursement des Bons du Trésor à 5 % échéant le 1^{er} décembre 1926;

Revu Nos arrêtés du 31 juillet 1926 concernant l'émission d'actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges et réglant l'aménagement de la dette flottante;

Inrichting der vlottende schuld. Wijzigingen.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, **HEIL.**

Gezien artikel 1 der wet van 16 Juli 1926, betreffende maatregelen te nemen ter verbetering van den financieelen toestand en om de inflatie te stuiten of te verminderen;

Herzien Onze besluiten betreffende de uitgifte, de herdisconteering en de terugbetaling der gedisconteerde Schatkistbons, alsmede Ons besluit van 30 Juli 1924 betreffende de uitgifte en de terugbetaling der Schatkistbons aan 5 t. h., vervallend den 1 December 1926;

Herzien Onze besluiten van 31 Juli 1926 betreffende de uitgifte van preference aandelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en tot regeling van de inrichting der vlottende schuld;

Sur la proposition de Nos Ministres,
délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. — Il est ajouté, après le 4^e alinéa de l'article 3 de l'arrêté royal du 31 juillet 1926 réglant l'aménagement de la dette flottante, un alinéa ainsi conçu :

« Toutefois, sur les Bons du Trésor intérieurs à six mois, escomptés, échus antérieurement au 2 août 1926 et non remboursés, qui auront été estampillés, l'intérêt à 7 % l'an à bonifier par le Trésor prendra cours le 2 août 1926. »

Art. 2. Le 5^e alinéa de l'article 5 du susdit arrêté royal portant :

« Dans le cas d'estampillage aux fins d'échange contre les bons du Trésor prévus à l'article 3 et portant intérêt à 5 % l'an à partir du 1^{er} décembre 1926, il n'y aura lieu à aucun décompte d'intérêt », est supprimé et remplacé par les dispositions ci-après :

« Un acompte représentant la moitié de la valeur nominale inscrite sur le coupon du 1^{er} décembre 1926 des bons du Trésor estampillés 5 % à cinq ans échéant à cette date, sera payable le 1^{er} septembre 1926, contre remise du dit coupon. »

» L'autre moitié de la valeur de ce coupon, déduction faite de la taxe mobilière, sera payée contre quittance lors de la délivrance des nouveaux bons du Trésor auxquels donnent droit les bons estampillés. »

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 août 1926.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Pour le Ministre des Affaires étrangères,
absent :

Le Ministre de la Justice,

PAUL HYMANS.

Op in het Raad besproken voorstel
Onzer Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Art. 1. Na de 4^e alinea van artikel 3 van het Koninklijk besluit van 31 Juli 1926 tot regeling van de inrichting der vlottende schuld, wordt eene alinea bijgevoegd opgesteld als volgt :

« Evenwel begint voor de gediscoonterde binnenlandsche Schatkisbons op zes maand, vóór 2 Augustus 1926 vervallen en niet terugbetaald, die afgestempeld werden, de door de Schatkist te vergoeden interest van 7 t. h. per jaar, te loopen van 2 Augustus 1926 af. »

Art. 2. De 5^e alinea van artikel 5 van bovenvermeld Koninklijk besluit zeggende :

« In geval van afstempeling voor uitwisseling tegen de Schatkisbons door artikel 3 voorzien en interest dragende aan 5 t. h. per jaar, van 1 December 1926 af, heeft er geen interestafrekening plaats » wordt geschrapt en door de volgende bepalingen vervangen :

« Een voorschot dat de helft vertegenwoordigt van de nominale waarde vermeld op de coupon van 1 December 1926 der afgestempelde Schatkisbons 5 t. h. op vijf jaar, welke op dezen datum vervalt, zal op 1 September 1926, tegen afgifte van gezegde coupon, betaalbaar zijn. »

» De andere helft der waarde van deze coupon zal, na afhouding der belasting op roerende zaken, tegen kwijtschrift betaald worden bij de afgifte der nieuwe Schatkisbons waarop de afgestempelde bons recht geven. »

Art. 3. Onze Minister van Financiën is met de uitvoering van dit besluit belast.

Gegeven te Brussel, den 29 Augustus 1926.

ALBERT.

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

Voor den Minister van Buitenlandsche Zaken, afwezig :

De Minister van Justitie,

Le Ministre, membre du Conseil, | *De Minister, lid van den Raad,*
E. FRANCQUI.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*
PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,* | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*
CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,* | *De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*
B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,* | *De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*
H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,* | *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*
J. WAUTERS.

Pour le Ministre des Chemins de fer, | Voor den Minister van Spoorwegen,
Marine, Postes, Télégraphes, Télé- | Zeewezen, Posterijen, Telegrafen,
phones et Aéronautique, absent : | Telefonen en Luchtvaart, afwezig :
Le Ministre de l'Industrie, du Travail | *De Minister van Nijverheid, Arbeid*
et de la Prévoyance sociale, | *en Maatschappelijke Voorzorg.*
J. WAUTERS.

Pour le Ministre | Voor den Minister
de la Défense Nationale, absent : | van Landsverdediging, afwezig :
Le Ministre de l'Agriculture | *De Minister van Landbouw*
et Ministre des Travaux publics, | *en Minister van Openbare Werken,*
H. BAELS.

23

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

Arrêté royal relatif à la liquidation, à la vente et à la disposition des biens des ressortissants ex-ennemis mis sous séquestre sur le territoire national non compris les territoires rédimés.

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

L'arrêté-loi du 10 novembre 1918 a mis sous séquestre en Belgique, les frappant ainsi d'indisponibilité, les biens et intérêts de toute nature appartenant à des sujets d'une nation ennemie.

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

Koninklijk besluit betreffende de liquidatie, den verkoop van en de beschikking over de aan de onderhoorigen van vroeger vijandelijke Staten behorende goederen, de onder sequester werden geplaatst op 's Rijks grondgebied, met uitsluiting van de aan België afgestane gebieden.

VERSLAG AAN DEN KONING.

SIRE,

Bij de besluit-wet van 10 November 1918 werden in België de goederen en de belangen van allen aard, die aan onderhoorigen van een vijandelijke natie toebehoorden, onder sequester geplaatst en daardoor buiten beschikking gesteld.

L'article 297 du Traité de Versailles a réservé à la Belgique le droit de retenir et de liquider tous les biens, droits et intérêts appartenant, à la date de la mise en vigueur du traité, à des ressortissants allemands et les sociétés contrôlées par eux sur le territoire belge; il a confirmé les mesures de disposition de la Belgique à l'égard de ces biens et de ces sociétés, c'est-à-dire, suivant les termes du traité, celles qui « ont affecté ou affecteront la propriété des biens ennemis en en transférant tout ou partie à une autre personne que le propriétaire ennemi et sans son consentement ».

La loi du 17 novembre 1921, modifiée par celle du 30 mars 1923, consacre et organise l'exercice du droit ainsi reconnu à la Belgique.

Envisageant parmi les biens mis sous séquestre en vertu de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 les biens allemands, elle précise les conditions suivant lesquelles ceux-ci sont considérés comme tels (art. 1, 2 et 3), et règle les modalités de leur attribution à l'Etat (art. 9 à 17, et 19 à 24). Par mesure de bienveillance, elle libère certains d'entre eux du séquestre (art. 4, 5, 6, 7 et 9, al. 3), et concède sur le produit de la liquidation de certains autres une indemnité à divers ayants droit (art. 18).

La loi du 16 juillet 1926, envisageant, elle, tous les biens des ex-ennemis mis sous séquestre, donne au Roi le pouvoir d'en régler la liquidation, la vente et la disposition, en vue de poursuivre le relèvement du pays et la préparation de la stabilisation monétaire.

L'un des éléments de cette mesure à laquelle s'attache le Gouvernement est la prompte et définitive liquidation des biens allemands dont le Traité de Versailles a donné la disposition à la Belgique.

Sous l'empire de la législation actuelle, toute action qui tend à contester l'attribution en tout ou en partie d'un

Artikel 297 van het Verdrag van Versailles heeft aan België het recht toegekend om al de, tijdens het van kracht worden van het verdrag, aan Duitsche onderdanen toebehoorende goederen, rechten en belangen en de door hen op België's grondgebied gecontroleerde vennootschappen te behouden en te liquideeren. Bij dat artikel werden de maatregelen tot beschikking bekrachtigd, door België ten opzichte van die goederen en die vennootschappen getroffen, d. w. z., volgens de bewoordingen van het verdrag, « die maatregelen die den eigendom van vijandelijke goederen getroffen hebben of zullen treffen, door dien eigendom geheel of gedeeltelijk over te dragen op een ander persoon dan den vijandelijken eigenaar en zonder dezes toestemming ».

Bij de wet van 17 November 1921, gewijzigd bij die van 31 Maart 1923, wordt de uitoefening van het aldus aan België erkende recht gehuldigd en geregeld.

Waar die wet, onder de krachtens de besluit-wet van 10 November 1918 gesequestreerde goederen, de Duitsche goederen behandelt, bepaalt zij nader de voorwaarden volgens welke die goederen als dusdanig beschouwd worden (art. 1, 2 en 3) en regelt de modaliteiten in zake hun toekenning aan den Staat (art. 9 tot 17 en 19 tot 24). Uit welwillendheid stelt zij enkele onder die goederen van het sequester vrij (art. 4, 5, 6, 7 en 9, lid 3) en verleent, op de opbrengst van de liquidatie van sommige goederen, een vergoeding aan verschillende rechthebbenden (art. 18).

Bij de wet van 16 Juli 1926, die voor al de onder sequester geplaatste goederen van vroegere vijanden geldt, wordt aan den Koning de bevoegdheid verleend om de liquidatie, den verkoop van en de beschikking over die goederen te regelen, met het oog op 's Lands heropbeuring en op de voorbereiding van de muntstabilisatie.

Een van de elementen van dien maatregel, waarvoor de Regeering zich beijvert, is de snelle en definitieve liquidatie van de Duitsche goederen waarover België krachtens het Verdrag van Versailles de beschikking heeft.

Onder de thans geldende wetgeving heeft elke vordering tot betwisting van geheele of gedeeltelijke toekenning van

bien séquestre à l'Etat arrête la liquidation.

Les procès de ce genre sont nombreux parce que cette législation consacre un certain nombre de mesures de faveur, dont les conditions sont parfois définies sans une précision suffisante. Aucun délai, autre que celui de la prescription trentenaire, n'est imparti pour les intenter; les bénéficiaires ont un intérêt qui n'est pas légitime à le faire le plus tard possible, parce que le temps en s'écoulant rend de plus en plus difficile la preuve à subministrer contre eux, par exemple la preuve d'actes hostiles à la Belgique ou à ses alliés pendant la guerre, circonstance exclusive de l'octroi de la faveur sollicitée. Aussi est-ce généralement lorsque la liquidation est ordonnée et parfois même lorsque la vente des biens est annoncée, que le procès est intenté, mettant obstacle pendant de longs mois à la poursuite des opérations. De même, aucune disposition n'oblige les créanciers prétendus d'une séquestration à déclarer leur créance et les liquidations sont exposées à se faire, des restitutions partielles d'actifs séquestrés sont exposées à être consenties, sans qu'il soit tenu compte, comme il le faudrait évidemment, de dettes restées inconnues.

L'arrêté vise à corriger ces inconvénients, révélés par la pratique, de la législation actuelle.

Dès le jour de sa mise en vigueur, toutes les séquestrations qui n'y sont pas encore, entreront, de plein droit, sans exception, dans la phase de la liquidation (art. 1 et 2).

Les procès en cours aussi bien que ceux qui seront intentés ultérieurement n'empêcheront plus les opérations de réalisation des biens de se poursuivre. Le droit des intéressés est reporté sur le produit de cette réalisation; les modalités de la restitution qui leur sera faite, s'ils triomphent dans leurs prétentions, sont nettement et équitablement déterminées (art. 4, 6, 7, 8 et 11).

een gesequestreerd goed aan den Staat ten gevolge dat de liquidatie intusschen wordt gestuit.

Er worden vele vorderingen van dien aard ingesteld omdat de wet een zeker aantal gunstmaatregelen inhoudt, waarvoor de voorwaarden dikwijls niet nauwkeurig genoeg zijn bepaald. Geen enkele termijn, behalve die van de verjaring na dertig jaar, is voorzien om dergelijke vorderingen in te stellen; de betrokken personen hebben er belang bij — en wel een onrechtmatig belang — om de vorderingen zoo laat mogelijk in te stellen, omdat het met den tijd hoe langer hoe moeilijker wordt tegen hen het bewijs te leveren, b. v. van daden van vijandschap tegenover België of tegenover België's bondgenooten tijdens den oorlog, door welke omstandigheid zij van de gevraagde gunst uitgesloten worden. Gewoonlijk wordt dan ook de vordering ingesteld, wanneer de liquidatie is gelast en soms zelfs wanneer de verkoop aangekondigd is, zoodat de verdere verrichtingen voor lange maanden worden verhinderd. Evenzoo is er geen enkele bepaling die de beweerde schuldeischers van een sequestratie verplicht hun schuldvordering over te leggen; er kunnen liquidaties geschieden, er kunnen gedeeltelijk teruggaven van gesequestreerde baten toegestaan worden, zonder dat er rekening wordt gehouden — zooals het natuurlijk zou moeten geschieden — met onbekend gebleven schulden.

Het hierbijgaande besluit voorziet in die leemten, die uit de praktijk zijn gebleken in de thans geldende wetgeving te bestaan.

Van den dag af waarop het van kracht wordt, treden alle sequestraties, die nog niet in het stadium der liquidatie getreden zijn, er van rechtswege in (art. 1 en 2).

Hangende rechtsovereenkomsten — evenmin als vorderingen die naderhand zullen ingesteld worden — zullen het niet meer beletten dat de tegeldemaking van de goederen wordt doorgevoerd. Het recht der belanghebbenden wordt overgedragen op de opbrengst van die tegeldemaking; de modaliteiten voor de teruggave, die hun wordt toebedacht indien zij in het gelijk worden gesteld,

Lorsque la restitution n'est pas faite en nature, les intéressés pourront être payés en titres de la dette publique ou en titres garantis par l'Etat; leur sort, à ce point de vue sera analogue à celui fait aux créanciers de dommages de guerre (art. 7).

Des dispositions sont prises pour que les créanciers des séquestrations soient contraints de se faire connaître dans un court délai, aussi bien que les bénéficiaires prétendus d'une disposition quelconque de la législation séquestrale. Le leur imposer paraît d'autant plus légitime que, depuis plusieurs années, ils ont pu se produire et, qu'en outre, en ce qui concerne les créanciers, la forclusion n'atteint leur droit que vis-à-vis de la séquestration (art. 3, 11 et 12).

Les articles 5, 6, 8, 10 et 12 à 17 précisent la portée de certaines dispositions de la législation séquestrale, dans un large esprit d'équité de la part d'un pays forcé, par sa situation financière, d'imposer de durs sacrifices à ses nationaux.

En outre, par mesure de bienveillance, les articles 9 et 11, litt. j, permettent, sous des conditions déterminées, au Ministre des Finances d'atténuer certaines dispositions de la législation séquestrale dont l'application pourrait être trop rigoureuse à l'égard de personnes particulièrement dignes d'intérêt.

Tandis que les articles 1 à 18 sont relatifs aux biens des seuls ressortissants allemands, l'article 19 a trait à la rémunération des séquestres, quelle que soit la nationalité du séquestré.

La loi du 24 mars 1919 a étendu la mainmise séquestrale de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 aux bois et forêts dont des sujets de nations ennemies étaient propriétaires à la date du 4 août 1914. Le sort de ces biens devra être réglé ultérieurement; l'arrêté ne s'y applique pas, non plus qu'aux biens

worden nauwkeurig en naar billijkheid vastgesteld (art. 4, 6, 7, 8 en 11).

Wanneer de teruggave niet in natura geschiedt, kunnen de rechthebbenden betaald worden uit titels van de Staatsschuld of uit door den Staat gewaarborgde titels; hun lot zal, in dit opzicht, gelijk zijn aan dat van de rechthebbenden op vergoeding wegens oorlogsschade (art. 7).

Schikkingen zijn getroffen om de schuldeischers van sequestraties, evenals de personen, die beweren aanspraak te hebben op de toepassing van om 't even welke bepaling der wet op de sequestratie, te verplichten zich binnen een korten termijn kenbaar te maken.

Hun die verplichting opleggen komt des te meer gewettigd voor, daar zij hun aanspraak sedert verschillende jaren hadden kunnen doen gelden en daar, wat de schuldeischers betreft, hun recht door de uitsluiting slechts wordt getroffen in zake sequestratie (art. 3, 11 en 12).

Bij de artikelen 5, 6, 8, 10 en 12 tot 17 wordt de beteekenis van sommige bepalingen van de wetgeving op de sequestratie nader omlijnd; vanwege een land dat door zijn financieelen toestand er toe genoopt werd aan zijn onderhoorigen zware offers op te leggen, is het in een geest van ruime billijkheid dat die artikelen werden opgevat.

Daarenboven stellen bij wijze van welwillendheid de artikelen 9 en 11, litt. j, onder bepaalde voorwaarden den Minister van Financiën in staat sommige bepalingen van de wet op de sequestratie te verzachten, daar waar haar toepassing te streng zou kunnen zijn ten opzichte van personen, die bijzondere belangstelling verdienen.

Terwijl de artikelen 1 tot 18 betrekking hebben op de goederen van Deutsche onderhoorigen alleen, slaat artikel 19 op de bezoldiging van de sequesters, welke ook de nationaliteit van den gesequestreerde zij.

Bij de wet van 24 Maart 1919 werd het sequestraal beslag van de besluitwet van 10 November 1918 uitgebreid tot de wouden en bosschen waarvan onderdanen van vijandelijke natien op 4 Augustus 1914 eigenaar waren. Voor die goederen zal later een regeling moeten worden getroffen; het besluit

séquestrés dans les territoires rédimés.

Nous avons l'honneur d'être,
SIRE,
de Votre Majesté,
les très humbles et dévoués serviteurs.

*Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | *De Minister, lid van den Raad,*
E. FRANQUI.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*
PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,* | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*
CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,* | *De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*
B^{re} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,* | *De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*
H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,* | *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*
J. WAUTERS.

Pour le Ministre des Chemins de fer, | Voor den Minister van Spoorwegen,
Marine, Postes, Télégraphes, Télé-
phones et Aéronautique, absent : | Zeewezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart, afwezig :
*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,* | *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*
J. WAUTERS.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*
CH. DE BROQUEVILLE.

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 16 juillet 1926 portant,
notamment, qu'en vue de poursuivre le
relèvement financier du pays et la pré-
paration de la stabilisation monétaire,

is op hen niet van toepassing, evenmin
als op de gesequestreerde goederen in
de herwonnen gebieden.

Wij hebben de eer te zijn,
SIRE,

van Uwe Majesteit
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe
dienaars,

*De Eerste Minister,
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL.

Gelet op de wet van 16 Juli 1926
waarbij onder meer wordt bepaald dat de
Koning, ter bevordering van 's Lands
financieel herstel en ter voorbereiding

le Roi peut, pendant une période de six mois, par des arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, régler la liquidation, la vente et la disposition des biens des ressortissants ex-ennemis mis sous séquestre;

Sur la proposition de nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

SECTION I^{re}. — *Dispositions relatives aux biens des ressortissants allemands mis sous séquestre.*

Art. 1^{er}. Est ordonnée la liquidation des sociétés contrôlées et des biens, droits et intérêts auxquels un séquestre est désigné.

Si l'ordonnance nommant le séquestre est postérieure à l'entrée en vigueur du présent arrêté, la disposition qui précède est applicable dès le prononcé de l'ordonnance.

Art. 2. La liquidation s'opère par l'Administration des Domaines, qui peut demander l'aide du séquestre, tant que les comptes de celui-ci n'ont pas été définitivement approuvés.

Les conditions et modalités de la liquidation sont déterminées par le Ministre des Finances.

Art. 3. Sauf les exceptions prévues par les articles 11 et 12 du présent arrêté, les actions tendant à obtenir une mainlevée de séquestre ou le bénéfice d'une mesure de faveur prévue par la loi du 17 novembre 1921 ou le présent arrêté, ainsi que les actions en revendication de biens séquestrés, sont prescrites par trois mois après le jour de la mise en vigueur du présent arrêté, indépendamment de toute cause de suspension. Ce délai ne court qu'à partir du jour du prononcé de l'ordonnance nommant le séquestre si celle-ci est postérieure à la mise en vigueur du présent arrêté.

Art. 4. Jusqu'à décision définitive, aucune action ne fait obstacle aux mesures de liquidation ni à l'exercice du droit de l'Etat de conserver définitivement les biens séquestrés, conformément

van de muntstabilisatie, gedurende een termijn van zes maanden, bij door den Ministerraad beraamde besluiten, de liquidatie, den verkoop van en de beschikking over de onder sequester geplaatste goederen behoorende aan de onderhoorigen van vroeger vijandelijke Staten kan regelen;

Op het door Onze in Raad vereenigde Ministers beraamde voorstel,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

AfDEELING I. — *Bepalingen betreffende de onder sequester geplaatste goederen van de Duitsche onderhoorigen.*

Artikel 1. Is bevolen de liquidatie van de gecontroleerde vennootschappen en van de goederen, rechten en belangen waarover een sequester is aangeesteld.

Indien het bevelschrift, waarbij de sequester wordt benoemd, dagteekent van na het van kracht worden van dit besluit, is de vorige bepaling van toepassing zoodra het bevelschrift is verleend.

Art. 2. De liquidatie geschiedt door het Beheer der Domeinen dat zich door den sequester kan laten bijstaan zoolang dezes rekeningen niet voorgoed zijn goedgekeurd.

De voorwaarden en modaliteiten voor de liquidatie worden door den Minister van Financiën vastgesteld.

Art. 3. Behoudens de bij artikelen 11 en 12 van dit besluit gestelde uitzonderingen, verjaren de vorderingen tot het bekomen van opheffing van de sequestratie of van een bij de wet van 17 November 1921 of bij dit besluit voorzienen gunstmaatregel, alsmede de eischen tot terugvordering van onder sequester geplaatste goederen drie maanden na den dag waarop dit besluit van kracht wordt, buiten elke oorzaak van schorsing. Die termijn gaat slechts in op den dag waarop het bevelschrift tot benoeming van den sequester wordt verleend, indien dit bevelschrift wordt verleend na het van kracht worden van dit besluit.

Art. 4. Totdat de eindbeslissing is gevallen, is geen enkele vordering een beletsel voor de liquidatiemaatregelen, noch voor de uitoefening van het recht van den Staat, om de onder sequester

ment à l'article 15 de la loi du 17 novembre 1921.

Si l'action est reconnue fondée, les droits du demandeur sont reportés sur le produit de la liquidation ou sur le prix qui sera fixé par le président du tribunal.

Art. 5. Toute personne qui invoque en qualité de Belge, d'alliée, ou d'associée ou de neutre une disposition de la loi du 17 novembre 1921 ou du présent arrêté, et qui à un moment quelconque de son existence a possédé une nationalité ex-ennemie, est tenue de faire la preuve de l'abandon de celle-ci conformément au premier alinéa de l'article 2 de la dite loi.

Cette règle n'est pas applicable aux personnes visées par l'article 2, alinéa 2 et suivants, de la loi du 17 novembre 1921.

Art. 6. Sauf ce qui est dit à l'article 11 ci-après et sauf les cas où la levée du séquestre a été accordée à une personne qui a justifié n'avoir jamais possédé la nationalité allemande ou à une société qui a justifié n'avoir jamais été contrôlée par des ressortissants allemands ou à l'une des personnes visées à l'article 2, alinéa 2 et suivants, de la loi du 17 novembre 1921, les fruits et revenus produits par les biens ou par les sommes à restituer ne sont acquis au bénéficiaire qu'à partir du jour de la demande en mainlevée ou restitution régulièrement introduite en justice.

Art. 7. Dans tout les cas de restitution totale ou partielle sur pied d'une disposition de la loi du 17 novembre 1921 ou du présent arrêté, la restitution s'opère sous déduction :

1° Des frais et charges de la séquestration et de la liquidation proportionnellement à ce qui revient au bénéficiaire dans l'ensemble de la masse séquestrée et augmentés de 4 % de la valeur restituée, à titre de frais généraux de contrôle et d'administration;

2° Des sommes déboursées pour

geplaatste goederen definitief te behouden overeenkomstig artikel 15 der wet van 17 November 1921.

Wordt de vordering gegrond bevonden, dan worden de rechten van den eischer overgedragen op de opbrengst van de liquidatie of op den prijs, door den voorzitter van de rechtbank te bepalen.

Art. 5. Hij die, als Belg, geallieerde, geassocieerde of neutrale, zich op een bepaling van de wet van 17 November 1921 of van dit besluit beroept, en die, op eenig tijdstip van zijn leven, de nationaliteit van een gewezen vijandelijk Staat heeft bezeten, is verplicht het bewijs te leveren dat hij van die nationaliteit afstand heeft gedaan, overeenkomstig het eerste lid van artikel 2 van voornoemde wet.

Die regel is niet van toepassing op de bij artikel 2, lid 2 en volgende, van de wet van 17 November 1921 bedoelde personen.

Art. 6. Behoudens hetgeen bepaald is bij onderstaand artikel 11 en behoudens de gevallen waarin opheffing van de sequestratie werd verleend aan een persoon, die het bewijs levert nooit de Duitse nationaliteit bezeten te hebben, of aan een vennootschap, die heeft doen blijken nooit onder toezicht te hebben gestaan van Duitse onderhoorigen, of aan een van de bij artikel 2, lid 2 en volgende, der wet van 17 November 1921 bedoelde personen, komen de vruchten en inkomsten die door de terug te geven goederen of sommen worden opgebracht, den voordeelhoubber slechts ten goede te rekenen van den dag van het regelmatig bij de rechtbank ingediende verzoek tot opheffing of tot teruggave.

Art. 7. In al de gevallen van geheele of gedeeltelijke teruggave op grond van een bepaling van de wet van 17 November 1921 of van dit besluit, geschiedt die teruggave onder afhouding van :

1° De kosten en lasten van de sequestratie en van de liquidatie, naar verhouding van hetgeen den voordeelhoubber toekomt in het geheel van de gesequestreerde massa, die kosten en lasten verhoogd zijnde met 4 t. h. van de teruggeschonken waarde als algemeene kosten van toezicht en beheer;

2° De bedragen uitgegeven om de

éteindre les charges grevant la propriété des biens liquidés;

3° Des sommes et avantages de toute nature déjà accordés au bénéficiaire;

4° Des sommes et avantages de toute nature accordés aux séquestrés, proportionnellement à ce qui revient au bénéficiaire dans l'ensemble de la masse séquestrée.

Le paiement peut être effectué au moyen de titre dont l'Etat a le service ou la garantie.

Si les biens sont restitués en nature, ils le sont sous déduction des sommes prévues au 1°, 3° et 4° ci-dessus et avec les charges grevant la propriété ou sous déduction des sommes déboursées pour les éteindre.

Art. 8. Le bénéfice de l'article 4, § 1, n° 2, de la loi du 17 novembre 1921 ne peut être invoqué que dans la mesure où les intéressés viennent effectivement à la succession comme héritiers légaux suivant le droit privé national belge. Ce qui leur reviendrait à titre de donataire, de légataire ou par l'effet d'une exhérédation, d'une renonciation ou d'un parrage est exclu.

Art. 9. Le Ministre des Finances est autorisé à accorder d'autres avantages que ceux stipulés à l'article 4, § 1, n°s 3 et 4, de la loi du 17 novembre 1921, à la femme d'origine belge ou originaire des anciens districts d'Eupen-Malmedy, qui a témoigné pendant tout le cours des hostilités de dispositions favorables à la cause des alliés, à la condition qu'elle se trouve dans le besoin, qu'elle réside en Belgique et qu'elle ait recouvré la nationalité belge dès qu'elle l'a pu.

Art. 10. Le dernier alinéa de l'article 7 de la loi du 17 novembre 1921 est applicable à tous les actes régulièrement accomplis par le séquestre, le liquidateur ou l'Administration des Domaines.

Art. 11. La disposition des biens des ressortissants allemands telle qu'elle était prévue par l'article 18, n° 2, de la

lasten, die den eigendom van de geliquideerde goederen bezwaarden, te delgen;

3° De bedragen en voordeelen van allen aard die den voordeellhebber reeds zijn toegestaan;

4° De bedragen en voordeelen van allen aard die aan de gesequestreerden zijn toegestaan naar verhouding van helgeen den voordeellhebber toekomt in het geheel van de gesequestreerde massa.

De betaling kan geschieden door middel van titels, waarvan de dienst of de waarborg bij den Staat berust.

Indien de goederen in natura worden teruggeschonken, geschiedt dit onder afhouding van de bij bovenstaande 1°, 3° en 4° voorziene bedragen en met de lasten die den eigendom bezwaren of onder afhouding van de bedragen die werden uitgegeven om die lasten te delgen.

Art. 8. Op voordeel van de bepalingen van artikel 4, § 1, n° 2 der wet van 17 November 1921 kan slechts worden aanspraak gemaakt in de mate waarin de belanghebbenden werkelijk tot de nalatenschap geroepen zijn als wettige erfgenamen overeenkomstig het Belgisch national privaatrecht. Wat hun zou toekomen als begiftigde legataris of ten gevolge van onterving, afwijzing of verdeling van nalatenschap is uitgesloten.

Art. 9. De Minister van Financiën is gemachtigd om andere voordeelen dan die zijn vernoemd bij artikel 4, § 1, n°s 3 en 4 der wet van 17 November 1921, toe te staan aan de vrouw van Belgischen oorsprong of afkomstig uit de vroegere kreitsen Eupen-Malmedy, die den ganschen duur van de vijandelikheden blijk heeft gegeven van gunstige gevoelens jegens de geallieerden, mits zij zich in nood bevindt, in België verblijft en, zoodra zij kon, de Belgische nationaliteit heeft herkreten.

Art. 10. Het laatste lid van artikel 7 der wet van 17 November 1921 is van toepassing op al de door den sequester, door den vereffenaar of door het Beheer der Domeinen regelmatig verrichte handelingen.

Art. 11. De beschikking over de goederen van de Deutsche onderhorigen, zooals zij voorzien was bij arti-

loi du 17 novembre 1921, est réglée comme suit :

a) Si un ressortissant allemand dont les biens sont sous séquestre est décédé entre la date de la mise en vigueur de la loi du 17 novembre 1921 et celle de la mise en vigueur du présent arrêté, il est restitué aux héritiers légaux possédant sans interruption la nationalité belge depuis la première de ces dates, une indemnité à prélever sur le produit de la liquidation et proportionnée à la part pour laquelle ils représentent le défunt ;

b) Si la succession s'ouvre postérieurement, il est restitué aux seuls héritiers réservataires possédant sans interruption la nationalité belge depuis la date de la mise en vigueur de la loi du 17 novembre 1921, une indemnité à prélever sur le produit de la liquidation et proportionnée à la part pour laquelle ils représentent le défunt ;

c) Il est loisible au Ministre des Finances de substituer à l'indemnité visée *sub* litt. b le paiement anticipatif à l'héritier réservataire présumé d'une indemnité forfaitaire calculée, suivant un taux d'intérêt de 8 % l'an, d'après l'âge du séquestré conformément à la table de mortalité annexée au présent arrêté. Si le paiement est effectué conformément au pénultième alinéa de l'article 7 du présent arrêté, le taux d'intérêt est égal à celui des titres donnés en paiement.

Le forfait éteint tout droit quant à la part à laquelle il s'applique, quels que soient les héritiers au jour du décès ;

d) Les droits consacrés ci-dessus n'existent que dans la mesure où les intéressés viennent effectivement à la succession comme héritiers légaux suivant le droit privé national belge. Ce qui leur reviendrait à titre de donataire, de légataire ou par l'effet d'une exhéredation, d'une renonciation ou d'un partage est exclu ;

e) Est déchu de tous droits consacrés par les dispositions qui précèdent, celui

celui 18, n° 2, der wet van 17 November 1921, wordt geregeld als volgt :

a) Indien een Duitsch onderhoorige, wiens goederen gesequestreerd zijn, overleden is tusschen den dag waarop de wet van 17 November 1921 in werking trad en den dag waarop dit besluit van kracht wordt, wordt aan de wettige erfgenamen, die sedert eerstbedoelden datum onafgebroken de Belgische nationaliteit hebben bezeten, een vergoeding teruggegeven, te nemen op de opbrengst van de liquidatie en evenredig aan het aandeel waarvoor zij den overledene vertegenwoordigen ;

b) Indien de nalatenschap na laatstbedoelden datum openvalt, wordt alleen aan de op het voorbehouden aandeel rechthebbende erfgenamen, die sedert den dag waarop de wet van 17 November 1921 van kracht is geworden onafgebroken de Belgische nationaliteit hebben bezeten, een vergoeding teruggegeven, te nemen op de opbrengst van de liquidatie en evenredig aan het aandeel waarvoor zij den overledene vertegenwoordigen ;

c) Het staat den Minister van Financien vrij de onder litt. b bedoelde vergoeding te vervangen door de vooruitbetaling aan den vermoedelijk op het voorbehouden aandeel rechthebbenden erfgenaam, van een forfaitaire vergoeding, berekend op een interest van 8 t. h. 's jaars, volgens den leeftijd van den gesequestreerde, overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde sterftelijst. Indien de betaling geschiedt overeenkomstig het voorlaatste lid van artikel 7 van dit besluit, is de rentevoet gelijk aan dien van de in betaling gegeven titels.

De overeenkomst betreffende een forfaitaire vergoeding doet elk recht op het aandeel, waarop zij van toepassing is, vervallen, welke ook de erfgenamen bij het overlijden zijn ;

d) De hooger gehuldigde rechten gelden slechts voor zoover de betrokken personen tot de nalatenschap werkelijk geroepen zijn als wettige erfgenamen volgens het Belgisch nationaal privaatrecht. Hetgeen hun zou toekomen als begiftigde, als legataris of uit hoofde van een onterving, van een afwijzing of van een verdeling, is uitgesloten ;

e) Hij die gedurende den oorlog aan een vijandelijke handeling tegen België,

qui a participé au cours de la guerre à un acte hostile à la Belgique, à ses alliés ou associés;

f) Sous peine de déchéance, les héritiers visés *sub litt. a)* et les héritiers présomptifs visés *sub litt. b)* qui entendent bénéficier des dispositions du présent article, sont tenus d'en aviser le Procureur du Roi qui a requis la mise sous séquestre, par lettre recommandée à la poste, dans les trois mois de la mise en vigueur du présent arrêté.

En cas de contestation sur l'une ou l'autre des conditions requises par les dispositions qui précèdent, il est statué immédiatement, à la requête de l'intéressé, suivant la procédure instituée par l'article 7 de la loi 17 novembre 1921 sous réserve de toutes autres contestations ultérieures.

L'action est prescrite, indépendamment de toute cause de suspension, trois mois après le jour du dépôt à la poste d'une lettre recommandée au Procureur du Roi notifiant la contestation à l'intéressé.

L'action en paiement de l'indemnité prévue au litt. *b)* est soumise à la procédure instituée par l'article 7 de la loi du 17 novembre 1921. Elle se prescrit par le délai d'un an à partir du jour de l'ouverture de la succession, indépendamment de toute cause de suspension;

g) Le produit de la liquidation sur lequel est prélevée l'une des indemnités visées par le présent article est déterminé par le Ministre des Finances d'après les comptes rendus par les séquestre et liquidateur et approuvés par le Procureur du Roi.

L'indemnité allouée par l'Allemagne, dans la proportion où le bénéficiaire représente le défunt, vient en déduction des sommes à restituer, sans préjudice à l'application de l'article 7 du présent arrêté.

Le produit de la liquidation ne comprend pas les fruits et revenus; l'intérêt légal est seul dû sur l'indemnité à restituer, et cela à partir du jour où celle-ci est demandée en justice;

tegen België's geallieerden of geassocieerden heeft deel genomen, is vervallen verklaard van al de bij bovenstaande bepalingen voorziene rechten;

f) Op straf van vervallenverklaring moeten de onder litt. *a* bedoelde erfgenamen en de onder litt. *b* bedoelde vermoedelijke erfgenamen, die het voordeel der bepalingen van dit besluit willen genieten, daarvan bij een ter post aangeteekend schrijven, binnen drie maanden na het in werking treden van dit besluit aan den Procureur des Konings die de sequestratie gelast heeft, kennis geven.

Bij betwisting over een of andere van de bij de vorige bepalingen vereischte voorwaarden, wordt er, op verzoek van den belanghebbende, terstond beschikt volgens de bij artikel 7 der wet van 17 November 1921 ingestelde rechtspleging en onder voorbehoud van alle andere latere betwistingen.

Buiten alle oorzaak van schorsing, verjaart de vordering drie maand na den dag waarop ter post wordt besteld een aangeteekend schrijven van den Procureur des Konings, waarbij de betwisting aan den betrokken persoon wordt beteekend.

Voor de vordering tot betaling van de onder litt. *b* voorziene vergoeding, geldt de bij artikel 7 der wet van 17 November 1921 ingestelde rechtspleging. Buiten alle oorzaak van schorsing verjaart zij na een jaar te rekenen van den dag waarop de nalatenschap is opengevallen;

g) De opbrengst van de liquidatie, waarop een der in dit artikel bedoelde vergoedingen wordt genomen, wordt door den Minister van Financiën bepaald, volgens den door den sequester en den vereffenaar opgemaakte en door den Procureur des Konings goedgekeurde rekeningen.

De door Duitschland toegekende vergoeding, in de verhouding waarin de erfgenaam den overledene vertegenwoordigt, komt in vermindering van de terug te geven bedragen, onverminderd de toepassing van artikel 7 van dit besluit.

De opbrengst van de liquidatie behelst niet de vruchten en inkomsten; de wettelijke interest is alleen verschuldigd voor de terug te geven vergoeding en wel met ingang van den dag waarop deze in rechte wordt gevorderd;

h) Les reprises et récompenses matrimoniales restent étrangères au présent article en cas de mariage dissous postérieurement au 12 novembre 1918; pour l'application de cet article, les biens dépendant d'une communauté sont censés appartenir à chacun des époux suivant les dispositions de leur régime matrimonial établi au moment du mariage;

i) Les dispositions qui précèdent sont applicables dans les mêmes conditions aux personnes de nationalité alliée ou associée, à charge de réciprocité, et également, aux personnes, de quelque nationalité qu'elles soient, ayant servi avec honneur dans les armées belges, alliées ou associées;

j) Le Ministre des Finances peut, dans certains cas spéciaux, étendre le bénéfice du présent article aux successibles en ligne directe descendante qui, en raison de leur âge, n'ont pu acquérir la nationalité belge avant le 3 décembre 1921, mais l'auront acquise aussitôt qu'ils l'auront pu.

Art. 12. Le séquestre et le liquidateur ne sont tenus de payer les créanciers du séquestré que si ceux-ci justifient avoir eu, au 13 novembre 1918, la nationalité belge ou une nationalité alliée, associée ou neutre et avoir le droit de se faire payer spécialement sur les biens séquestrés parce que le séquestre porte sur tout le patrimoine du débiteur ou sur une partie de ce patrimoine grevé d'un droit réel pour sûreté de la créance.

Le paiement de toute créance compensable, même nantie d'un droit réel, est régi par l'article 296 du Traité de Versailles.

Aucun paiement de créances à charge du séquestré ne sera effectué sur les biens séquestrés ou sur le produit de la liquidation, si le créancier n'a pas dans les trois mois de la mise en vigueur du présent arrêté déposé en double exemplaire la déclaration de sa créance au parquet du Procureur du Roi qui a requis l'ordonnance nommant le séquestre; le Procureur du Roi délivre récépissé de la déclaration. La déclara-

h) Dit artikel geldt niet voor de huwelijksterugnemingen en vergeldingen in het geval van een na 12 November 1918 ontbonden huwelijk; voor de toepassing van dit artikel worden de tot een gemeenschap behorende goederen geacht te behoreen aan ieder van de echtgenooten, volgens de bij het sluiten van het huwelijk bepaalde huwelijksche voorwaarden;

i) Bovenstaande bepalingen zijn, in dezelfde voorwaarden, van toepassing op de personen behorende tot een geallieerde of geassocieerde natie, onder beding van wederkeerigheid, alsmede op de personen van om het even welke nationaliteit, indien zij eervol in de Belgische, geallieerde of geassocieerde legers hebben gediend;

j) De Minister van Financiën kan, in sommige bijzondere gevallen, het voordeel van dit artikel uitbreiden tot de erfgerechtigden in rechte nederdalende linie, die, wegens hun leeftijd, vóór 3 December 1921 de Belgische nationaliteit niet hebben kunnen bekomen, maar deze hebben bekomen zoodra zij konden.

Art. 12. De sequester en de vereffenaar moeten de schuldeischers van den gesequestreerde slechts betalen, wanneer deze doen blijken dat zij, op 13 November 1918, de Belgische nationaliteit of de nationaliteit van een geallieerd, geassocieerd of neutraal land bezaten en het recht hebben zich in het bijzonder op de gesequestreerde goederen te doen betalen, omdat de sequestratie geheel het vermogen van den schuldenaar, of een gedeelte van dit vermogen, met een zakelijken last tot waarborg van schuld-vordering bezwaard omvat.

Voor de betaling van iedere vereffensbare schuld-vordering, zelfs indien daaraan een zakelijk recht verbonden is, geldt artikel 296 van het Verdrag van Versailles.

Geen enkele betaling van een schuld-vordering ten laste van den gesequestreerde mag op de gesequestreerde goederen of op de opbrengst van de liquidatie gedaan worden, indien de schuldeischer, binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit, de aangifte van zijn schuld-vordering in dubbel niet heeft neergelegd ten parkette van den Procureur des Konings die het bevelschrift tot benoeming van den

tion et le récépissé sont exempts du timbre.

L'alinéa qui précède n'est pas applicable au créancier qui a fait sa déclaration à l'Office belge de Vérification et de Compensation dans les délais requis.

Art. 13. Le séquestre, le liquidateur ou l'administration des domaines qui a payé un créancier est de plein droit subrogé dans les droits de celui-ci, même si la créance tombait sous l'application de l'article 296 du Traité de Versailles.

Art. 14. Les droits de gage, d'hypothèque ou de rétention grevant un bien sous séquestre sont en cas de liquidation reportés sur le prix, qui est déposé à la Caisse des dépôts et consignations.

Lorsque d'autres restrictions conventionnelles ou statutaires, opposables aux tiers, au droit de disposition des biens séquestrés, font obstacle à ce que la liquidation soit opérée ou le soit à juste prix, le président du tribunal qui a nommé le séquestre, statuant comme en matière de référé contradictoirement entre le séquestre, le liquidateur ou l'administration des domaines et les intéressés, fixe le prix de vente. Si, à l'expiration du mois après que l'ordonnance est coulée en force de chose jugée, une personne répondant aux conditions fixées par les dites restrictions ne se porte pas acquéreur des biens au moins au prix fixé par le président, les biens sont liquidés dans les conditions ordinaires sans égard à ces restrictions.

S'il s'agit d'actions nominatives non complètement libérées d'une société dont les statuts subordonnent le transfert des titres à une approbation, l'acquéreur devra être agréé conformément aux statuts ou par le président du tribunal qui a nommé le séquestre, statuant comme en matière de référé contradictoirement entre le séquestre, le liquidateur ou l'administration des domaines et la société.

sequester gevorderd heeft; de Procureur des Konings verstrekt een ontvangstbewijs van de aangifte. De aangifte en het ontvangstbewijs zijn vrij van zegel.

Bovenstaand lid geldt niet voor den schuldeischer die binnen den gestelden tijd zijn aangifte heeft gedaan bij den Belgischen Afrekeningsdienst.

Art. 13. De sequester, de vereffenaar of het beheer der domeinen die een schuldeischer betaald heeft, treedt van rechtswege in de rechten van laatstbedoelde, zelfs indien artikel 296 van het Verdrag van Versailles op de schuldvordering toepasselijk was.

Art. 14. De rechten van pand, hypotheek of terughouding, waarmede een gesequestreerd goed bezwaard is, gaan in geval van liquidatie over op den prijs die in de Deposito- en Consignatiekas in bewaring is gegeven.

Wanneer andere bij overeenkomst of bij statuten voorziene bepalingen, die tegen derden kunnen aangevoerd worden en het recht van beschikking over gesequestreerde goederen beperken, beletten dat de liquidatie gedaan worde of dat zij tegen billijken prijs geschiede, wordt de verkoopprijs bepaald door den voorzitter van de rechtbank die den sequester benoemd heeft, uitspraak doende zooals in kortgeding op tegenspraak tusschen den sequester, den vereffenaar of het beheer der domeinen en de betrokken personen.

Indien, bij het verstrijken van de maand nadat het bevelschrift in kracht van gewijsde is gegaan, geen persoon, die aan de voorwaarden voldoet, bij vermelde beperkingen gesteld, zich als koper van de goederen aanmeldt ten minste tegen den door den voorzitter bepaalden prijs, worden de goederen geliquideerd in de gewone voorwaarden zonder met de beperkende bepalingen rekening te houden.

Indien het niet volledig volgestorte aandeelen op naam van een vennootschap geldt, waarvan de statuten overdracht van de titels slechts na goedkeuring toelaat, moet de koper aangenomen worden overeenkomstig de statuten, of anders door den voorzitter van de rechtbank die den sequester heeft benoemd, uitspraak doende zooals in kortgeding of tegenspraak tusschen den sequester, den vereffenaar of het beheer der domeinen en de vennootschap.

Art. 15. Sur le produit de chaque liquidation attribué à l'Etat, il est prélevé un tantième de 4 % pour couvrir les frais généraux de contrôle et d'administration ainsi que les frais et charges des séquestrations déficitaires.

Art. 16. Les actes relatifs à la liquidation visés par le dernier alinéa de l'article 22 de la loi du 17 novembre 1921, sont aussi bien les actes qui préparent la liquidation que ceux qui la réalisent.

Art. 17. Les co-intéressés dont les droits ne sont pas frappés par la mesure de séquestration peuvent demander le concours d'un notaire aux opérations de liquidation. A peine de non-recevabilité, cette demande doit être faite par lettre recommandée à la poste adressée au Ministre des Finances dans le mois de la date de la mise en vigueur du présent arrêté ou de l'ordonnance nommant le séquestre si celle-ci est rendue postérieurement à cette date. Passé ce délai, l'Administration des Domaines est en droit de procéder seule à la vente de l'entière des biens et autres opérations de liquidation de l'indivision.

Chaque fois qu'un notaire est chargé par la loi ou en vertu de la loi d'une mission spéciale en vue de la vente, de la licitation ou du partage de biens partiellement placés sous séquestre et dont la gestion ou la liquidation est confiée à l'administration des domaines, un fonctionnaire de cette administration concourt obligatoirement avec le notaire à l'exercice de cette mission.

L'honoraire du notaire instrumentant se perçoit sur les parts des co-intéressés qui ont demandé son concours.

Art. 18. Par application des articles 1, 2, 11 et 15 du présent arrêté, les articles 5, 11, 12, 18, n° 2 et 21, de la loi du 17 novembre 1921, modifiée par celle du 30 mars 1923, sont abrogés.

SECTION II. — Dispositions générales.

Art. 19. La rémunération des séquestres, des liquidateurs et de l'Administra-

Art. 15. Op de aan den Staat toegekende opbrengst van ieder liquidatie wordt een tantième van 4 t. h. genomen om de algemeene kosten voor toezicht en beheer te dekken, alsmede de kosten en lasten van met een tekortsluitende sequestratie.

Art. 16. Onder de akten rakende de liquidatie die bedoeld zijn in het laatste lid van artikel 22 van de wet van 17 November 1921, zijn zoowel de akten begrepen waardoor de liquidatie voorbereid, als die waardoor zij verwezenlijkt wordt.

Art. 17. De medebelanghebbenden, wier rechten niet onder den sequestratiemaatregel vallen, kunnen om de medewerking van een notaris bij de liquidatieverrichtingen verzoeken. Op straf van nietontvankelijkheid, moet dat verzoek geschieden in een ter post aangeeteekend schrijven gericht tot den Minister van Financiën, binnen de maand na den dag waarop dit besluit in werking treedt, of van het bevelschrift waarbij een sequester aangesteld wordt indien dit bevelschrift verleend wordt na bedoelden datum. Na dien tijd is het Beheer der Domeinen gerechtigd om, alleen, over te gaan tot den verkoop van de goederen in hun geheel en tot de overige verrichtingen tot liquidatie der onverdeeldheid.

Telkens een notaris bij de wet of krachtens de wet belast wordt met een bijzondere opdracht met het oog op den verkoop, de veiling of de verdeling van gedeeltelijk onder sequester geplaatste goederen, waarvan het Beheer of de liquidatie toevertrouwd is aan het Beheer der Domeinen, is een ambtenaar van dat beheer, tot het vervullen van die opdracht, aan den notaris medewerking verschuldigd.

Het loon van den aldus optredenden notaris wordt geïnd op de aandeelen der medebelanghebbenden, die om zijn bijstand hebben verzocht.

Art. 18. Bij toepassing van de artikelen 1, 2, 11 en 15 van dit besluit, vervallen de artikelen 5, 11, 12, 18, n° 2, en 21 der wet van 17 November 1921, gewijzigd bij de wet van 30 Maart 1923.

AfDELING II. — Algemeene bepalingen.

Art. 19. De vergelding van de sequesters, van de vereffenaars en van het

tion des Domaines, quelle que soit la nationalité du séquestre, est réglée par arrêté royal, et les dispositions prises sur cet objet jusqu'à ce jour demeurent en vigueur.

Art. 20. Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 21 septembre 1926.

Beheer der Domeinen wordt, welke ook de nationaliteit van den gesequestreerde zij, geregeld bij Koninklijk besluit en de in dezen tot op heden getroffen bepalingen blijven van kracht.

Art. 20. Dit besluit wordt van kracht den dag van zijne bekendmaking in het *Staatsblad*.

Gegeven te Brussel, den 21 September 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Ministre,
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | De Minister, lid van den Raad,

E. FRANCOIS.

Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

Le Ministre des Sciences
et des Arts, | De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,

CAMILLE HUYSMANS.

Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies, | De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics, | De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,

H. BAELS.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale, | De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,

J. WAUTERS.

Pour le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes, Télé-
phones et Aéronautique, absent : | Voor den Minister van Spoorwegen,
Zeezezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart, afwezig :
Le Ministre de l'Industrie, du Travail,
et de la Prévoyance sociale, | De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,

J. WAUTERS.

Le Ministre de la Défense Nationale, | De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

Table de mortalité à utiliser pour le calcul de l'indemnité forfaitaire visée au littéra C de l'article 11 de l'arrêté royal du 21 septembre 1926.

Age	Vie probable	Age	Vie probable	Age	Vie probable
—	—	—	—	—	—
	Aus.		Aus.		Aus.
1	43	33	30	65	11
2	45	34	29	66	10
3	46	35	29	67	10
4	46	36	28	68	9
5	47	37	27	69	9
6	46	38	27	70	8
7	46	39	26	71	8
8	46	40	25	72	7
9	45	41	25	73	6
10	44	42	24	74	6
11	44	43	23	75	6
12	43	44	23	76	5
13	42	45	22	77	5
14	42	46	21	78	4
15	41	47	21	79	4
16	40	48	20	80	4
17	40	49	20	81	4
18	39	50	19	82	3
19	38	51	18	83	3
20	38	52	18	84	3
21	37	53	17	85	2
22	36	54	17	86	2
23	35	55	16	87	2
24	35	56	16	88	1
25	34	57	15	89	1
26	34	58	15	90	1
27	33	59	14	91	1
28	32	60	13	92	1
29	32	61	13	93	1
30	32	62	12	94	1
31	31	63	12	95	6
32	31	64	11		mois.

Sterftelijst dienstig voor de berekening van de forfaitaire vergoeding bedoeld onder littera C van artikel 11 van het Koninklijk besluit van 21 September 1926.

Leeftijd	Vermoedelijke levensduur	Leeftijd	Vermoedelijke levensduur	Leeftijd	Vermoedelijke levensduur
—	—	—	—	—	—
	Jaar.		Jaar.		Jaar.
1	43	33	30	65	11
2	45	34	29	66	10
3	46	35	29	67	10
4	46	36	28	68	9
5	47	37	27	69	9
6	46	38	27	70	8
7	46	39	26	71	8
8	46	40	25	72	7
9	45	41	25	73	6
10	44	42	24	74	6
11	44	43	23	75	6
12	43	44	23	76	5
13	42	45	22	77	5
14	42	46	21	78	4
15	41	47	21	79	4
16	40	48	20	80	4
17	40	49	20	81	4
18	39	50	19	82	3
19	38	51	18	83	3
20	38	52	18	84	3
21	37	53	17	85	2
22	36	54	17	86	2
23	35	55	16	87	2
24	35	56	16	88	1
25	34	57	15	89	1
26	34	58	15	90	1
27	33	59	14	91	1
28	32	60	13	92	1
29	32	61	13	93	1
30	32	62	12	94	1
31	31	63	12	95	6
32	31	64	11		maanden.

24

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

Achat, par la Banque Nationale, des monnaies d'or et d'argent.

ALBERT, Roi des Belges,
A tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 16 juillet 1926 autorisant le Roi à modifier ou à compléter toutes dispositions en vigueur concernant la circulation fiduciaire;

Vu la loi du 8 mai 1924 relative au trafic et à la refonte des monnaies métalliques;

Considérant qu'il importe de renforcer l'encaisse métallique de la Banque Nationale de Belgique;

Sur la proposition de Nos Ministres délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. Par dérogation à

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

Aankoop, door de Nationale Bank, van goud- en zilvermunten.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de wet van 16 Juli 1926 waarbij de Koning er toe gemachtigd wordt elke in zake geldomloop van kracht zijnde beschikking te wijzigen of aan te vullen;

Gezien de wet van 8 Mei 1924 betreffende den handel en in het smelten van geldstukken;

Overwegende dat het van belang is den metaalvoorraad van de Nationale Bank van België te versterken;

Op het in Raad besproken voorstel Onzer Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Eenig artikel. In afwijking van arti-

l'article 1^{er} de la loi du 8 mai 1924 pré-rappelée, la Banque Nationale de Belgique est autorisée à procéder à l'achat des monnaies d'or et d'argent.

Le taux d'achat sera déterminé conventionnellement entre l'Etat et la Banque.

Donné à Bruxelles, le 8 octobre 1926.

kel één der bovenaangehaalde wet van 8 Mei 1924, wordt de Nationale Bank van België er toe gemachtigd tot den aankoop van goud- en zilvermunten over te gaan.

De aankoopprijs zal bij overeenkomst tusschen den Staat en de Bank worden vastgesteld.

Gegeven te Brussel, den 8 October 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène.*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | *De Minister, lid van den Raad,*
E. FRANCQUI.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*
PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,* | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*
CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,* | *De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*
B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et des Travaux publics,* | *De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*
H. BAEELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,* | *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*
J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,* | *De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,*
E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*
CH. DE BROQUEVILLE.

25

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

Dans notre rapport du 16 juillet 1926,
relatif à l'échange des bons du Trésor

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

VERSLAG AAN DEN KONING.

SIRE,

In ons verslag van 16 Juli 1926,
betreffende de ruiling van de binnen-

intérieurs contre des actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges, nous disions :

« Il importe de mettre fin, dans le plus bref délai, aux variations désordonnées du change par la stabilisation de notre monnaie. Le salut du pays est à ce prix et l'accord est unanime sur ce point. »

Nous ajoutons que l'opération de conversion proposée était absolument indispensable, à notre avis, pour préparer la stabilisation de notre monnaie.

Cette stabilisation fut, dès le jour où se constitua le gouvernement, le premier but de son activité, laquelle devras'étendre à toutes les mesures indispensables à l'assurer. Le règlement de nos dettes vis-à-vis des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne nous permettait de nous mettre au travail. Réduction des dépenses budgétaires, vote de quinze cents millions d'impôts nouveau; création d'un fonds autonome chargé d'amortir la dette, tant flottante que consolidée; création de la Société nationale des Chemins de fer belges; enfin, conversion ou aménagement de la dette flottante intérieure; toutes ces mesures prises dans un ordre méthodique étaient les préliminaires indispensables de la stabilisation monétaire.

Nous avons pu les exécuter avec un plein succès, grâce à l'appui du pays tout entier. Il s'agit aujourd'hui pour celui-ci de recueillir le fruit de cinq mois d'efforts et de sacrifices, de franchir la dernière étape que les autres n'ont fait que préparer.

* *

Les arrêtés royaux ci-après exposent, dans le détail, la technique du plan de stabilisation. Faut-il répéter ici que, sans cette stabilisation monétaire, le pays demeurerait dans l'incertitude et, qui plus est, exposé aux plus grands risques. Il est indispensable que la Belgique soit à nouveau dotée d'une monnaie saine. Sans cette monnaie, l'équilibre du Budget, quelque soin qu'on apporte à l'établir, demeure illusoire. Un franc stabilisé peut seul assurer à l'intérieur la sécurité de toutes les tran-

landsche Schatkistbons tegen preferente aandeelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, zegden wij :

« Het is noodig zoo spoedig mogelijk een einde te stellen aan de buitensporige veranderingen van den wisselkoers door de stabilisatie van onze munt. Het heil van het land hangt er van af en daarover is iedereen het eens. »

Wij voegen er bij dat de voorgenomen omzetting naar onze meening volstrekt onontbeerlijk was om de stabilisatie van onze munt voor te bereiden.

De stabilisatie was voor de Regeering, van den dag af waarop zij samengesteld werd, het eerste doel van haar bedrijvigheid, die zich zal moeten uitstrekken tot al de maatregelen noodig om haar te verwezenlijken. De regeling van onze schuld tegenover de Vereenigde-Staten en tegenover Groot-Brittannië stelde ons in staat ons aan het werk te stellen. De inkrimping van de begrootingsuitgaven; de aanneming door de Wetgevende Kamers van vijftienhonderd miljoen nieuwe belastingen; de oprichting van een zelfstandig fonds, belast met de delging, zoowel van de vlottende als van de vaste schuld; de oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen; eindelijk, de omzetting of de regeling van de binnenlandsche vlottende schuld : al die maatregelen, getroffen in een methodisch orde, waren de onmisbare toebe-reidselen tot de muntstabilisatie.

Wij hebben die maatregelen met welslagen kunnen ten uitvoer leggen, dank zij den steun van gansch het land. Nu geldt het voor het land de vruchten te plukken van vijf maanden inspanning en opoffering, den laatsten weg af te leggen, waartoe de andere moesten leiden.

* *

De hiernavolgende Koninklijke besluiten zetten omstandig de techniek van het stabilisatieplan uiteen. Hoefthet hier herhaald dat, zonder de muntstabilisatie, het land in de onzekerheid zou blijven verkeeren en, wat meer is, verder zou bloot staan aan de grootste gevaren? Het is onmisbaar dat België weer eene gezonde munt krijgje. Zonder die munt blijft het evenwicht van de Begrooting, met welke zorg ook deze wordt ogemaakt, een hersenschim. Een gestabiliseerde frank alleen kan in 't bin-

sactions, permettre les échanges avec l'extérieur dans une monnaie à laquelle tout le monde fasse confiance.

Il est indispensable aussi que ceux qui ont vu, il y a quelques mois à peine, notre franc fléchir dans des proportions inquiétantes et ont redouté de le voir tomber à rien soient à l'avenir libérés définitivement de semblable crainte.

Pour assurer cette stabilisation, que fallait-il faire? Avant tout, donner aux billets de la Banque Nationale une couverture largement suffisante, en-deça de laquelle, sous aucun prétexte, on ne pourrait descendre. Il fallait fournir à notre établissement d'émission les moyens nécessaires pour constituer cette couverture. Il fallait armer la Banque contre toutes les éventualités. Il fallait enfin réduire, dans des proportions considérables, la dette de l'Etat envers elle — cette dette qui a pesé si lourdement sur tout l'effort financier fait par la Belgique depuis l'armistice.

Telles sont les directives dont s'inspirent le plan de stabilisation et les mesures prises pour sa réalisation.

* * *

La loi organique de la Banque Nationale a subi les retouches indispensables à la mise en œuvre de la stabilisation. Une convention est intervenue entre l'Etat et l'Institut d'émission. Il appartient à celui-ci, agissant dans le cadre de ses attributions, avec la plus grande indépendance et en contact avec tous les éléments actifs de l'économie nationale, d'assurer, par une saine politique monétaire, la permanence de la stabilisation.

Dans ce but, la couverture du billet qui était avant la guerre et encore d'après la loi du 26 février 1926, de 33 $\frac{1}{3}$ %, est augmentée et portée à un minimum de 40 %, dont 30 % en or et le solde en devises or. En outre, la banque dispose de ressources lui permettant de porter cette réserve légale à une moyenne de 50 % et de la maintenir à ce taux aussi longtemps que les circonstances économiques le comporteront. Notre circulation fiduciaire se

nenland de zekerheid schenken in al de transacties, de handelsverrichtingen met het buitenland toelaten in een munt waarin iedereen vertrouwen stelt.

Het is ook onontbeerlijk dat degenen, die nauwelijks enkele maanden geleden, onzen frank op onrustbarende wijze hebben zien inzinken en hebben gevreesd dat hij heelemaal teniet zou gaan, in de toekomst voor dergelijke vrees voorgoed bewaard blijven.

Om die stabilisatie te verzekeren, wat moest men doen? Vooreerst aan de biljetten van de Nationale Bank een ruim voldoende dekking bezorgen, beneden welke men onder geen voorwendsel zou mogen dalen. Aan onze Circulatiebank dienden de noodige middelen verstrekt om die dekking te vormen. De Bank moest gewapend worden tegen alle mogelijke gevallen, die zich zouden voordoen. Ten slotte moest men de Staatsschuld aanzienlijk verminderen, — die schuld die zoo zwaar gedrukt heeft op al het pogen dat België zich op financieel gebied sedert den wapenstilstand getroost heeft.

Dat zijn de algemeene lijnen waar naar het stabilisatieplan werd opgevat en waarnaar de maatregelen tot verwezenlijking ervan, getroffen werden.

* * *

De wet tot inrichting van de Nationale Bank heeft de lichte wijzigingen ondergaan die volstrekt noodig waren om de stabilisatie door te voeren. Tusschen den Staat en de Circulatiebank werd een overeenkomst gesloten. Het zal de taak zijn van de laatstbedoelde om binnen de perken van haar bevoegdheid, met de grootste onafhankelijkheid en in voeling blijvende met al de actieve bestanddeelen van 's lands economie, door een gezonde muntpolitiek de duurzaamheid van de stabilisatie te verzekeren.

Met het oog daarop werd de dekking van het biljet, dat vóór den oorlog en nog volgens de wet van 26 Februari 1926, 33 $\frac{1}{3}$ t. h. bedroeg, vermeerderd en tot een minimum van 40 t. h. opgevoerd, waarvan 30 t. h. in goud en het overschot in goud-deviezen. Bovendien beschikt de Bank over geldmiddelen die haar in staat stellen dien wettelijken voorraad op een gemiddeld cijfer van 50 t. h. te brengen en hem aan dat procent te behouden zoolang het zal

trouvera ainsi garantie par une réserve-or qui supporte la comparaison avec celle des instituts d'émission les plus réputés et les plus solides de l'étranger.

Il est bien entendu que la proportion de la couverture portera non seulement sur les billets mais aussi sur tous les engagements à vue de la banque. Le solde de tous ces engagements sera — cela va sans dire — couvert également par les créances et avoirs divers de la banque; mais dans ces postes d'actif la créance sur l'État, qui jadis en représentait la plus grande partie, se trouvera l'objet d'une réduction massive de plus de quatre milliards sept cents millions. Le solde sera amorti à son tour par les ressources du Fonds d'amortissement.

Ce n'est pas tout.

Outre les 50 % or, qui viennent ainsi constituer à notre circulation une base large et solide, la Banque Nationale possède une importante réserve de change, qui lui permettra de faire face aux éventualités de la situation économique.

Enfin — élément caractéristique et nouveau — les grands établissements d'émission de l'étranger apportent leur appui moral et matériel à l'œuvre de notre stabilisation monétaire par une convention de crédit et de réescompte conclue entre elles et la Banque Nationale, convention qui fortifie considérablement notre situation.

Les banques d'émission, dont la Banque Nationale a ainsi obtenu le concours, sont la Banque d'Angleterre, la Banque de France, la Banque Fédérale de Réserve de New-York, la Banque Impériale du Japon, la Reichsbank, les Banques centrales de Hollande, de Suède, de Hongrie et d'Autriche.

C'est la première fois, pensons-nous, dans l'histoire monétaire, que pareille solidarité est réalisée entre des instituts d'émission. Il est impossible de ne pas en voir l'importance, non seulement au point de vue des ressources matérielles qu'elle comporte mais aussi au point de vue des garanties qu'elle représente pour la grande réforme qu'il s'agit de réaliser.

Ce renforcement considérable de l'en-

strooken met den economischen toestand. Onze omloop van papieren geld zal aldus gewaarborgd zijn door een voorraad goud, die de vergelijking doorstaat met dien van de best befaamde en meest solide circulatiebanken in het buitenland.

Het zij wel begrepen dat de verhouding van de dekking niet alleen de bankbiljetten zal omvatten, maar ook al de bankverbintenissen op zicht. Het saldo van al die verbintenissen zal — dat spreekt van zelf — insgelijks gedekt zijn door de verschillende schuldvoreringen en activa van de bank; maar in die posten van het actief zal de schuldvordering op den Staat, die er voorheen het grootste deel van vertegenwoordigde, verminderd zijn met het aanzienlijk bedrag van vier milliard zevenhonderd millioen frank. Het saldo zal op zijne beurt afgelost worden door de geldmiddelen van het Delgingsfonds.

Dat is niet alles.

Behalve de 50 t. h. goud, die aldus voor onzen geldomloop een ruime en degelijke grondslag zullen uitmaken, bezit de Nationale Bank een aanzienlijken wisselvoorraad, die haar zal toelaten te voorzien in de mogelijkheden van den economischen toestand.

Ten slotte — kenschetsende en nieuwe factor — de groote circulatiebanken in het buitenland brengen hun zedelijken en stoffelijken steun aan het werk van onze muntstabilisatie door een overeenkomst tot kredietverleening en herdisconteering, gesloten tusschen hen en de Nationale Bank, overeenkomst die onzen toestand aanzienlijk versterkt.

De circulatiebanken wier medewerking de Nationale Bank aldus bekomen heeft, zijn: de Bank van Engeland, de Bank van Frankrijk, de Federale Reserve Bank van New-York, de Keizerlijke Bank van Japan, de Reichsbank, de Centrale Banken van Nederland, Zweden, Hongarij en Oostenrijk.

Het is de eerste maal, denken wij, in de geschiedenis van het muntwezen, dat dergelijke solidariteit tusschen circulatiebanken tot uiting komt. Het is onmogelijk er het belang niet van in te zien, niet alleen met het oog op de stoffelijke geldmiddelen welke zij schept, maar ook met het oog op de waarborgen welke zij vertegenwoordigt, voor de groote hervorming die moet verwezenlijkt worden.

Die aanzienlijke versterking van den

caisse métallique de la Banque Nationale, cet accroissement de ses réserves en devises, déjà substantielles aujourd'hui; enfin, l'ouverture de crédit, et, plus encore, l'appui unanime qu'elle implique de la part d'instituts d'émission du monde entier sont garants du succès de notre réforme monétaire.

* * *

De quelle façon se traduira dans la pratique, la stabilisation monétaire.

Disons tout d'abord, qu'au point de vue des rapports économiques, elle se bornera à consacrer l'état de choses actuel en y ajoutant l'incalculable garantie de la sécurité: le franc reste la base de notre système monétaire, avec son pouvoir libératoire légal, mais consolidé par les mesures que nous venons de résumer.

Mais il ne suffit pas de donner à notre monnaie nationale une base stable, il importe aussi que, vis-à-vis de l'étranger, et par conséquent au point de vue du change, cette stabilisation prenne une forme tangible, qui concrétise pour le marché mondial les garanties nouvelles que présentera désormais la devise belge.

Pour répondre à cette importante et légitime préoccupation, l'arrêté adopté pour la cotation du franc belge sur l'étranger le multiple de cinq francs.

Rien n'est modifié aux lois existantes quant à la force libératoire des billets, ni à l'obligation pour les caisses publiques et les particuliers de les recevoir comme monnaie légale, nonobstant toute convention contraire. Bien plus, ces billets sont désormais garantis par un avoir beaucoup plus considérable et une couverture légale qui comprend 40 % d'or et de devises-or.

Le franc gardera donc son rôle dans l'économie nationale. Il sera demain ce qu'il était hier, au point de vue des transactions et de l'exécution des contrats. Ceux qui payaient hier en francs, payeront demain en francs. L'obligation d'accepter les billets subsiste pour tout le monde, y compris les adminis-

metaalvoorraad van de Nationale Bank; die toeneming van haren reeds thans degelijken voorraad aan deviezen; de opening, ten slotte, van krediet en, meer nog, de eenparige steun waarvan die kredietverleening blijk geeft vanwege circulatiebanken van de gansche wereld, zijn zooveel waarborgen voor het welslagen van onze munthervorming.

* * *

Hoe zal de muntstabilisatie zich in de praktijk voordoen?

Laten wij vooreerst zeggen dat zij, wat de economische betrekkingen betreft, den tegenwoordigen stand van zaken alleen zal bekrachtigen, terwijl zij er den ontschatbaren waarborg der zekerheid zal aan geven: de frank blijft de grondslag van ons muntstelsel, met zijn wettige koopkracht, geconsolideerd echter door de maatregelen die wij hierboven hebben samengevat.

Het volstaat evenwel niet aan onze nationale munt een vasten grondslag te geven; het komt er ook op aan dat, tegenover het buitenland en dienvolgens wat de geldwisseling betreft, die stabilisatie een tastbaren vorm aanneemt, waardoor de nieuwe waarborgen welke de Belgische devieze voortaan bieden zal, op de wereldmarkt geconcretiseerd worden.

Om te voldoen aan die rechtmatige bezorgdheid, waarvan het belang aan niemand zal ontsnappen, neemt het Koninklijk besluit voor de noteering van den wisselkoers van den Belgischen frank tegenover 't buitenland, het veelvoud van vijf frank aan.

Niet de minste wijziging wordt toegebracht aan de bestaande wetten wat betreft de koopkracht van de biljetten en wat betreft de verplichting voor de openbare kassen en de particulieren ze, ondanks welke strijdige overeenkomst ook, te aanvaarden. Meer nog, die biljetten zijn voortaan gewaarborgd door een veel aanzienlijker bezit en door een wettelijke dekking ten bedrage van 40 t. h. goud en goud-deviezen.

De frank zal dus zijn rol behouden in 's lands economie. Hij zal morgen zijn wat hij gisteren was, ten opzichte van de handelszaken en de uitvoering van de contracten. Zij die gisteren in franken betaalden, zullen morgen in franken betalen. De verplichting om biljetten te aanvaarden blijft bestaan

trations publiques. De ce chef, aucun trouble ne sera donc apporté à la vie économique du pays. Au contraire, le franc est désormais garanti contre la baisse.

Mais si le franc continue à servir et à circuler dans le pays, il importe qu'au point de vue du change, c'est-à-dire des relations internationales de la monnaie, une mesure apparente et indiscutable vienne signaler au public international le profond changement opéré dans la circulation fiduciaire de la Belgique.

Cette mesure ne pouvait être prise que relativement au change, lequel traduit précisément ces rapports internationaux.

C'est pourquoi l'arrêté prévoit que le change du franc belge sur l'étranger s'établira désormais au multiple de cinq. La Banque Nationale adopte ce multiple comme base de ses remboursements en espèces qui, désormais, se feront de nouveau à vue, en or, en argent à sa valeur-or ou en devises-or sur l'étranger.

Le multiple de cinq est seul coté en vue du change et porte, à cette fin, le nom de « Belga ».

On le voit : il ne s'agit pas d'une nouvelle monnaie; il s'agit de l'affectation d'un des éléments de notre système monétaire actuel à un rôle spécial au point de vue du change, rôle qui est consacré par une dénomination nationale.

Le « Belga », monnaie de change, est un simple multiple du franc. L'un et l'autre seront en tous temps interchangeable sur la base de cinq francs pour un « Belga »; l'un et l'autre traduisent, à deux degrés différents, dans les termes du présent arrêté, une même réalité.

* * *

Telle est notre conception, tels sont les moyens que nous nous sommes assurés pour la réaliser.

L'opération de la stabilisation, telle que nous l'avons préparée, s'exécute dans les conditions techniques les plus favorables. Elle se fait de manière à éviter toute entrave à l'industrie nationale et au commerce belge. Enfin, pour y procéder et disposer des moyens

pour iedereen, met inbegrip van de openbare bestuur. Daaruit zal dus voor 's lands economisch leven niet de minste storing ontstaan. Integendeel, voortaan is de frank gewaardborgd tegen de waardevermindering.

Maar zoo de frank verder in omloop en in gebruik blijft in het land, komt het er op aan dat, met het oog op den wisselkoers, d. w. z. op de internationale betrekkingen van de munt, een klaarblijkelijke en onbetwisbare maatregel het internationaal publiek komt wijzen op de grondige verandering welke de omloop van het papieren geld in België heeft ondergaan.

Die maatregel kon niet genomen worden dan in betrekking tot den wisselkoers, dewelke juist die internationale betrekkingen vertolkt.

Daarom wordt bij het besluit voorzien dat de wisselkoers van den Belgischen frank op het buitenland voortaan zal bepaald worden in het veelvoud vijf. De Nationale Bank neemt dat veelvoud aan als grondslag van zijn terugbetalingen in specien, dewelke opnieuw op zich zullen geschieden in goud, in zilver tegen de goud-waarde dezes, of in goud-deviezen op het buitenland.

Alleen het veelvoud vijf wordt genoteerd met het oog op den wisselkoers en wordt dartoe genoemd « Belga ».

Men ziet het : het geldt geen nieuwe munt; het geldt hier alleen een van de elementen van ons tegenwoordig muntstelsel te bestemmen voor een bijzondere rol op het wisselgebied, rol die gehuldigd wordt door een nationale benaming.

« Belga », wisselmunt, is enkel een veelvoud van den frank. De eene en de andere zijn te allen tijde onderling verwisselbaar op den voet van vijf frank voor één « Belga »; de eene en de andere vertolken in twee verschillende graden, in den tekst van dit besluit, een zelfde werkelijkheid.

* * *

Dat is onze opvatting; dat zijn de middelen welke wij ons hebben aangeschaft om ze te verwezenlijken.

De stabilisatie-verrichting, zooals wij ze hebben voorbereid, wordt ten uitvoer gelegd in de op technisch gebied meest gunstigste voorwaarden. Zij is van zoodanigen aard om, voor de nijverheid en den handel, alle hindernissen te voorkomen. Ten slotte, om er toe over

d'action nécessaires, nous avons choisi le moment où l'état des marchés internationaux se prêtait le mieux à notre entreprise.

Ces précautions prises, faut-il redouter l'un ou l'autre danger pour la stabilisation? Nous ne le pensions pas.

La dette flottante intérieure, nous l'avons rappelé, est consolidée pour les trois quarts. Il en reste environ un milliard et demi dont les échéances sont, dès maintenant, fixées et s'échelonnent sur trois ans. Dès maintenant, également, on sait que le Fonds d'amortissement disposera pour cette période de ressources bien supérieures à ces échéances.

Depuis le premier août dernier, d'autre part, nous avons remboursé notre dette flottante extérieure à concurrence de 25 millions de dollars, soit environ la moitié de la dite dette; et depuis plusieurs semaines, la provision nécessaire aux échéances à venir a été constituée à la Banque nationale.

Les mesures qu'avec la collaboration confiante du parlement et de la nation tout entière, le gouvernement unanime a prises jusqu'à ce jour, ont sauvé le franc du désastre.

Le gouvernement a la conviction que la stabilisation qu'il propose aujourd'hui au Roi avec la même unanimité, aura pour effet d'en assurer définitivement la sécurité. Il ne se dissimule pas que, demain, des difficultés momentanées peuvent surgir; mais il est décidé à y parer par tous les moyens et avec la même fermeté que dans le passé.

Une sage politique monétaire de notre institut d'émission, l'esprit traditionnel d'ordre et d'économie de notre pays — esprit renforcé par les épreuves que nous avons subies et le péril auquel nous venons d'échapper — mèneront, nous en sommes certains, cette œuvre à bonne fin.

Nous avons l'honneur d'être,

SIRE,

de votre Majesté,

les très respectueux et fidèles serviteurs.

Le Premier Ministre,

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

te gaan en om over de noodige werkmiddelen te beschikken, hebben wij dat oogenblik gekozen, waarop de stand der wereldmarkten het best geschikt was voor onze onderneming.

Is er nog, na zulke voorzorgen, een of ander gevaar te vreezen voor de stabilisatie? Wij meenen het niet.

De binnenlandsche, vlottende schuld, zooals er zooeven aan herinnerd werd, is voor het drie vierde geconsolideerd. Er blijft ongeveer anderhalf milliard over, waarvan de vervaltijden van nu af aan vastgesteld zijn en verdeeld over een duur van drie jaar. Van nu af aan ook, weet men dat het Delgingsfonds voor dat tijdsbestek zal beschikken over veel aanzienlijker geldmiddelen dan die terugbetalingen zullen vergen.

Sedert 1 Augustus l. l., anderzijds, hebben wij onze buitenlandsche vlottende schuld terugbetaald tot een bedrag van 25 millioen dollars, zegge ongeveer de helft van bedoelde schuld; en sedert verschillende weken, werd in de Nationale Bank den noodigen kasvoorraad gevormd om te voorzien in de vervaltijden die nog komen moeten.

De maatregelen welke de Regeering, met de vertrouwende medewerking van het Parlement en van de gansche Natie, eenparig tot heden heeft getroffen, hebben den frank voor een rampbehoed.

De Regeering is overtuigd dat de stabilisatie, welke zij heden met dezelfde eenparigheid aan den Koning voorstelt, voor gevolg hebben zal den frank voldoende te beveiligen. Zij ontveinst zich niet dat morgen tijdelijke moeilijkheden kunnen oprijzen; maar zij is er toe besloten er door alle middelen in te voorzien, met dezelfde vastberadenheid als voorheen.

Een wijze muntpolitiek van onze circulatiebank, de traditioneele zin voor orde en spaarzaamheid hier te lande — zin die nog werd verscherpt door de beproevingen, die wij hadden te doorstaan en de gevaren waaraan wij zijn ontsnapt — zullen, wij zijn er van overtuigd, dat werk tot een goed einde brengen.

Wij hebben te eer te zijn,

SIRE,

Van Uwe Majesteit,

de zeer'eerbiedige en getrouwe dienaars.

De Eerste Minister,

*De Minister van Binnenlandsche Zaken,
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandse Zaken,

E. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | De Minister, lid van den Raad,

E. FRANQUI.

Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts, | De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies, | De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*

B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics, | De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale, | De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique, | De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegrafien, Telefonen
en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | De Minister van Landsverdediging,

CU. DE BROQUEVILLE.

**Arrêté royal autorisant le Ministre des
Finances à contracter un emprunt à
l'étranger.**

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

**Vu la loi du 26 février 1926, relative
à l'assainissement de la circulation fidu-
ciaire et à la stabilisation monétaire;**

**Vu la loi du 16 juillet 1926, relative
à certaines mesures à prendre en vue de
l'amélioration de la situation financière;**

**Sur la proposition de Nos Ministres,
délibérée en Conseil,**

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1^{er}. Le Ministre des Finances
est autorisé à contracter à l'étranger un
emprunt d'un montant total effectif
n'excédant pas cent millions de dollars**

**Koninklijk besluit waarbij aan den
Minister van Financiën machtiging
wordt verleend om een leening in het
buitenland aan te gaan.**

ALBERT, Koning der Belgen,

**Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL.**

**Gezien de wet van 26 Februari 1926
betreffende de saneering van den omloop
der bankbriefjes en de muntstabilisatie;**

**Gezien de wet van 16 Juli 1926 be-
treffende zekere maatregelen te nemen
ter verbetering van den financieelen
toestand;**

**Op het in den Raad beraamde voor-
stel Onze Ministers,**

**Wij hebben besloten en Wij be-
sluiten :**

**Artikel 1. De Minister van Financiën
wordt gemachtigd in het buitenland
een leening aan te gaan voor een wer-
kelijk totaal bedrag dat honderd mil-**

(s 100,000,000), ou leur équivalent, et dont le produit sera affecté à la stabilisation monétaire.

Art. 2. Les exemptions d'impôt autorisées par la loi du 12 avril 1924 et prévues aux lois du 26 février 1926 et du 16 juillet 1926, sont applicables aux titres de cet emprunt.

Art. 3. Pouvoir est donné à M. Émile Francqui, Ministre d'Etat, membre du Conseil des Ministres, de conclure cet emprunt et de signer, au nom de l'Etat belge, les conventions qui y sont relatives.

Art. 4. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur à partir du jour de sa signature.

Donné à Bruxelles, le 20 octobre 1926.

lioen dollar (s 100,000,000) of hunne gelijke waarde niet overschrijdt en waarvan de opbrengst tot de muntstabilisatie moet aangewend worden.

Art. 2. De vrijstellingen van de belastingen, toegestaan door de wet van 12 April 1924 en voorzien bij de wetten van 26 Februari 1926 en van 16 Juli 1926, zijn toepasselijk op de titels van deze leening.

Art. 3. Volmacht wordt gegeven aan den heer Emile Francqui, Staatsminister, lid van den Ministerraad, om deze leening te sluiten en namens den Belgischen Staat, al de overeenkomsten die er betrekking op hebben te onderteekenen.

Art. 4. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit, dat van kracht wordt met den dag van zijn handteekening.

Gegeven te Brussel, den 20 October 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | *De Minister, lid van den Raad,*
E. FRANQUIL.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*
PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,* | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*
CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,* | *De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*
B^{re} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,* | *De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*
H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,* | *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*
J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,* | *De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegraafen, Telefonen
en Luchtvaart,*
E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*
CH. DE BROQUEVILLE.

26

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

Modification à l'arrêté royal du 24 juillet 1926 fixant l'heure de fermeture des établissements publics.

ALBERT, Roi des Belges,
A tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière;

Revu Notre arrêté du 24 du même mois qui fixe une heure pour la fermeture des établissements publics;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'alinéa 4 de l'article 1^{er}, de Notre arrêté précité, du 24 juillet 1926, est remplacé par la disposition suivante :

L'autorisation de tenir les établissements ouverts, après une heure du matin, peut également être accordée, à titre exceptionnel, sept jours au plus chaque année, par le collège des bourgmestre et échevins, à l'occasion de manifestations sportives et, en outre, pendant sept jours au plus chaque année, à l'occasion de kermesses ou de réjouissances populaires.

Art. 2. Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 octobre 1926.

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

Wijziging aan het Koninklijk besluit van 24 Juli 1926 tot vaststelling van het sluitingsuur van de openbare gelegenheden.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 16 Juli 1926 omtrent zekere maatregelen, te nemen met het oog op de verbetering van den finantieelen toestand;

Herzien Ons besluit van 24 derzelder maand, waarbij een uur voor het sluiten der openbare gelegenheden bepaald is;

Op het in Raad besproken voorstel Onzer Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Alinea 4 van artikel 1 van Ons voornoemd besluit van 24 Juli 1926, wordt door volgende bepaling vervangen :

De toelating om de gelegenheden na één uur 's ochtends open te houden, mag evenwel, bij uitzondering, gedurende hoogstens zeven dagen van ieder jaar verleend worden door het college van burgemeester en schepenen, ter gelegenheid van sportuitingen, en bovendien, gedurende hoogstens zeven dagen van het jaar naar aanleiding van kermessen of volksvermakelijkheden.

Art. 2. Onze Eerste Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 22 October 1926.

ALBERT

*Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

*De Eerste Minister,
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères. | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Pour le Ministre, membre du Conseil, absent :	Voor den Minister, lid van den Raad, afwezig :
<i>Pe Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène;</i>	<i>De Eerste Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,</i>

HENRI JASPAR.

<i>Le Ministre de la Justice,</i>	<i>De Minister van Justitie,</i>
PAUL HYMANS.	

<i>Le Ministre des Sciences et des Arts,</i>	<i>De Minister van Wetenschappen en Kunsten,</i>
--	--

CAM. HUYSMANS.

<i>Le Ministre des Finances et Ministre des Colonies,</i>	<i>De Minister van Financiën en Minister van Koloniën,</i>
---	--

B^{on} HOUTART.

<i>Le Ministre de l'Agriculture et Ministre des Travaux publics,</i>	<i>De Minister van Landbouw en Minister van Openbare Werken,</i>
--	--

H. BAELS.

<i>Le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale,</i>	<i>De Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,</i>
--	---

J. WAUTERS.

<i>Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique,</i>	<i>De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafien, Telefoenen en Luchtvaart,</i>
---	---

E. ANSEELE.

<i>Le Ministre de la Défense Nationale,</i>	<i>De Minister van Landsverdediging,</i>
CH. DE BROQUEVILLE.	

27.

Arrêté royal approuvant une convention entre la Banque Nationale de Belgique et l'Etat belge.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 26 février 1926 relative à l'assainissement de la circulation fiduciaire et à la stabilisation monétaire;

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est approuvée la conven-

Koninklijk besluit tot goedkeuring van eene overeenkomst gesloten tusschen de Nationale Bank van België en den Belgischen Staat.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de wet van 26 Februari 1926, betreffende de saneering van den omloop der bankbriefjes en de muntstabilisatie;

Gezien de wet van 16 Juli 1926, betreffende zekere maatregelen te nemen ter verbetering van den financieelen toestand;

Op het in Raad beraamde voorstel Onze Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Wordt goedgekeurd de

tion ci-annexée, intervenue le 18 octobre 1926, entre l'Etat belge et la Banque Nationale de Belgique, en remplacement de la convention du 10 février 1926.

Cette convention sera enregistrée gratis.

Art. 2. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera obligatoire le jour de sa publication.

Donné à Bruxelles, le 25 octobre 1926.

hierbijgevoegde overeenkomst op 18 October 1926 gesloten tusschen den Belgischen Staat en de Nationale Bank van België in vervanging van de overeenkomst van 10 Februari 1926.

Deze overeenkomst wordt kosteloos geregistreerd.

Art. 2. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit, hetwelk bindend zijn zal met den dag zijner bekendmaking.

Gegeven te Brussel, den 25 October 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :
*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

VAN 'S KONINGS WEGE :
*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
E. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | *De Minister, lid van den Raad,*
E. FRANQUIL.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*
P. HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,* | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*
CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,* | *De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën.*
B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,* | *De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*
H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,* | *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*
J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,* | *De Minister van Spoorwegen,
Zeevaren, Posten, Telegrafie,
Telefonen en Luchtvaart,*
E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*
CH. DE BROQUEVILLE.

**Convention entre l'État
et la Banque Nationale de Belgique.**

Entre l'État belge représenté par le Ministre des Finances, d'une part, et la Banque Nationale de Belgique, représentée par son Gouverneur, à ce autorisé par délibération du Conseil d'administration, d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. L'État s'engage à céder à la Banque Nationale le produit intégral de l'emprunt à contracter par lui à l'étranger pour effectuer la stabilisation du franc, contre restitution, à due concurrence, de Bons du Trésor représentant sa dette envers la Banque.

Art. 2. La Banque est autorisée à réaliser l'argent compris dans son encaisse métallique, à condition d'affecter à des achats d'or le produit de cette réalisation.

Art. 3. L'accroissement d'actif à résulter de la réévaluation de l'encaisse métallique sera abandonné par la Banque à l'État, déduction faite toutefois de tous impôts ou prélèvements quelconques au profit de l'État qui pourraient être perçus à l'occasion de la réévaluation des immeubles et de l'incorporation éventuelle de ceux-ci ou de la réserve au capital social. L'État utilisera la somme ainsi mise à sa disposition, sous déduction de 600 millions de francs, pour rembourser à la Banque un montant correspondant de bons représentant sa dette envers celle-ci.

Les 600 millions de francs visés ci-dessus serviront jusqu'à due concurrence à l'acquisition des devises nécessaires au remboursement de la dette flottante extérieure existant à ce jour.

Art. 4. Le revenu du placement des valeurs sur l'étranger qui seront remises à la Banque par l'État, conformément à l'article 1^{er} ci-dessus, est attribué au Trésor.

En outre, la Banque renonce, au

**Overeenkomst tusschen den Staat
en de Nationale Bank van België.**

Tusschen den Belgischen Staat vertegenwoordigd door den Minister van Financiën eenerzijds, en de Nationale Bank van België, vertegenwoordigd door haar Gouverneur, dartoe gemachtigd volgens genomen besluit van den Beheerraad, anderzijds,

Is overeengekomen helgeen volgt :

Artikel 1. De Staat verbindt zich aan de Nationale Bank afstand te doen van de algeheele opbrengst der leening door hem in het buitenland aan te gaan om de stabilisatie van den frank te volvoeren, tegen uitkeering, tot het behoorlijk bedrag, van de Schatkistbons welke zijn schuld jegens de Bank vertegenwoordigen.

Art. 2. De Bank wordt gemachtigd het zilver, dat in haar metaalvoorraad begrepen is, te gelde te maken, mits de opbrengst daarvan voor goudaankoop te bestemmen.

Art. 3. De aangroei van het actief, welke uit het revalueeren van den metaalvoorraad moet voortvloeien, wordt door de Bank aan den Staat afgestaan, na afrek nochtans van alle welkdanige belastingen en voorafnemingen ten bate van den Staat welke zouden kunnen geheven worden naar aanleiding van het revalueeren der onroerende goederen en van de gebeurlijke inlijving van deze laatste alsmede van het reservefonds bij het maatschappelijk kapitaal. De Staat moet de alzoo de te zijner beschikking gestelde som gebruiken, onder afhouding van 600 miljoen frank, tot terugstorting aan de Bank van een bedrag overeenkomende met de bons, die zijn schuld jegens deze laatste vertegenwoordigen.

Hoogerbedoelde 600 miljoen frank zullen tot het behoorlijk bedrag voor den aankoop van deviezen dienen noodig tot de terugbetaling van de thans bestaande buitenlandsche vlot-tende schuld.

Art. 4. De opbrengst van de belegging der waarden op het buitenland die, overeenkomstig hierbovenstaand artikel 1, door den Staat aan de Bank zullen toevertrouwd worden, wordt aan de Schatkist toegekend.

Overigens, ziet de Bank, ten bate van

profit de l'Etat, au revenu des valeurs sur l'étranger qui entreront en compte conformément à l'arrêté royal de stabilisation pour l'établissement de la proportion entre l'encaisse et les engagements à vue.

La Banque retiendra une commission de 1 ‰ par semestre sur le montant moyens des valeurs sur l'étranger, tel qu'il s'établira d'après les situations hebdomadaires publiées au *Moniteur belge*.

Il sera tenu un compte spécial des opérations faites à l'aide des crédits visés par l'arrêté royal sur la stabilisation monétaire. Ce compte sera débité des charges et crédité des bénéfices. Ceux-ci reviendront intégralement à l'Etat, sauf une commission de 1 ‰ par semestre sur le montant nominal des opérations.

Toute diminution des valeurs désignées à l'article 1^{er} ci-dessus qui ne sera pas compensée par une réduction du montant des engagements à vue ou un accroissement de l'encaisse-or entraînera le paiement par la Banque d'une redevance de 2.25 ‰ au profit du Trésor.

Art. 5. Si un arrangement relatif à la reprise des marcs intervient entre l'Etat belge et le Reich allemand avant que soit apuré le solde de la dette due à la Banque, une convention sera conclue entre le Gouvernement et la Banque pour régler le mode de remboursement de ce solde. Cette convention sera soumise à la ratification des Chambres.

Art. 6. Si la Banque Nationale n'exécute pas les obligations résultant pour elle des arrêts sur la stabilisation monétaire, elle restituera à l'Etat l'équivalent en or de toutes les sommes qui lui auront été versées conformément à l'article 1^{er} ci-dessus.

Art. 7. La présente convention entrera en vigueur à la même date que l'arrêté royal de stabilisation.

Art. 8. La présente convention remplace celle du 10 février 1926.

den Staat, af van de opbrengst der waarden op het buitenland die, overeenkomstig het Koninklijk besluit op de stabilisatie zullen in aanmerking komen voor het bepalen van de verhouding tusschen den kasvoorraad en de verbintenissen op zicht.

De Bank zal een commissieloon van 1 per duizend en per halfjaar afhouden op het gemiddeld bedrag der waarden op het buitenland, zooals het zal vastgesteld worden volgens de in den *Moniteur belge* bekendgemaakte wekelijksche toestanden.

Een bijzondere rekening zal gehouden worden der verrichtingen gedaan door middel van de kredieten bedoeld bij het Koninklijk besluit op de muntstabilisatie. Die rekening zal voor de lasten gedebiteerd en voor de winsten geëcrediteerd worden. Deze laatste zullen algeheel aan den Staat toekomen, behalve een commissieloon van 1 per duizend en per halfjaar op het nominaal bedrag der verrichtingen.

Alle vermindering van de onder artikel 1 hierboven aangeduide waarden, waartegen niet zal opwegen eene vermindering van het bedrag der verbintenissen op zicht of eenen aangroei van den goudvoorraad, zal de betaling ten gevolge hebben door de Bank van een recht van 2.25 t. h. ten bate van de Schatkist.

Art. 5. Indien eene overeenkomst betreffende de overneming der marken gesloten wordt tusschen den Belgischen Staat en het Duitsche Rijk, alvorens het saldo van de schuld tegenover de Bank aangezuiverd is, zal eene overeenkomst tusschen de Regeering en de Bank de wijze van terugbetaling van dat saldo regelen. Die overeenkomst zal aan de bekrachtiging van de Kamers onderworpen worden.

Art. 6. Indien de Nationale Bank de verplichtingen niet uitvoert, welke voor haar uit de besluiten op de muntstabilisatie voortvloeien, zal zij aan den Staat het gelijkwaardig bedrag in goud van al de sommen die haar zullen gestort geworden zijn, overeenkomstig bovenstaand artikel 1, terugbetalen.

Art. 7. Deze overeenkomst treedt in werking denzelfden dag als het Koninklijk besluit op de stabilisatie.

Art. 8. Deze overeenkomst vervangt die van 10 Februari 1926.

Ainsi fait en double, à Bruxelles, le
18 octobre 1926.

*Le Gouverneur de la Banque
Nationale de Belgique,*
LOUIS FRANCK.

Le Ministre des Finances,
B^{on} M. HOUTART.

*Le Secrétaire de la Banque
Nationale de Belgique,*
LOUIS-JEAN MAHIEU.

Aldus in dubbel opgemaakt te Brussel,
den 18 October 1926.

*De Gouverneur
der Nationale Bank van België,*
LOUIS FRANCK.

De Minister van Financiën,
B^{on} M. HOUTART.

*De Secretaris
der Nationale Bank van België,*
LOUIS-JEAN MAHIEU.

28

**Arrêté royal prorogeant la durée de la
Banque Nationale de Belgique et
modifiant certaines dispositions des
lois coordonnées des 5 mai 1890,
20 mai 1872, 26 mars 1900 et 26 fé-
vrier 1926, relatives à cette institu-
tion.**

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 26 février 1926 proro-
geant la durée de la Banque Nationale
de Belgique, et notamment l'article 3,
§ 1, et l'article 7 des dispositions addi-
tionnelles;

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative
à certaines mesures à prendre en vue
de l'amélioration de la situation finan-
cière;

Considérant qu'il convient de réunir
en un seul texte les dispositions rela-
tives à la Banque Nationale de Belgique
et résultant tant des lois en vigueur
que de la loi du 26 février 1926 et des
modifications et additions y apportées
en vertu de la loi du 16 juillet 1926.

Sur la proposition de Nos Ministres,
délibérée en Conseil.

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Il est institué une banque,
sous la dénomination de Banque Natio-
nale de Belgique. Son siège est à
Bruxelles.

Art. 2. Elle établit des succursales
ou des agences dans les chefs-lieux
d'arrondissement judiciaire et, en outre,
dans les localités où le besoin en est,

Koninklijk besluit waarbij de duur van
de Nationale Bank van België wordt
verlengd en waarbij sommige bepa-
lingen van de gecombineerde wetten
van 5 Mei 1890, 20 Mei 1872, 26
Maart 1900 en 26 Februari 1926
betreffende die inrichting gewijzigd
worden.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL.

Gezien de wet van 26 Februari 1926
waarbij de duur der Nationale Bank
van België wordt verlengd en inzonder-
heid artikel 3, § 1, en artikel 7 der
aanvullende bepalingen;

Gezien de wet van 16 Juli 1926 be-
treffende zekere maatregelen te nemen
ter verbetering van den financiëleen
toestand;

Overwegende dat het behoort in eenen
tekst de bepalingen, betreffende de Na-
tionale Bank van België, samen te voe-
gen, welke zoowel uit de van kracht
zijnde wetten als uit de wet van 26 Fe-
bruari 1926 en de wijzigingen en toe-
voegingen er aan gebracht krachtens de
wet van 16 Juli 1926, voorspruiten;

Op het in Raad beraamde voorstel
Onzer Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluit-
ten :

Artikel 1. Onder de benoeming :
Nationale Bank van België wordt eene
bank ingesteld, Haar zetel is gevestigd
te Brussel.

Art. 2. In overleg met de Regeering
richt zij bijbanken of agentschappen op
in de hoofdplaatsen der rechterlijke
arrondissementen en, buitendien, in de

constaté d'accord avec le Gouvernement.

Un comptoir ou un comité d'escompte est attaché à chaque agence dans les villes où le Gouvernement le juge nécessaire, après avoir entendu l'administration de la Banque.

Art. 3. La durée de la Banque est prorogée jusqu'au 31 décembre 1932.

Art. 4. Aucune banque de circulation ne peut être constituée par actions, si ce n'est sous la forme de société anonyme et en vertu d'une loi.

Art. 5. Le capital de la Banque est de 200 millions de francs divisé en deux cent mille actions, en nom ou au porteur, de 1,000 francs chacune.

Cinquante mille actions seront mises en souscription publique aux conditions à déterminer par un arrêté royal pris sur la proposition du Conseil des Ministres.

Nonobstant toutes dispositions contraires, les institutions d'utilité publique, qui seront désignées par arrêté royal, les tuteurs et curateurs de biens appartenant à des mineurs, incapables et sequestrés, sont habiles à participer à cette souscription.

Art. 6. Il y a un fonds de réserve destiné :

1° A réparer les pertes sur le capital social ;

2° A suppléer aux bénéfices annuels jusqu'à concurrence d'un dividende de 6% de la mise.

La prime d'émission sur l'augmentation du capital est versée à cette réserve.

A l'expiration du droit d'émission de la Banque, les trois cinquièmes de la réserve sont acquis à l'État.

Art. 7. La Banque émet des billets au porteur. Le montant des billets en circulation est représenté par des valeurs facilement réalisables.

La Banque est tenue d'avoir une encaisse en or ou en devises étrangères convertibles en or, au moins égale à quarante pour cent du montant de ses engagements à vue, dont au minimum trente pour cent d'or.

Art. 8. Le Gouvernement, d'accord

plaatsen waar de noodwendigheid zich doet gevoelen.

In de steden waar de Regeering het noodig acht, wordt aan elk agentschap, het beheer der Bank gehoord zijnde, een discontokantoor of -comiteit toegevoegd.

Art. 3. De duur der Bank wordt verlengd tot 31 December 1932.

Art. 4. Geen circulatiebank mag bij aandeelen tot stand worden gebracht, tenzij onder vorm eener naamlooze vennootschap en krachtens eene wet.

Art. 5. Het kapitaal der Bank bedraagt 200 milloen frank, verdeeld in tweehonderd duizend aandeelen, op naam of aan toonder van duizend frank elk.

Vijftig duizend aandeelen worden ter openbare intekening gesteld onder de voorwaarden te bepalen door een Koninklijk besluit genomen op voordracht van den Ministerraad.

Ondanks alle strijdige bepalingen zullen inrichtingen van openbaar nut, door Koninklijk besluit aan te duiden, de voogden en curatoren van goederen toebehoorende aan minderjarigen die onbekwaam zijn en onder sequestratie zijn gesteld, bevoegd worden gemaakt aan deze intekening deel te nemen.

Art. 6. Een reservefonds wordt tot stand gebracht met het doel :

1° De verliezen op het maatschappelijk kapitaal te vergoeden ;

2° De jaarlijksche winsten, tot beloop van een dividend van 6 t. h. op het ingebracht kapitaal aan te vullen.

De premie van uitgifte op de kapitaalsverhooging wordt in deze reserve gestort.

Na het verstrijken van het recht van uitgifte der Bank, komen de drie vijfden der reserve aan den Staat ten goede.

Art. 7. De Bank geeft briefjes aan toonder uit. Het bedrag der in omloop zijnde briefjes wordt vertegenwoordigd door waarden die gemakkelijk te gelde kunnen gemaakt worden.

De Bank is gehouden een kasvoorraad te hebben, in goud of in buitenlandsche deviezen die in goud omzetbaar zijn ten minste gelijk aan veertig ten honderd van het bedrag harer verbintenissen op zicht, waarvan ten minste dertig ten honderd goud.

Art. 8. De Regeering, in overleg met

avec la Banque Nationale, détermine la forme des coupures, le mode de leur émission et leur quantité pour chaque catégorie.

Leur texte est rédigé dans les deux langues officielles.

Art. 9. Chaque fois qu'un type de billet de banque est remplacé ou supprimé, la Banque paie au Trésor, à l'expiration du délai fixé dans chaque cas par une convention spéciale, la valeur des billets de ce type qui n'auront pas été présentés au remboursement.

Les billets dont la contrevaaleur a été versée au Trésor sont retranchés du montant de la circulation; le remboursement de ceux de ces billets qui seront ultérieurement présentés aux guichets de la Banque s'effectuera pour le compte du Trésor.

Art. 10. Les billets sont payables à vue aux bureaux de la Banque, à Bruxelles, dans les termes de l'arrêté royal pris sur la stabilisation monétaire, en vertu de la loi du 16 juillet 1926.

Les billets sont payables à vue dans les agences en province. Toutefois, ce paiement peut être ajourné jusqu'à ce que ces agences aient pu recevoir les fonds nécessaires.

Le Gouvernement est autorisé à les admettre en paiement dans les Caisses de l'Etat.

Art. 11. Les opérations de la Banque consistent :

1° A escompter ou acheter des lettres de change et autres effets ayant pour objets des opérations de commerce et des bons du Trésor dans les limites à déterminer par les statuts.

Sont réputés opérations de commerce pour l'application de cette disposition, les achats et ventes faits par les agriculteurs ou à ceux-ci, de bétail, matériel agricole, engrais, semences, récoltes et, généralement, de marchandises et denrées se rapportant à l'exercice de leur industrie;

2° A réescompter à l'étranger les effets de son portefeuille; à remettre ces effets en gage; à garantir la bonne fin de ces effets ou des opérations d'es-compte et d'avances y relatives; à ac-

de la Nationale Bank, zal den vorm der coupures, de wijze van uitgifte daarvan, en de hoeveelheid voor elke soort vaststellen.

Haar tekst wordt in de twee officieele talen opgesteld.

Art. 9. Telkens een model van bank-briefje vervangen of ingetrokken wordt betaalt de Bank bij het ophouden van het tijdsbestek, in elk geval door eene bijzondere overeenkomst bepaald, aan de Schatkist het bedrag der briefjes van dit model welke niet ter terugbetaling werden aangeboden.

De briefjes waarvan de tegenwaarde in de Schatkist is gestort, worden afgetrokken van het bedrag van de in omloop zijnde briefjes; de terugbetaling van diegene dezer briefjes welke later aan de winketten worden aangeboden, geschiedt voor rekening van de Schatkist.

Art. 10. De bankbriefjes zijn betaalbaar op zicht aan de bureelen der Bank te Brussel, volgens de bewoordingen van het Koninklijk besluit genomen op de muntstabilisatie krachtens de wet van 16 Juli 1926.

De bankbriefjes zijn op zicht betaalbaar in de agentschappen der provinciën. Echter mag die betaling worden verdaagd tot dat de agentschappen de noodige gelden hebben bekomen.

De Regeering is gemachtigd die briefjes ter betaling in de Staatskassen te ontvangen.

Art. 11. De verrichtingen der Bank bestaan uit :

1° Het disconteeren of het aankopen van wisselbrieven en andere effecten die handelsverrichtingen tot doel hebben, alsmede van Schatkistbons binnen de door de statuten te bepalen grenzen.

Voor de toepassing van deze bepaling, worden als handelsverrichtingen beschouwd, de door of aan de landbouwers gedane aankopen en verkoopen van vee, landbouwgereedschap, meststoffen, zaaizaden, vruchten en, over het algemeen, koop- en eetwaren die met de uitoefening van hun bedrijf verband houden;

2° In het buitenland de effecten van hare portefeuille te herdisconteeren; hare effecten opnieuw in pand te geven, die effecten of de daarmede verbandhoudende disconto- en voorschotver-

quérir des avoirs ou obtenir des crédits à l'étranger;

3^o A faire le commerce des matières d'or et d'argent;

4^o A faire des avances de fonds sur des lingots ou des monnaies d'or et d'argent;

5^o A se charger du recouvrement d'effets qui lui seront remis par des particuliers ou des établissements;

6^o A recevoir des sommes en compte courant et, en dépôt, des titres, des métaux précieux et des monnaies d'or et d'argent;

7^o Enfin, à faire des avances en compte courant ou à court terme sur dépôt d'effets publics nationaux ou d'autres valeurs garanties par l'Etat et la Colonie, ainsi que sur les valeurs similaires du Grand-Duché de Luxembourg, dans les limites et aux conditions à fixer périodiquement par l'administration de la Banque, conjointement avec le collège des censeurs.

Art. 12. Il est formellement interdit à la Banque de se livrer à d'autres opérations que celles qui sont déterminées par l'article 11 et d'intervenir directement ou indirectement dans des opérations non autorisées.

Elle ne peut emprunter, sauf dans les cas prévus au 2^o de l'article 11; elle ne peut faire des prêts, soit sur hypothèque, soit sur dépôt d'actions industrielles, à l'exception des actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer belges, régulièrement émises;

Elle ne peut prêter sur ses propres actions, ni les racheter;

Elle ne peut prendre aucune part, soit directe, soit indirecte, dans des entreprises industrielles ou commerciales ou se livrer à aucun genre de commerce, autre que celui des matières d'or et d'argent.

Elle ne peut acquérir d'autres propriétés immobilières que celles qui sont strictement nécessaires au service de l'établissement.

Art. 13. La Banque fait le service de caissier de l'Etat aux conditions déterminées par la loi.

Art. 14. La Banque fait, conformément aux lois sur la matière, le service

richtingen te waarborgen; actieven of kredieten in het buitenland te verkrijgen;

3^o Het handeldrijven in gouden en zilveren waren;

4^o Het voorschieten van gelden op goud en zilver in staven of in munt;

5^o Het innen van effecten haar toevertrouwd door particulieren of door instellingen;

6^o Het ontvangen van sommen in rekening courant en het in bewaring nemen van titels, edele metalen en gouden of zilveren munten;

7^o Ten slotte, voorschotten te doen in rekening courant of op korten termijn op deponering van nationale openbare effecten of andere door den Staat en de Kolonie gewaarborgde waarden, alsmede op de gelijkaardige waarden van het Groot-Hertogdom Luxemburg, binnen de grenzen en mits de voorwaarden door het beheer der Bank gezamenlijk met het college van censoren, op geregelde tijden te bepalen.

Art. 12. Het is de Bank uitdrukkelijk verboden andere dan bij artikel 11 bepaalde verrichtingen te doen en rechtstreeks of onrechtstreeks in niet veroorloofde verrichtingen tusschen te komen.

Zij mag niet ontleenen behalve in de gevallen voorzien onder n^o 2 van artikel 11; zij mag geene leeningen doen hetzij op hypotheek, hetzij op deposito van nijverheidsaandeelen, met uitzondering van regelmatig uitgegeven preferente aandeelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

Zij mag op haar eigen aandeelen niet leenen, noch dezelve wederinkopen.

Zij mag, middellijk, noch onmiddellijk, eenig deel nemen in nijverheids-ondernemingen, of eender welk soort handel drijven uitgenomen handel in gouden en zilveren waren.

Zij mag geen andere onroerende eigendommen aankopen, dan die welke voor den dienst van de inrichting volstrekt noodig zijn.

Art. 13. De Bank neemt den dienst van Staatskassier waar onder de voorwaarden bepaald bij de wet.

Art. 14. De Bank vervult, overeenkomstig de wetten ter zake, den dienst

de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite sous la garantie de l'Etat.

Art. 15. La Banque peut être autorisée par le Gouvernement à acquérir des fonds publics, sans qu'elle puisse en posséder pour une somme dépassant le montant du capital et de la réserve. Aucune acquisition ne peut être faite qu'en vertu de l'autorisation donnée par le Ministre des Finances, sur la demande de la Banque.

Art. 16. Pour faciliter les virements de fonds, la Banque peut créer des mandats à quelques jours de vue.

Art. 17. Le bénéfice résultant pour la Banque de la différence entre l'intérêt $3\frac{1}{2}\%$ et le taux d'intérêt perçu par cette institution sur ces opérations, tant extérieures qu'intérieures, est attribué à l'Etat.

Art. 18. Les bénéfices annuels sont répartis de la manière suivante :

1^o Aux actionnaires, un premier dividende de 6% ;

2^o De l'excédent :

a) 10% à la réserve ;

b) 6% au personnel ou à des institutions en sa faveur ;

3^o Du surplus sont attribuées :

a) A l'Etat, trois cinquièmes ;

b) Aux actionnaires, deux cinquièmes à titre de second dividende, à moins que le Conseil de régence ne décide d'attribuer ces deux cinquièmes en totalité à un fonds de réserve extraordinaire.

Art. 19. La Banque est dirigée par un gouverneur assisté d'un Comité de direction, administrée par un Conseil de régence et surveillée par un Collège de censeurs.

Il y a également un comité d'escompte, dont la composition et le rôle sont déterminés par le règlement d'ordre intérieur.

Le comité de direction est présidé par le gouverneur et comprend trois directeurs, dont l'un est appelé à remplir les fonctions de vice-gouverneur.

Le Conseil de régence se compose du gouverneur, des directeurs et de neuf régents.

van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas onder waarborg van den Sejat.

Art. 15. De Bank kan door de Regeering worden gemachtigd tot het aankopen van openbare fondsen zonder dat zij er meer mag bezitten dan voor een bedrag dat het beloop van het kapitaal en de reserve te bovengaat. Geen aankoop kan gedaan worden dan mits machtiging van den Minister van Financiën, op aanvraag van de Bank.

Art. 16. Om de overdrachten van fondsen te vergemakkelijken, mag de Bank mandaten maken op eenige dagen na zicht.

Art. 17. De winst welke voor de Bank voortspruit uit het verschil tusschen den interest tegen $3\frac{1}{2}\%$ t. h. en het bedrag van den interest door deze inrichting geheven, op hare zoowel buitenlandsche als binnenlandsche verrichtingen, wordt den Staat toegekend.

Art. 18. De jaarlijksche winsten worden op de volgende wijze verdeeld :

1^o Aan de aandeelhouders, een eerste winstaandeel van 6% t. h. ;

2^o Van het overschot :

a) 10% t. h. aan het reservefonds ;

b) 6% t. h. aan het personeel of aan instellingen ingericht te zijnen voordeele ;

3^o Van het laatste overschot worden toegekend :

a) Aan den Staat, drie vijfden ;

b) Aan de aandeelhouders, twee vijfden, ten titel van tweede winstaandeel, tenzij de Regentschapraad besluit het geheel of een gedeelte van die twee vijfden aan een buitengewoon reservefonds toe te kennen.

Art. 19. De Bank wordt bestuurd door een gouverneur bijgestaan door een Bestuurscomiteit, beheerd door een Regentschapraad en staat onder toezicht van een College van censoren.

Er is insgelijks een discontocomiteit, waarvan de samenstelling en de taak door het reglement van inwendige orde vastgesteld worden.

Het bestuurscomiteit wordt voorgezeten door den gouverneur en bestaat uit drie bestuurders, waarvan een geroepen is om het ambt van ondergouverneur te vervullen.

De Regentschapraad bestaat uit den gouverneur, de bestuurders en negen regenten.

Les directeurs actuellement en fonctions font, à titre personnel, partie du Conseil de régence en surnombre, même s'ils ne sont pas nommés membres du comité de direction.

Les directeurs et régents sont élus par l'assemblée générale des actionnaires. Trois d'entre les régents sont choisis sur une liste double de candidats présentés à chaque vacance :

1° Par les membres conseillers de groupe élus par les délégués de classe du Conseil supérieur de l'industrie et du commerce et par les membres du Conseil supérieur des métiers et négoce, chacun de ces conseils représentant un candidat ;

2° Par les membres ouvriers et employés du Conseil supérieur du travail ;

3° Par les membres élus et cooptés du Conseil supérieur de l'agriculture. Ces trois régents sont dispensés de constituer le cautionnement statutaire.

Les six autres régents sont élus directement. Ils sont choisis parmi les personnalités marquantes du commerce, de l'industrie et de la banque.

Le gouverneur, les directeurs et les directeurs nommés régents à titre personnel reçoivent une rémunération dont le montant est fixé par le Conseil général, sans participation aux bénéfices.

Les régents reçoivent des jetons de présence et, s'il y a lieu, une indemnité de déplacement.

Art. 20. Le gouverneur est nommé par le Roi pour cinq ans.

Un membre des Chambres législatives ne peut remplir les fonctions de gouverneur.

Art. 21. Les membres des Chambres législatives ne peuvent remplir les fonctions de directeur, régent ou censeur.

Les candidats aux Chambres, élus alors qu'ils exercent les fonctions sujettes à l'interdiction qui précède, ne sont admis à la prestation de serment qu'après les avoir résignées.

Art. 22. Le gouverneur et les directeurs ne peuvent être membres du Conseil d'administration ou du Collège des commissaires d'aucune affaire com-

De thans in functie zijnde bestuurders maken, ten persoonlijken titel, overtalig deel uit van den Raad, zelfs indien zij niet tot leden van het Bestuurscomité benoemd worden.

De bestuurders en regenten worden door de algemeene vergadering der aandeelhouders verkozen. Drie regenten worden verkozen op een lijst met het dubbel getal kandidaten voorgedragen bij elke vacature :

1° Door de leden groepraadgevers verkozen door de klasse-afgevaardigden van den Hoogen Raad voor nijverheid en handel en door de leden van den Hoogen Raad van ambachten en neringen, elk die raden eenen kandidaat voordragende ;

2° Door de leden-arbeiders en bedienden van den Hoogen Arbeidsraad ;

3° Door verkozen en gecoopteerde leden van den Hoogen Landbouwwaad ; Die drie regenten zijn ontheven van de bij de statuten voorziene borgstelling.

De zes andere regenten worden rechtstreeks verkozen. Zij worden gekozen onder uitstekende persoonlijkheden van den handel, de nijverheid en de bank.

De gouverneur, de bestuurders en de bestuurders benoemd tot regenten ten persoonlijken titel ontvangen eene bezoldiging waarvan het bedrag door den Algemeenen Raad vastgesteld wordt, zonder deelneming in de winst.

De regenten ontvangen zitpenningen en, zoo daartoe aanleiding is, vergoedingen wegens verplaatsing.

Art. 20. De gouverneur wordt benoemd door den Koning voor vijf jaar.

Een lid der Wetgevende Kamers mag niet het ambt van gouverneur vervullen.

Art. 21. De leden van de Wetgevende Kamers mogen niet het ambt van bestuurder, regent of censor vervullen.

De kandidaten voor de Kamers, die verkozen worden wanneer zij nog ambten vervullen onderhevig aan de voorafgaande verbodsbepaling, worden slechts tot de eedaflegging toegelaten na van die ambten te hebben afgezien.

Art. 22. De gouverneur en de bestuurders mogen geen lid zijn van den Beheerraad of het College van Commissarissen van om 't even welke handels-

merciale ou industrielle, à l'exception de la Banque d'émission de la Colonie.

Art. 23. Le Collège des censeurs est composé de dix membres élus par l'Assemblée générale.

Trois censeurs sont choisis selon les règles établies à l'alinéa 6 de l'article 19; ils sont dispensés de constituer le cautionnement statutaire.

Les censeurs reçoivent une indemnité fixée par le Conseil général.

Art. 24. La durée des fonctions des directeurs, régents, censeurs, et l'ordre des sorties sont réglés par les statuts.

Art. 25. Un commissaire du gouvernement surveille toutes les opérations de la banque. Le Ministre des Finances peut, s'il le juge utile, pour certains contrôles temporaires, le faire assister d'experts. Le traitement du commissaire du Gouvernement est fixé par le Ministre des Finances, de concert avec l'Administration de la Banque. Il est supporté par celle-ci de même que les honoraires des techniciens éventuellement désignés à titre d'experts.

Art. 26. Le Gouvernement a le droit de contrôler toutes les opérations. Il peut s'opposer à l'exécution de toute mesure qui serait contraire soit à la loi, soit aux statuts, soit aux intérêts de l'Etat.

Art. 27. L'Administration de la Banque adresse au Gouvernement, toutes les semaines, un état présentant la situation de l'établissement. Cette situation est publiée dans le *Moniteur*. Le résultat des opérations et le règlement des dividendes sont publiés semestriellement par la même voie.

Art. 28. La Banque Nationale et ses succursales, comptoirs et agences doivent se conformer aux dispositions légales sur l'emploi des langues en matière administrative.

Art. 29. La bonification de 0.25 % par an, allouée à la Banque par la convention du 19 juillet 1919, pour frais d'émission, sera calculée sur la fraction de la circulation correspondant aux avances à l'Etat.

of nijverheidszaak, met uitzondering van de Uitgiftebank der Kolonie.

Art. 23. Het College van censoren bestaat uit tien leden verkozen door de Algemeene Vergadering.

Drie censoren worden gekozen volgens de in lid 6 van artikel 19 vastgestelde regelen; zij worden ontslagen van de door de statuten voorziene borgstelling.

Zij ontvangen eene vergoeding vastgesteld door den Algemeenen Raad;

Art. 24. De duur van het mandaat der bestuurders, regenten, censoren, alsook de orde van aftreding, worden door de statuten bepaald.

Art. 26. Een commissaris der Regeering houdt toezicht over al de verrichtingen der Bank. De Minister van Financiën mag, zoo hij het nuttig acht, voor zekere tijdelijke toezichten hem doen bijstaan door deskundigen. De wedde van den commissaris der Regeering wordt door den Minister van Financiën vastgesteld in overleg met het Beheer der Bank. Zij wordt door haar gedragen, alsmede de honoraria van de technici eventueel als deskundigen aangesteld.

Art. 26. De Regeering heeft het recht toezicht uit te oefenen over al de verrichtingen. Zij kan zich verzetten tegen de uitvoering van allen maatregel die strijdig zou wezen hetzij met de wet, hetzij met de statuten, hetzij met de belangen van den Staat.

Art. 27. Alle weken doet het Beheer der Bank aan de Regeering eenen staat geworden houdende den toestand der instelling. Die toestand verschijnt in den *Moniteur*. De uitslag der verrichtingen en de regeling der dividenden worden om de zes maanden langs dienzelfden wege bekend gemaakt.

Art. 28. De Nationale Bank, evenals hare bijbanken, kantoren en agent-schappen moeten zich schikken naar de wetspepalingen op het gebruik der talen in bestuurszaken.

Art. 29. De vergoeding van 0.25 t. h. 's jaars door de overeenkomst van 19 Juli 1919 aan de Bank toegekend, voor onkosten van uitgifte, wordt berekend op het gedeelte van den omloop overeenkomende met de voorschotten aan den Staat.

Art. 30. Bonification sera faite à la Banque du droit annuel de timbre perçu sur les billets, à concurrence du montant moyen de la circulation correspondant à l'encaisse-or, aux avoirs en devises et à la créance sur l'Etat. Ce montant sera établi d'après les situations hebdomadaires publiées au *Moniteur*.

Art. 31. La loi du 10 août 1923 relative au remboursement des avances faites à l'Etat par la Banque Nationale est abrogée.

Art. 32. Les statuts de la Banque seront mis en concordance avec les présentes dispositions.

Ils seront soumis à l'approbation du Roi.

Si l'assemblée générale des actionnaires appelée à se prononcer sur les modifications aux statuts, qui résultent des dispositions ci-dessus, ne représente pas la portion du capital prescrite à l'article 93, § 3, des statuts actuels, une nouvelle assemblée sera convoquée, qui délibérera valablement conformément à l'article 70 des lois coordonnées sur les sociétés.

Art. 33. Le présent arrêté est exécutoire dès sa publication au *Moniteur*.

Art. 34. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 octobre 1926.

Art. 30. Het jaarlijksch zegelrecht geheven van de bankbriefjes wordt aan de bank vergoed, ten beloope van het gemiddeld bedrag van den omloop overeenkomende met den goudvoorraad, met het bezit in deviezen en met de schuldvordering op den Staat. Dit bedrag wordt vastgesteld volgens den wekelijkschen staat in den *Moniteur* bekendgemaakt.

Art. 31. De wet van 10 Augustus 1923, betreffende de terugbetaling der voorschotten door de Nationale Bank aan den Staat gedaan, wordt ingetrokken.

Art. 32. De statuten van de Bank worden in overeenstemming gebracht met de tegenwoordige bepalingen.

Zij worden aan de goedkeuring des Konings onderworpen.

Indien de algemeene vergadering der aandeelhouders, welke moeten uitspraak doen over de wijzigingen in de statuten, naar luid van bovenstaande bepalingen, niet het deel van het kapitaal vertegenwoordigt, voorgeschreven bij artikel 93, paragraaf 3, der huidige statuten, zal eene nieuwe vergadering opgeroepen worden, welke geldig zal beraadslagen overeenkomstig artikel 70 van de samengeordende wetten op de vennootschappen.

Art. 33. Dit besluit is uitvoerbaar met den dag zijner bekendmaking in den *Moniteur*.

Art. 34. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 25 October 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | De Minister, lid van den Raad,
E. FRANCQUI.

Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,
PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,*

*De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*

B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegrafen, Telefonen
en Luchtvaart,*

E. ANSÉELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

29

**Arrêté royal relatif à la stabilisation
monétaire.**

**Koninklijk besluit betreffende
de muntstabilisatie.**

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents, et à venir, SALUT.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Vu la loi du 16 juillet 1926, relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière;

Gezien de wet van 16 Juli 1926, betreffende maatregelen te nemen ter verbetering van den financieelen toestand;

Revu la loi du 26 février 1926, relative à l'assainissement de la circulation fiduciaire et à la stabilisation monétaire;

Herzien de wet van 26 Februari 1926, betreffende de saneering van den omloop der bankbriefjes en de muntstabilisatie;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Op het in Raad beraamde voorstel Onze Ministers,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Article 1^{er}. Le franc est stabilisé dans les conditions déterminées par le présent arrêté. La Banque Nationale est chargée des opérations de la stabilisation, sous le contrôle du Ministre des Finances.

Art. 1. De frank wordt gestabiliseerd onder de bij dit besluit bepaalde voorwaarden. De Nationale Bank is belast met de stabilisatieverrichtingen, onder de controle van den Minister van Financiën.

Art. 2. Les dettes de l'Etat envers la Banque Nationale s'élevant à ce jour à 6,705,000,000 de francs, seront réduites, par les opérations ci-après indiquées, à 2,000,000,000 de francs maximum. Ce solde sera progressivement

Art. 2. De schuld van den Staat tegenover de Nationale Bank, heden ten beloope van 6,705,000,000 frank, zal door de hieronder aangeduide verrichtingen worden verminderd tot 2 milliard frank ten hoogste. Dat saldo zal geleidelijk

amorti. Il ne pourra plus, en aucun cas, être augmenté.

Les sommes prélevées sur le crédit autorisé par la loi du 19 mai 1926, relative à l'escompte des Bons du Trésor par la Banque Nationale, seront remboursées en premier lieu.

L'Etat verse à la Banque Nationale le produit intégral de l'emprunt extérieur contracté en exécution de l'arrêté royal du 20 octobre 1926 sur l'emprunt de stabilisation monétaire.

De son côté, la Banque Nationale portera l'or, l'argent et les devises sur l'étranger, figurant dans son encaisse, à leur valeur réelle en francs au taux déterminé dans le présent arrêté.

L'accroissement d'actif à résulter de la réévaluation de l'encaisse métallique sera crédité à l'Etat.

Art. 3. En plus des ressources-or, dont question à l'article 2, la Banque se servira des devises-or disponibles qu'elle possède pour assurer la stabilité du change.

Elle utilisera dans le même but, s'il y a lieu, les crédits qu'elle a directement obtenus de banques d'émission et d'établissements de crédit à l'étranger.

Art. 4. Le remboursement du solde prévu à l'article 2 ci-dessus sera assuré par le Fonds d'amortissement aux conditions de l'article 6 de la loi du 7 juin 1926 et d'accord avec la Banque.

Il se fera concurremment avec le remboursement de la dette flottante extérieure à ce jour et des charges incombant au Fonds du chef de la dette flottante intérieure.

Art. 5. La Banque est tenue de maintenir une encaisse-or et devises-or sur l'étranger égale à quarante pour cent du montant de ses engagements à vue, dont au minimum trente pour cent d'or.

Art. 6. Le capital de la Banque Nationale sera porté à 200 millions de francs.

Art. 7. Les billets en francs émis par la Banque continuent à avoir leur cours légal.

delijk afgelost worden. In geen geval, zal het nog mogen vermeerderd worden.

De sommen genomen op het krediet waartoe machtiging werd verleend bij de wet van 19 Mei 1926 betreffende het disconteeren van de Schatkistbons door de Nationale Bank, zullen eerst en vooral terugbetaald worden.

De Staat stort aan de Nationale Bank de algehele opbrengst van de buitenlandse leening, aangegaan ter uitvoering van het Koninklijk besluit van 20 October 1926, betreffende de leening voor de muntstabilisatie.

Harerzijds, zal de Nationale Bank het goud, het zilver en de deviezen op het buitenland, die voorhanden zijn in haar kasvoorraad, aanschrijven op hunne werkelijke waarde in franken berekend op den voet in dit besluit bepaald.

De toeneming van het actief, welke het gevolg zal zijn van de herschatting van den metaalvoorraad, zal op het krediet van den Staat geschreven worden.

Art. 3. Buiten de geldmiddelen in goud, bedoeld bij artikel 2, zal de Bank zich bedienen van de beschikbare gouddeviezen, welke zij bezit, om de stabiliteit van den wisselkoers te verzekeren.

Met hetzelfde doel zal zij, zoo daartoe termen zijn, het krediet gebruiken dat zij rechtstreeks verkregen heeft van de circulatiebanken en kredietinrichtingen in het buitenland.

Art. 4. De terugbetaling van het bij artikel 2 hierboven voorziene saldo zal geschieden door de zorg van het Delgingsfonds onder de voorwaarden bepaald bij artikel 6 van de wet van 7 Juni 1926 en in overleg met de Bank.

Zij zal geschieden tegelijkertijd als de terugbetaling van de op heden bestaande buitenlandse vlottende schuld en van de lasten die wegens de binnenlandsche vlottende schuld op het Fonds rusten.

Art. 5. De Bank is verplicht steeds een kasvoorraad in goud en in gouddeviezen op het buitenland te bezitten, gelijk aan veertig ten honderd van het bedrag van haar verbintenissen op zicht, waarvan ten minste dertig ten honderd goud.

Art. 6. Het kapitaal van de Nationale Bank zal opgevoerd worden tot 200 miljoen frank.

Art. 7. De biljetten in franken, door de Bank uitgegeven, zijn verder wettig gangbaar.

Rien n'est modifié, par le présent arrêté, aux lois existantes quant à la force libératoire de ces billets et à l'obligation pour les caisses publiques et les particuliers de les recevoir comme monnaie légale, nonobstant toute convention contraire.

Ces billets sont garantis par tout l'avoir de la Banque tel qu'il est constitué et augmenté en vertu du présent arrêté.

Art. 8. Le change du franc belge sur l'étranger s'établit au multiple de cinq francs. La Banque Nationale adopte le même multiple comme base de ses remboursements en espèces, lesquels se feront à vue, en or, en argent à sa valeur-or, en devises or sur l'étranger au choix de la Banque. Ce multiple est seul coté en vue du change et porte, à cette fin, le nom de « Belga ».

Il est interdit de publier le change du franc belge sous une autre forme.

La parité avec les monnaies étrangères est établie à raison d'un poids d'or fin de gr. 0,209211 au Belga.

Art. 9. Si la Banque Nationale émet des billets libellés sur la base de l'article 8, ils porteront en même temps la mention de leur valeur en francs. Les billets libellés en francs seuls seront en tous temps interchangeable contre les billets libellés en Belga dans la proportion de cinq à un.

Art. 10. La loi du 25 janvier 1923 est abrogée en ce qui concerne l'exportation et l'importation des valeurs.

Un arrêté royal fixera la date à laquelle cette disposition entrera en vigueur.

Art. 11. La loi du 26 février 1926 relative à l'assainissement de la circulation fiduciaire et à la stabilisation monétaire est abrogée.

Art. 12. Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication.

Art. 13. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bij dit besluit wordt niets gewijzigd aan de bestaande wetten, wat betreft die biljetten als betaalmiddel en wat betreft de verplichting voor de openbare kassen en de private personen om ze, ondanks welke strijdige overeenkomst ook, als wettige munt te aanvaarden.

Die biljetten zijn gewaarborgd door het gansch bezit van de Bank, zooals het uit kracht van dit besluit samengesteld en vermeerderd is.

Art. 8. De wisselkoers van den Belgischen frank tegenover het buitenland wordt bepaald in veelvouden van vijf frank. De Nationale Bank neemt hetzelfde veelvoud aan als grondslag voor haar terugbetalingen in speciën, welke op zicht zullen geschieden, in goud, in zilver tegen de goud-waarde dezes, of in goud-deviezen op het buitenland, naar keuze van de Bank. Dat veelvoud alleen wordt genoteerd met het oog op den wisselkoers en wordt daartoe genoemd « Belga ».

Het is verboden den wisselkoers van den Belgischen frank onder een anderen vorm bekend te maken.

De pariteit met de buitenlandsche munten wordt bepaald naar rato van een gewicht fijn goud van 0,209211 gr. per Belga.

Art. 9. Indien de Nationale Bank biljetten uitgeeft waarvan de tekst opgesteld is naar het bepaalde in artikel 8, zal deze tekst tegelijk hun waarde in franken vermelden. De biljetten die hun waarde alleen in franken vermelden, zullen te allen tijde tegen biljetten, waarvan de waarde in Belga is vermeld, uitwisselbaar zijn naar de verhouding van vijf tot één.

Art. 10. De wet van 25 Januari 1923 wordt ingetrokken wat den invoer en den uitvoer van de valuta betreft.

Een Koninklijk besluit zal den dag vaststellen waarop deze bepaling van kracht wordt.

Art. 11. De wet van 26 Februari 1926, betreffende de saneering van de bankbriefjes en de muntstabilisatie, vervalt.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking den dag zijner bekendmaking.

Art. 13. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Donné à Bruxelles, le 25 octo-
bre 1926.

Gegeven te Brussel, den 25^e October
1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :
*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

VAN 'S KONINGS WEGE :
*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | *De Minister, lid van den Raad,*
E. FRANCOUL.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*
PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,* | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*
CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,* | *De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*
B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,* | *De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*
H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,* | *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Social Voorzorg,*
J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,* | *De Minister van Spoorwegen,
Zeezezen, Posterijen, Telegrafen,
Telefonen en Luchtvaart,*
E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*
CH. DE BROQUEVILLE.

30

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

La Banque Nationale de Belgique, à la demande du Gouvernement, a été amenée, au moment de la guerre, à émettre des coupures de 5 francs en vue de parer à la pénurie des moyens de paiement. Les circonstances ont jusqu'ici empêché l'Etat de procéder au retrait de ces billets en y substituant des pièces de monnaie frappées en vertu de son droit régalien.

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

VERSLAG AAN DEN KONING.

SIRE,

De Nationale Bank van België werd, op het oogenblik van den oorlog, op aanzoek van de Regeering, er toe gebracht biljetten van 5 frank uit te geven en dit om de schaarschte aan betaalmiddelen te keer te gaan. De omstandigheden hebben voorts nog den Staat belet tot het intrekken van die biljetten over te gaan, door ze door op grond van zijn regale geslagen muntstukken te vervangen.

D'autre part, en raison de la dépréciation de la valeur acquisitive du franc, la coupure de 20 francs est tombée en fait au rang de monnaie divisionnaire.

Avant la guerre, la monnaie divisionnaire en circulation s'élevait à plus de 150 millions, c'est-à-dire dépassait 20 francs, par tête d'habitant.

Cette circulation était normale et se compare avec celle des pays à monnaie stable (plus de 20 shillings par tête en Grande-Bretagne, 20 reichsmarks en Allemagne, etc.).

La dépréciation de l'unité monétaire a réduit aujourd'hui cette somme à 25 millions de francs à la parité métallique ancienne; cette valeur est tout à fait insuffisante pour les besoins du pays.

Il importe, dans l'intérêt de l'économie nationale, et pour faciliter les transactions, de suppléer à l'insuffisance de la monnaie divisionnaire actuelle. Il va de soi que cette opération incombe à l'Etat, qui reprendra ainsi son véritable rôle et exonérera la Banque Nationale d'une charge qu'elle supporte indûment.

En conséquence, l'Etat frappera des pièces de monnaie destinées à porter la monnaie divisionnaire actuelle à un niveau normal, sans toutefois atteindre l'équivalent de celui d'avant-guerre.

Mais il n'est pas possible de procéder immédiatement à des frappes de pareille importance. Dans ces conditions, le Gouvernement s'est arrêté à un régime transitoire dans lequel les coupures de 5 et de 20 francs continueront provisoirement de circuler pour compte de l'Etat et sous sa responsabilité, dans les mêmes conditions et avec le même pouvoir libératoire qu'à présent.

Il est formellement entendu que l'opération se limitera au chiffre de ces billets actuellement en circulation qui seront remplacés dans le plus bref délai par des pièces métalliques.

Nous avons l'honneur d'être,
SIRE,
de Votre Majesté,
les très respectueux et fidèles serviteurs,

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Anderzijds, is naar mate van de verminderende koopkracht van den frank, het biljet van 20 frank feitelijk tot den rang van pasmunt gedaald.

Vóór den oorlog, bedroeg de in omloop zijnde pasmunt meer dan 150 miljoen, dat wil zeggen meer dan 20 frank per inwoner.

Deze omloop was normaal en kan gelijkgesteld worden met dien van de landen met vaste munt (meer dan 20 shilling per hoofd in Groot-Brittanje, 20 reichsmark in Duitschland, enz.).

De waardevermindering van de munteenheid heeft heden deze som op 25 miljoen frank op de oude metaalpariteit gebracht; deze waarde is voor 's lands behoeften volslagen ontoereikend.

Het komt in het belang van 's lands economie en met het oog op het vergemakkelijken van de transacties, er op aan in huidige ontoereikendheid van de pasmunt te voorzien. Het spreekt van zelf dat de verrichting op den Staat berust, die alzoo zijn waren rol terug zal nemen, en de Nationale Bank van een last bevrijden, dat zij ten onrechte draagt.

Derhalve, zal de Staat muntstukken slaan, bestemd om de huidige pasmunt op een normaal peil te voeren, zonder evenwel het gelijkwaardige van het vóóroorlogsche peil te bereiken.

Maar het is niet mogelijk onmiddellijk tot eene aanmuntiging van dergelijke gewichtigheid over te gaan. Onder deze voorwaarden, is de Regeering bij een overgangsregime gebleven, waarbij de biljetten van 5 en van 20 frank, voorloopig verder in omloop voor rekening van den Staat en onder zijne aansprakelijkheid, onder dezelfde voorwaarden en met dezelfde betaalkracht als heden blijven.

Het is uitdrukkelijk verstaan dat de verrichting zal worden beperkt tot het cijfer van deze thans in omloop zijnde biljetten, die zoodra mogelijk door metalen stukken zullen worden vervangen.

Wij hebben de eer te zijn,
SIRE,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbidige et getrouwe dienaars,

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,

EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | De Minister, lid van den Raad,

E. FRANQUIL.

Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,*

*De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*

B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautiques,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

Arrêté royal relatif à l'émission, par l'Etat, de monnaies divisionnaires destinées à remplacer les petites coupures mises en circulation par la Banque Nationale de Belgique.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière;

Vu l'article 8 de Notre arrêté du 25 octobre 1926 prorogeant la durée de la Banque Nationale de Belgique et modifiant certaines dispositions des lois combinées des 5 mai 1850, 20 mai 1872, 26 mars 1900 et 26 février 1926, relatives à cette institution;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêtés et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans la limite indiquée à l'article 2 ci-après, le gouvernement

Koninklijk besluit betreffende de uitgifte door den Staat van pasmunt ter vervanging van de door de Nationale Bank in omloop gebrachte kleine biljetten.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 16 Juli 1926, betreffende sommige maatregelen die ter verbetering van den financieelen toestand te treffen zijn;

Gelet op artikel 8 van Ons besluit van 25 October 1926, waarbij de duur van de Nationale Bank van België wordt verlengd en waarbij sommige bepalingen van de gecombineerde wetten van 5 Mei 1850, 20 Mei 1872, 26 Maart 1900 en 26 Februari 1926 betreffende die inrichting gewijzigd worden;

Op de voordracht van Onze in Raad vereenigde Ministers,

Wij hebben besloten et Wij besluiten :

Artikel 1. In de bij onderstaand artikel 2 bepaalde grens, zal de regeering

émettra des monnaies divisionnaires métalliques de la valeur et au titre qui seront fixés par Notre Ministre des Finances.

Art. 2. Le Gouvernement est autorisé à reprendre, pour le compte de l'Etat, le montant des billets de 20 francs et de 5 francs émis par la Banque Nationale de Belgique, tel qu'il sera établi à la date du présent arrêté.

Art. 3. Les billets repris continueront de circuler pour compte de l'Etat dans les mêmes conditions que précédemment et resteront échangeables contre les billets de la Banque Nationale.

Ils seront retirés de la circulation aussitôt que les monnaies qui doivent être substituées auront été émises. En attendant, ils seront munis du visa du Trésor public.

Art. 4. Le remboursement en espèces et à vue des billets de la Banque Nationale prévu à l'article 8 de l'arrêté du 25 octobre 1926 s'effectuera suivant les modalités que déterminera un règlement édicté par la Banque Nationale et approuvé par le Ministre des Finances.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.

Art. 6. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 octobre 1926.

metalen pasmunt uitgeven, hebbende de waarde en het gehalte, welke door Onzen Minister van Financiën zullen worden vastgesteld.

Art. 2. De Regeering is er toe gemachtigd voor rekening van den Staat, het bedrag der door de Nationale Bank van België uitgegeven biljetten van 20 frank en van 5 frank over te nemen, zooals dit op den datum van dit besluit opgemaakt zal worden.

Art. 3. De overgenomen biljetten blijven verder in omloop voor rekening van den Staat onder dezelfde voorwaarden als te voren en blijven ruilbaar tegen de biljetten der Nationale Bank.

Zij zullen uit den omloop worden getrokken zoodra de munt, die in de plaats ervan dient te komen, zal uitgegeven zijn. Ondertusschen, zullen ze met het visa van de Openbare Schatkist worden voorzien.

Art. 4. De terugbetaling in speciën en op zicht van de biljetten der Nationale Bank, voorzien in artikel 8 van het besluit van 25 October 1926, zal geschieden volgens de modaliteiten, welke zullen worden bepaald bij een règlement uitgevaardigd door de Nationale Bank en goedgekeurd door den Minister van Financiën.

Art. 5. Dit besluit treedt den dag van zijn bekendmaking in werking.

Art. 6. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 26 October 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur,
et de l'Hygiène,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | De Minister, lid van den Raad,
E. FRANCOU.

Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,
PAUL HYMANS.

Le Ministre des Sciences | De Minister van Wetenschappen
et des Arts, en Kunsten,

CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,*

*De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*

B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAEELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid,
en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeevaren, Posterijen, Telegrafen,
Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

31

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

La loi du 26 mars 1900 réglant le service du caissier de l'Etat imposait à la Banque Nationale de Belgique une redevance annuelle de 230,000 francs, à titre d'intervention dans les frais de la trésorerie en province.

La convention intervenue le 18 octobre 1926 entre l'Etat et la Banque prévoit la suppression de cette redevance.

L'arrêté ci-après a pour objet de consacrer cette suppression.

Nous avons l'honneur d'être,

SIRE,

de Votre Majesté,
les très respectueux et très fidèles
serviteurs,

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil,

De Minister, lid van den Raad,

E. FRANQUIL.

CABINET VAN DEN EERTEN MINISTER.

VERSLAG AAN DEN KONING.

SIRE,

De wet van 26 Maart 1900 tot regeling van den dienst van den Staatskas-sier legde aan de Nationale Bank van België eenen jaarlijkschen cijns van 230,000 frank op, als bijdrage tot de kosten der schatkist in provincie.

De overeenkomst, den 18^e October 1926, gesloten tusschen den Staat en de Bank voorziet de afschaffing van bedoelden cijns.

Navolgend besluit heeft tot voorwerp deze afschaffing te bekrachtigen.

Wij hebben de eer te zijn,

SIRE,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe
dienaars,

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Ministre,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAMILLE HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,*

*De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*

B^{on} M. HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS,

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marines, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeezezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,*

ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

**Arrêté royal relatif au service
du caissier de l'Etat.**

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière;

Vu les lois des 10 mai 1850, 20 mai 1872 et 26 mars 1900 combinées suivant arrêté royal du 7 août 1900, réglant le service du caissier de l'Etat;

Revu Notre arrêté du 25 octobre 1926 prorogeant la durée de la Banque Nationale de Belgique et modifiant certaines dispositions des lois combinées des 5 mai 1850, 20 mai 1872, 26 mars 1900 et 26 février 1926 relatives à cette institution;

Revu Notre arrêté du 25 octobre 1926 approuvant la convention avenue, le 18 octobre 1926, entre la Banque Nationale de Belgique et l'Etat belge;

**Koninklijk besluit betreffende
den dienst van den Staatskassier.**

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de wet van 16 Juli 1926 betreffende zekere maatregelen te nemen ter verbetering van den financieelen toestand;

Gezien de wetten van 10 Mei 1850, 20 Mei 1872 en 26 Maart 1900, gecombineerd bij Koninklijk besluit van 7 Augustus 1900, tot regeling van den dienst van den Staatskassier;

Herzien Ons besluit van 25 October 1926, waarbij de duur van de Nationale Bank van België wordt verlengd en waarbij sommige bepalingen van de gecombineerde wetten van 5 Mei 1850, 20 Mei 1872, 26 Maart 1900 en 26 Februari 1926, betreffende die inrichting, gewijzigd worden;

Herzien Ons besluit van 25 October 1926, tot goedkeuring van de overeenkomst den 18 October 1926 gesloten tusschen de Nationale Bank van België en den Belgischen Staat;

Sur la proposition de Nos Ministres,
délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 7 des lois combinées des 10 mai 1850, 20 mai 1872 et 26 mars 1900 est remplacé par la disposition ci-après :

« Art. 7. La Banque Nationale fera gratuitement le service de caissier de l'Etat.

» Elle supportera tous les frais d'administration, de matériel, de transport et de virement des fonds.

» Les fonds disponibles du Trésor excédant les besoins du service seront placés par la Banque en valeurs commerciales; celle-ci sera garante des valeurs acquises ou appliquées pour le compte du Trésor. »

Art. 2. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur le jour de sa publication.

Donné à Bruxelles, le 30 octobre 1926.

Op het in Raad besproken voorstel
Onzer Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Artikel 7 der samengevoegde wetten van 10 Mei 1850, 20 Mei 1872 en 26 Maart 1900 wordt door de hiernavolgende bepaling vervangen :

« Art. 7. De Nationale Bank neemt kosteloos den dienst van Staatskassier waar.

» Al de kosten van bestuur, van materieel, van overdracht en overboeking der fondsen vallen ten laste van de Bank.

» De beschikbare gelden der Schatkist, die de behoeften van den dienst te boven gaan, worden door de bank in handelswaarden belegd; deze blijft borg voor de waarden verkregen of aangewend voor rekening van de Schatkist. »

Art. 2. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit, dat in werking zal treden den dag zijner bekendmaking.

Gegeven te Brussel, den 31 October 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | *De Minister, lid van den Raad,*
E. FRANCOU.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*
PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,* | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*
CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,* | *De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*
B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics.* | *De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*
H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,* | *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*
J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegraafen, Telefonen
en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

32

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

Arrêté royal relatif à la restriction de la consommation et à la répartition des combustibles.

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 1^{er} de la loi du 16 juillet 1926, relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière, donnant au Roi le pouvoir de prendre, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, notamment toutes mesures relatives au ravitaillement de la population ;

Considérant que le charbon fait défaut et qu'il est du devoir de tous d'en restreindre l'usage afin que le nécessaire soit assuré à chacun ;

Considérant que, dans certaines régions du pays, il y a lieu de prendre des mesures spéciales destinées à assurer le ravitaillement en charbons des populations de ces régions ;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les bourgmestres de toutes les villes et communes du Royaume édicteront des règlements ayant pour but :

1° De réduire, dans toute la mesure compatible avec la sûreté et la sécurité, l'éclairage public, tant au gaz qu'à l'électricité ;

2° De réduire au strict minimum l'éclairage extérieur des établissements publics et privés (devantures de cafés, magasins, cinémas, etc.), l'usage des réclames lumineuses, ainsi que l'éclairage des étalages.

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

Koninklijk besluit betreffende de beperking van het verbruik en de verdeling der brandstof.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op artikel 1 der wet dd. 16 Juli 1926, betreffende sommige maatregelen te nemen met het oog op de verbetering van den financiëleen toestand, waarbij den Koning bij besluit in Ministerraad genomen o. a. werd gemachtigd alle maatregelen te nemen betreffende de bevoorrading der bevolking ;

Overwegende dat er gebrek is aan steenkool en dat het eenieders plicht is, het gebruik er van te beperken, ten einde elkeen het noodige er van te verzekeren ;

Overwegende dat er in sommige streken van het land, bijzondere maatregelen dienen genomen ten einde de bevoorrading in steenkool van de bevolking dier streken te verzekeren ;

Op het in Raad besproken voorstel Onzer Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De burgemeesters van al de steden en gemeenten van het Rijk dienen de reglementen voor te schrijven voor doel hebbende :

1° Het beperken, voor zooveel de zekerheid en de veiligheid het toelaten, van de openbare verlichting, zoowel de gas- als de electriciteitsverlichting ;

2° De buitenverlichting van de openbare en particuliere gebouwen (voor-gevels van koffiehuisen, winkels, bioscopen, enz.), het gebruik van licht-reclame's, alsmede de uitstalverlichting tot een strikt minimum te beperken.

Dans les quinze jours de la publication du présent arrêté les bourgmestres transmettront à Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène un exemplaire des règlements visés ci-avant.

Art. 2. Les exploitations des mines de houille mettront à la disposition du Gouvernement, à concurrence de 10 % maximum de leur production, les qualités et quantités de charbon que Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale déterminera, à des prix à fixer par celui-ci. Elles expédieront ces charbons aux destinataires qui leur seront indiqués.

Art. 3. Les bourgmestres des villes et communes où une partie de la population manque de combustibles feront connaître à l'Administration des mines le nombre de ménages, ou établissements publics (écoles, etc.), dépourvus de charbon, la qualité habituellement employée et la quantité nécessaire pour la consommation d'un mois. Ils indiqueront les noms et adresses des personnes auxquelles le charbon devra être expédié, ainsi que de celles qui seront responsables du paiement de la fourniture.

Ils organiseront la distribution aux intéressés, soit par les soins des négociants établis dans la localité, soit par les soins des commissions d'assistance publique, soit de toute autre manière, en déterminant le prix de la vente au détail.

Art. 4. Les contraventions à l'article 2 du présent arrêté seront punies d'une amende de 100 à 1,000 francs; la peine sera doublée, en cas de récidive, dans les six mois qui suivront la condamnation.

Art. 5. Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 1926.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène.

HENRI JASPAR.

Binnen de veertien dagen na de uitgifte van dit besluit, dienen de burgemeesters aan Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid een exemplaar van bovenbedoelde reglementen over te maken.

Art. 2. De steenkoolexploitatatie's dienen hun voortbrengst tot een beloop van 10 t. h. ter beschikking te stellen van de Regeering en de soort en hoeveelheid steenkool te leveren zooals door Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg, zal worden bepaald en zulks aan door hem vast te stellen prijzen. Zij dienen deze steenkolen naar de hun aangeduide bestemming te verzenden.

Art. 3. De burgemeesters van de steden en gemeenten waar een deel van de bevolking gebrek aan brandstof heeft, dienen aan den dienst van het mijnwezen het aantal huisgezinnen of openbare inrichtingen (scholen, enz.) op te geven, waar steenkolen ontbreken, alsmede de gewoonlijk gebruikte soort, en de hoeveelheid welke voor het verbruik van een maand noodig is; zulks met aanduiding van naam en adres van de personen, waarnaar de kolen dienen gestuurd; alsook van deze die voor de betaling van de leverantie's verantwoordelijk zijn.

Zij dienen de verdeling aan de belanghebbende te laten uitvoeren door de zorgen van ter plaatse gevestigde handelaars, of door tusschenkomst van organismen tot openbaar hulpbetoon, hetzij op elk andere wijze, den verkoop in 't klein vastellend.

Art. 4. De overtredingen van artikel 2 van dit besluit, zullen worden gestraft met een geldboete van 100 tot 1,000 frank; in geval van herhaling, binnen de zes maanden na de veroordeeling zal deze geldboete worden verdubbeld.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking den dag zijner bekendmaking.

Gegeven te Brussel, den 8 November 1926.

ALBERT.

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Minister,
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,

EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | De Minister, lid van den Raad,

E. FRANCOU.

Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,*

*De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*

B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posterijen, Telegrafen,
Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

33

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

**Aménagement de la dette flottante. —
Bons du Trésor estampillés. — Inté-
rêts escomptés. — Exonération d'im-
pôts.**

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, **SALUT,**

Vu l'article 1^{er} de la loi du 16 juillet 1926 relatif à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration financière et notamment en vue de contracter des emprunts, en régler les modalités et établir toutes exemptions fiscales y afférentes;

Revu Notre arrêté du 31 juillet 1926 réglant l'aménagement de la dette flottante;

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

**Inrichting van de vlottende schuld. —
Afgestempelde Schatkistbons. — Ge-
disconteerde interesten. — Vrijstel-
ling van belastingen.**

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, **HEIL.**

Gelet op artikel 1 van de wet van 16 Juli 1926, betreffende maatregelen te treffen ter verbetering van den financiëleen toestand en, inzonderheid, tot het aangaan van leeningen, tot het regelen van de modaliteiten er van en ter bepaling van alle daarmede verband houdende fiscale vrijstellingen;

Herzien Ons besluit van 31 Juli 1926 tot regeling van de inrichting der vlottende schuld;

Sur la proposition de Nos Ministres,
délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les intérêts escomptés sur les Bons du Trésor délivrés en échange des Bons du Trésor à six mois, escomptés, et des Bons du Trésor à 5 % à cinq ans, estampillés, conformément à Notre arrêté précité du 31 juillet 1926, seront exempts d'impôts ou taxes quelconques au profit de l'Etat, des provinces et des communes.

Art. 2. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 novembre 1926.

Op het in Raad besproken voorstel
Onzer Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De interesten gediscoconteerd op de Schatkistbons uitgereikt in ruil van de gediscoconteerde Schatkistbons op zes maand en van de afgestempelde Schatkistbons 5 t. h. op vijf jaar, overeenkomstig Ons voormeld besluit van 31 Juli 1926, zijn vrij van om het even welke belastingen en taxes ten behoeve van den Staat, de provinciën en de gemeenten.

Art. 2. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 26 November 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Premier Ministre,

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandse Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | *De Minister, lid van den Raad,*
E. FRANCOU.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*
PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,* | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*
CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,* | *De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*

B HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,* | *De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*
H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,* | *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Social Voorzorg,*
J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,* | *De Minister van Spoorwegen,
Zeezezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*
CH. DE BROQUEVILLE.

34

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

Péréquation des pensions de retraite servies par le Trésor public, des pensions à charge des Caisses de prévoyance, etc.

RAPPORT AU ROI

SIRE,

La loi du 29 juillet 1926 modifie le montant des pensions de retraite servies par le Trésor public, des pensions à charge des Caisses de prévoyance et d'autres analogues. Le législateur assure ainsi une vieillesse décente aux anciens serviteurs de l'Etat et à ceux des administrations publiques. Il a complété le réajustement des traitements dénommé « péréquation ». La loi a un effet rétroactif comportant un rappel d'arriérés, limité quant à l'import et quant au temps; afin d'éviter un décaissement de numéraire qui aurait pu aggraver le malaise monétaire, elle a prévu qu'une bonne partie de ces arriérés serait payable en titres de la Dette publique, à des conditions à fixer par arrêté royal.

L'arrêté du 5 octobre dernier a décidé, entre autres conditions, que les obligations à attribuer aux intéressés seraient comptées au prix de 60 francs pour 100 francs de capital nominal. Cette évaluation appliquait strictement la loi : elle rapprochait autant que possible la valeur attribuée aux titres du montant réel des arriérés.

La stabilisation du franc a eu un effet salutaire sur les titres de notre Dette publique; ceux-ci sont cotés beaucoup plus cher. Il s'ensuit que l'évaluation établie par l'arrêté du 5 octobre aggrave les charges de l'Etat et des administrations telles que la loi les avait établies et qu'elle ne peut être maintenue.

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

Perequatie van de rustpensioenen uitgekeerd door de Staatskas, van de pensioenen ten laste der Voorzorgskassen, enz.

VERSLAG AAN DEN KONING.

SIRE,

Bij de wet van 29 Juli 1926, wordt het bedrag gewijzigd van de rustpensioenen uitgekeerd door de Staatskas, van de pensioenen ten laste der Voorzorgskassen en van andere dergelijke pensioenen. De wetgever verzekert alzoo een welvoeglijken ouden dag aan de gewezen dienaren van den Staat en aan die van de openbare besturen. Hij heeft de wederaanpassing van de zogenoemde « perequatiewedden » volledigd. De wet heeft een terugwerkende kracht, gaande over eene — wat bedrag en tijd betreft — beperkte aanzuivering van achterstallen; ten einde een uitbetaling in specien te vermijden, welke de financieele gedruktheid hadde kunnen verergeren, werd bij de wet voorzien dan een aanzienlijk gedeelte dier achterstallen in titels van de Staatsschuld, onder bij Koninklijk besluit te bepalen voorwaarden, zou uitkeerbaar zijn.

Onder meer voorwaarden, werd bij het besluit van 5 October laatstleden besloten dat de aan de belanghebbenden toe te kennen obligatiën tegen den prijs van 60 frank voor 100 frank nominaal kapitaal zouden gerekend worden. Deze grondslag beantwoordde ten volle aan de bepalingen van de wet : hij bracht de aan de titels toegekende waarde in de mate der mogelijkheid nader bij het werkelijk bedrag der achterstallen.

De stabilisatie van den frank heeft een heilzame uitwerking op de titels van de Staatsschuld gehad; deze werden veel hooger genoteerd. Daaruit volgt dat de bij het besluit van 5 October vastgestelde grondslag de lasten van den Staat en van de besturen, zooals deze bij de wet werden vastgesteld, verzwart en dat hij niet mag worden behouden.

D'autre part, il est impossible de déterminer la valeur de ces titres, au moment du paiement, dont on ne peut encore fixer la date.

En vue d'éviter cette difficulté d'assurer l'application exacte de la loi et aussi de soustraire l'Etat et les administrations à un surcroît de charges qui aurait pour résultat immédiat de nuire au relèvement financier du pays, le Conseil des Ministres croit devoir proposer à Sa Majesté de modifier les deux derniers alinéas de l'article 33 de la loi du 29 juillet 1926, de telle manière que la totalité des arriérés dus aux pensionnés soit payable en numéraire.

Nous avons l'honneur d'être,
SIRE,
de Votre Majesté,
les très respectueux et fidèles serviteurs.

*Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre, membre du Conseil, | *De Minister, lid van den Raad,*
E. FRANQUI.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*
PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,* | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*
CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances, | *De Minister van Financiën,*
BON HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,* | *De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*
H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,* | *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*
J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,* | *De Minister van Spoorwegen,
Zeezezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,*
E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*
CH. DE BROQUEVILLE.

Anderzijds is het onmogelijk de waarde vast te stellen dier titels op het oogenblik van de betaling, waarvan men den datum vooralsnog niet kan bepalen.

Ten einde het bezwaar te vermijden dat het verzekeren van de toepassing der wet medebrengt en den Staat zoodanig de besturen aan een lastenvermeerdering te onttrekken, die onmiddellijk 's lands financiële wederoprichting zou schaden, meent de Ministeraad aan Zijne Majesteit te moeten voorstellen de laatste twee leden van artikel 33 der wet van 29 Juli 1926 zoodanig te wijzigen dat al de aan de gepensionneerden verschuldigde achterstallen in specie uitkeerbaar zijn.

Wij hebben de eer te zijn,
SIRE,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en trouwe dienaren,

*De Eerste Minister,
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière et, notamment, aux mesures à prendre aux fins de parer ou de réduire l'inflation et de parer aux conséquences de celle-ci;

Vu les deux derniers alinéas de l'article 33 de la loi du 29 juillet 1926, ainsi conçus :

« Les arriérés maintenus, déduction faite des indemnités de vie chère et des retenues au profit des caisses de prévoyance, sont payables en titres de la dette publique dans la mesure où le reliquat excède en moyenne 300 francs par mois. »

» Un arrêté royal détermine les conditions dans lesquelles le paiement a lieu sous cette forme et, spécialement, la fraction de l'excédent qui pourra être payable en espèces. »

Revu Notre arrêté du 5 octobre 1926, pris en exécution des deux derniers alinéas de l'article 33 de la loi du 29 juillet 1926 :

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les deux derniers alinéas de l'article 33 de la loi du 29 juillet 1926 de péréquation des pensions de retraite servies par le Trésor public, des pensions à charge des caisses de prévoyance, etc., sont remplacés par la disposition suivante :

« Les arriérés maintenus, déduction faite des indemnités de vie chère et des retenues au profit des caisses de prévoyance sont payables en numéraire. »

Art. 2. Notre arrêté du 5 octobre 1926, pris en exécution des deux derniers alinéas de l'article 33 de la loi du 29 juillet 1926, précitée, est rapporté.

Donné à Bruxelles, le 4 décembre 1926.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,

HENRI JASPAR.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEN.

Gelet op de wet van 16 Juli 1926, betreffende zekere maatregelen te treffen met het oog op de verbetering van den financieelen toestand, en namelijk de maatregelen te treffen ten einde de inflatie te keer te gaan of te beperken, zoomede de gevolgen er van te voorkomen;

Gelet op de laatste twee leden van artikel 33 der wet van 29 Juli 1926, luidende als volgt :

« De gehandhaafde achterstallen, na aftrekking van de duurtetoeslagen en van de afhoudingen ten bate van de verzorgskassen, zijn betaalbaar in titels der Staatsschuld in de mate waarin het saldo gemiddeld 300 frank per maand overschrijdt. »

» Bij Koninklijk besluit wordt bepaald onder welke voorwaarden dergelijke uitbetaling plaats heeft en, inzonderheid, welke breuk van het overschot in geldspeciën uitkeerbaar mag zijn. »

Herzien Ons besluit van 5 October 1926, genomen ter uitvoering van de laatste twee leden van artikel 33 der wet van 29 Juli 1926;

Op de in Raad besproken voordracht van Onze Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één. De laatste twee leden van artikel 33 der wet van 29 Juli 1926, houdende perequatie van de rustpensioenen uitgekeerd door de Staatskas, van de pensioenen ten laste der verzorgskassen, enz., worden vervangen door volgende bepaling :

« De gehandhaafde achterstallen, na aftrekking van de duurtetoeslagen en van de afhoudingen ten bate van de verzorgskassen zijn uitkeerbaar in specie. »

Art. 2. Ons besluit van 5 October 1926, genomen ter uitvoering van de laatste twee leden van artikel 33 van voormelde wet van 29 Juli 1926, wordt ingetrokken.

Gegeven te Brussel, den 4ⁿ December 1926.

ALBERT.

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Minister,
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,

EM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Sôcial Voorzorg,*

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeezezen, Posterijen, Telegrafen,
Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

Le Ministre des Colonies,

De Minister van Koloniën,

ÉDOUARD PECHER.

35

MINISTÈRE DES FINANCES.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT,

Vu la loi 16 juillet 1926 relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation monétaire;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1926 relatif à la stabilisation monétaire;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

L'article 10 de l'arrêté royal du 25 octobre 1926, stipulant que la loi du 25 janvier 1923 est abrogée en ce qui concerne l'exportation et l'importa-

MINISTERIE VAN FINANCIËN.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de wet van 16 Juli 1926 betreffende zekere maatregelen tenemen ter verbetering van den financieelen toestand;

Gezien het Koninklijk besluit van 25 October 1926, betreffende de muntstabilisatie;

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 10 van het Koninklijk besluit van 25 October 1926, houdende dat de wet van 25 Januari 1923 wordt ingetrokken wat den uitvoer en den invoer

tion des valeurs, entrera en vigueur le 16 décembre 1926.

Donné à Bruxelles, le 15 décembre 1926.

van de valuta betreft, zal van kracht worden op 16 December 1926.

Gegeven te Brussel, den 15 December 1926.

ALBERT

PAR LE ROI :
Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Financiën,

B^{on} M. HOUTART.

36

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

L'arrêté royal du 25 octobre 1926, prorogeant la durée de la Banque Nationale de Belgique, a fait de cet organisme un institut d'émission comparable aux meilleurs établissements de ce genre fonctionnant à l'étranger.

L'article 21 de cet arrêté dispose que les membres des Chambres législatives ne peuvent remplir les fonctions de directeur, régent ou censeur et que les candidats aux Chambres élus alors qu'ils exercent les fonctions sujettes à cette interdiction ne sont admis à la prestation de serment qu'après les avoir résignées. Les rédacteurs de ce texte n'ont nullement eu l'intention de priver brusquement la Banque du concours de ses collaborateurs qui, au 25 octobre 1926, exerçaient en même temps un mandat législatif. Cette collaboration s'impose pendant un certain temps, tout au moins, afin d'assurer la continuité des directives. L'article 21 ne s'applique donc pas aux membres du Parlement qui étaient directeurs ou censeurs au moment où il a été édicté et qui, dans l'intérêt de la Banque, doivent le demeurer jusqu'à l'expiration de leur mandat législatif.

Afin d'éviter toute erreur d'interprétation de la pensée qui a dicté l'arrêté royal du 25 octobre 1926, il y a lieu de

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

VERSLAG AAN DEN KONING.

SIRE,

Het Koninklijk besluit van 25 October 1926, waarbij de duur van de Nationale Bank van België wordt verlengd, heeft van dit organisme eene uitgifteinrichting gemaakt, welke met de degeijkste inrichtingen van dien aard in het buitenland de vergelijking kan doorstaan.

Bij artikel 21 van dit besluit wordt bepaald dat de leden van de Wetgevende Kamers het ambt van bestuurder, regent of censor niet mogen vervullen en dat de kandidaten voor de Kamers, die verkozen worden wanneer zij nog ambten vervullen onderhevig aan die verbodsbepalingen, slechts tot de eedaflegging worden toegelaten na van die ambten te hebben afgezien. Het heeft hoegeenaamd niet in de bedoeling van de opstellers van dien tekst gelegen de Bank plotseling van de medewerking te berooven van die harer medewerkers die, op 25 October 1926, terzelfder tijd een mandaat van wetgever vervulden. Deze medewerking is, althans gedurende zekeren tijd, noodzakelijk om den samenhang der richtsnoeren te verzekeren. Artikel 21 is derhalve niet van toepassing op de leden van het Parlement, die bestuurders en censoren waren toen het werd uitgevaardigd, en die, in het belang van de Bank, het tot den afloop van hun mandaat van wetgever dienen te blijven.

Opdat het oogmerk, dat bij het opmaken van het Koninklijk besluit van 25 October 1926 heerschend was, niet

compléter l'article 21 en précisant sa portée.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté un projet d'arrêté faisant échapper à l'incompatibilité prévue à l'article 21, pendant la durée de leur mandat législatif en cours, les membres des Chambres législatives qui, au 25 octobre 1926, étaient directeurs ou censeurs à la Banque Nationale de Belgique.

Nous avons l'honneur d'être,

SIRE,

de Votre Majesté,
les très respectueux et très fidèles
serviteurs,

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

PAUL HYMANS.

De Minister van Justitie,

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

CAM. HUYSMANS.

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

Le Ministre des Finances,

BON HOUTART.

De Minister van Financiën,

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

H. BAELS.

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

J. WAUTERS.

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautiques,*

E. ANSEELE.

*De Minister van Spoorwegen,
Zeezezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,*

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*
CH. DE BROQUEVILLE.

Le Ministre des Colonies,

ÉDOUARD PECHER.

verkeerd worde verklaard, dient ter aanvulling van artikel 21, er de beteekenis van nader bepaald.

Wij hebben, dienvolgens, de eer een ontwerp van besluit aan Uwe Majesteit ter onderteekening voor te leggen, waarbij de bij artikel 21 voorziene onverenigbaarheid niet slaat op de leden van de Wetgevende Kamers die, op 25 October 1926, bestuurder of censor aan de Nationale Bank van België waren, zoolang hun loopend mandaat van wetgever duurt.

Wij hebben de eer te zijn,

SIRE,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en trouwe dienaren,

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

**Banque Nationale de Belgique.
Modifications à la loi organique.**

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière;

Revu Notre arrêté du 25 octobre 1926 prorogeant la durée de la Banque Nationale de Belgique et modifiant certaines dispositions des lois combinées des 5 mai 1850, 20 mai 1872, 26 mars 1900 et 26 février 1926, relatives à cette institution;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. L'article 21 de Notre arrêté du 25 octobre 1926 est complété par la disposition suivante qui formera son troisième alinéa :

« Toutefois, les membres des Chambres législatives exerçant un mandat de directeur ou de censeur, à la date du 25 octobre 1926, ne sont pas sujets à l'interdiction prévue à l'alinéa 1^{er} pendant la durée de leur mandat législatif en cours à cette même date. »

Le présent arrêté est exécutoire le jour de sa publication; Notre Ministre des Finances est chargé de son exécution.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :
*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*
PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,* | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

**Nationale Bank van België.
Wijzigingen aan de wet tot inrichting.**

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 16 Juli 1926, betreffende zekere maatregelen te nemen ter verbetering van den financieelen toestand;

Herzien Ons besluit van 25 October 1926, waarbij de duur van de Nationale Bank van België wordt verlengd en waarbij sommige bepalingen van de gecombineerde wetten van 5 Mei 1850, 20 Mei 1872, 26 Maart 1900 en 26 Februari 1926, betreffende die inrichting gewijzigd worden;

Op de in Raad beraamde voordracht Onze Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Eenig artikel. Artikel 21 van Ons besluit van 25 October 1926 wordt aangevuld door de volgende bepaling, die het derde lid er van zal uitmaken :

« Evenwel zijn de leden van de Wetgevende Kamers, die een mandaat van bestuurder of van censor op 25 October 1926 vervulden, aan de bij het eerste lid voorziene verbodsbepalingen niet onderworpen zoolang het op dien zelfden datum loopend wetgevend mandaat duurt. »

Dit besluit wordt uitvoerbaar den dag van de bekendmaking er van; Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering er van.

Gegeven te Brussel, den 22 December 1926.

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

*Le Ministre des Finances**De Minister van Financiën***B^{re} HOUTART.***Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,**De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,***H. BAELS.***Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,**De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,***J. WAUTERS.***Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronotique,**De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,***E. ANSEELE.***Le Ministre de la Défense Nationale,**De Minister van Landsverdediging,***CH. DE BROQUEVILLE.***Le Ministre des Colonies,**De Minister van Koloniën,***ÉDOUARD PECHER.**

37

RAPPORT AU ROI**SIRE,**

L'arrêté royal du 21 septembre 1926 dispose que sont prescrites par trois mois après le jour de sa mise en vigueur les actions tendant à obtenir la mainlevée de séquestre ou le bénéfice d'une mesure de faveur prévue par la loi du 17 novembre 1921 ou par cet arrêté, ainsi que les actions en revendication de biens séquestrés.

Le Gouvernement proposera incessamment à Votre Majesté de prendre des mesures spéciales au profit des porteurs de bonne foi qui ont acquis, depuis le 13 novembre 1918, dans des conditions normales, des titres au porteur de sociétés non contrôlées, frappés de séquestre, mais dont le séquestre ou l'Administration des Domaines n'a pas la détention.

Avant d'éviter que la prescription prévue par l'article 3 de l'arrêté royal du 21 septembre 1926 atteigne ces porteurs de bonne foi, le Conseil des Ministres a l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté un projet

VERSLAG AAN DE KONING.**SIRE,**

Bij Koninklijk besluit van 21 September 1926 wordt bepaald dat de vorderingen tot het bekomen van opheffing van de sequestratie of van een bij de wet van 17 November 1921 of bij dit besluit voorzienen gunstmaatregel, alsmede eischen tot terugvordering van onder sequester geplaatste goederen verjaren drie maanden na den dag waarop het besluit van kracht wordt.

De Regeering zal eerlang aan Uwe Majesteit een voorstel voorleggen om bijzondere maatregelen te nemen ten behoeve van de houders die, te goeder trouw, sedert 13 November 1918 in normale omstandigheden onder sequester geplaatste aandeelen aan toonders van niet gecontroleerde maatschappijen aangekocht hebben, aandeelen die de sequester of het Beheer der Domeinen niet onder zich had.

Om te voorkomen dat die houders te goeder trouw door de bij artikel 3 van het Koninklijk besluit van 21 December 1926 voorziene verjaring worden getroffen, heeft de Ministerraad de eer aan Uwe Majesteit een ontwerp van besluit,

d'arrêté prolongeant le délai de cette prescription.

Nous avons l'honneur d'être,
SIRE,
de Votre Majesté,
les très humbles et très dévoués
serviteurs.

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
E. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*
PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,* | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAMILLE HUYSMANS.

Le Ministre des Finances, | *De Minister van Financiën,*
B^{on} M. HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,* | *De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*
H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,* | *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*
J. WAUTERS,

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marines, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,* | *De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posterijen, Telegrafen,
Telefonen en Luchtvaart,*
ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*
CH. DE BROQUEVILLE.

Le Ministre des Colonies, | *De Minister van Koloniën,*
ÉDOUARD PECHER.

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 septembre 1926, relatif à la liquidation, à la vente et à la disposition des biens des ressortissants ex-ennemis mis sous séquestre sur le terrain national, non compris les territoires rédimés.

ALBERT, Roi des Belges,
A tous présents et à venir, SALUT,

Vu la loi du 16 juillet 1926 portant,

Koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit van 21 September 1926, betreffende de liquidatie, den verkoop van en de beschikking over de aan de onderhoorigen van vroeger vijandelijke Staten behorende goederen, die onder sequester werden geplaatst op 's Rijks grondgebied, met uitsluiting van de aan België afgestane gebieden.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 16 Juli 1926,

notamment, qu'en vue de poursuivre le relèvement financier du pays et la préparation de la stabilisation monétaire, le Roi peut, pendant une période de six mois, par des arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, régler la liquidation, la vente et la disposition des biens des ressortissants ex-ennemis mis sous séquestre;

Revu Notre arrêté du 21 septembre 1926 relatif à la liquidation, à la vente et à la disposition des biens des ressortissants ex-ennemis mis sous séquestre sur le territoire national, non compris les territoires rédimés;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Par dérogation à l'article 3 de l'arrêté royal du 21 septembre 1926, les actions des prétendants droit à la libre disposition de titres au porteur représentatifs de droits ou intérêts mis sous séquestre sont, à condition que ces titres aient été acquis depuis le 13 novembre 1918, prescrites par trois mois après la mise en vigueur du présent arrêté. Ce délai ne court qu'à partir du jour du prononcé de l'ordonnance nommant le séquestre, si celle-ci est postérieure à la mise en vigueur du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur et d'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

EM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

PAUL HYMANS.

waarbij onder meer wordt bepaald dat de Koning ter bevordering van 's Lands financieel herstel en ter voorbereiding van de munstabilisatie, gedurende een termijn van zes maanden, bij door den Ministerraad beraamde besluiten, de liquidatie, den verkoop van en de beschikking over de onder sequester geplaatste goederen behorende aan de onderhoorigen van vroeger vijandelijke Staten kan regelen.

Herzien Ons besluit van 21 September 1926, betreffende de liquidatie, den verkoop van en de beschikking over de aan de onderhoorigen van vroeger vijandelijke Staten behorende goederen, die onder sequester werden geplaatst op 's Rijks grondgebied, met uitsluiting van de aan België afgestane gebieden;

Op het door Onze in Raad vereenigde Ministers beraamde voorstel,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Bij afwijking van artikel 3 van het Koninklijk besluit van 21 September 1926, verjaren de vorderingen van hen die de vrije beschikking eischen over titels aan drager, welke onder sequester gestelde rechten of belangen vertegenwoordigen, drie maand na het van kracht worden van het tegenwoordig besluit, op voorwaarde, dat die titels sedert 13 November 1918 verworven werden. Die termijn gaat slechts in op den dag waarop het bevelschrift tot benoeming van den sequester wordt verleend, indien dit bevelschrift verleend wordt na het van kracht worden van het tegenwoordig besluit.

Art. 2. Dit besluit wordt van kracht den dag van zijne bekendmaking in den *Moniteur*.

Gegeven te Brussel, den 23 December 1926.

VAN KONINGSWEGE :

*De Eerste Minister :
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

De Minister van Justitie,

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

*De Minister van Wetenschappen,
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAEIS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.

*De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posterijen, Telegrafen,
Telefonen en Luchtvaart,*

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

Le Ministre des Colonies,

De Minister van Koloniën,

ÉDOUARD PECHER.

38

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

**Arrêté royal relatif aux bois et forêts
sous séquestre.**

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

Le sort de la plus grande partie des biens placés sous séquestre comme propriété ennemie est réglé par des textes législatifs. Les biens ayant appartenu à des ressortissants allemands ont fait l'objet de la loi du 17 novembre 1921, complétée et modifiée par celle du 30 mars 1923 et par l'arrêté royal du 24 septembre 1926, pris à la faveur de la loi du 16 juillet 1926; tandis que la loi du 13 mai 1921, approuvant la convention conclue le 4 octobre 1920 entre la Belgique et l'Autriche, a disposé au sujet des biens qui étaient la propriété de ressortissants autrichiens. Enfin, les Chambres seront sollicitées incessamment de donner leur approbation à la convention intervenue le 30 septembre dernier entre le Gouvernement belge et

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

**Koninklijk besluit betreffende de onder
dwangbeheer staande bosschen en
wouden.**

VERSLAG AAN DEN KONING.

SIRE,

Het lot van het meerendeel der als vijandelijken eigendom onder dwangbeheer geplaatste goederen wordt door wetgevende teksten geregeld. De aan Duitsche onderhoorigen behoord hebbende goederen hebben het voorwerp uitgemaakt van de wet van 17 November 1921, aangevuld en gewijzigd door deze van 30 Maart 1923 en door het Koninklijk besluit van 21 September 1926, genomen bij toepassing der wet van 16 Juli 1926; terwijl de wet van 13 Mei 1921, de overeenkomst goedkeurende gesloten op 4 October 1920 tusschen België en Oostenrijk, beschikt heeft over de goederen die eigendom waren van Oostenrijksche onderhoorigen. Eindelijk zullen de Kamers eerstdaags aanzocht worden de overeen-

le Gouvernement hongrois à propos des biens hongrois sous séquestre.

Parmi les questions qui restent à résoudre dans le même domaine, figure celle des bois et forêts qui, ayant appartenu à des ressortissants de nationalité ex-enneemie, ont été aliénés pendant la guerre au profit de sujets belges, alliés ou neutres. Ces biens ont été soumis au régime du séquestre par l'article 2 de la loi du 24 mars 1919.

Il était nécessaire, en effet, de placer les bois et forêts rentrant dans cette catégorie sous une tutelle étroite et vigilante, qui en assurât la conservation contre ce vandalisme et cet esprit de lucre qui, vers la fin de la guerre, menaçait notre pays d'un déboisement général.

Mais, à présent, le péril du déboisement est conjuré grâce à la loi provisoire dite « de cadenas » du 28 janvier 1921, qui a été prorogée plusieurs fois; et il est permis d'espérer qu'à cette loi provisoire fera suite une loi définitive de protection des forêts dans l'ordre d'idées du projet déposé au Sénat le 2 mars 1926.

Plus rien ne s'oppose donc à ce que les propriétaires atteints par la loi du 24 mars 1919 soient mis en situation de revendiquer la libre disposition de leurs biens, dès l'instant où il est établi que l'aliénation est réelle et non entachée de fraude à la mainmise séquestrale.

L'arrêté réalise ce but. Il stipule que la mainlevée sera demandée par voie de requête au président du tribunal de première instance qui a désigné le séquestre, et il étend à la matière les règles de procédure établies par la loi du 17 novembre 1921. La restitution portera à la fois sur les biens et sur les fruits naturels ou civils perçus par le séquestre, mais elle se fera sous les déductions et de la manière qui ont été prévues par l'article 7 de l'arrêté royal du 21 septembre 1926. La cessation du séquestre n'invalidera, comme de juste, aucun des actes régulièrement accomplis par le séquestre durant sa mission, conformément au principe déposé dans

komst, op 30 September 1. l. tot stand gekomen, tusschen de Belgische Regeering en de Hongaarsche Regeering aangaande de gesekwestreerde Hongaarsche goederen, goed te keuren.

Een der op hetzelfde gebied nog op te lossen vraagstukken is dat van de bosschen en wouden welke, toebehoord hebbende aan onderhoorigen van gewezen vijandelijke nationaliteit, gedurende den oorlog ten bate van Belgische, verbondene of onzijdige onderdanen vervreemd werden. Deze goederen werden door artikel 2 der wet van 24 Maart 1919 aan het sekwesterregiem onderworpen.

Het was inderdaad noodig beboelde bosschen en wouden te stellen onder eene strenge en waakzame voogdij die ze zou bevrijden tegen het vandalisme en den geest van winstbejag, die op het laatste van den oorlog, ons land met eene algemeene ontbossching bedreigden.

Thans echter is het gevaar voor ontbossching vermeden, dank aan de voorloopige zoogezegde « slot »-wet van 28 Januari 1921, die meermalen verlengd werd; en men mag hopen dat deze voorloopige wet gevolgd zal worden door eene definitieve wet tot bescherming der wouden, in den gedachtengang van het in den Senaat op 2 Maart 1926 neergelegde ontwerp.

Niets belet dus meer dat de door de wet van 24 Maart 1919 getroffen eigenaars in staat zouden gesteld worden de vrije beschikking hunner goederen terug te vorderen, vermits er vastgesteld worde dat de vervreemding oprecht is en er geen bedrog tegen de sekwestrale wet gepleegd werd.

Dit wordt door het besluit bereikt. Het bedingt dat de handlichting gevraagd zal worden bij rekest aan den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg die den sekwester genoemd heeft en het maakt de regelen van proceduur ingesteld door de wet van 17 November 1921 op deze stof toepasselijk. De teruggaaf zal tezelvertijd de goederen en de natuurlijke of burgerlijke door den sekwester geïnde opbrengsten betreffen, maar zij zal geschieden mits de afrekkingsen en op de wijze voorzien door artikel 7 van het Koninklijk besluit van 21 September 1926. Het eindigen van het dwangbeheer zal, zooals het hoort, geen der regelmatig door den

L'article 7 de la loi du 17 novembre 1921, qui est rendu entièrement applicable à l'ordonnance de mainlevée.

Une prescription courte de l'action tendant à obtenir la levée du séquestre a été reconnue indispensable pour activer la terminaison des affaires, puisque rien n'empêche les demandeurs éventuels à faire valoir leurs droits immédiatement.

Observons pour finir que l'article 1^{er} de la loi du 24 mars 1919 a perdu sa raison d'être du fait que les bois et forêts mis sous séquestre comme biens ennemis sont virtuellement entrés dans le domaine de l'Etat. Il ne peut pas non plus être question de continuer à appliquer cet article aux bois et forêts dont l'arrêté va régler le sort.

Nous avons l'honneur d'être,

SIRE,

de Votre Majesté,
les très humbles et dévoués serviteurs,

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur,
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances

B^{ON} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,*

E. ANSEEELE.

sekwester gedurende zijne zending gedane akten krachteloos maken, dit overeenkomstig het beginsel besloten in artikel 7 der wet van 17 November 1921, dat volkomen toepasselijk gemaakt wordt op het bevel van handlichting.

Eene korte verjaring der actie strekkende tot het bekomen van de lichting van het dwangbeheer werd onontbeerlijk bevonden om het afdoen der zaken te bespoedigen, aangezien niets de gebeurlijke eischers belet, onverwijld hunne rechten te doen gelden.

Merken wij ten slotte op dat artikel 1 der wet van 24 Maart 1919 overbodig wordt door het feit dat de als vijandelijke goederen onder dwangbeheer gestelde bosschen en wouden, virtueel in het domein van den Staat getreden zijn. Er kan ook geen kwestie van zijn bedoeld artikel nog toe te passen op de bosschen en waarvan het lot door het besluit zal worden geregeld.

Wij hebben de eer te zijn,

SIRE,

Van Uwe Majesteit,
De zeer nederige en verkleefde dienaren,

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

Le Ministre de la Défense Nationale, | De Minister van Landsverdediging,
CH. DE BROQUEVILLE.

Pour le Ministre des Colonies :

*Le Premier Ministre,
 Le Ministre de l'Intérieur
 et de l'Hygiène,*

Voor den Minister van Koloniën :

*De Eerste Minister,
 De Minister van Binnenlandsche Zaken
 en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir. **SALUT.**

Vu la loi du 16 juillet 1926, portant notamment, qu'en vue de poursuivre le relèvement financier du pays et la préparation de la stabilisation monétaire, le Roi peut, pendant une période de six mois, par des arrêtés délibérés en Conseil des Ministres régler la liquidation, la vente et la disposition des biens des ressortissants ex-ennemis mis sous séquestre;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont soumis aux dispositions du présent arrêté, les bois et forêts, qui appartenaient, à la date du 4 août 1914, à des ressortissants d'une nationalité ex-ennemie, et qui ont été depuis cette date et antérieurement au 13 novembre 1918 acquis par des Belges ou des sujets de nations alliées ou neutres à condition que l'aliénation soit réelle et non entachée de fraude.

Art. 2. Le séquestre établi sur les biens visés à l'article 1^{er} par application de la loi du 24 mars 1919 sera levé à la requête des propriétaires actuels en vertu d'une ordonnance du président du tribunal de première instance constatant que les conditions prescrites par le présent arrêté sont remplies.

L'article 7 de la loi du 17 novembre 1921 est rendu applicable à l'ordonnance de mainlevée et la restitution des biens et des fruits perçus se fera aux conditions prévues par l'article 7 de l'arrêté royal du 21 septembre 1926.

Art. 3. L'action tendant à obtenir la levée du séquestre, conformément au

ALBERT, Koning der Belgen.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstende, **HEIL.**

Gezien de wet van 16 Juli 1926, houdende namelijk dat de Koning, ter bevordering van 's Lands financieel herstel en ter voorbereiding der muntstabilisatie, gedurende een tijdperk van zes maanden, bij in Ministerraad besproken besluiten, de vereffening, den verkoop en de beschikking der onder dwangbeheer gestelde goederen der gewezen vijandelijke onderhoorigen mag regelen;

Op de voordracht van Onze Ministers, in Raad besproken,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Zijn onderworpen aan de bepalingen van het huidig besluit de bosschen en wouden die op 4 Augustus 1914 aan onderhoorigen eener gewezen vijandelijke nationaliteit toebehoorden, en die sedertdien en voor den 13 November 1918 door Belgen of onderdanen van geallieerde of onzijdige staten aangeworven werden, op voorwaarde dat de vervreemding wezenlijk en niet bedriegelijk zij.

Art. 2. Het dwangbeheer gesteld bij toepassing der wet van 24 Maart 1919 op de onder artikel 1 beoogde goederen zal gelicht worden op verhoog der huidige eigenaars, krachtens een bevel van den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg vaststellende, dat de door het tegenwoordig besluit voorgeschrevene voorwaarden vervuld zijn.

Artikel 7 der wet van 17 November 1921 wordt toepasselijk gemaakt op het bevel van handlichting, en de teruggave der goederen en der geïnde opbrengsten zal geschieden onder de bij artikel 7 van het Koninklijk besluit van 21 September 1926 voorziene voorwaarden.

Art. 3. De vordering tot de lichting van het dwangbeheer overeenkomstig

présent arrêté, est prescrite par trois mois après le jour de la mise en vigueur de cet arrêté, indépendamment de toute cause de suspension.

Art. 4. Les biens dont la mainlevée n'aura pas été ordonnée par application du présent arrêté seront liquidés conformément à la loi du 17 novembre 1921 et à l'arrêté royal du 21 septembre 1926.

Art. 5. L'article 1^{er} de la loi du 24 mars 1919 est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 27 décembre 1926.

tegenwoordig besluit, verjaart drie maanden na den dag van invoegetreiding van dit besluit, onafhankelijk van alle oorzaak van schorsing.

Art. 4. De goederen, waarvan de handlichting bij toepassing van het tegenwoordig besluit niet zal bevolen geweest zijn, zullen vereffend worden overeenkomstig de wet van 17 November 1921 en het Koninklijk besluit van 21 September 1926.

Art. 5. Artikel 1 der wet van 24 Maart 1919 is afgeschaft.

Art. 6. Het tegenwoordig besluit zal invoege treden den dag zijner bekendmaking in den *Moniteur*.

Gegeven te Brussel, den 27 December 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Premier Ministre,

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

EM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances,

B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

H. BAEELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

CH. DE BROQUEVILLE.

Pour le Ministre des Colonies :

Le Premier Ministre,

Le Ministre de l'Intérieur et d'Hygiène,

HENRI JASPAR.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Eerste Minister,

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

De Minister van Justitie,

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

De Minister van Financiën,

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken.*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posterijen, Telegraphen,
Telefonen en Luchtvaart,*

De Minister van Landsverdediging,

Voor den Minister van Koloniën :

De Eerste Minister,

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

39

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

Arrêté royal portant réduction des additionnels à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur et extension d'application de la taxe sur les achats de ces véhicules, de leurs bandages et autres accessoires.

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

L'article 4 de la loi du 7 juin 1926 a établi, au profit de l'Etat, 50 centimes additionnels à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur.

Au cours des discussions parlementaires qui ont précédé le vote de cette disposition, il a été entendu que le gouvernement y apporterait éventuellement les atténuations jugées nécessaires.

Or, on a constaté que l'élévation des additionnels susmentionnés, établis à un moment où se trouvait augmentée aussi la taxe sur les essences, a exercé une influence défavorable sur le développement de l'automobilisme. Aussi nous a-t-il paru qu'il convenait de réduire les dits additionnels et de chercher une compensation à ce dégrèvement dans une taxe qui est directement en rapport avec le degré d'usure que les véhicules font subir aux routes.

Dans cet ordre d'idées, le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté propose : 1° la réduction des additionnels à la moitié de leur taux actuel, et même à 10 centimes en ce qui concerne les véhicules industriels et les motocyclettes; 2° une extension d'application de la taxe de 10 % établie sur les achats de véhicules automobiles, de bandages et autres accessoires, sur leurs réparations et tous autres ouvrages y relatifs.

Le projet maintient toutefois le taux réduit de 2% — qui est celui de la taxe de transmission — pour l'achat des véhicules servant exclusivement au transport des marchandises, étant entendu

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

Koninklijk besluit tot vermindering der opcentiemen op de taxe op automobielen en andere motor- of stoomvoertuigen en tot uitbreiding der toepassing van de taxe op de aankopen van deze voertuigen, van hunne wielbanden en andere toebehoorten.

VERSLAG AAN DEN KONING.

SIRE,

Artikel 4 der wet van 7 Juni 1926 stelt ten bate van den Staat, 50 opcentiemen op de taxe op de automobielen en andere stoom- of motorvoertuigen.

Tijdens de parlementaire besprekingen welke de stemming dier bepaling voorafgingen werd er verstaan dat de regering gebeurlijk de noodig geachte verzachtingen eraan zou toebrengen.

Er werd bevonden dat de verhevenheid van vermelde opcentiemen, dewelke gesteld werden gelijktijdig met het verhoogen der taxe op essence, een ongunstigen invloed gehad heeft op het verspreiden van het automobilisme. Ook scheen het ons dat er behoorde gezegde opcentiemen te verminderen en eene compensatie aan deze verlichting te vinden bij middel eener taxe in rechtstreeksch verband met den graad der door de voertuigen aan de wegen veroorzaakte verslijting.

Het besluitsontwerp dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit voor te leggen stelt, in dezen gedachtengang voor : 1° de vermindering der opcentiemen tot de helft van hun huidig bedrag, en zelf tot 10 centiem wat de nijverheidsvoertuigen en de motorrijwielen betreft; 2° eene uitbreiding van de toepassing der taxe van 10 t. h. ingericht op de aankopen van automobiervoertuigen, wielbanden en andere toebehoorten, op hunne herstellingen en al andere desbetreffende werken.

Het ontwerp behoudt evenwel het beperkt tarief van 2 t. h. — datgene van de overdrachtstaxe — voor den aankoop van voertuigen uitsluitend dienstig tot koopwarenvervoer, daarbij verstaan

que rentrent dans la règle de l'exigibilité de la taxe de 10 % les achats d'accessoires, les réparations, etc., de ces véhicules.

Nous avons l'honneur d'être,

SIRE,

de Votre Majesté,
les très respectueux et fidèles serviteurs,

*Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

| *De Minister van Justitie.*

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

| *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances

| *De Minister van Financiën*

B^{ON} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

| *De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

| *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

| *De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegraafen, Telefonen
en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

| *De Minister van Landsverdediging,*

CH. DE BROQUEVILLE.

Pour le Ministre des Colonies :

Voor de Minister van Koloniën :

Le Premier Ministre

| *De Eerste Minister,*

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène.*

| *De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

ALBERT, Roi des Belges.

ALBERT, Koning der Belgen,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière;

Gezien de wet van 16 Juli 1926 betreffende het treffen van zekere maatregelen tot verbetering van den financiëleen toestand;

Vu l'article 4 de la loi du 7 juin 1926, ainsi conçu :

« Il est établi, au profit exclusif de l'État, 50 centimes additionnels à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur.

» Ces additionnels sont applicables à partir de l'année 1926 » ;

Vu les articles 109 et 111 de la loi du 2 janvier 1926, 18 et 21 de celle du 8 juin 1926 relatifs à la taxe de luxe ;

Revu Notre arrêté du 24 septembre 1926 et spécialement la rubrique XIV du tableau A annexé à cet arrêté ;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Par modification à l'article 4 de la loi du 7 juin 1926, les additionnels à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur sont réduits :

1^o A 25 centimes par franc d'impôt, pour les véhicules servant au transport des personnes et non visés ci-après ;

2^o A 10 centimes par franc d'impôt :

a) Pour les automobiles de place ou les autres véhicules donnés en location par course ou voyage, ainsi que pour les véhicules servant au transport sur route de marchandises ou d'objets quelconques.

b) Pour les motocyclettes avec ou sans side-car, les motocycles et les bicyclettes pourvues d'un moteur.

c) Pour les bateaux et canots servant au transport en commun des personnes.

Art. 2. La rubrique XIV du tableau A annexé à l'arrêté royal du 24 septembre 1926 est remplacée par ce qui suit :

« Véhicules automobiles, bateaux et canots.

» Voitures automobiles, motocyclettes et tous autres véhicules automobiles généralement quelconques et leurs remorques, servant ou pouvant servir à des transports sur route ;

» Yachts, bateaux et canots de plaisance, à l'exclusion des bateaux servant au transport en commun ;

» Les pièces détachées, bandages, garnitures, équipements et autres acces-

Gezien artikel 4 der wet van 7 Juni 1926, luidende als volgt :

« Op de taxe op de automobielen en andere stoom- of motorvoertuigen worden, uitsluitend ten bate van den Staat, 50 opecentiemen geheven.

» Bedoelde opecentiemen worden, te rekenen van het jaar 1926, toegepast » ;

Gezien artikels 109 en 111 der wet van 2 Januari 1926, 18 en 21 van deze van 8 Juni 1926, betrekkelijk de weeldetaxe ;

Herzien Ons besluit van 24 September 1926 en inzonderheid rubriek XIV van tafel A gehecht aan dit besluit ;

Op het in Raad besproken voorstel Onze Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Bij wijziging aan artikel 4 der wet 7 Juni 1926, worden de opecentiemen op de taxe op de automobielen en andere stoom- of motorvoertuigen verminderd :

1^o Tot 25 centiem per frank belasting, voor de voertuigen dienstig tot personenvervoer en hierna niet beoogd ;

2^o Tot 10 centiem per frank belasting ;

a) Voor de plaatsautomobielen of andere per rit of reis verhuurde voertuigen, alsmede voor diegene dienstig tot vervoer op weg van koopwaren of welkdanige voorwerpen.

b) Voor de motorrijwielen met of zonder side-car, de motocycles en de rijwielen voorzien van een motor.

c) Voor de booten en schuitjes dienstig tot het gezamenlijk personenvervoer.

Art. 2. De rubriek XIV van tafel A gehecht aan het Koninklijk besluit van 24 September 1926 wordt door het volgende vervangen :

« Automobiervoertuigen, booten en schuitjes.

» Automobielrijtuigen, motorrijwielen en alle welkdanige automobiervoertuigen en hunne slepen, dienende of kunnende dienen tot vervoer op weg ;

» Yachten, lustbooten en -schuitjes ter uitsluiting der booten dienstig tot gezamenlijk vervoer ;

» De lossen stukken, wielbanden, garnituren, uitrustingen en andere toe-

soires de ces véhicules ou embarcations;

» La réparation et toute entreprise d'ouvrage relatives aux objets visés dans la présente rubrique y compris les contrats passés avec les garagistes pour le garage, la garde ou l'entretien des dits véhicules ou embarcations, 10 %.

» En ce qui concerne les véhicules servant exclusivement au transport des marchandises et leurs remorques, l'application de la taxe de 10 % est limitée aux achats d'accessoires, aux réparations, etc., l'achat du véhicule complet restant soumis à la taxe de transmission de 2 %.

» La facture ou la quittance, même celle relative à l'achat d'un véhicule servant exclusivement au transport des marchandises, doit contenir les éléments nécessaires pour l'identification de l'objet, et spécialement l'espèce du véhicule, les marques, types, numéros et dates de fabrication du véhicule ou du châssis et du moteur et, en ce qui concerne les bandages livrés soit séparément, soit avec le véhicule, leurs marques, dimensions et numéros.

» Tout receveur préposé à la perception de taxes assimilées ou périodiques sur les véhicules automobiles peut, préalablement à la réception des fonds, exiger du propriétaire la justification du paiement ou de l'exonération dans son chef de la taxe de luxe sur le prix d'achat du véhicule et de ses bandages.

» Un arrêté ministériel organise les mesures nécessaires pour le contrôle du paiement de cette dernière taxe. Chaque infraction aux prescriptions de cette arrêté sera punie d'une amende de 500 francs.

» Sont exemptés de la taxe les achats, par les grands invalides de guerre, de véhicules automobiles — à l'exclusion des accessoires — destinés à être utilisés par l'acheteur comme moyen de locomotion personnelle. Un arrêté ministériel règle les conditions d'application de cette exemption. »

Art. 3. Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1927.

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

behoorten dezer voertuigen of vaartuigen;

» Het herstellen en alle werkaaneming betreffende voorwerpen beoogd in de huidige rubriek, daarin begrepen de contracten gesloten met de garagisten voor het schuilen, het bewaken of het onderhoud van gemelde voertuigen of vaartuigen, 10 t. h.

» Wat de voertuigen en hunne slepen betreft uitsluitelijk dienstig tot koopwarenvervoer, wordt het toepassen der taxe van 10 t. h. beperkt tot de aankopen van toebehoorten, tot de herstellingen, enz., de aankoop van het volledig voertuig onderworpen blijvende aan de overdrachtstaxe van 2 t. h.

» De factuur of het kwijtschrift, zelfs betreffende den aankoop van een voertuig uitsluitelijk dienstig tot koopwarenvervoer, dient de noodige gegevens te omvatten tot het erkennen van het voorwerp, en namelijk den aard van het voertuig, de merken, typen, nummers en data van vervaardiging van het voertuig of van het onderstel en van den motor en wat de hetzij afzonderlijk, hetzij met het voertuig geleverde wielbanden betreft, hunne merken, afmetingen en nummers.

» Iedere ontvanger, belast met de heffing van jaarlijksche of periodieke taxen op de automobiervoertuigen mag, alvorens de gelden in ontvangst te nemen, van den eigenaar vorderen dat hij het bewijs levere van de betaling of van de vrijstelling in eigen hoofde van de weeldetaxe op den aankoop prijs van het voertuig en van zijne wielbanden.

» Een ministerieel besluit treft de maatregelen noodig tot het toezicht van de betaling dezer laatste taxe. Elke overtreding aan de voorschriften van dit besluit zal gestraft worden met eene boete van 500 frank.

» Worden van de taxe vrijgesteld de aankopen door de groote oorlogsverminkten van automobiervoertuigen — ter uitsluiting der toebehoorten — bestemd om tot het persoonlijk vervoer van den aankoper gebezigd te worden. Een ministerieel besluit regelt de voorwaarden van toepassing dezer vrijstelling. »

Art. 3. Het huidig besluit zal op 1 Januari 1927 in voege treden.

Onze Minister van Financiën is gelast met de uitvoering van dit besluit.

Donné à Bruxelles, le 29 décembre 1926. | Gegeven te Brussel, den 29 December 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,
PAUL HYMANS.

Le Ministre des Sciences | De Minister van Wetenschappen
et des Arts, | en Kunsten,

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances, | De Minister van Financiën,
B^{ON} HOUTART.

Le Ministre de l'Agriculture | De Minister van Landbouw
et Ministre des Travaux publics, | en Minister van Openbare Werken,
H. BAELS.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail | De Minister van Nijverheid, Arbeid
et de la Prévoyance Sociale, | en Social Voorzorg,
J. WAUTERS.

Le Ministre des Chemins de fer, | De Minister van Spoorwegen,
Marine, Postes, Télégraphes, | Zeewezen, Posterijen, Telegrafen,
Téléphones et Aéronautique, | Telefonen en Luchtvaart,
E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | De Minister van Landsverdediging,
CH. DE BROQUEVILLE.

Pour le Ministre des Colonies : | Voor de Minister van Koloniën :
Le Premier Ministre, | De Eerste Minister,
Le Ministre de l'Intérieur | De Minister van Binnenlandsche Zaken
et de l'Hygiène, | en Volksgezondheid,

HENRI JASPAR.

MINISTÈRE DES FINANCES.

Taxe de luxe sur les véhicules
automobiles.

Le Ministre des Finances,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du
29 décembre 1926, ainsi que l'article 8
de la loi du 16 juillet 1922, modifié par
l'article 98 de la loi du 2 janvier 1926,

Arrête :

Article 1^{er}. Le paiement de la taxe
annuelle sur les automobiles et autres
véhicules à vapeur ou à moteur n'est

MINISTERIE VAN FINANCIËN.

Weeldetaxe
op de automobiervoertuigen.

De Minister van Financiën,

Gezien artikel 2 van het Koninklijk
besluit van 29 December 1926, alsmede
artikel 8 der wet van 16 Juli 1922,
gewijzigd door artikel 98 der wet van
2 Januari 1926,

Besluit :

Artikel 1. De betaling der jaarlijksche
taxe op automobielen en andere stoom-
of motorvoertuigen wordt slechts aan-

accepté que moyennant la présentation au receveur des contributions directes de la facture, de la quittance ou de toute autre pièce justificative du paiement de la taxe de luxe ou de la taxe de transmission sur le prix du véhicule, ou moyennant la justification de l'exonération de ces taxes dans le chef du propriétaire du véhicule.

Art. 2. Dès la réception du signe distinctif constatant le paiement, pour l'année 1927, de la taxe annuelle sur les véhicules à moteur ou à vapeur, le possesseur de ce document est tenu d'y inscrire, au recto, les numéros des bandages qui étaient fixés au véhicule le 1^{er} janvier 1927, la date d'achat des bandages, le nom et l'adresse du fournisseur. Ces inscriptions sont obligatoires même lorsque les bandages en usage à la date précitée ont été achetés avec le véhicule qui en est pourvu.

Les personnes auxquelles le signe distinctif susmentionné aurait été délivré avant le 1^{er} janvier 1927 y feront les inscriptions prescrites, dans les dix jours de la publication du présent arrêté.

Le document dont il s'agit sera, le cas échéant, conservé après l'année 1927, aussi longtemps qu'il est fait usage des bandages qui s'y trouvent inscrits en exécution du présent article.

Art. 3. Tout véhicule automobile doit être muni de la facture, de la quittance ou autre pièce justificative du paiement de la taxe de luxe afférente aux bandages dont il est pourvu, autres que ceux qui y étaient fixés au 1^{er} janvier 1927 et qui ont été inscrits sur le signe distinctif visé à l'article précédent. Cette pièce doit être communiquée par le propriétaire ou le conducteur à toute réquisition des préposés du Ministère des Finances, ainsi que des autres agents compétents pour la constatation des infractions en matière de contributions directes et taxes assimilées.

Art. 4. Lorsqu'un bandage pour véhicule automobile est vendu à un prix inférieur au prix normal des tarifs publiés par les fabricants, le vendeur doit indiquer sur la facture ou quittance le

vaard mits voorlegging aan den ontvanger des rechtstreeksche belastingen van de factuur, van het kwijtschrift of van welk ander bewijskrachtig stuk van de betaling der weelde- of overdrachts-taxe op den prijs van het voertuig, of mits het bewijs van vrijstelling bedoelder taxen bij den eigenaar van het voertuig.

Art. 2. Zoodra ontvangst van het kenteeken de betaling voor 1927 vaststellende van de jaarlijksche taxe op stoom- of motorvoertuigen, is de bezitter van dit bescheid gehouden op de voorzijde ervan de nummers van de wielbanden aan te geven die op 1 Januari 1927 aan het voertuig, gehecht waren, den datum van aankoop van gezegde wielbanden, den naam en adres van den leveraar. Bedoelde inschrijvingen zijn bindend zelfs als wanneer de op hoogergemelden datum in gebruik zijnde wielbanden aangekocht werden met het daarvan voorziene voertuig.

Zij, waaraan het hooger aangehaald kenteeken vóór 1 Januari 1927 zou uitgereikt geweest zijn, zullen er de voorgeschreven inschrijvingen binnende tien dagen na bekendmaking van het huidig besluit op aangeven.

Het dokument waarvan gewag zal, desgevallend, na het jaar 1927 bewaard worden, zoolang er gebruik gemaakt wordt van de wielbanden die erop vermeld zijn in uitvoering van het tegenwoordig artikel.

Art. 3. Elk automobiervoertuig moet voorzien zijn van de faktuur, het kwijtschrift of ander bewijsstuk van de betaling der weeldetaxe betreffende de wielbanden waarvan het voorzien is, anderen dan deze die er op 1 Januari 1927 aan vastgehecht waren en die op het kenteeken bedoeld in voorgaand artikel ingeschreven geweest zijn. Dit stuk moet door den eigenaar of den geleider medegedeeld worden op elk aanzoek vanwege de aangestelden van het Ministerie van Financiën evenals vanwege de agenten bevoegd voor het vaststellen der overtredingen inzake rechtstreeksche belastingen en gelijkgestelde taxen.

Art. 4. Wanneer een wielband voor automobiervoertuig verkocht wordt beneden den normalen prijs der door de fabrikanten bekend gemaakte tarieven, moet de verkooper op de faktuur of het

motif du rabais (bandage d'occasion, bandage soldé, recaoutchouté, etc.).

Art. 5. Les infractions aux prescriptions des articles 2, 3 et 4 du présent arrêté sont constatées par procès-verbal des préposés du Ministère des Finances et punies d'une amende de 500 francs, sans préjudice, le cas échéant, de la pénalité encourue pour défaut de paiement de la taxe de luxe.

Art. 6. L'exemption, prévue au dernier alinéa de la rubrique XIV du tableau A de l'arrêté royal du 24 septembre 1926, modifié par l'article 2 de l'arrêté royal du 29 décembre 1926, est accordée sur production au vendeur par l'intéressé du carnet d'identité lui donnant droit au parcours en chemin de fer à prix réduit ainsi que la lettre du directeur régional des contributions directes, lui notifiant qu'il peut jouir de l'exemption de la taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur.

La dite lettre est conservée par le vendeur. Il est fait mention sur la facture et sur le facturier de sortie de la cause de l'exemption, ainsi que du numéro du carnet d'identité susvisé.

Art. 7. Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1927.

Bruxelles, le 29 décembre 1926.

kwijtschrift de reden van den afslag aanduiden (occasiewielband, gesoldeerde wielband, hercaoutchouteerde wielband, enz.).

Art. 5. De overtredingen aan de voorschriften van artikels 2, 3 en 4 van het tegenwoordig besluit worden bestatigd door proces-verbaal der angestelden van het Ministerie van Financiën en gestraft met eene boete van 500 frank onverminderd, desgevallend, de boete opgelopen voor gebrek aan betaling der weelde-taxe.

Art. 6. De vrijstelling voorzien bij het laatste lid der rubriek XIV van tafel A van het Koninklijk besluit van 24 September 1926, gewijzigd door artikel 2 van het Koninklijk besluit van 29 December 1926, wordt verleend op voorlegging door den belanghebbende van het eenzelvigheidsboekje hem recht gevende op het verminderd spoorweg-tarief alsmede van het schrijven van den gewestelijken bestuurder der rechtstreeksche belastingen hem meldende dat hij de vrijstelling geniet van de taks op de automobielen en andere stoom- of motorrijtuigen.

Bedoeld schrijven wordt door den verkooper bewaard. Melding geschiedt op de faktuur en op het faktuur-uitgangsboek van de oorzaak der vrijstelling, alsook van het nummer van het voormeld eenzelvigheidsboekje.

Art. 7. Het tegenwoordig besluit zal in voege treden op 1 Januari 1927.

Brussel, den 29 December 1926.

B^{ou} M. HOUTART

40

Coefficient de majoration aux impôts directs et taxes y assimilées, payés tardivement.

RAPPORT AU ROI

SIRE,

Afin de hâter la perception des impôts arriérés, tout en leur maintenant leur rendement réel, et d'assainir ainsi la situation financière du pays, l'arrêté du 28 août dernier, pris en exécution de la loi du 16 juillet précé-

Verhoogingscoëfficiënt op de te laat betaalde rechtstreeksche belastingen en daarmede gelijkgestelde taxen.

VERSLAG AAN DEN KONING

SIRE,

Ten einde de inning van de achterstallige belastingen te bespoedigen en meteen er de werkelijke opbrengst van op peil te behouden en, zodoende, 's lands financieele toestand te saneren, werd er bij het ter uitvoering van

dent, stipule qu'un coefficient de majoration de 3 % par trimestre de retard sera appliqué aux impôts directs, principal et intérêts payés après la date de leur exigibilité.

Cette mesure a produit de bons résultats, en ce sens que des recouvrements importants ont été effectués sur les cotisations non encore apurées bien qu'échues. Cependant, l'application du coefficient soulève aujourd'hui des protestations, non seulement à raison de l'aggravation de charges qui en résulte, mais aussi parce que la stabilisation de la monnaie nationale a écarté les risques de dévaluation du montant des impôts acquittés tardivement. On ne peut nier le bien-fondé de cette dernière remarque tout au moins en ce qui concerne les impôts exigibles postérieurement à la stabilisation. Quant aux autres — et notamment ceux dont l'exigibilité remonte à plusieurs années, — il importe qu'indépendamment de l'intérêt de retard fixé à 8 % par an, les contribuables continuent à supporter une sanction spéciale.

D'autre part, afin de mieux proportionner la sanction à l'importance du retard, le Conseil des Ministres estime qu'il convient de fixer le coefficient non plus par *trimestre*, mais bien par *mois*; le taux en serait de 1 % toute fraction de moins de quinze jours étant négligée et toute période de quinze jours et plus étant comptée pour un mois entier.

Si l'on tient compte du terme réduit pendant lequel l'arrêté du 28 août a été strictement appliqué, on doit convenir que les redevables qui ont subi la majoration par coefficient pour des retards de quelques jours, auront été traités avec une rigueur excessive. C'est pourquoi le Conseil des Ministres propose de reviser la situation des dits redevables en ce sens que seront restituées à la demande des intéressés, les sommes perçues à titre de majoration pour des retards de moins de quinze jours. Ainsi limitée, la revision dont il s'agit ne sera pas une cause de complications nombreuses et atténuera ce que l'arrêté

de wet van 16 Juli j.l. genomen besluit van 28 Augustus daaraanvolgend, bepaald dat een verhoogingscoëfficiënt van 3 t. h. per kwartaal vertraging zal worden toegepast op de rechtstreeksche belastingen — hoofdsom en interesten — betaald na den datum van de invorderbaarheid er van.

Deze maatregel heeft degelijke uitslagen opgeleverd, met dien verstande dat er invorderingen van belang op de nog niet aangezuiverde alhoewel vervallen aanslagen werden gedaan. De toepassing van den coëfficiënt verwekt thans hier en daar protest, niet alleen om reden van de daaruit voortspuitende verzwaring van lasten, maar tevens omdat de stabilisatie van 's lands munt de gevaren van devaluatie van het bedrag der te laat betaalde belastingen heeft afgewend. Men kan de gegrondheid van deze laatste opmerking niet loochenen, wat althans de na de stabilisatie opvorderbare belastingen betreft. Wat de andere en inzonderheid de sinds enkele jaren invorderbare belastingen aangaat, is het zaak dat, onverminderd den op 8 t. h. 's jaars gevestigden interest wegens verwijl, de belastingschuldigen verder den last van een bepaalde bijzondere boete dragen.

Anderzijds, ten einde de boete juist in verhouding met den duur van de vertraging te brengen, is de Ministeraad van meening dat de coëfficiënt niet meer per *kwartaal* maar wel per *maand* dient vastgesteld; het bedrag ervan zou 1 t. h. zijn, waarbij alle tijdsbestek van minder dan vijftien dagen weggelaten en dit van vijftien dagen en meer voor een geheele maand zou worden aangerekend.

Houdt men rekening met den beperkten tijd, gedurende denwelken het besluit van 28 Augustus strikt werd toegepast, zoo dient men te erkennen dat de schatplichtigen die eene verhooging per coëfficiënt voor vertragingen van enkele dagen hebben te dragen gehad, overmatig streng werden behandeld. Weshalve de Ministerraad voorstelt den toestand van bedoelde schatplichtingen te herzien met dien verstande dat de als verhooging, wegens vertragingen van minder dan vijftien dagen, ingevorderde sommen op verzoek van de betrokkenen terugbetaald zullen worden. Aldus beperkt, zal bewuste herzie-

prérappelé avait de trop rigoureux.

C'est dans ce sens, Sire, qu'est conçu le projet ci-annexé.

Nous avons l'honneur d'être,

SIRE,

De Votre Majesté,
les très respectueux et fidèles serviteurs,

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,*

ning geen oorzaak zijn van talrijken verwickelingen en het al te harde van hoogerbedoelde besluit verzachten.

In dien zin werd, Sire, bijgaand ontwerp opgemaakt.

Wij hebben de eer te zijn,

SIRE,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en zeer trouwe
dienaren,

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën

B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen, Zeezezen,
Posterijen, Telegrafen, Telefonen
en Luchtvaart.*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

Pour le Ministre des Colonies :

Voor den Minister van Koloniën :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,*

*De Eerste Minister,
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT,

Vu la loi du 16 juillet 1926, relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière;

Revu Notre arrêté du 28 août 1926,

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL,

Gelet op de wet van 16 Juli 1926, betreffende zekere maatregelen te treffen ter verbetering van den financieelen toestand;

Herzien Ons besluit van 28 Augustus

pris en exécution de cette loi et établissant un coefficient de majoration en ce qui concerne les impôts directs et taxes y assimilées payés tardivement;

Considérant que l'instauration de ce coefficient avait pour but d'assainir la situation financière en hâtant la rentrée des impôts et en maintenant leur plein rendement, nonobstant la dévalorisation de la monnaie nationale;

Considérant que la stabilisation du franc écarte aujourd'hui tout danger de diminution dans le produit réel des dits impôts et taxes tout au moins en ce qui concerne ceux qui sont exigibles postérieurement à la stabilisation;

Considérant cependant qu'il convient de maintenir l'application du coefficient aux impôts qui étaient exigibles avant le 1^{er} juillet 1926;

Considérant d'autre part qu'il est équitable de revoir la situation des contribuables auxquels une majoration d'impôt a été appliquée pour un retard de quelques jours dans le paiement de leurs taxes;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêtés et arrêtons :

Article 1^{er}. Par modification à l'article 1^{er} de Notre arrêté du 28 août 1926, prérappelé, le coefficient de majoration prévu au dit article ne sera plus appliqué qu'aux impôts directs et taxes y assimilées, exigibles avant le 1^{er} juillet 1926, et le taux du coefficient sera de 1 % par mois de retard, toute période inférieure à un mois étant négligée ou comptée pour un mois entier, selon qu'elle est de moins de quinze jours ou de quinze et plus.

Art. 2. Les majorations d'impôt appliquées antérieurement au présent arrêté seront annulées à la demande des intéressés, si le retard de paiement ayant motivé cette application n'atteint pas quinze jours.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur*.

tus 1926, genomen ter uitvoering van deze wet tot vestiging van een verhoogingscoëfficiënt, ten aanzien van te laat betaalde rechtstreeksche belastingen en daarmede gelijkgestelde taxes;

Overwegende dat bij het invoeren van den financiëleen toestand werd beoogd, door de betaling van de belastingen te bespoedigen en de volle opbrengst er van te behouden, niet-tegenstaande de waardevermindering van de nationale munt;

Overwegende dat door de stabilisatie van den frank thans alle gevaar voor vermindering in de werkelijke opbrengst van bewuste belastingen en taxes is afgewend, ten minste wat de na de stabilisatie opvorderbare belastingen betreft;

Overwegende evenwel dat het zaak is den coëfficiënt verder toe te passen op de belastingen welke opvorderbaar waren vóór 1 Juli 1926;

Overwegende, anderzijds, dat het billijk is den toestand te herzien van de belastingschuldigen, wien eene verhooging van belasting wegens enkele dagen vertraging in de betaling van hunne taxe werd toegepast;

Op de in Raad besproken voordracht Onzers Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Bij wijziging in artikel 1 van Ons voormeld besluit van 28 Augustus 1926, wordt de bij dit artikel voorszene coëfficiënt alleen meer toegepast op de rechtstreeksche belastingen daarmede gelijkgestelde taxes, opvorderbaar vóór 1 Juli 1926, en het bedrag van den coëfficiënt bedraagt 1 t. h. per maand vertraging, alle tijdsbestek minder dan één maand wordt weggelaten of voor één volle maand geteld, naar gelang het minder dan vijftien dagen of vijftien dagen en meer bedraagt.

Art. 2. De voor dit besluit toegepaste belastingverhoogingen worden tenietgedaan op aanzoek der belanghebbenden, zoo de vertraging van betaling, waarbij deze toepassing werd gebillijkt geen vijftien dagen bereikt.

Art. 3. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit, dat den dag na dien van de bekendmaking er van in den *Moniteur* in werking treedt.

Donné à Bruxelles, le 29 décembre 1926.

Gegeven te Brussel, den 29 December 1926.

ALBERT.

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur,
et de l'Hygiène,*

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*
PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,* | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*
CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances | *De Minister van Financiën*
B^{me} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,* | *De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*
H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,* | *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*
J. WAUTERS,

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,* | *De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegrafien, Telefonen
en Luchtvaart,*
E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*
CH. DE BROQUEVILLE.

Pour le Ministre des Colonies : | Pour le Ministre des Colonies :
Le Premier Ministre, | *De Eerste Minister,*
Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, | *Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

41

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

Banque Nationale de Belgique.
Émission des actions nouvelles. —
Conditions.

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu Notre arrêté du 23 octobre 1926,
prorogeant la durée de la Banque Nationale de Belgique et modifiant certaines

KABINET VAN DEN EERSTE MINISTER.

Nationale Bank van België.
Uitgifte der nieuwe aandelen. —
Voorwaarden.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien Ons besluit van 23 October 1926, waarbij de duur der Nationale Bank van België verlengd wordt en

dispositions des lois combinées des 5 mai 1850, 20 mai 1872, 26 mars 1900 et 26 février 1926 relatives à cette institution, et notamment les §§ 1^{er} et 2^d de l'article 5, ainsi conçus :

« Le capital de la Banque est de 200 millions de francs, divisé en deux cent mille actions, en nom ou au porteur, de 1,000 chacune.

» Cinquante mille actions seront mises en souscription publique aux conditions à déterminer par un arrêté royal pris sur la proposition du Conseil des Ministres » ;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le prix d'émission des cinquante mille actions de 1,000 francs chacune, que la Banque Nationale de Belgique est autorisée à mettre en souscription publique, est fixé à 2,000 francs pour chaque action, payables en espèces à concurrence de 25 % lors de la souscription et de 75 % au plus tard le 15 mars 1927.

Art. 2. Les actionnaires anciens auront le droit de souscrire vingt-cinq mille actions à titre irréductible à raison d'une action nouvelle pour deux actions anciennes.

Art. 3. Les vingt-cinq mille actions restantes, ainsi que les actions qui n'auraient pas été absorbées par l'exercice du droit de préférence réservé aux actionnaires anciens, seront offertes au public sans préférence et à titre réductible.

La répartition éventuelle s'effectuera au prorata du nombre d'actions souscrites, sans délivrance de fraction.

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 1927.

waarbij zekere bepalingen van de gecombineerde wetten van 5 Mei 1850, 20 Mei 1872, 26 Maart 1900 en 26 Februari 1926, betreffende deze inrichting, gewijzigd worden en inzonderheid de §§ 1 en 2^d van artikel 5, in volgende bewoordingen vervat :

« Het kapitaal der Bank bedraagt 200 miljoen frank, verdeeld in tweehonderd duizend aandeelen, op naam en aan toonder van 1,000 frank elk.

» Vijftig duizend aandeelen worden ter openbare intekening gesteld onder voorwaarden te bepalen door een Koninklijk besluit genomen op voordracht van den Ministerraad » ;

Op de in Raad besproken voordracht van Onze Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De prijs van uitgifte der vijftig duizend aandeelen van 1,000 frank elk, die de Nationale Bank gemachtigd is ter openbare intekening te stellen, is vastgesteld op 2,000 frank voor elk aandeel, betaalbaar in specien tot het beloop van 25 t. h. bij de intekening en van 75 t. h. uiterlijk op 15 Maart 1927.

Art. 2. De vroegere aandeelhouders hebben het recht vijf en twintig duizend aandeelen onverminderbaar, op den voet van een nieuw aandeel voor twee vroegere aandeelen, in te teekenen.

Art. 3. De vijf en twintig duizend overblijvende aandeelen alsook de aandeelen die door de uitoefening van het aan de vroegere aandeelhouders voorbehouden voorkeurrecht niet zouden opgenomen zijn, zullen zonder voorkeur en met verminderbaarheid aan het publiek aangeboden worden.

De eventuele verdeling zal naar rato van het aantal ingeteekende aandeelen, zonder afgifte van een breuk, geschieden.

Onze Minister van Financiën is met de uitvoering van dit besluit belast.

Gegeven te Brussel, den 14 Januari 1927.

ALBERT.

PAR LE ROI :
*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

VAN 'S KONINGS WEGE :
*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, De Minister van Buitenlandsche Zaken,

EM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

B^{ON} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Pour le Ministre de l'Industrie,
du Travail et de la Prévoyance sociale,
indisposé :*

*Voor den Minister van Nijverheid,
Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,
ongesteld :*

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegrafien, Telefonen
en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

Le Ministre des Colonies, a. i.

De Minister van Koloniën, a. i.

B^{ON} M. HOUTART.

42

Banque Nationale de Belgique. — Émission des actions nouvelles. — Participation des mineurs, incapables et séquestrés et des établissements publics.

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

Aux termes de l'article 5 de l'arrêté royal du 25 octobre 1926, la Banque Nationale de Belgique est autorisée à porter son capital à la somme de deux cents millions de francs, divisé en deux cent mille actions de mille francs chacune, dont cinquante mille à mettre en souscription aux conditions à déterminer par le Roi, sur la proposition du Conseil des Ministres.

Nationale Bank van België. — Uitgifte der nieuwe aandelen. — Deelneming der minderjarigen, onbekwamen en gesequestreerden en der openbare inrichtingen.

VERSLAG AAN DEN KONING.

SIRE,

Volgens artikel 5 van het Koninklijk besluit van 25 October 1926, is de Nationale Bank van België er toe gemachtigd haar kapitaal te brengen op de som van tweehonderd miljoen frank, verdeeld in tweehonderd duizend aandelen van duizend frank elk, waarvan vijftig duizend, ter openbare inteekening te stellen zijn onder de voorwaarden te bepalen door een Koninklijk besluit genomen op voordracht van den Ministerraad.

Ce même article habilite à participer à cette souscription, les institutions d'utilité publique qui seront désignées par le Roi. On envisageait l'éventualité où quelque avantage spécial eût été accordé à ces institutions, dans l'opération projetée. Or, il a été décidé depuis de réserver aux seuls actionnaires un privilège, d'ailleurs limité, dans la souscription du capital nouveau.

Il devient, dès lors, superflu d'habiliter nominativement les institutions d'utilité publique, telles que la Croix-Rouge de Belgique, la Caisse nationale de pensions des ouvriers mineurs, etc., à participer à la souscription : leur droit est le même que celui de tout particulier, aucun texte légal n'y met entrave.

Il n'en va pas de même, cependant, des établissements publics, bureaux de bienfaisance, caisses de pensions, fabriques d'églises, etc., dont les disponibilités doivent légalement être investies en fonds publics. Pour ces derniers établissements également compris dans les termes « institutions d'utilité publique », il convient, afin de les habiliter à participer à la souscription des actions de la Banque Nationale, de lever les interdictions édictées par la loi.

Telle est la portée de l'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à l'approbation du Roi.

Nous avons l'honneur d'être,

SIRE,

de Votre Majesté,
les très respectueux et fidèles
serviteurs,

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

ÉM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences,
et des Arts,*

CAM. HUYSMANS.

Door ditzelfde artikel worden de inrichtingen van openbaar nut die door den Koning aangeduid zullen worden, bevoegd gemaakt om aan deze inteekening deel te nemen. Men zou de eventualiteit overwegen waarin eenig bijzonder voordeel aan deze instellingen zou verleend geweest zijn in de ontworpen operatie. Nu werd er sedertdien besloten alleen aan de aandeelhouders een overigens beperkt voorrecht in de inteekening van het nieuw kapitaal voor te behouden.

Het wordt dientengevolge overbodig de inrichtingen van openbaar nut, zooals het Rood-Kruis van België, de Nationale Pensioenkas der mijnwerkers, enz., met name bevoegd te maken aan de inteekening deel te nemen : hun recht komt overeen met dat van ieder particulier, geen enkele wetstekst verhindert zulks.

Dit is echter niet het geval met de openbare instellingen, weldadigheidsbureelen, pensioenkasen, kerfabrieken, enz., waarvan de beschikbare gelden volgens de wet in Staatsfondsen belegd moeten worden. Voor deze laatste instellingen, eveneens begrepen onder de benaming « inrichtingen van openbaar nut », dient het door de wet uitgevaardigd verbod opgeheven te worden, ten einde hen bevoegd te maken aan de inteekening op de aandelen der Nationale Bank deel te nemen.

Dit is het doel van het besluit dat wij de eer hebben aan de goedkeuring des Konings te onderwerpen.

Wij hebben den eer te zijn,

SIRE,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en getrouwe dienaren,

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid.*

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

De Minister van Justitie,

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

*Le Ministre des Finances**De Minister van Financiën***B^{on} M. HOUTART.***Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,**De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,***H. BAELS.***Pour le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,
indisposé :**Voor den Minister van Nijverheid,
Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,
ongesteld :**Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,**De Minister van Spoorwegen, Zeewezen
Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,***E. ANSEELE.***Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,**De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegrafien, Telefonen
en Luchtvaart,***E. ANSEELE.***Le Ministre de la Défense Nationale,**De Minister van Landsverdediging,***CH. DE BROQUEVILLE.***Le Ministre des Colonies, a. i.**De Minister van Koloniën, a. i.***B^{on} HOUTART.****ALBERT, Roi des Belges,****A tous présents et à venir, SALUT.**

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière;

Vu l'article 5, alinéa 3, de Notre arrêté du 25 octobre 1926, prorogeant la durée de la Banque Nationale de Belgique et modifiant certaines dispositions des lois combinées des 5 mai 1850, 20 mai 1872, 26 mars 1900 et 26 février 1926 relatives à cette institution;

Vu Notre arrêté de ce jour fixant les conditions de l'émission des cinquante mille actions nouvelles de la Banque Nationale de Belgique;

Considérant qu'aucun avantage spécial n'est conféré aux souscripteurs autres que les anciens actionnaires et que, dès lors, il y a simplement lieu de lever les interdictions légales qui empêcheraient les institutions d'utilité publique et notamment les établissements publics de participer à la souscription;

ALBERT, Koning der Belgen,**Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL,**

Gelet op de wet van 16 Juli 1926 betreffende maatregelen te nemen ter verbetering van 's lands financieelen toestand;

Gelet op artikel 5, lid 3, van Ons besluit van 25 October 1926 tot verlenging van den duur der Nationale Bank van België en tot wijziging van sommige bepalingen der gecombineerde wetten van 5 Mei 1850, 20 Mei 1872, 26 Maart 1900 en 26 Februari 1926 betreffende deze inrichting;

Gelet op Ons besluit van dezen dag ter vaststelling van de uitgiftevoorwaarden van de vijftig duizend nieuwe aandeelen van de Nationale Bank van België;

Overwegende dat er geen bijzonder voordeel wordt verleend aan andere inschrijvers dan de oude aandeelhouders en derhalve er eenvoudig aanleiding toe bestaat het wettelijk verbod op te heffen, waarbij de inrichtingen van openbaar nut en inzonderheid de openbare inrichtingen zouden verhinderd zijn aan deze inschrijving deel te nemen;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. L'alinéa 3 de l'article 5 de l'arrêté royal du 25 octobre 1926 prorogeant la durée de la Banque Nationale de Belgique et modifiant certaines dispositions des lois combinées des 5 mai 1850, 20 mai 1872, 26 mars 1900 et 26 février 1926 relatives à cette institution, est remplacé par le texte suivant :

« Nonobstant toutes dispositions contraires, les tuteurs et curateurs de biens appartenant à des mineurs, des incapables ou des séquestrés, sont habiles à participer à cette souscription.

» Les établissements publics sont autorisés à participer à la souscription des cinquante mille actions nouvelles à émettre par la Banque Nationale de Belgique.

» Seules les disponibilités liquides à investir d'une manière définitive par les dits établissements pourront être consacrés à la libération des souscriptions; il ne pourra être procédé dans ce but à aucune aliénation de titres de la Dette publique inscrits en leur nom.

» Les actions souscrites par des établissements publics devront être rendues nominatives et leur aliénation restera assujettie aux autorisations requises en matière d'inscriptions au grand-livre de la Dette publique. »

Nos Ministres des Finances, de l'Intérieur et de l'Hygiène et de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 1927.

Op de in Raad besproken voordracht Onzer Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Eenig artikel. Lid 3 van artikel 5 van het Koninklijk besluit van 25 October 1926 tot verlenging van den duur der Nationale Bank van België en tot wijziging van sommige bepalingen der gecombineerde wetten van 5 Mei 1850, 20 Mei 1872, 26 Maart 1900 en 26 Februari 1926, betreffende deze inrichting wordt door volgende tekst vervangen :

« Ondanks alle strijdige bepalingen, zijn de voogden en curatoren van goederen toebehoorende aan minderjarigen, onbekwamen of gesequestreerden, er toe bevoegd aan deze inschrijving deel te nemen.

» De openbare inrichtingen zijn er toe gemachtigd aan de inschrijving van de vijftig duizend door de Nationale Bank van België uit te geven nieuwe aandeelen deel te nemen.

» Alleen de definitief door bedoelde inrichting te beleggen gereede, beschikbare sommen mogen tot volstorting van de inschrijvingen worden aangewend; geene van de te haren naam ingeschreven titels van de Openbare Schuld mogen te dien einde worden vervreemd.

» De aandeelen waarvoor door openbare inrichtingen werd ingeschreven moeten nominatief worden gemaakt en zij kunnen niet worden vervreemd, zonder de machtiging vereischt in zake inschrijvingen op het Grootboek der Openbare Schuld. »

Onze Ministers van Financiën, van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid en van Justitie zijn, ieder voor zooveel hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 14ⁿ Januari 1927.

ALBERT.

VAN 'S KONINGS WEGE :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
E. VANDERVELDE.

PAR LE ROI :

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

*Le Ministre de la Justice,**De Minister van Justitie,*

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,**De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies a. i.,**De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën a. i.,*B^{on} M. HOUTART.*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,**De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Pour le Ministre de l'Industrie,
du Travail et de la Prévoyance Sociale,
indisposé :**Voor den Minister van Nijverheid,
Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,
ongesteld :**Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,**De Minister van Spoorwegen,
Zeezezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,**De Minister van Spoorwegen, Zeezezen,
Posterijen, Telegrafien, Telefonen
en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

*Le Ministre de la Défense Nationale,**De Minister van Landsverdediging,*

CH. DE BROQUEVILLE.

43

Société nationale des Chemins de fer belges. — Actions privilégiées. — Emission. — Statuts. — Modifications.

Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen. — Preferente aandelen. — Uitgifte. — Wijzigingen.

ALBERT, Roi des Belges,
À tous, présents et à venir, SALUT.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEN.

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière;

Gezien de wet van 16 Juli 1926 betreffende maatregelen te nemen ter verbetering van den financiëleen toestand;

Vu la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des Chemins de fer belges;

Gezien de wet van 23 Juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen;

Revu Notre arrêté du 7 août 1926 établissant les statuts de la Société nationale des Chemins de fer belges;

Herzien Ons besluit van 7 Augustus 1926 tot vaststelling van de statuten van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen;

Revu Notre arrêté du 31 juillet 1926 relatif à l'émission de la première

Herzien Ons besluit van 31 Juli 1926 betreffende de uitgifte van de eerste

tranche d'actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges;

Considérant qu'il y a lieu d'étendre la faculté de souscrire à l'émission des actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges, de fixer des délais pour l'approbation à donner par les autorités compétentes à certains actes de cette société et de régler les délégations à conférer pour représenter la société en justice;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte suivant est ajouté à l'article 3 de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des Chemins de fer belges; ce texte formera le deuxième alinéa de cet article :

« Les actions privilégiées pourront être divisées en cinq parts égales d'une valeur nominale de 100 francs, donnant droit, chacune, à un cinquième des droits attachés à l'action, tant en intérêt, dividende, remboursement, prime de rachat et remplacement par des actions de jouissance qu'en vue de l'exercice du droit d'assister aux assemblées et d'y prendre part au vote. »

Art. 2. Le texte suivant est ajouté à l'article 9, 2^e, deuxième alinéa, de la même loi :

« Les actions divisées en cinq parts seront remplacées par cinq parts d'action de jouissance. »

Art. 3. Il est ajouté à l'article 1^{er} de Notre arrêté du 31 juillet 1926 portant émission d'actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges, le texte suivant qui formera son troisième alinéa :

« Ils pourront être émis soit en un titre de la valeur nominale de 500 francs, soit en cinq certificats distincts d'une valeur nominale de 100 francs chacune. »

Art. 4. Le texte suivant est ajouté à l'article 4 du même arrêté :

« Les parts d'un cinquième d'action

recks preferente aandelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen;

Overwegende dat er reden bestaat tot het uitbreiden van de mogelijkheid om in te schrijven op de uitgifte van de preferente aandelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, tot het bepalen van termijnen voor de goedkeuring door de bevoegde overheden te hechten aan sommige handelingen van die maatschappij en tot het regelen van de volmachten te verlenen om de maatschappij in rechte te vertegenwoordigen;

Op de in Raad besproken voordracht van Onze Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De volgende tekst wordt, als 2^e lid, gevoegd in artikel 3 der wet van 23 Juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen :

« De preferente aandelen kunnen verdeeld worden in vijf gelijke deelen ter nominale waarde van 100 frank, die ieder recht geven op een vijfde van de aan het aandeel verbonden rechten, zoowel wat interest, dividend, terugbetaling, premie wegens terugkoop en vervanging door bewijzen van deelgerechtigdheid betreft, als met het oog op de uitoefening van het recht om bij de vergaderingen aanwezig te zijn en er aan de stemmingen deel te nemen. »

Art. 2. De volgende tekst wordt aan artikel 9, 2^e, tweede lid, toegevoegd :

« De in vijf deelen verdeelde aandelen worden vervangen door vijf deelen van bewijs van deelgerechtigdheid. »

Art. 3. In artikel 1 van Ons besluit van 31 Juli 1926 houdende uitgifte van preferente aandelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen wordt, als derde lid, de volgende tekst ingevoegd :

« Zij kunnen uitgegeven worden hetzij in een titel ter nominale waarde van 500 frank, hetzij in vijf afzonderlijke getuigschriften ter nominale waarde van 100 frank ieder. »

Art. 4. Aan artikel 4 van hetzelfde besluit wordt de volgende tekst toegevoegd :

« De deelen bedragende een vijfde

privilegiée seront remplacées par des parts correspondantes d'action de jouissance. »

Art. 5. Il est ajouté à l'article 6 de Notre arrêté du 7 août 1926 établissant les statuts de la Société nationale des Chemins de fer belges, après les mots :

« de cinq cents francs chacune », les mots :

« divisibles en cinq parts égales et distinctes, représentées par des certificats. »

Art. 6. L'alinéa 2 de l'article 13 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Les actions privilégiées et les parts d'actions privilégiées sont au porteur. »

Art. 7. Le premier alinéa de l'article 14 du même arrêté est complété comme suit :

« Elles peuvent également être divisées en cinq parts égales. »

Art. 8. Le texte suivant est ajouté à l'article 17 du même arrêté :

« Toutefois, cinq certificats de cinquième d'action donneront à leur porteur les mêmes droits qu'une action privilégiée. »

Art. 9. Le texte suivant est ajouté au deuxième alinéa de l'article 35 du même arrêté :

« Lorsque ces engagements ne dépassent pas la somme de cinq cent mille francs et ne sont pas pris pour un terme excédant une année ou lorsqu'il s'agit de chèques ou virements d'un import d'un million au plus, ils peuvent être souscrits par le directeur général et un fondé de pouvoirs ou par deux fondés de pouvoirs. »

Art. 10. Le texte suivant est ajouté à l'article 35 du même arrêté, dont il formera le troisième alinéa :

« Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société, poursuites et diligences de son directeur général ou de son suppléant, délégué à cette fin par décision du Conseil d'administration. Les nom, prénoms et domicile du directeur général et ceux de son suppléant

van een preferent aandeel worden vervangen door daarmede overeenstemmende deelen van bewijs van deelgerechtigdheid. »

Art. 5. In artikel 6 van Ons besluit van 7 Augustus 1926 tot vaststelling van de statuten van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen worden na de woorden :

« van vijfhonderd frank elk », de volgende woorden ingevoegd :

« verdeelbaar in vijf gelijke en afzonderlijke deelen, vertegenwoordigd door getuigschriften. »

Art. 6. Het 2° lid van artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De preferente aandeele en de deelen van preferente aandeele zijn aan toonder. »

Art. 7. Het 1° lid van artikel 14 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Zij kunnen eveneens verdeeld worden in vijf gelijke deelen. »

Art. 8. Aan artikel 17 van hetzelfde besluit wordt de volgende tekst toegevoegd :

« Vijf getuigschriften ten bedrage van een vijfde van een aandeel geven echter aan den toonder er van dezelfde rechten als een preferent aandeel. »

Art. 9. Aan het tweede lid van artikel 35 van hetzelfde besluit wordt de volgende tekst toegevoegd :

« Wanneer die verbintenissen een bedrag van vijfhonderd duizend frank niet overschrijden en niet aangegaan worden voor een termijn die een jaar te boven gaat wanneer het checks of overschrijvingen geldt ten bedrage van een millioen ten hoogste, mogen zij onteekend worden door den directeur-generaal en een gevolmachtigde of door twee gevolmachtigden. »

Art. 10. Aan artikel 35 van hetzelfde besluit wordt, als laatste lid, de volgende tekst toegevoegd :

« De rechtsvorderingen en als eischer en als verweerder, worden gevolgd in naam van de maatschappij, op vervolging en benaerstiging van haar directeur-generaal of van dezes plaatsvervanger daartoe afgevaardigd bij beslissing van den Raad van beheer. De naam, de voornamen en de woonplaats van

pour suivre les actions judiciaires, sont publiés par la voie du *Moniteur* aux annexes affectées à la publication des sociétés commerciales, dans les dix jours de la nomination ou de la délégation et dans la première quinzaine du mois de janvier de chaque année. »

Art. 11. Il est ajouté au même arrêté la disposition suivante, qui formera le dernier alinéa de l'article 24 :

« Lorsque les décisions prises par la Société nationale des Chemins de fer belges doivent recevoir l'approbation d'une autorité du pouvoir exécutif, cette approbation est considérée comme acquise, lorsque cette autorité ne donne pas suite à la demande dans les vingt jours de la date de la réception de celle-ci, et, sauf cas tout à fait exceptionnel, lorsqu'une décision de refus n'est pas notifiée à la société dans les deux mois de la même date. »

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 1927.

den directeur-generaal en die van zijn plaatsvervanger worden, met het oog op het volgen van de rechtsvorderingen, binnen tien dagen na de benoeming of de afvaardiging en in de eerste veertien dagen van de maand Januari van ieder jaar, bekendgemaakt door het *Staatsblad* in de bijlagen gewijd aan de bekendmaking van de akten des handelsvennootschappen. »

Art. 11. Aan hetzelfde besluit wordt, als laatste lid van artikel 24, de volgende bepaling toegevoegd :

« Wanneer de door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen genomen beslissingen de goedkeuring behoeven van een overheid behorende tot de uitvoerende macht, wordt die goedkeuring geacht verkregen te zijn, wanneer die overheid aan het verzoek geen gevolg geeft binnen twintig dagen na de dagteekening van dat verzoek en, behoudens in volstrekt uitzonderlijk geval, wanneer aan de Nationale Maatschappij binnen twee maanden na denzelfden datum geen kennis wordt gegeven van een afwijzende beslissing. »

Gegeven, te Brussel, den 14 Januari 1927.

ALBERT.

PAR LE ROI :
*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

VAN 'S KONINGS WEGE :
*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie.

P. HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances

De Minister van Financiën

B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAEELS.

Pour le Ministre de l'Industrie,
du Travail et de la Prévoyance Sociale,
indisposé :

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

Voor den Minister van Nijverheid,
Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,
ongesteld :

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posten, Telegrafen, Telefonen
en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posten, Telegrafen,
Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

Le Ministre des Colonies a. i.,

De Minister van Koloniën a. i.

B^{on} HOUTART.

44

**Biens domaniaux. — Aliénation par
application de la loi du 16 juillet 1926.**

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

La faculté conférée au Roi par la loi du 16 juillet 1926 de procéder à la vente de biens domaniaux a eu pour objet de permettre la réalisation de certains immeubles que l'Etat n'avait pas d'intérêt à conserver sans devoir recourir pour chaque cas à une autorisation spéciale donnée par la loi.

D'importantes réalisations ont été ainsi décidées. Certaines sont exécutées. D'autres seront parfaites dès que les actes authentiques auront été signés. Il en reste encore de très intéressantes qui, décidées également, sont en cours d'exécution.

Il convient que ces procédures d'exécution prennent fin le plus tôt possible. Les effets des décisions relatives à des objets concrets, prises en vertu de la loi du 16 juillet 1926, ne peuvent être retardés indéfiniment.

En conséquence, le Gouvernement croit bon de proposer à Votre Majesté de fixer un délai d'assez courte durée

**Domeingoederen.
Vervreemding bij toepassing van de wet
van 16 Juli 1926.**

VERSLAG AAN DEN KONING.

SIRE,

De bij de wet van 16 Juli 1926 aan den Koning toegekende bevoegdheid om domeingoederen te verkoopen, had ten doel het te gelde maken van sommige vaste goederen, waarvan het behoud voor den Staat geen belang opleverde, mogelijk te maken zonder voor ieder geval zijn toevlucht te moeten nemen tot een bij de wet te verlenen bijzondere machtiging.

Zoo werd besloten tot tegeldemakingen van aanzienlijken omvang. Enkele onder hen werden reeds ten uitvoer gelegd. Andere zullen voltrokken zijn, zoodra de authentieke akten zullen ondertekend geworden zijn. Er blijven nog enkele zeer aanmerkelijke over, waartoe eveneens besloten werd en waarmede een aanvang werd gemaakt.

Het komt er op aan dat de uitvoering van die vervreemdingen ten spoedigste afgeloopen weze. De uitwerkselen van de beslissingen, genomen op grond van de wet van 16 Juli 1926 in verband met concrete zaken, mogen niet eindeloos uitblijven.

De Regeering meent het dan ook wenschelijk aan Uwe Majesteit voor te stellen een vrij korten termijn te bepa-

pour l'exécution de ces décisions portant sur des aliénations de biens domaniaux. | len voor de uitvoering van die beslissingen welke betrekking hebben op het vervreemden van domeingoederen.

Nous avons l'honneur d'être,

Wij hebben de eer te zijn,

SIRE,

SIRE,

de Votre Majesté,
les très respectueux et fidèles serviteurs,

Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en getrouwe
dienaren,

*Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

*De Eerste Minister,
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENTI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances

De Minister van Financiën

B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

Pour le Ministre de l'Industrie,
du Travail et de la Prévoyance Sociale,
indisposé :

Voor den Minister van Nijverheid,
Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,
ongesteld :

*Le Ministre des Chemins de Fer,
Marine, Postes, Télégraphes
et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegrafen, Telefonen,
en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posterijen, Telegrafen,
Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

Le Ministre des Colonies, a. i.

De Minister van Koloniën, a. i.

B^{on} M. HOUTART.

ALBERT, Roi des Belges,
A tous présents et à venir, SALUT,

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, HEIL.

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative
à certaines mesures à prendre en vue de
l'amélioration de la situation financière;

Gelet op de wet van 16 Juli 1926,
betreffende maatregelen te nemen ter
verbetering van den financieelen toe-
stand;

Sur la proposition de Nos Ministres,
délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. Les aliénations de biens domaniaux auxquelles il aura été décidé de procéder par application de l'article 1^{er}, alinéa 9, de la loi du 16 juillet 1926, devront être réalisées par acte passé au plus tard le 1^{er} mai 1927. Après cette date, aucune aliénation ne pourra plus se faire en vertu de la dite loi.

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 1927.

Op de in Raad besproken voordracht van Onze Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Eenig artikel. De vervreemding van domeingoederen waartoe bij toepassing van artikel 1, lid 9, der wet van 16 Juli 1926 besloten wordt, dient te geschieden bij akte verleden uiterlijk op 1 Mei 1927. Na dien datum mag, op grond van die wet, geen vervreemding meer plaats hebben.

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 14 Januari 1927.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandse Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances

De Minister van Financiën

B HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Pour le Ministre de l'Industrie,
du Travail et de la Prévoyance sociale,
absent :*

*Voor den Minister van Nijverheid,
Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,
ongesteld :*

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zee- en Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*
CH. DE BROQUEVILLE.

Le Ministre des Colonies, a. i.

De Minister van Koloniën, a. i.

B^{on} HOUTART.

45

Taxes de séjour et de consommation.

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 16 juillet 1926, relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière du pays;

Vu l'article 18 de la loi du 8 juin 1926 portant modification aux lois sur le timbre et les taxes assimilées au timbre et majorant les amendes pénales;

Revu l'arrêté royal du 13 août 1926 majorant la taxe de séjour et de consommation en ce qui concerne les étrangers;

Considérant que les raisons d'ordre monétaire qui ont justifié ce dernier arrêté ont cessé d'exister;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les dispositions de l'arrêté royal du 13 août 1926 sont abrogées.

Art. 2. Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} février 1927.

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 1927.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances,

B^{on} HOUTART.

Verblijf- en verbruikstaxes.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 16 Juli 1926, betreffende maatregelen te nemen ter verbetering van 's lands financieelen toestand;

Gelet op artikel 17 der wet van 8 Juni 1926 tot wijziging van de wetten op het zegelrecht en de met het zegel gelijkgestelde taxes en tot verhooging van de strafrechtelijke geldboeten;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 Augustus 1926, houdende verhooging van de verblijf- en verbruikstaxe wat betreft de vreemdelingen;

Overwegende dat de redenen van monetairen aard, in verband waarmede evenbedoeld besluit werd genomen, niet meer bestaan;

Op de in Raad besproken voordracht Onze Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De bepalingen van het koninklijk besluit van 13 Augustus 1926 worden ingetrokken.

Art. 2. Dit besluit treedt den 1ⁿ Februari 1927 in werking.

Gegeven te Brussel, den 14 Januari 1927.

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

*Le Ministre de l'Agriculture
et des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

Pour le Ministre de l'Industrie,
du Travail et de la Prévoyance Sociale,
indisposé :

Voor den Minister van Nijverheid,
Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,
ongesteld :

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeevezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeevezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

Le Ministre des Colonies, a. i.

De Minister van Koloniën, a. i.

B^{re} HOUTART.

46

**Arrêté royal relatif à la fabrication,
à la vente et à l'emploi des farines.**

**Koninklijk besluit betreffende de ver-
vaardiging, den verkoop en het
gebruik van meel.**

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL,

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative
à certaines mesures à prendre en vue de
l'amélioration de la situation financière.

Gezien de wet van 16 Juli 1926,
betreffende maatregelen te nemen ter
verbetering van den financieelen toe-
stand;

Revu Nos arrêtés du 19 juillet 1926
et du 20 août 1926 relatifs à la fabrica-
tion et à la vente des farines, du pain
et d'autres produits alimentaires;

Herzien Onze besluiten van 19 Juli
1926 en van 20 Augustus 1926, be-
treffende de vervaardiging en den ver-
koop van meel, brood en andere voed-
dingswaren;

Considérant que les raisons qui mi-
litent en faveur d'une meilleure utiliza-
tion des céréales panifiables ont, les
unes cessé d'exister, les autres subi une
forte atténuation qui ne justifie plus le
maintien du régime d'exception dont
est frappée l'industrie de meunerie;

Overwegende dat de redenen die
pleiten ten voordeele van eene betere
benutting van het broodkoren eens-
deels opgehouden hebben te bestaan en
anderdeels eene sterke vermindering
ondergaan hebben die het behoud van
het uitzonderingsregime dat het mole-
naarsbedrijf treft, niet meer recht-
vaardigt;

Sur la proposition de Nos Ministres,
délibérée en Conseil,

Op het in Raad besproken voorstel
Onzer Ministers,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Article 1^{er}. Sont rapportés Nos arrêtés
des 19 juillet et 20 août 1926, en tant

Artikel 1. Zijn ingetrokken Onze
besluiten van 19 Juli en 20 Augus-

qu'ils sont relatifs à la fabrication, la mise en vente, la vente, l'emploi des farines, à la composition des mélanges de farines et de céréales à mettre en mouture et au contrôle de l'application de ces dispositions.

Art. 2. Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 1927.

tus 1926, voor zooverre zij betrekking hebben op de vervaardiging, het te koop stellen, den verkoop, het gebruik van meel, op de samenstelling van de mengsels van meel en van het te malen graan en op het toezicht op de toepassing van deze beschikkingen.

Art. 2. Dit besluit zal van kracht worden den dag zijner bekendmaking door den *Moniteur*.

Gegeven te Brussel, den 14 Januari 1927.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVEILDE.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

B^{ON} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

Pour le Ministre de l'Industrie,
du Travail
et de la Prévoyance Sociale, indisposé :

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

Voor de Minister van Nijverheid,
Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,
ongesteld :

*De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*

CH. DE BROQUEVILLE.

Le Ministre des Colonies, a. i.

| *De Minister van Koloniën, a. i.*

B^{ON} HOUTART.

47

**Charbons. — Restrictions.
Réquisitions.**

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 16 juillet 1926 relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière;

Revu Notre arrêté du 8 novembre 1926 relatif à la restriction de la consommation et à la répartition des combustibles;

Considérant que le ravitaillement en charbon dans les régions où le combustible faisait défaut a été assuré;

Considérant que la pénurie de charbon ne se fait plus sentir;

Sur la proposition de Nos Ministres, délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Notre arrêté précité du 8 novembre 1926 est abrogé à partir de ce jour.

Art. 2. Tous les ordres de réquisition des charbons destinés au ravitaillement des communes sont annulés.

Toutefois, les charbonnages exécuteront les réquisitions pour lesquelles le paiement aura été effectué par les communes intéressées dans un délai de dix jours à partir de la date de la publication du présent arrêté.

Art. 3. Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 1927.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

PAUL HYMANS.

Kolen. — Beperkingen. — Opeischingen.

ALBERT, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de wet van 16 Juli 1926, betreffende maatregelen te nemen ter verbetering van den financiëleen toestand;

Herzien Ons besluit van 8 November 1926, betreffende de beperking van het verbruik en de verdeling der brandstof;

Overwegende dat de kolenvoorziening in de streken, waar die brandstof ontbrak, werd verzekerd;

Overwegende dat er geen kolennoed meer waargenomen wordt;

Op de in Raad besproken voordracht van Onze Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Ons voormeld besluit van 8 November 1926 is te rekenen van heden opgeheven.

Art. 2. Al de bevelen tot opeisching van kolen bestemd tot het bevoorraden van de gemeenten zijn te niet gedaan.

De kolenmijnen zullen echter de opeischingen ten uitvoer leggen welke door de betrokken gemeenten zullen betaald geworden zijn binnen den tijd van tien dagen te rekenen van den dag waarop dit besluit wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 14 Januari 1927.

ALBERT.

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

De Minister van Justitie,

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

De Minister van Financiën,

Le Ministre des Finances,

B^{on} M. HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAEELS.

*Pour le Ministre de l'Industrie,
du Travail et de la Prévoyance Sociale,
indisposé :*

*Voor den Minister van Nijverheid,
Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,
ongesteld :*

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegrafen,
Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegrafen, Telefonen
en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

Le Ministre des Colonies, a. i.

De Minister van Koloniën, a. i.

B^{on} HOUTART.